★ TRENTE-DEUXIÈME ANNÉE — N° 9386 — 38 PAGES — JEUDI 20 MARS 1975



Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : Jacques Fauvet

1,20 F
Algérie, 1 DA ; Maroc, 1 dir. ; Tunisie, 100 m. ; Allemagne, 1 DM ; Autriche, 8 sch. ; Belgique, 10 fr. ; Canada, 50 c. cts ; Danemark, 2,75 kr. ; Espagne, 20 pes. ; Grande-Bretagne, 14 p. ; Grèce, 15 dr. ; Iran, 45 ris. ; Italie, 250 l. ; Liban, 125 p. ; Luxembourg, 10 fr. ; Norvège, 2,50 kr. ; Pays-Bas, 0,85 fl. ; Portugal, 11 esc. ; Suède, 2 kr. ; Suisse, 0,90 fr. ; U.S.A., 60 cts ; Yougoslavie, 8 n. din.
Tarif des abonnements page 24

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 Paris
Télex Paris n° 65572
Tél. : 770-91-29

EN CHINE

Trois cents criminels de guerre sont libérés

LIRE PAGE 4 L'ARTICLE D'ALAIN BOUC

Contesté par sept membres de son gouvernement

Le ralliement européen de M. Wilson ne garantit pas le succès du référendum

M. Wilson a annoncé mardi 18 mars aux Communes qu'il soutiendrait le maintien de la Grande-Bretagne dans la Communauté. Cette prise de position ne suffit pas à garantir le succès du référendum de juin, compte tenu de la division du parti travailliste (sept ministres se sont prononcés contre le point de vue du premier ministre) et de la vigueur du courant anti-européen dans le pays. Elle n'en est pas moins accueillie avec satisfaction chez les huit partenaires de la Grande-Bretagne, particulièrement à Copenhague et à Dublin. M. Sauvagnargues a déclaré à la télévision britannique que Paris souhaitait le maintien du Royaume-Uni dans l'Europe « comme membre à part entière, et non pas en traînant les pieds et en négociant à chaque instant de nouveaux termes d'adhésion ».

De notre correspondant

Londres. — Précipitant les choses, M. Wilson a annoncé mardi après-midi 18 mars aux Communes que « *le gouvernement de Sa Majesté a décidé de recommander au peuple britannique de voter en faveur du maintien de la Grande-Bretagne dans la Communauté* ». Cette déclaration « *historique* » a été saluée par les acclamations enthousiastes d'une bonne partie de la Chambre.

JEAN WETZ.

(Lire la suite page 4.)

Yes, but...

M. Harold Wilson s'est enfin prononcé clairement pour un « oui » à la Communauté européenne. Si, selon son habitude, son discours aux Communes a été prudent et parfois ambigu, la fermeté de sa prise de position a agréablement surpris ses partenaires de la C.E.E. et même ceux, nombreux, qui critiquent la tendance du leader travailliste à donner la priorité aux considérations électoralistes.

En fait, depuis son retour au pouvoir, en février 1974, ce n'est pas seulement avec la Communauté européenne que M. Wilson a marchandé — et qu'il marchandera encore, comme il le laisse entendre dans son discours, — c'est aussi avec son peuple et avec son parti. Défenseur enthousiaste de l'unité européenne, son prédécesseur à Downing Street, M. Edward Heath, avait quelque peu forcé la main de ses électeurs. Le vote des Communes, le 28 octobre 1971, favorable à l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun, n'avait pas — loin de là — désarmé l'hostilité du clan anti-européen. Non plus que les cérémonies qui marquèrent solennellement l'événement, le 1er janvier 1973.

M. Wilson, qui avait lui-même, dès 1964, demandé l'adhésion de son pays à la Communauté, avait fait de la « renégociation » son nouveau cheval de bataille. En promettant, dans une formule savamment ambiguë, une « consultation populaire », le leader travailliste avait sans doute assuré une bonne partie de son succès de février 1974.

Le clan anti-européen paraît, pour l'instant, hétéroclite. Son fer de lance est de plus en plus clairement la gauche travailliste. M. Wilson ne peut, en aucune manière, négliger cette opposition intérieure, dont l'influence grandit dans les trade-unions et parmi les intellectuels du groupe « Tribune ». Anti-européens, mais aussi partisans résolus d'une « socialisation » de l'économie britannique, avocats d'une nouvelle vague de nationalisations, les partisans de MM. Wedgwood-Benn et Michael Foot constituent un danger certain pour M. Wilson et peut-être, à terme, pour l'unité du parti travailliste. Le premier ministre a voulu leur donner des gages en soulignant que la Commission de Bruxelles n'aurait jamais la haute main sur les décisions du Parlement de Westminster, notamment en matière de politique économique, régionale ou financière.

Sur sa droite, M. Wilson ne peut pas non plus négliger les conservateurs anti-européens, minoritaires certes, mais bruyants, comme M. Enoch Powell, et qui font appel au vieux réflexe nationaliste et isolationniste d'une grande partie de l'électorat traditionnel. C'est à leur adresse que M. Wilson a insisté sur le maintien des liens historiques de son pays, allant jusqu'à dire que son premier souci a *toujours* été le Commonwealth plus que l'Europe.

La décision de M. Wilson d'inviter ses électeurs à voter « oui » constitue un atout capital pour les pro-européens dans la bataille du référendum qui va s'engager. Mais cette bataille est encore loin d'être gagnée : le vote du cabinet — sept « non » contre seize « oui » — et la décision des anti-européens de faire campagne pour le « non » constituent un sévère avertissement pour le premier ministre. D'autant que, comme l'écrit le « Financial Times » : « Il reste aussi à M. Wilson à convaincre les électeurs travaillistes encore hésitants que le pays n'a pas seulement besoin d'un vote favorable au maintien dans la Communauté, mais aussi d'une participation massive et d'une majorité convaincante. »

M. Wilson a enfin dit ce qu'il pensait : il veut rester dans l'Europe. Mais dans quelle Europe ?

UNE CROISADE ANTINUCLÉAIRE FRANCO-ALLEMANDE ?

(Lire page 31 l'article de J.-C. Guillebaud.)

APRÈS LA SUSPENSION DE TROIS FORMATIONS POLITIQUES

Les dissensions internes de la gauche portugaise affecteraient la cohésion du M.F.A.

La situation est confuse à Lisbonne une semaine après l'échec de la tentative de putsch de militaires de droite. Il semble que les vingt-quatre officiers du Conseil de la révolution et les dirigeants des partis politiques membres de la coalition gouvernementale éprouvent beaucoup de difficultés pour constituer une nouvelle équipe dirigeante.

L'accélération du glissement à gauche, réclamée par le premier ministre, le général Vasco Gonçalves, et ses amis du parti communiste et du Mouvement démocratique, affecte la cohésion du M.F.A., dont les éléments les plus modérés s'appuient sur le parti socialiste et le parti populaire démocratique.

Une certaine incertitude règne d'autre part en ce qui concerne la date des élections à la Constituante. Le journal socialiste « Republica » ayant annoncé mardi qu'elles seraient reportées au 25 avril, un communiqué du ministère de l'information précise que « seules des raisons techniques » pourraient justifier un « léger ajournement ». Le Conseil de la révolution a, en tout cas, décidé de suspendre le Parti de la démocratie chrétienne et deux formations gauchistes, dont le M.R.P.P., maoïste. Ces partis ne pourront pas participer aux élections.

De nos envoyés spéciaux

Lisbonne. — Confusion, incertitude : une semaine après l'échec du putsch de droite, la situation politique est loin d'être claire au Portugal. Le remaniement que l'on annonçait rapide n'est toujours pas intervenu, et il est peu probable que le nouveau gouvernement soit connu ce mercredi 19 mars. Les élections à l'Assemblée constituante, fixées au 12 avril, seront sans doute reportées d'une quinzaine de jours et, pour ne rien arranger, les militaires deviennent avares de commentaires, répondant aux journalistes qu'ils « *ont reçu l'ordre, pour l'instant, de ne pas répondre à leurs questions* ».

Aussi est-il encore très difficile de mesurer l'ampleur des « retombées » du coup manqué du 11 mars. Les officiers du M.F.A. sont, bien sûr, solidement installés à la tête du pays, mais il apparaît chaque jour davantage que l'équilibre entre les forces politiques, qui a été fortement ébranlé par les derniers soubresauts de la « *révolution portugaise* », reste à redéfinir. Tel est sans doute l'enjeu des discussions longues et âpres qui se déroulent actuellement pour composer la nouvelle équipe gouvernementale.

L'objectif de chaque parti va cependant au-delà : il s'agit d'arriver dans les meilleures conditions au seuil d'élections qui ressemblent pour tous à un plongeon dans l'inconnu. A ceux qui redoutaient leur ajournement *sine die* au lendemain du 11 mars, les militaires n'ont cessé de répondre que ces élections auraient bien lieu. Mais quand ? Le 12 avril comme prévu ? Certains ont commencé à en douter en entendant le discours du président de la République lors de la cérémonie d'investiture du Conseil de la révolution, lundi soir : « *Nous organiserons des élections libres à une Assemblée constituante qui sera une source d'inspiration quant à la volonté sincère du peuple* », avait alors déclaré le général Costa Gomes, mais il n'avait pour la première fois précisé aucune date.

On ne s'est donc guère étonné, mardi, en apprenant par le journal *Republica*, d'inspiration socialiste, que les élections pourraient être reportées de treize jours et avoir lieu le 25 avril. La nouvelle n'a pas été démentie. Le cabinet du premier ministre s'est contenté de publier un communiqué affirmant que tout serait fait pour organiser les élections à la date prévue, mais que s'il s'avérait nécessaire de les retarder, ce ne pourrait être que pour des raisons techniques. Pour tous, à Lisbonne, c'était la façon détournée de confirmer l'information de *Republica*. On s'interroge évidemment sur les raisons profondes de ce report : le Conseil de la révolution estime, dit-on, que tout n'est pas prêt pour que le scrutin se déroule dans de bonnes conditions. Il semble, en fait, désireux de se donner le temps suffisant pour décréter les réformes qu'il juge urgentes avant que s'ouvre une période de confrontations politiques où le jeu des partis serait prépondérant.

Le conseil entend, en outre, maintenir son contrôle sur ces élections. Il a décidé d'écarter les partis de la commission nationale chargée d'organiser la consultation. Mais cette mesure semble encore secondaire par rapport à l'autre décret signé dans la nuit de lundi à mardi, qui exclut trois organisations de la joute électorale. On pourrait s'y attendre : le M.F.A. avait maintes fois affirmé qu'il ne supporterait plus que l'on s'oppose à son programme. Sont frappés un parti de droite, le parti de la démocratie chrétienne, et deux groupes d'extrême gauche, le Mouvement pour la réorganisation du parti du prolétariat (maoïste) et l'Alliance ouvrière et paysanne (marxiste-léniniste). Mais le décret a étonné par sa forme : en effet, ces trois mouvements ne sont pas interdits, mis hors la loi, mais seulement « suspendus » pour la durée de la campagne électorale. Ils ne pourront se livrer aucune intervention publique mais peuvent développer leurs activités internes.

De nombreux militants de gauche ne cachent pas leur déception : pour eux, la mesure est incomplète car elle épargne le Centre démocratique et social (C.D.S.) qu'ils accusent d'être mêlé lui aussi au putsch du 11 mars. Les militaires n'ont pas voulu aller si loin. Ils disent avoir les preuves que le P.D.C. a réellement participé au complot et recherchent aujourd'hui activement son secrétaire général, le major Sanches Osorio, ancien ministre de l'information, qui a pris la fuite. N'auraient-ils rien de comparable à présenter concernant le C.D.S. Il semble que ce dernier ait bénéficié de ses relations internationales qui s'étaient ouvertement manifestées lors de son congrès mouvementé de Porto. Les giscardiens français, l'Opus Dei espagnol, plusieurs partis démocrates-chrétiens d'Europe occidentale n'ont-ils pas alors apporté leur soutien aux thèses du C.D.S. ? Cet élément a incontestablement dû faire hésiter les membres du Conseil de la révolution.

DOMINIQUE POUCHIN.
JOSÉ REBELO.

(Lire la suite page 3.)

« JUSTICE PRIVÉE » A MARSEILLE

Un inconnu blesse gravement M. Moussa libéré après avoir été jugé pour meurtre

Convié à une réception chez un médecin marseillais, M. Mohamed Laïd Moussa, vingt-huit ans, a été très grièvement blessé dans la nuit du 18 au 19 mars d'une balle de revolver 7,65 tirée en pleine tête par un inconnu masqué. Il a été transporté dans un état désespéré à l'hôpital de la Conception, à Marseille.

M. Moussa, de nationalité algérienne, avait été libéré le 12 mars dernier après avoir été condamné par la cour d'assises des Bouches-du-Rhône à trois ans d'emprisonnement (dont dix-huit mois avec sursis) pour avoir, le 16 juillet 1973, mortellement blessé au cours d'une querelle M. Michel Baliozian, son voisin, à qui il reprochait de faire un bruit excessif.

Dans la soirée du 18 mars, plusieurs personnes, dont M. Moussa, avaient été invitées par le docteur Gérard Bonneville à assister à une projection de films de vacances en Algérie. Soudain, vers minuit, un homme a sonné à la porte d'entrée. Le médecin lui a ouvert. L'inconnu, le visage caché par un passe-montagne, était armé d'un fusil de chasse à canon scié et d'un revolver. Il tira deux coups de feu en l'air et obligea tout le monde à s'aligner contre un mur de l'appartement. Il se dirigea aussitôt vers M. Moussa qui tenta de fuir vers le balcon mais fut atteint d'une balle de revolver tirée à bout portant.

Le meurtrier a pu s'enfuir et rejoindre une voiture bleue dans laquelle se trouvait au moins deux personnes, selon les témoins.

L'enquête a été confiée au commissaire Philippe Pelbois, celui-là même qui, lors de l'audience, avait dit en parlant de Moussa : « *Tout ça, ce sont des gens douteux.* »

(Lire nos informations page 13.)

LES MANIFESTATIONS

- des lycéens et collégiens *(Page 10.)*
- des viticulteurs du Midi *(Page 38.)*

LA BIRMANIE, OU LE SOCIALISME SANS LE PEUPLE

Le régime « socialiste » des militaires de Rangoun n'aime guère livrer ses secrets à l'extérieur. De temps à autre, un communiqué officiel fournit une information : le 16 mars, par exemple, le gouvernement a annoncé que deux dirigeants communistes clandestins avaient été tués. Mais il arrive qu'une crise politique et sociale éclate, qui ne peut être dissimulée. Après les émeutes ouvrières de mai et juin 1974, des heurts sanglants ont opposé, en décembre, les forces de l'ordre à des étudiants, des ouvriers, des bonzes, à Rangoun et dans des villes de province. M. Jack McPherson, sociologue qui a fait plusieurs séjours en Birmanie et se trouvait récemment encore à Rangoun, évoque ces troubles, indices d'un malaise profond.

I. - L'explosion sociale

par JACK McPHERSON

Rangoun. — Immeubles décrépis, rues mal pavées, pagodes recouvertes d'or au milieu d'une végétation luxuriante, foule bigarrée dans laquelle *longyis* et *saris* multicolores se mêlent aux *cheungsams* bleus (1) : seule capitale d'Asie du Sud-Est — à l'exception de Hanoï — à avoir échappé à la « sarcellisation », la métropole birmane apparaît comme un pittoresque creuset d'influences asiatiques et coloniales.

Autour de la pagode de Shwe-Dagon qui domine la ville, et le long des deux bras de rivière qui l'encadrent, se succèdent des villages. Dès 5 heures du matin, hommes et femmes vont chercher l'eau au puits. Pendant la journée, ils se livrent à des activités diverses, comme la vannerie et la pêche. Un certain nombre de jeunes travaillent dans les usines environnantes, mais continuent de vivre de manière traditionnelle, célébrant avec ferveur les fêtes bouddhiques.

A mesure que l'on approche du centre, le tissu urbain se resserre. Le passé colonial de Rangoun apparaît alors clairement. Témoins de cette époque, l'Old Secretariat, ancien siège du gouvernement britannique, qui n'a rien à envier à celui de Calcutta, et le Strand Hotel, où une armée de serveurs en veste blanche, se précipitent sur les rares touristes venus passer leurs sept jours réglementaires au pays des dix mille pagodes.

Rangoun — comme toute la Birmanie — est coupé de l'extérieur. Rares sont les informations qui filtrent. En décembre 1974, cependant, le monde a appris l'enlèvement du corps de M. Thant, l'ancien secrétaire général de l'ONU, par les étudiants de la capitale. Il ne s'agissait pas d'une plaisanterie : le profond malaise qui agite la société birmane depuis un peu plus d'un an et les événements récents sont très graves.

La manifestation qui a accompagné le cortège funéraire à l'université puis celles qui ont eu lieu jusqu'au 8 décembre ont rassemblé plusieurs centaines de milliers de personnes. Organisées par les étudiants, elles ont bénéficié du soutien des bonzes, très influents dans la population. Cette action visait à obtenir des funérailles nationales pour M. Thant.

(Lire la suite page 5.)

(1) Le *longyui* est le vêtement traditionnel, sorte de jupe longue portée par hommes et femmes. Le *cheungsam* est le vêtement des Chinoises du Sud.

AU JOUR LE JOUR

LA SOLUTION

On n'a peut-être pas compris toute la sagesse qui inspire la décision prise par certains recteurs de répondre par la fermeture des lycées à l'agitation lycéenne.

Quand on sait que la plupart des universités ne pourront, cette année, fonctionner qu'à condition de n'y point recevoir d'étudiants, la fermeture paraît la solution budgétaire idéale.

Ces jeunes gens ingrats ne comprennent donc pas que si nous voulons avoir un enseignement que le monde nous envie, il est essentiel de n'en point abuser. Plus tôt l'éducation nationale se débarrassera d'eux, mieux elle pourra s'épanouir dans le silence et la paix des grandes entreprises inutiles.

ROBERT ESCARPIT.

RENCONTRE AVEC...

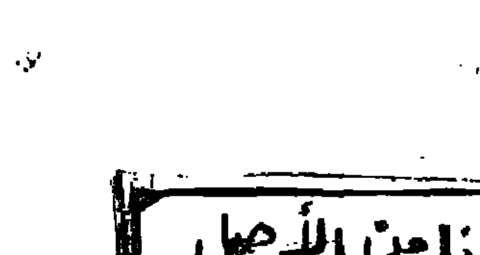
Luchino Visconti

« Ce qui m'a toujours intéressé, c'est l'examen d'une société malade », affirme Luchino Visconti. Son dernier film, « Violence et Passion », dessine, comme l'indiquait le titre original de la version italienne (seul reconnu par le cinéaste), un « Portrait de famille dans un intérieur ». C'est l'histoire d'un « professeur », à Rome, qui a dépassé la soixantaine et voit le monde, un jour, faire irruption chez lui, le monde qui emprunte l'apparence d'une femme très riche, accompagnée de son amant, de sa fille et du fiancé de celle-ci. A leur contact, il prend conscience que sa demeure, son refuge, était, en réalité, une prison. Mais il ne pourra franchir le fossé qui le sépare d'eux, du monde extérieur.

Maria Antonietta Macciocchi, qui a connu Visconti dans la clandestinité, au moment où il tournait « Ossessione », l'a rencontré, chez lui, à Rome.

« Portrait de famille dans un intérieur » est, selon le réalisateur de « Senso » et du « Guépard », le film le plus politique qu'il ait fait depuis « La terre tremble ». « Je ne suis jamais allé aussi loin, dit-il, dans la description détaillée et sans pudeur du monde capitaliste. C'est précisément parce qu'elle n'a rien à dire que cette bourgeoisie recourt au fascisme. » Aujourd'hui encore, Visconti dénonce.

Lire page 15 les articles de MARIA-ANTONIETTA MACCIOCCHI et de JEAN DE BARONCELLI



مكان الأصل

EUROPE

Hongrie

DEVANT LE CONGRÈS DU PARTI

M. Brejnev a indiqué que l'Union soviétique entendait poursuivre sa politique de détente internationale

Budapest. — Après la présentation du rapport de M. Kadar, premier secrétaire, lundi 17 mars, et l'intervention de M. Brejnev mardi, le onzième congrès du parti socialiste ouvrier hongrois a pris son rythme de croisière.

La journée de mardi a connu deux points forts : dans la matinée, le discours du secrétaire général du parti soviétique; dans l'après-midi, l'intervention de M. Jenoe Fock, chef du gouvernement.

Dans une allocution en termes très pesés, M. Brejnev a réaffirmé la poursuite de la politique de détente de l'U.R.S.S. Ce discours était attendu avec curiosité, après son éclipse, due officiellement à la maladie, à la fin de l'année dernière et au début de cette année.

Le ton et les termes qu'il a employés montrent que les Soviétiques veulent croire à une fin rapide de la conférence sur la sécurité européenne. Ils sont, en effet, certains maintenant, M. Brejnev l'a dit expressément,

De notre envoyé spécial

que la majorité des participants tendent vers ce but. Dans ce cas, ce serait un objectif important de la diplomatie de l'U.R.S.S. qui serait bientôt atteint. Il en rejaillirait évidemment un gain de prestige sur M. Brejnev, qui s'est engagé personnellement dans toute la politique de détente.

A entendre le secrétaire général, on n'a pas eu cependant l'impression que cette orientation était remise en cause d'une quelconque façon par Moscou, ou même qu'elle souffrait des récents déboires essuyés par les Soviétiques avec les Américains. Les relations des pays socialistes avec les pays capitalistes se déroulent de « *façon plus ou moins normale* », a dit M. Brejnev. Il a ajouté que son pays continuait d'accorder « *la plus grande attention à la consolidation des rapports avec les Etats-Unis* ».

Il est aussi remarquable que le numéro un soviétique n'ait pas repris l'idée de la réunion d'une conférence internationale des partis communistes, relancée la veille par M. Kadar, et qu'il se soit abstenu de critiquer la Chine. Cette prudence, ou cette habileté, n'a pas été le fait de M. Husak, premier secrétaire tchécoslovaque, ni de M. Jivkov, chef du parti bulgare. Ce dernier est même allé très loin puisque, selon lui, les conditions pour la convocation de la conférence mondiale seraient déjà « *mûres* ». Quant aux Chinois, a dit M. Jivkov, « *en poursuivant une politique chauvine, antisoviétique et antisocialiste, ils surpassent même les ennemis les plus aveugles de la paix et de l'évolution révolutionnaire du monde* ».

L'autocritique de M. Fock

En dehors du message de M. Brejnev, l'autre point d'attraction de la journée de mardi a été fourni par l'intervention de M. Fock. Très autocritique, le discours du chef du gouvernement a montré clairement que le cours et les conditions de développement de l'activité économique ne faisaient pas l'unanimité des dirigeants hongrois. M. Fock a constaté que son gouvernement avait commis deux erreurs : « *La première, c'est un certain chauvinisme de chaque département spécialisé, la seconde, c'est que — même si chaque membre du gouvernement a bien accompli son travail — le conseil des ministres en tant qu'organe de direction n'a pas été à la hauteur de ses tâches. Je veux dire par là que nous avons pris en général de bonnes décisions mais que leur exécution a été déficiente. Il est bien évident que lorsque je parle des membres du gouvernement, je m'y compte aussi.* »

M. Fock a expliqué que son équipe avait essayé de corriger en divers domaines son action « *en suivant les instructions du comité central, en particulier après le plénum de novembre 1972* ». (Cette réunion avait provoqué en effet un coup de frein dans l'application du nouveau système de gestion). Mais, a ajouté le chef du gouvernement, « *les lacunes n'ont pu être qu'insuffisamment corrigées* » et « *l'amélioration n'a été que provisoire* ».

En faisant cette autocritique, M. Fock a-t-il voulu assumer à lui seul la responsabilité d'une politique dont il n'était en fait que l'exécutant ? En tout cas, les rumeurs qui faisaient état ces derniers temps de son remplacement à la tête du gouvernement dans quelques mois se trouvent d'un coup renforcées. Cet effacement serait du reste compréhensible : avec M. Nyers, l'ancien responsable de l'économie, M. Fock a lié son nom au succès du nouveau système de gestion mis en place il y a huit ans, au moment même où il prenait la tête du gouvernement.

Or, s'il est vrai, comme l'affirme M. Kadar dans son rapport, que la ligne générale du parti est maintenue, la réforme a été à ce point rognée depuis deux ans que certains ne reconnaissent plus leur enfant. Les interventions, mardi, de M. Bela Biszku, secrétaire du comité central, et de M. Imre Katona, premier secrétaire du parti pour la ville de Budapest, ont prouvé que les partisans d'une plus grande sévérité envers les profiteurs du système, d'un renforcement du « *rôle dirigeant de la classe ouvrière* », avaient le vent en poupe.

MANUEL LUCBERT.

● *Le P.C.F. a délégué à Budapest* MM. René Piquet, membre du bureau politique et secrétaire du comité central, Jacques Denis, membre du comité central et Jean Nicolas, secrétaire fédéral pour le Puy-de-Dôme.

Yougoslavie

En visite officielle à Washington

LE CHEF DU GOUVERNEMENT COMPTE EXAMINER LES POSSIBILITÉS D'ACHAT DE MATÉRIEL MILITAIRE

(De notre correspondant.)

Belgrade. — Le président du conseil exécutif fédéral, M. Djemal Bjeditch, a commencé, mardi 18 mars, une visite à Washington. Depuis la guerre, aucun autre chef du gouvernement yougoslave ne s'était rendu officiellement aux Etats-Unis. Le voyage était envisagé depuis plus de trois ans, mais les tensions entre les deux pays au sujet de quelques problèmes internationaux avaient constamment ajourné la réalisation du projet. Mais à la faveur du séjour dans la capitale yougoslave, en M. Bjeditch qui, à Washington, Kissinger et des entretiens « *francs et ouverts* » qu'il a eus avec ses hôtes, les deux parties ont repris le dialogue pratiquement interrompu après la guerre du Kippour, et constaté « *l'intérêt réciproque* » du voyage de M. Bejditch qui, à Washington, sera reçu par le président Ford, et rencontrera de nombreux représentants de la vie politique, économique et financière américaine.

Après son séjour aux Etats-Unis, M. Bjeditch compte aller, au début avril, à Moscou et plus tard à Pékin.

Les milieux politiques yougoslaves ont l'impression que le gouvernement de Washington s'est décidé enfin — comme ils l'ont toujours suggéré — à faire une nette distinction entre les rapports bilatéraux et les positions des deux pays sur la scène internationale. Ces rapports bilatéraux sont qualifiés de bons, particulièrement en ce qui concerne les échanges commerciaux, qui, en 1974, ont atteint 700 millions de dollars, soit 60 % de plus que l'année précédente.

La collaboration technique, scientifique et culturelle ne pose pas de problèmes majeurs ni la collaboration financière. La Exim Bank par exemple a déjà avancé d'importants crédits pour plusieurs ouvrages d'infrastructure. Elle vient de s'engager à participer au financement de la première centrale nucléaire yougoslave, qui sera construite à Krsko, en Slovénie.

Depuis la visite de M. Kissinger, la presse étrangère a fait état, à plusieurs reprises, de la possibilité de livraison à la Yougoslavie de matériel militaire américain. Comme c'est de règle en la matière, les milieux autorisés n'y ont fait, du moins jusqu'à présent, aucune allusion. Il est probable, cependant, que ce thème figurera à l'ordre du jour des entretiens de Washington, que la collaboration militaire fut interrompue, déclare-t-on ici, non par la Yougoslavie, mais par les Américains. Dans l'état actuel, les Yougoslaves sont intéressés au matériel militaire le plus moderne, notamment le matériel électronique. Ils sont prêts, si c'est une condition à la vente, à régler les achats au comptant (le principe de *cash and carry*) bien qu'ils préfèrent une formule de compensation comprenant la livraison aux Etats-Unis de marchandises.

PAUL YANKOVITCH.

● *Le président de la République fédérale allemande* et Mme Walter Scheel feront une visite officielle en France, du 21 au 25 avril, annonce à Paris un communiqué de la présidence de la République.

Italie

M. Berlinguer se propose d'« introduire quelques éléments de socialisme dans les structures de la société »

Rome. — Le discours que M. Enrico Berlinguer a prononcé mardi 18 mars à Rome, en ouvrant le quatorzième congrès communiste italien, est un chef-d'œuvre du genre : suffisamment modéré pour se faire entendre des autres formations politiques, suffisamment ferme pour rassurer la base du parti, suffisamment vague, enfin, pour permettre diverses interprétations et empêcher son auteur d'être mis au pied du mur quand il propose une nouvelle fois, avec des mots différents, la participation des communistes au pouvoir. Le décor correspond d'ailleurs exactement à cette politique de la main tendue. Discrètement drapé de rouge, le Palais des sports de Rome donne une image moderne, efficace et raisonnable d'un parti qui sait assurer l'ordre sans énervement, afficher sa puissance sans triomphalisme déplacé. Les mille cent vingt-quatre délégués — parmi lesquels 16 % de femmes — applaudissent avec mesure, en attendant de participer à la discussion qui sera la partie la plus intéressante de ce congrès.

M. Berlinguer ayant pratiquement tout dit dans son rapport préparatoire (*le Monde* du 14 décembre 1974), il se trouvait contraint, le 18 mars, d'apporter des précisions. Son discours fleuve en contient quelques-unes qui tiennent surtout à la formulation.

L'Italie, selon M. Berlinguer, a déjà connu une première « révolution », celle de la lutte antifasciste. Elle est prête aujourd'hui à en faire une autre : engager « *une nouvelle phase de développement démocratique* », qui permettrait de « *sortir progressivement du système capitaliste* » et qui « *introduirait dans les structures de la société quelques éléments du socialisme* ». Pour cela, les communistes ont fait « *une proposition neuve, la seule qui n'ait pas été encore essayée* » : c'est « *le compromis historique* ».

M. Berlinguer voudrait dissiper à ce propos des équivoques et des malentendus. Certes la proposition communiste comprend une nouvelle formule de gouvernement à laquelle participerait le P.C.I., « *il en est même un élément essentiel* ». Mais les communistes ne sont pas pressés, ils ont eux aussi « *des conditions à poser* », et le « *compromis historique* » va du reste bien au-delà de cette nouvelle coalition gouvernementale : il constitue dès aujourd'hui le moyen de

De notre correspondant

résoudre les problèmes très graves et très urgents du pays. « *C'est une stratégie non seulement pour le P.C.I. mais pour le pays entier, capable de faire sortir l'Italie de la crise, de sauver et de développer la démocratie.* » Le « *compromis historique* » est en même temps « *un terrain plus avancé de lutte et un défi retourné à toutes les autres forces politiques* ».

Comme partenaires, le P.C.I. a choisi en effet « *toutes les forces démocratiques et populaires du pays* ». Chacun sait cependant que le « *compromis historique* » ne pourrait se réaliser sans un accord avec l'autre grand parti italien, la démocratie chrétienne. Des divergences se manifestent à ce sujet au sein du P.C.I. « *Compromis d'accord, mais avec quelle D.C., camarades ?* », demandait, le jour de l'ouverture du congrès, le quotidien communiste *Paese Sera*. M. Berlinguer est convaincu pour sa part que la démocratie chrétienne italienne n'est pas immuable. Paraphrasant Lénine, il s'étonne : « *Un communiste peut-il penser qu'un quelconque aspect de la réalité sociale et politique soit destiné à ne pas changer ?* »

Pas de sortie unilatérale de l'un ou l'autre bloc

Les autres objections au « *compromis historique* » sont formulées en dehors du P.C.I. Il en est une qui vient tout de suite à l'esprit : le jour où cette entente des « *forces démocratiques et populaires* » conduira à une coalition gouvernementale, que restera-t-il dans l'opposition, hormis une extrême droite susceptible de rassembler tous les mécontents ? Question théorique, répond M. Berlinguer ; il y aura toujours dans l'opposition « *des groupes privilégiés* ». On reste un peu sur sa faim.

Autre objection, récemment formulée par M. Ugo la Malfa, secrétaire du parti républicain : le « *compromis historique* » ne peut être réglé en Italie comme « *un problème de famille* », en ignorant le cadre mondial. M. Berlinguer est de l'avis contraire : non seulement le compromis italien ne menacerait pas la détente mais il la renforcerait. C'est pourquoi d'ailleurs le P.C.I. ne demande pas que l'Italie quitte l'Alliance atlantique. « *Toute sortie unilatérale de l'un ou de l'autre bloc (...) finirait par empêcher ou renverser le processus de la détente qui se présente comme la seule voie pour arriver à un dépassement progressif des blocs.* »

M. Berlinguer exporterait d'ailleurs volontiers ce « *compromis historique* » : « *En attendant un gouvernement mondial — il n'est pas interdit de rêver*, remarque ce marxiste-léniniste, — *le rapprochement, la convergence, la rencontre entre diverses forces ouvrières de gauche et progressistes de l'Europe* », seraient nécessaires.

L'Italie n'est pas le Portugal, a souligné le secrétaire général du P.C.I. qui s'est montré très prudent sur les événements de Lisbonne. Ce pays vit « *un processus politique assez compliqué, qui tient à la difficulté de construire et consolider un régime effectivement démocratique* ».

Le Portugal aura en tout cas provoqué le seul incident du congrès de Rome : la délégation démocrate-chrétienne — présente aux côtés des délégués de tous les autres partis italiens, à l'exclusion de la droite nationale — s'est retirée du palais des sports, pour protester contre l'interdiction du parti frère à Lisbonne. Un mouvement d'humeur compréhensible mais qui est peut-être aussi une première réponse à M. Berlinguer.

ROBERT SOLÉ.

● *Le parti communiste français a délégué*, pour le représenter au quatorzième congrès du P.C.I., MM. Paul Laurent, membre du bureau politique, secrétaire du comité central ; Charles Caressa, membre du comité central, et Roger Trugnan, de la section de politique extérieure du comité central.

Espagne

L'interdiction de l'assemblée chrétienne de Vallecas relance la polémique entre l'Église et l'État

Le cardinal Tarancon, archevêque de Madrid, a protesté le mercredi 19 mars contre l'interdiction d'une assemblée de fidèles qui aurait dû avoir lieu du 15 au 23 mars à Vallecas, faubourg ouvrier de la capitale. Cette mesure, estime l'archevêque dans une homélie qui sera lue dans les églises de Madrid, est « un fait que nous ne pouvons pas comprendre dans un pays qui a pour titre de gloire la soumission à la loi de Dieu, selon la doctrine de l'Eglise catholique ». Selon les autorités, la réunion pouvait « altérer l'ordre public ».

L'avocat madrilène Raul Modoro, socialiste, a été convoqué le mardi 18 mars au siège de la direction générale de la sécurité de Madrid, et son passeport lui a été retiré. C'est la troisième personnalité espagnole membre de la Junte démocratique sanctionnée pour avoir été reçue à Strasbourg par le Parlement européen. Les deux autres victimes de cette mesure sont MM. Enrique Tierno Galvan et Alfonso de Cossio (« le Monde » du 18 mars).

Un quatrième projet de formation d'association politique a été présenté à Madrid. C'est le second d'inspiration démocrate-chrétienne, et il est soumis par M. Silva Munoz, ancien ministre des travaux publics.

De notre correspondant

Madrid. — La direction générale de la sûreté a interdit la réunion de la première assemblée chrétienne de Vallecas qui devait avoir lieu dans ce faubourg ouvrier de Madrid, du 15 au 23 mars, sous la présidence du cardinal Tarancon, archevêque de Madrid et président de la conférence épiscopale espagnole. Cette interdiction, considérée comme une violation du concordat, est, selon les milieux ecclésiastiques autorisés, la plus vive attaque qu'ait jamais lancée le régime franquiste contre l'Eglise. Elle ne peut qu'envenimer encore les relations entre le Vatican et Madrid.

L'assemblée de Vallecas a été préparée par Mgr Alberto Iniesta, évêque auxiliaire de Madrid, et vicaire épiscopal de ce faubourg. Quelque mille cinq cents délégués devaient intervenir dans les débats. Les autorités ont affirmé que la réunion pouvait « *gravement altérer l'ordre public* ». La commission nationale Justice et Paix a protesté contre l'interdiction.

Dimanche 16 mars, dans une note qui a été lue dans toutes les églises de Vallecas, Mgr Iniesta a protesté et affirmé que les organisateurs de l'assemblée avaient pris toutes les précautions pour que l'ordre ne soit pas troublé. Il a ajouté : « *Si des éléments d'extrême droite, étrangers à l'assemblée, veulent troubler l'ordre public, il ne nous appartient pas de les contrôler.* »

Un des membres du comité exécutif de l'assemblée de Vallecas déclare : « *Depuis plusieurs mois près de cent cinquante mille personnes groupées en équipes d'une dizaine de membres préparaient cette réunion. Ce que nous cherchions, c'était donner au peuple de Vallecas l'image d'une Eglise prophétique, fraternelle et libre. Tous nos rapports avaient été supervisés par le cardinal.* »

Le document sur la réconciliation des Espagnols, récemment approuvé par la conférence épiscopale, réclame pour l'Eglise « *le droit d'éclairer les situations et les problèmes temporels* ». Mais il condamne « l'option de classe » que préconisent les « *chrétiens pour le socialisme* » ou le groupe Eglise populaire, car « *une préférence de l'Eglise à l'égard des pouvoirs dans le cadre de ce que l'on appelle option de classe reviendrait à imposer des limites au pouvoir évangélique et à canoniser l'antagonisme au sein même de l'Eglise* ».

L'assemblée de Vallecas se plaçait dans la ligne de ce document qui veut aussi éliminer les différences qui existent encore « *entre vainqueurs et vaincus* » de la guerre civile.

L'assemblée devait aborder entre autres sujets la nécessité du droit de libre association syndicale et des libertés de réunions et d'expression. Elle devait insister sur la nécessité pour l'Eglise de s'engager davantage dans la défense de ces libertés et de ces droits fondamentaux. Les conclusions de l'assemblée étaient attendues avec intérêt. Pour la première fois des ouvriers allaient se prononcer sur les problèmes de l'Espagne d'aujourd'hui, à la lumière de l'Evangile. Aussi le professeur Joaquin Ruiz-Gimenez, président de la commission nationale Justice et Paix, estime que « *tout cela est grave, car plus que jamais, la participation de tous les citoyens sans discrimination s'impose* ». — J.-A. N.

L'ÉVOLUTION

Les dissensions [illegible] affecteraient [illegible]

Craintes socialistes

URGO 7 est plein de trous.

EUROPE

L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION AU PORTUGAL

Les dissensions internes de la gauche affecteraient la cohésion du M.F.A.

(Suite de la première page.)

Ils ont aussi peut-être jugé qu'après tout le C.D.S. était maintenant suffisamment « amoindri » pour ne plus présenter un trop grand danger. Ses locaux ont été dévastés, sa direction a, semble-t-il, pris peur et demeure introuvable. Certains sondages accordent en outre une influence plus grande aux démocrates-chrétiens qu'aux centristes, notamment dans le nord du pays où la campagne de « dynamisation culturelle » du M.F.A. n'a sûrement pas suffi à modifier une tradition séculaire de fidélité à l'Eglise et à ses « représentants ». En se « contentant d'éliminer le P.D.C., les militaires portugais n'auraient-ils pas pensé qu'une « demi-mesure » suffisait ?

Mais le sort différent réservé au P.D.C. et au C.D.S. va vite poser un problème délicat : les deux formations devaient, en effet, présenter pour ces élections des listes communes dans toutes les circonscriptions sous le nom du centre et de la démocratie chrétienne. Les inscriptions étant closes, le C.D.S. va-t-il se retrouver avec des listes incomplètes qui, selon la loi électorale, ne peuvent concourir ?

L'extrême gauche portugaise n'a cessé d'accuser le C.D.S. de regrouper nombre des notables de l'ancien régime ; il serait étonnant qu'elle renonce à son hostilité, alors qu'elle se trouve elle-même victime des mesures prises par le Conseil de la révolution.

La réaction du M.R.P.P. à la suspension décrétée contre lui est assez prévisible. Le mouvement n'acceptera pas la « sanction » et poursuivra ses activités publiques. Que feront alors les militaires ? Les maoïstes, de leur côté, sont déjà prêts, assurent-ils, à continuer la lutte dans une clandestinité d'où ils étaient sortis il y a moins d'un an, et veulent organiser un boycottage actif des élections. La mesure qui les frappe pourrait bien être, comme le craignait un militant communiste, plus néfaste par ses conséquences pour le pays que les activités que ce mouvement déployait jusqu'alors. Sa dissolution et celle d'un groupe moins important, l'AOC, provoquent, bien sûr, des réactions dans le reste de l'extrême gauche. Les socialistes eux-mêmes n'hésitent pas à la désapprouver et pourraient le faire publiquement ce mercredi.

Craintes socialistes

Le parti socialiste semble prendre l'offensive après une semaine difficile, le 11 mars ayant précipité une évolution à laquelle il voulait à tout prix s'opposer. « *Mais*, affirme un de ses dirigeants, *nous avons encore des atouts et nous sommes décidés à les jouer jusqu'au bout.* » La « résistance » du P.S. serait à l'origine des difficultés qu'éprouve actuellement le général Vasco Gonçalves à former son gouvernement. Le premier ministre a réuni mardi les quatre partis appelés à former la coalition du futur gouvernement (parti communiste, parti socialiste, parti populaire démocratique et mouvement démocratique portugais).

Il leur a, dit-on, proposé une liste qui aurait été aussitôt jugée « *inacceptable* » par les socialistes. La proposition remettait, en effet, notamment en cause la présence de M. Salgado Zenha au gouvernement. Celui-ci occupait jusqu'alors le ministère de la justice qui pourrait prochainement céder une partie de ses prérogatives passant sous l'autorité d'un ministère de l'« assainissement ».

Les socialist estiment qu'on veut les affaiblir. Ils auraient, certes, admis le départ de M. Soares des affaires étrangères, poste qui, dit-il lui-même, « *ne l'intéresse plus tellement* » maintenant que « *la décolonisation est chose faite* ».

Mais, en se raidissant, ils veulent d'abord que l'équilibre général sur lequel reposait la coalition avant le 11 mars ne soit pas totalement bouleversé. Il ne s'agit pas pour eux d'un simple rapport de forces arithmétique entre les partis. Les conflits pour la constitution du nouveau gouvernement opposeraient aussi les militaires entre eux et particulièrement le premier ministre, l général Vasco Gonçalves au major Melo Antunes, ministre d'Etat sans portefeuille dans le précédent gouvernement et responsable de l'élaboration du plan économique et social de trois ans.

Il est difficile de cerner les positions de chacun et d'estimer précisément ce qui les sépare. Il semble bien, toutefois, que el major Melo Antunes s'inquiète d'une évolution « autoritaire » du régime qui favoriserait trop ouvertement les positions des communistes. Il est certain que l'influence du P.C. sur certains officiers du M.F.A. s'est accrue depuis le 25 avril et que le premier ministre a souvent défendu leur cause contre le général Spinola d'abord, puis au sein du gouvernement après sa démission.

Il serait imprudent de caractériser les oppositions actuelles entre les responsables militaires en des termes classiques d'affrontement entre une gauche et une droite. Mais il est incontestable que, dans la situation ainsi créée, le parti socialiste a pris fait et cause pour le major Melo Antunes et que le parti communiste n'épargne pas son soutien au général Vasco Gonçalves. Faudrait-il en déduire qu'après l'élimination presque totale des spinolistes convaincus, les oppositions entre militaires se sont déplacées vers la gauche ? Il est trop tôt pour l'affirmer. Une chose apparaît cependant de plus en plus clairement : le Mouvement des forces armées tient à défendre son unité, mais l'exercice direct du pouvoir provoque en son sein des divergences dont on mesure encore difficilement la portée.

A peine deux heures après que le conseil de la révolution eut « suspendu » son mouvement pour la durée de la campagne électorale, quelque trois mille cinq cents militants et sympathisants du Mouvement de réorganisation du parti du prolétariat (M.R.P.P.) ont manifesté dans les rues de Lisbonne contre « *le fascisme et le social-fascisme* ». Les premiers arrivés avaient, dès 18 heures, transformé la place du Rossio en un forum style Hyde Park Corner, où des orateurs perchés en équilibre instable sur le dossier d'un banc haranguaient une foule curieuse et parfois attentive.

On craignait des incidents. Il n'y en eut aucun. Les sièges de certains partis qui auraient pu être visés par les manifestants étaient protégés par les forces de l'ordre, et les maoïstes ont pu cinq heures durant faire leur « longue marche » du centre de la ville jusqu'au palais de Sao Bento, siège du gouvernement. Là les attendaient les militaires, une compagnie de cavalerie, une autre de parachutistes armés de fusils d'assaut et placés sur les marches de l'escalier monumental. Le matériel dont ils disposaient suffisait à dissuader tout manifestant de s'approcher de trop près : chars AMX, blindés de transports de troupe, mitrailleuses lourdes et canons de tous calibres. Les hommes du Copcon pouvaient sans mal être sûrs d'eux.

DOMINIQUE POUCHIN.
JOSÉ REBELO.

Les partis « suspendus » par le Conseil de la révolution

Le Conseil de la révolution a décrété, mardi 18 mars, la suspension des activités de trois formations politiques : le Parti de la démocratie chrétienne (P.D.C.), le Mouvement pour la réorganisation du parti du prolétariat (M.R.P.P., maoïste) et l'Alliance ouvrière et paysanne (A.O.C., marxiste-léniniste). Cette mesure, selon le décret-loi pris par le Conseil de la révolution, interdit toute activité à ces partis jusqu'aux élections, auxquelles ils n'auront pas le droit de participer. Ces formations pourront cependant poursuivre leurs activités de bureau et s'associer à d'autres manifestations dans la mesure où celles-ci ne perturbent pas l'ordre public.

Le Parti de la démocratie chrétienne est la formation la plus à droite de l'actuel échiquier politique portugais. Son secrétaire général est M. Sanches Osorio, ancien membre de la junte après le 25 avril 1974, ancien ministre de la communication sociale (information).

Très lié à l'ex-général Spinola et aux secteurs les plus conservateurs de l'armée, M. Sanches Osorio se serait enfui en Espagne au lendemain de la tentative de putsch du 11 mars.

Le nouveau secrétaire général est M. Costa Figueira, qui a protesté contre la suspension de son parti. Le P.D.C. avait conclu une alliance avec le C.D.S. (Centre démocratique et social), dont le leader est M. Freitas do Amaral, afin de présenter des listes communes aux élections du 12 avril. Le C.D.S. n'est pas suspendu et pourrait en conséquence faire le plein des voix conservatrices aux élections. Des personnalités liées à l'ancien régime salazariste figurent dans les états-majors du C.D.S. et du parti de la démocratie-chrétienne.

Le Mouvement pour la réorganisation du parti du prolétariat (M.R.P.P.) est la formation gauchiste la plus puissante et la mieux organisée. Le M.R.P.P. a été capable en janvier de paralyser l'université de Lisbonne et de mobiliser en février les lycéens. Son action dans les casernes n'est pas négligeable. Les maoïstes du M.R.P.P. dénoncent violemment le parti communiste, qualifié de « *social-fasciste* » et « *l'ordre bourgeois du 25 avril* ». Il a multiplié les attaques contre le Mouvement des forces armées, appelant à une « *révolution populaire pour la prise du pouvoir* ». La semaine dernière, huit militants du M.R.P.P. ont été arrêtés à Vila-Franca-de-Xira alors qu'ils distribuaient des tracts contre le M.F.A. et « *la dictature militaire* ».

L'alliance ouvrière et paysanne, née au lendemain du 25 avril, autre organisation marxiste-léniniste estime que « *le social fascisme est l'ennemi principal du Portugal* ». Cette position l'a l'a amené à soutenir le parti socialiste de M. Soares lors de la crise provoquée par le débat sur la loi syndicale en janvier. Après les événements du 11 mars, quelques leaders de l'A.O.C. ont été arrêtés. Ils sont accusés d'irrégularités commises au syndicat des employés de l'industrie chimique.

Les principales formations restant en course pour les élections sont le parti communiste, le Mouvement démocratique portugais (issu des commissions démocratiques électorales formées par l'opposition pour les élections de 1969 et de 1973), le parti socialiste, le parti populaire démocratique (P.P.D.), le Centre démocratique et social (C.D.S.), centriste. Le parti communiste, le parti socialiste et le P.P.D. appartiennent à l'actuelle coalition gouvernementale. Le M.D.P. pourrait entrer dans le nouveau gouvernement dont la composition n'est pas encore connue.

M. SANCHES OSORIO SERAIT EN ESPAGNE

Madrid (A.F.P.). — *Selon des rumeurs circulant avec insistance à Madrid, M. Sanches Osorio, secrétaire général du parti de la démocratie chrétienne au Portugal, aurait trouvé refuge en Espagne dans la nuit du 12 au 13 mars, soit trente-six heures après le coup militaire de droite.*

Il aurait traversé la frontière à pied et se serait présenté au poste de la garde civile près de Salamanque. M. Sanches Osorio, proche collaborateur de l'ex-général de Spinola, aurait été transféré à Madrid, indique le quotidien catholique Ya.

M. Marchais : l'intérêt de la France est dans la coopération avec un Portugal libre et démocratique

M. Georges Marchais, secrétaire général du parti communiste, a évoqué la situation au Portugal mardi 18 mars au cours de la conférence de presse qu'il a donnée à La Trinité, près de Nice. Il a déclaré : « *L'échec du coup d'Etat témoigne de la force du mouvement démocratique au Portugal, de la volonté du peuple portugais, du Mouvement des forces armées, des partis de gauche, en particulier le parti communiste, de poursuivre sur la voie de la démocratie économique et politique. Nous assurons le peuple portugais de notre totale solidarité dans le combat qu'il mène. Il serait éminemment souhaitable que le gouvernement français, sans s'ingérer dans les affaires intérieures du Portugal, se place lui aussi du côté du progrès. L'intérêt national, l'intérêt de la France est dans des rapports de coopération avec un Portugal libre et démocratique et non le Portugal que nous avons connu fasciste pendant cinquante ans.* »

Le secrétaire général du P.C.F. a ajouté : « *L'expérience a montré que les menaces contre la démocratie portugaise venaient des fascistes. Il est grand dommage que certains aient pu voir une menace du côté des communistes et, parmi ceux-là, il faut malheureusement ranger les socialistes portugais et Mario Soares.*

» *Les communistes portugais sont les seuls qui ont mené le combat pendant cinquante ans contre le fascisme. Le parti socialiste, au contraire, avait volé en éclats. C'est par la suite seulement qu'il s'est reconstitué comme l'a reconnu son dirigeant actuel (...).*

» *Les communistes portugais n'envisagent pas la prise du pouvoir pour eux-mêmes. Non, mais ils assument leurs responsabilités dans l'alliance avec le Mouvement des forces armées, et ils proposent quotidiennement aux socialistes portugais l'entente dans la lutte pour une démocratie économique et politique. C'est là une bonne politique à mon avis.*

» *Nos amis portugais ont raison, et je ne vois pas pourquoi cela viendrait gêner la gauche française.* »

A la question : « *N'êtes-vous pas gêné que ce soient les militaires qui mènent le jeu ?* », M. Marchais a répondu : « *J'ai dit un jour qu'il y a les « Pinochet » et les capitaines portugais. Je me réjouis quant à moi que dans un pays qui a connu le fascisme il y ait non seulement des soldats, mais des officiers et sous-officiers, pour considérer qu'il fallait mettre un terme à ce régime. Ils l'ont fait. Et ce fut la victoire du 25 avril.*

» *Je me réjouis aujourd'hui de voir ces officiers et sous-officiers conduire leur affaire avec beaucoup de sérieux et la volonté déterminée d'avancer sur la voie d'une démocratie économique et politique.*

» *Il est plus réjouissant de voir le comportement des officiers et sous-officiers portugais que de voir Bigeard, qui a été un tortionnaire à Alger, membre du gouvernement français. (...)*

» *Je ne veux pas m'ingérer dans les affaires intérieures du Portugal, j'en juge de l'extérieur. J'ai rencontré les dirigeants du Mouvement des forces armées, j'ai parlé avec eux. Ils veulent une alliance avec les partis de gauche, avec le parti communiste, avec le parti socialiste. Je me réjouis quand je leur entends dire qu'ils veulent la démocratie, qu'ils veulent que les travailleurs bénéficient des richesses produites par eux.* »

● *Le cinquième bureau de l'état-major général des forces armées portugaises* demande, dans un communiqué publié mardi 18 mars, à Lisbonne, qu'il soit mis un terme aux fouilles de voitures effectuées en certains points du pays par des militants de diverses organisations politiques.

Il précise qu'il connaît la valeur de la vigilance populaire et ne veut en aucun cas la démobiliser. Toutefois, précise-t-il, cette vigilance doit se maintenir dans certaines limites de façon à « *ne pas porter préjudice à la tranquillité nationale et au prestige du pays* ». — *(A.F.P.)*

● *M. Raul Roa*, ministre cubain des affaires étrangères, parlant à la séance d'ouverture du Bureau de coordination des pays non alignés, a déclaré que ces derniers ne peuvent refuser leur aide et leur solidarité au processus de radicalisation du Mouvement des forces armées.

Point de vue

L'« EFFET MÜHLMANN »

par RENÉ LOURAU (*)

L'HYPOTHEQUE Spinola étant levée, il y a de fortes chances que les chars d'assaut de Postdam, Budapest, Prague, Dantzig, écrasent bientôt sur l'asphalte de Lisbonne les révolutionnaires portugais : le Mouvement des forces armées a décrété son « institutionnalisation immédiate »...

L'institutionnalisation était prévue depuis pas mal de temps, déclare naïvement un ministre militaire, qui refuse aussitôt de répondre à la question de savoir si les partis politiques ont été consultés. La création des deux institutions du Mouvement, le Conseil de la révolution et l'Assemblée générale des forces armées, se substituant entre autres aux conseils « élus démocratiquement » dans chaque arme, a donc été seulement accélérée par les événements du 11 mars, lesquels n'ont pas suscité de grandes initiatives de la part du M.F.A. (cf les avions rebelles qui se promènent pendant trois heures sur Lisbonne, la fuite des principaux responsables, etc.).

Ces événements, du coup, prennent une allure suspecte : car, enfin, le putsch, ridiculement manqué du général Spinola, survient à son heure pour réaliser le projet hégémonique déjà programmé par le M.F.A.

Chose étrange, ce concept d'« *institutionnalisation d'un mouvement* », en sociologie historique, sert à décrire la transformation d'un mouvement social (politique, religieux, esthétique, etc.) en sens contraire ; sa bureaucratisation, son contrôle par un nouveau pouvoir qui reproduit la structure de l'ancien pouvoir dont le Mouvement prétendait détruire jusqu'au souvenir. C'est, au nom de l'organisation, du retour à l'ordre, de la lutte pour la productivité, etc., la fin de la vie démocratique qui s'était épanouie à travers des formes sociales nouvelles, parfois surprenantes, formes que le Mouvement avait fait naître afin que le savoir social soit produit par tous, non par une clique de dirigeants autoproclamés.

L'ethnologue allemand Mühlmann, étudiant les mouvements messianiques révolutionnaires du tiers-monde, a pu ainsi proposer une théorie de l'institutionalisation comme « fonction de l'échec de la prophétie ». C'est l'« *effet Mühlmann* ».

Si le terme de prophétie s'applique au projet initial, au gigantesque déferlement d'imaginaire social rompant les digues de la tradition lors des soulèvements à caractère religieux, il est clair que l'« effet Mühlmann » peut être généralisé aux mouvements révolutionnaires laïques : bureaucratisation, récupération, normalisation, sont quelques-uns des termes usuels qui en rendent compte.

La « prophétie » portugaise, il serait présomptueux de prétendre que l'armée ou les partis politiques au pouvoir en sont les prophètes, les annonceurs, les créateurs. Tout au plus les usufruitiers, chargés de « mühlmanniser » la révolution, de l'encadrer, de l'introduire de gré ou de force dans le grand jeu des politiciens. Car il ne faudrait pas oublier — déjà, tout ce qui remue dans le peuple depuis le 25 avril 1974, soit dans le sens du mouvement de démocratisation, soit dans le sens de la résistance à ce mouvement. La masse rurale, enfoncée dans la civilisation agro-pastorale tellement détestée des planificateurs, doit-elle être condamnée au nom du « crétinisme villageois » qui agaçait les délicates narines de Lénine et de Trotski, doit-elle être sacrifiée au nom du développement des forces productives, comme cela a été le cas dans la Russie stalinienne du Gosplan ? Si la réponse est oui, on se demande où est le « peuple » que les révolutionnaires professionnels prétendent sauver ?

Révélateurs

Comme dans toute situation révolutionnaire, il existe au Portugal des tendances radicales qui éprouvent de la difficulté à s'actualiser. Pas seulement parce que leurs « représentants » (tout aussi usufruitiers que les partis politiques au pouvoir) sont minoritaires, mais parce que les doctrines gauchistes sont nécessairement aussi, dans une certaine mesure, des récupérations du mouvement social (récupération qui éclate même dans les récentes publicités de l'agence portugaise de tourisme, essayant de « vendre », outre les charmes du fado et de l'avril au Portugal, l'élan populaire révélé en avril 1974 !) ; parce que le discours des tendances les plus radicales n'a pas encore été produit par le peuple ; parce que ce discours bégayant des opprimés, non appuyé sur la belle possession de la langue qui distingue les professionnels de la politique, se compose à mesure que naissent les événements révélateurs : 25 avril 1974 (coup d'Etat de Spinola et du M.F.A. contre Caetano) ; 30 septembre 1974 (démission de Spinola) ; 11 mars 1975 (échec de Spinola dans sa tentative contre le régime qu'il avait contribué à établir).

Le M.F.A. « institutionalisé », centralisé, épuré, auto-proclamé comme seule instance dirigeante de la révolution, fait planer une menace explicite sur l'extrême-gauche non communiste, accusée déjà de faire le jeu de la droite en critiquant ce qui ne doit pas être critiqué (les militaires ont assimilé correctement l'abc de la rhétorique policière de M. Poniatowski, dont le modèle a été déposé par les régimes « fascistes » et « communistes », depuis plusieurs dizaines d'années).

Après qu'il eut feint de « frapper » à droite, il frappe durement à gauche, sous le regard humide des socialistes, « toujours aussi « coincés » et donc aussi peu imaginatifs que les disciples de Blum, Wilson ou Mitterrand. En attendant, l'Etat devient le nouveau « patron » de l'économie, grâce aux nationalisations des banques, des assurances... Et comme l'Etat et le peuple sont une seule et même chose, n'est-ce pas...

Le mystère de l'armée

Le « mystère » propre à l'institution militaire, et qui fascine à gauche tout autant qu'à droite, c'est tout bêtement qu'elle est la force, et qu'avoir l'armée avec soi, c'est avoir la force, donc raison politiquement. Que cette injection magique de puissance permette de légitimer aussi bien un régime de droite qu'un régime de gauche a quelque chose d'irrationnel, de contradictoire, de sacré — ce qui évite aux profonds stratèges politiques de s'interroger sur leur légitimité réelle.

L'institutionalisation d'un mouvement social est toujours une légitimation par la force, un coup de force à froid ou à chaud, un renversement des rapports (dits « de force ») qui tardaient à se stabiliser, dans la lutte armée ou non, entre les catégories et les classes sociales.

Mais lorsque c'est l'armée elle-même qui s'« institutionalise » comme au Portugal, la tautologie, bien que très menaçante, est digne du regretté Pierre Dac. L'institution de la force, la force instituée comme telle, déclare qu'elle est la force... A bon entendeur, salut !

« *Avril au Portugal, à deux c'est l'idéal* », bramait la chanson à succès des années 50. A deux, oui, c'est l'idéal : d'un côté le peuple, de l'autre les chars d'assaut.

(*) Maître de conférence de sociologie.

Selon ses amis brésiliens

L'EX-GÉNÉRAL SPINOLA N'AURAIT PAS PARTICIPÉ A LA TENTATIVE DE COUP D'ÉTAT

Rio-de-Janeiro *(Reuter)*. — Observant les consignes du gouvernement brésilien qui l'a prié de ne pas se livrer à des activités politiques, l'ex-général Spinola n'a pas commenté les événements dans son pays, mais il a fait des confidences à ses amis brésiliens. Selon ces derniers, l'ancien président de la République portugaise n'aurait joué aucun rôle dans la tentative de coup d'Etat du 11 mars.

Ce jour-là, rapportent-ils, M. Spinola reçut à son domicile des officiers amis qui l'invitèrent à les suivre à la base aérienne de Tancos parce qu'un complot était tramé contre lui. Arrivé à la base, il apprit avec stupéfaction la tentative de coup d'Etat. A la suite de l'échec de cette tentative, il était acculé à quitter le pays.

Selon ses amis brésiliens, l'ancien général estime que le pays dérive actuellement entre l'anarchie et le communisme, mais finira par être attiré par ce deuxième pôle du fait que les communistes constituent la seule force organisée du pays et que l'armée ne dispose plus de la discipline qui serait nécessaire pour reprendre le pays en main.

M. Spinola et les officiers qui l'ont accompagné en exil doivent se rendre mercredi 19 mars de Sao-Paulo à Rio, où ils séjourneront dans un hôtel en attendant qu'une décision finale soit prise sur leur lieu de résidence.

● *Le gouverneur de la petite île portugaise de Timor*, M. Lemos Pires, a déclaré mardi 18 mars que la population de l'île serait libre de décider de son avenir dans le cadre de la politique de décolonisation mise en œuvre par le Portugal.

DIPLOMATIE

La prise de position européenne du premier ministre britannique

(Suite de la première page.)

Il est clair toutefois que le référendum du mois de juin n'est pas encore gagné pour les « pro-européens ». Le gouvernement et le parti travailliste sont plus profondément divisés qu'on ne le prévoyait. Alors que seize membres du cabinet ont soutenu M. Wilson, sept autres se sont immédiatement désolidarisés de la décision gouvernementale, et ont déposé une motion aux Communes. Il est vrai qu'il y a un an on considérait que onze des collègues de M. Wilson étaient hostiles à l'Europe et quatre autres plus ou moins hésitants. Les douze mois de renégociation ont donc fait évolué sensiblement le rapport des forces.

A la tête des « rebelles » se trouve M. Peter Shore, le ministre du commerce, qui a avec lui M. Foot (travail), M. Benn (industrie), Mme Castle (services sociaux), M. Silkin (planification), M. Varley (énergie) et M. Ross (Ecosse). Dans la soirée, leur texte avait déjà recueilli la signature de cent vingt parlementaires travaillistes. Il paraît donc probable qu'en fin de compte les députés du Labour seront à peu près également divisés entre les deux camps.

La déclaration des « anti-européens » met l'accent sur la nécessité pour la Grande-Bretagne de maintenir ses « *droits essentiels* » et de préserver la souveraineté du Parlement de Westminster. Le texte prend grand soin d'éviter toute allusion à une politique « *socialiste* ».

Au cours de sa très longue déclaration devant les Communes, M. Wilson a voulu éviter toute dramatisation du débat. Parlant plus tard à la télévision, il a fait de son mieux pour justifier ses opinions avec des arguments d'ordre pratique. « *On ne me croirait pas*, dit-il, *si j'affirmais que j'ai trouvé mon chemin de Damas entre Dublin et Londres...* »

Passant en revue les différents aspects de la renégociation, le premier ministre a expliqué en détail les avantages agricoles, industriels et budgétaires que le gouvernement aurait, selon lui, arrachés à ses partenaires européens. Il a reconnu que les objectifs fixés par le Labour dans son manifeste électoral du mois d'octobre ne sont pas complètement satisfaits, mais qu'ils l'ont cependant été d'« *une façon substantielle* ».

M. Wilson a aussi voulu rassurer la gauche travailliste : dans son analyse des rapports actuels de la Grande-Bretagne avec la Communauté, il a insisté sur le fait que rien ne pouvait gêner la politique industrielle du Royaume-Uni ou compromettre d'éventuelles nationalisations.

Le secrétaire au Foreign Office, M. Callaghan, qui, de son côté, a donné une conférence de presse dans les salons de Lancaster House, a affirmé que, depuis deux ans, l'esprit de la Communauté s'était transformé et que son fonctionnement est devenu plus souple et plus pragmatique. L'une des raisons de cette nouvelle attitude tient, selon lui, au fait que d'anciens responsables des finances de leurs pays, comme le chancelier Schmidt et le président Giscard d'Estaing, ont pris en main les leviers de commande de la C.E.E.

Les conservateurs ont tenté, sans beaucoup de succès, de faire apparaître la « *duplicité* » d'un premier ministre qui, après avoir gagné les élections en exploitant l'affaire européenne, se prépare, aujourd'hui, à renouer avec la politique inaugurée par ses prédécesseurs. M. Heath, qui revenait pour la première fois à Westminster depuis qu'il a abandonné la direction du parti conservateur, est resté hors du débat, se contentant de sourire d'un air contraint. Il est revenu à Mme Thatcher de faire valoir que la renégociation du contrat de la Grande-Bretagne avec les Huit n'apportait aucun changement « *fondamental* ».

JEAN WETZ.

M. Wilson : nos objectifs ont été atteints de manière substantielle, mais pas complètement

Au cours de son allocution, qui a été exceptionnellement longue, M. Wilson a notamment déclaré :

« *Le gouvernement de Sa Majesté a décidé de recommander au peuple britannique de voter en faveur du maintien dans la Communauté. Mercredi dernier, après la réunion de Dublin, j'ai dit au Parlement que la renégociation, commencée en avril dernier, a été conduite aussi loin qu'elle pouvait l'être utilement ; tandis que quelques-uns de nos objectifs — si la Grande-Bretagne reste dans la Communauté — peuvent continuer à être discutés dans les réunions successives du conseil des ministres, nous sommes arrivés maintenant au point où le gouvernement, le Parlement et enfin le pays doivent prendre une décision.* »

M. Wilson a passé en revue les sept objectifs techniques qu'il s'était assignés dans le manifeste du parti travailliste en février 1974 et les résultats obtenus. Il s'est réjoui notamment de la convention de Lomé, qui a transformé « *un arrangement paternaliste avec une série réduite d'anciennes colonies essentiellement françaises et belges... en une relation de coopération avec quarante-six pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, dont vingt-deux du Commonwealth* ».

Affirmant que « *nos objectifs dans la renégociation ont été atteints de manière substantielle, mais pas complètement* », le premier ministre a poursuivi : « *Je ne crois pas qu'en prenant cette décision* (de soutenir le maintien dans la Communauté), *nous entrons dans un groupement régional étroit au détriment de nos relations mondiales. Mon premier souci, depuis que j'appartiens à cette Chambre, a toujours été plus pour le Commonwealth que pour l'Europe. Nous devons tenir compte du fait que pratiquement tout le Commonwealth, jugeant sur la base de ses propres intérêts, veut que la Grande-Bretagne reste dans la Communauté* »

Cette décision, a dit encore M. Wilson, « *ne signifie en aucune façon l'affaiblissement de nos relations transatlantiques. Nos relations avec les Etats-Unis sont plus étroites et meilleures qu'à aucun moment dans cette génération, et contrastent quelque peu avec ce qu'elles ont été dans un passé très récent* ».

Le premier ministre a constaté que ses partenaires du Marché commun « *ont été beaucoup plus souples que personne d'entre nous ne l'attendait* ». Cela provient de ce qu'ils avaient en face d'eux « *un gouvernement prêt à défendre les intérêts britanniques, et non pas des gens du genre de ceux qui ont négocié en 1971* ».

ASIE

Cambodge

Néak-Luong serait tombé aux mains des Khmers rouges

Néak-Luong serait tombé aux mains des Khmers rouges, indique l'A.F.P., mais il n'y a pas encore de confirmation officielle. La chute de la base signifierait que trois mille soldats républicains ont été faits prisonniers, que toute la vallée du Mékong, entre Phnom-Penh et la frontière du Vietnam, serait aux mains des révolutionnaires, et que ces derniers pourraient continuer de bloquer le fleuve, même durant la saison des pluies (après mai), si la guerre ne se terminait pas avant.

● A BANGKOK, le général Fernandez, ancien commandant en chef des forces républicaines, qui va se rendre en France « pour raisons de santé », a estimé mardi que Phnom-Penh ne serait pas pris par les révolutionnaires.

● A PEKIN, le prince Sihanouk a déclaré, à l'occasion du cinquième anniversaire du putsch du 18 mars 1970 : « *Je jure de rester à jamais fidèle au programme politique du FUNC et au peuple cambodgien (...). Je jure que, aux côtés du peuple cambodgien, et dans le cadre du FUNC, je combattrai, sans esprit de recul ni acceptation de négociations ou compromis, l'impérialisme américain, et cela jusqu'à la libération totale, définitive, irréversible du Cambodge, ma patrie bien-aimée.* »

● A PARIS, le porte-parole de l'Elysée a déclaré, mardi 18 mars, que la décision d'évacuation des ressortissants français au Cambodge avait été prise « *pour des motifs tenant à la sécurité des personnes et pour tenir compte de l'évolution de la situation politique au Cambodge* », ajoutant que le chef de l'État a donné des instructions pour l'accueil des rapatriés.

L'avion Transall, qui a évacué cent quarante-cinq personnes lundi, a effectué mercredi un troisième et dernier vol de Phnom-Penh à Bangkok avec cinquante-trois personnes à bord.

D'autre part, M. Louis Odru, député communiste de la Seine-Saint-Denis, demande au gouvernement, dans une question écrite à M. Chirac, de « *rompre sans plus tarder ses relations avec l'administration Lon Nol et de reconnaître enfin le gouvernement royal d'union nationale du Cambodge, seul représentant légitime du peuple cambodgien* ».

Vietnam du Sud

AVEC L'ACCORD APPARENT DU G.R.P.

L'armée et de nombreux civils évacuent trois provinces des Hauts-Plateaux

D'immenses colonnes de soldats et de civils quittent les Hauts-Plateaux depuis dimanche soir 16 mars, apprend-on à Saigon. La police de Pleiku a elle-même quitté la ville. Près de la grande ville, l'armée a fait sauter des dizaines d'avions et d'hélicoptères qui ne pouvaient voler et a détruit des stocks de munitions. Cent mille personnes au total prendraient la direction de la côte, estime le ministère de la santé.

Aucune attaque communiste n'a pourtant été lancée contre les villes de Pleiku et Kontum. C'est la décision du gouvernement de Saigon d'abandonner aux révolutionnaires le contrôle de trois provinces de la région qui a provoqué ce soudain exode. Y a-t-il eu accord secret entre ce gouvernement et le G.R.P. ? L'agence UPI et le *Guardian* l'affirment. Le président Thieu aurait accepté d'abandonner Pleiku à condition que le repli se fasse dans l'ordre et sans attaque adverse. Le G.R.P aurait donné son accord, ajoutant que la mesure concernait aussi Kontum et Dalat, plus au sud. De fait, Kontum est évacué : officiellement, Dalat restera aux mains du régime de Saigon, mais on constate déjà le départ de nombreux habitants, et les lignes intérieures multiplient leurs vols entre cette ville, située au nord-est de Saigon, et la capitale. Quant aux Américains, ils ont été mis au courant de l'accord dès la fin de la semaine dernière et ont évacué tout de suite leurs ressortissants des Hauts-Plateaux.

Isolement progressif de la capitale

Si Dalat est abandonné, ce ne sont pas trois mais quatre provinces qui seront « données » sans combats au G.R.P., qui contrôlera ainsi sans partage une immense région. Le gouvernement de Saigon ne pourra désormais plus administrer dans le Centre-Vietnam qu'une mince bande côtière très vulnérable ; d'autre part les communistes multiplient les attaques entre Saigon et Dalat : ils sont en train de mener bataille pour le contrôle de Dinh-Quan, coupant de la sorte la RN 20. Comme ils tentent aussi de *couper Saigon de Tay-Ninh*, au nord-ouest, on assiste à l'isolement progressif de la capitale et, au nord du pays, de la région de Hué et de Da-Nang. Bien que moins spectaculaire que les offensives de 1968 et de 1972, l'actuelle action des révolutionnaires a des conséquences beaucoup plus graves pour le régime et l'armée de Saigon, notent tous les correspondants en poste au Sud. Déjà l'opposition légale condamne « *l'inefficacité et l'irresponsabilité* » des dirigeants, et demande la démission du président Thieu et de son premier ministre, le général Khiem.

● A PARIS s'est ouvert mardi *18 mars* le congrès des *étudiants* vietnamiens résidant à l'étranger, qui a reçu des messages des organisations d'étudiants du Sud et de Mme Ngo Ban Thanh, un des responsables de la troisième force à Saigon. Les étudiants ont dénoncé la répression au Sud, demandé la démission de M. Thieu, l'application de l'accord de Paris et la cessation de toute ingérence américaine dans les affaires intérieures de leur pays.

NOUVELLES PROTESTATIONS APRÈS L'ASSASSINAT DE PAUL LÉANDRI

Le corps de Paul Léandri, journaliste de l'A.F.P. assassiné le 14 mars à Saigon, devait être transporté, mercredi 19 mars, en Corse, où il sera inhumé. Une importante délégation se trouvait, mardi, à l'aéroport Charles-de-Gaulle pour accueillir Mme Léandri et la dépouille mortelle de son mari. Elle comprenait notamment MM. Rossi, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, Delay, directeur du service de presse du Quai d'Orsay, Bolle, directeur-adjoint du département Asie au Quai d'Orsay, et Marin, président-directeur général de l'A.F.P.

Mardi après-midi, après une cérémonie silencieuse de journalistes devant le siège de l'A.F.P., une délégation de l'Union nationale des syndicats de journalistes a remis à l'ambassadeur du Vietnam du Sud une motion condamnant l' « *agression* » dont Paul Léandri a été victime ; de leur côté les journalistes C.G.T. ont transmis un texte dénonçant « *la nature du gouvernement fantoche de Saigon* ». L'ambassadeur a déclaré : « *S'il y a des coupables, ils seront châtiés.* » Force ouvrière condamne de son côté « *le lâche assassinat* » de Paul Léandri ; le Syndicat des journalistes C.G.C. rappelle que de nombreux journalistes sont tombés en Indochine et s'étonne « *du refus des organisations insurrectionnelles laotienne et khmère de fournir des informations sur les dix-sept journalistes de toutes nationalités disparus en mission sur les territoires qu'elles contrôlent* ».

Chine

Près de trois cents criminels de guerre sont libérés et amnistiés

De notre correspondant

Pékin. — La générosité calculée et la magnanimité politique appartiennent depuis longtemps à l'arsenal stratégique des communistes chinois. Le comité permanent de l'Assemblée vient d'en fournir, le mardi 18 mars, une nouvelle preuve en ordonnant la libération de deux cent quatre-vingt-treize criminels de guerre qui bénéficient d'une amnistie. Il s'agit de la dernière poignée des ennemis de la guerre civile. En leur accordant la citoyenneté, la République populaire de Chine passe ainsi l'éponge sur le passé, qui ne doit plus constituer un obstacle sur la voie de la réunification nationale. Le comité permanent désigné au mois de janvier se met donc au travail et règle les questions demeurées pendantes au cours de la longue période d'incertitude sur les structures de l'Etat. Réuni lundi et mardi dans les locaux de l'Assemblée, il a entendu le premier ministre, M. Chou En-lai, venu proposer l'amnistie au nom du comité central et du président du parti, puis le nouveau vice-premier ministre et ministre de la sécurité, M. Hua Kuo-feng, qui a fourni des explications sur l'objet et la signification de la mesure. Selon l'agence Chine nouvelle, le comité s'est prononcé à l'unanimité pour l'adoption de la proposition.

La composition de ce petit groupe de condamnés amnistiés mérite l'attention et nous ramène bien loin en arrière. La grande majorité — deux cent dix-neuf — est constituée d'officiers de l'armée du Kuomintang ; vingt et un travaillaient pour le parti nationaliste ou le gouvernement ; cinquante étaient des agents secrets dont on ne précise pas les liens (Japon, Kuomintang, *Mandchoukuo, Etats-Unis ?*). A eux s'ajoutent deux criminels de guerre du Mandchoukuo (l'Etat fantoche installé en 1932 dans la Chine du Nord par les Japonais) et un agent d'un autre gouvernement fantoche moins connu, celui que l'armée nippone mit en place, en juin 1935, dans la partie orientale de la Mongolie-Intérieure d'alors.

Voyage offert à Taiwan

La plupart des criminels de guerre sont depuis longtemps sortis des prisons. Le comité permanent de l'Assemblée avait pris des mesures semblables en septembre 1959. Il faut ajouter d'ailleurs que la catégorie des criminels de guerre perdait de son importance au fil des années du fait de l'âge avancé de ses membres. Etant donnée la brutalité de la répression anticommuniste d'alors, on peut supposer que ceux qu'on gardait ainsi dans les fermes-prisons avaient pas mal de morts sur la conscience. Ceux qu'on relâche, nous dit-on, se sont amendés « *à des degrés divers* » et certains ont même apporté une contribution à l'édification socialiste. Pendant la révolution culturelle, on les a informés de la signification du mouvement, on les a invités plus tard à s'intéresser au mouvent pi-Lin pi-Kong (critique de Lin Piao et de Confucius). Chine nouvelle ne dit pas qu'ils y participent avec ardeur. De toute évidence, on ne leur en demandait pas tant.

Si la Chine donne tant d'éclat à cette mesure, si *le Quotidien du peuple* en couvre sa première page, si le comité permanent en fait l'essentiel de l'ordre du jour de sa session, c'est que la décision, par-delà le règlement d'une question du passé, éclaire sur l'avenir du régime, sur la manière dont il entend traiter les opposants et surtout le groupe du Kuomintang installé à Taiwan. Le discours de Hua Kuo-feng ne laisse à cet égard aucune ambiguïté : cette mesure, a dit notamment le vice-premier ministre, a une très grande importance pour le développement du Front uni révolutionnaire, pour l'union avec tous ceux auxquels on peut s'unir et pour accélérer le combat patriotique du peuple de Taiwan contre Tchiang-Kaï chek.

Les conditions dans lesquelles s'effectue la libération des détenus sont difficilement imaginables. Les amnistiés vont recevoir 100 yuans d'argent de poche — soit deux mois de salaire moyen, — des habits et un emploi s'ils le désirent. Comme on se doute qu'ils voudront se rendre à Taiwan, on leur offre le voyage — par Hongkong ou par le détroit. Puis, affectant de penser qu'ils ont compris leurs fautes et aiment la patrie, on les invite à revenir vivre dans le régime qui les a incarcérés. A leur départ, le gouvernement organisera une réception à Pékin pour leur souhaiter bon voyage...

Après tout, pourquoi certains d'entre eux ne souhaiteraient-ils *pas s'installer sur le continent* ? Ils sont âgés et on leur promet une vie paisible. A Taiwan, ils seront peut-être accueillis avec des fleurs mais ils risquent fort d'être soupçonnés d'être des agents secrets. En tout cas, ils seront étroitement surveillés et sans doute ne pourront-ils guère rédiger leurs mémoires. Où iraient d'ailleurs ceux qui travaillaient pour les Japonais ?

La mesure, en tout cas, et la publicité qui l'entoure montrent que la question de Taiwan figure à présent sur l'agenda du gouvernement.

ALAIN BOUC.

La Birmanie



ASIE

La Birmanie ou le socialisme sans le peuple

(Suite de la première page.)

Devant l'ampleur de la mobilisation, le gouvernement a dû céder, mais sa décision n'a pas calmé les esprits. Il est alors apparu que cet enterrement n'était qu'un prétexte pour rassembler la population et alerter l'opinion internationale.

Surpris par l'ampleur du mouvement, le gouvernement a décrété l'état d'urgence et la loi martiale. Il a interdit les rassemblements de plus de quatre personnes, et instauré le couvre-feu après 18 heures. Des soldats patrouillaient dans les rues, rappelant les consignes à l'aide de haut-parleurs. Celles-ci n'ayant pas été respectées, la troupe a tiré, faisant de nombreux morts.

La hausse du prix du riz

Depuis le début de décembre, l'armée et la police ont procédé à des arrestations massives. Selon les chiffres officiels publiés par le *Guardian* (2) du 14 et 16 décembre 1974, trente-neuf personnes ont été condamnées par les tribunaux d'exception : à trois ans de prison pour avoir brisé des vitrines ou incendié des autobus et des cinémas, et vingt-six autres à cinq ans. Les plus jeunes ont seize ans, les plus âgées moins de vingt-cinq ans. Parmi elles se trouvent de nombreux bonzes.

Les chiffres réels sont nettement plus élevés. De nombreux fourgons cellulaires ont parcouru Rangoun, déchargeant leur cargaison humaine dans les commissariats. Selon certaines radios clandestines, il y a eu cinq mille arrestations. Les contacts que nous avons eus à Rangoum nous permettent d'affirmer qu'elles dépassent le millier.

Ce n'est pas la première fois qu'un tel événement se produit en Birmanie. En juin 1974, un vaste mouvement de protestation avait déjà secoué la population. La cause immédiate du mécontentement était alors l'inflation et la hausse du prix du riz. Une première grève paralysa les puits de pétrole de Chauk, le 13 mai. Les ouvriers réclamaient des augmentations de salaires et une allocation mensuelle de riz. L'organisme public qui gère ce secteur de la production (la Myanma Oil Corporation) n'ayant pas accordé satisfaction aux travailleurs, le mouvement s'étendit à toutes les installations pétrolières du pays. Les ouvriers des chemins de fer d'Insein (important dépôt près de Rangoun) emboîtèrent le pas à leurs camarades de la M.O.C., et le mouvement paralysa bientôt l'ensemble de la Burma Railways Corporation (équivalent de la S.N.C.F.). Le 5 juin, toutes les usines et les compagnies de transport public étaient paralysées par des grèves accompagnées d'occupation des lieux de travail et de séquestration de cadres. Des comités de grève étaient créés dans les usines, puis dans les quartiers, enfin à l'échelon de la ville.

Dépassé par les événements, le vice-président, le général San Yu, donnait l'ordre de tirer sur les grévistes qui avaient organisé le 6 juin une manifestation à Rangoun. Le 9, le premier ministre, M. Sein Win, proclamait l'état d'urgence pour un mois. Les établissements d'enseignement étaient fermés *sine die*.

Officiellement, ces émeutes ont fait vingt-deux morts, mais la radio du parti communiste birman clandestin annonça cent morts — chiffre qui semble plus proche de la réalité. A la suite de cette répression, les ouvriers arrêtèrent la grève. Mais le travail ne reprit jamais normalement entre juin et novembre.

Les syndicats sont inexistants en Birmanie depuis le coup d'Etat de 1962, qui a porté le général Ne Win au pouvoir. Cette situation explique la surprise et la réaction brutale d'un gouvernement qui n'avait jamais fait face à une grève en douze ans. Les explications les plus fantaisistes ont été données des causes de l'explosion sociale. Quelques anciens communistes ralliés depuis longtemps au régime ont été arrêtés, de même qu'un certain nombre d'« agents exilés », — terme utilisé par la terminologie officielle pour désigner les partisans de l'ancien premier ministre, M. Nu, qui s'était réfugié en Thaïlande. Pourtant, un mouvement d'une telle ampleur n'a pas pu être provoqué par la « poignée d'anarchistes » dénoncée par le président Ne Win dans son discours du 24 juin 1974.

Le rôle des élections

Cette année 1974 avait pourtant commencé sous de bons auspices. Fort du succès du référendum constitutionnel de décembre 1973, M. Ne Win annonçait, à grand renfort d'articles de journaux, qu'il avait décidé de rendre le pouvoir au peuple en organisant des élections à un « Congrès populaire » (Pyithu Hlutaw). Du 13 au 31 janvier, des élections eurent lieu pour nommer des représentants des quartiers, des villes, des Etats et du pays tout entier. Si, au plan national, les candidats du parti unique Lanzin (d'anciens militaires, pour la plupart) l'ont emporté, un certain nombre d'opposants ont été élus dans les quartiers. Il ne s'agissait pas de candidats présentés par les formations politiques d'opposition — celles-ci n'ont pas d'existence légale. — mais de personnes ayant la confiance de l'électorat, et décidées à améliorer la situation de leurs concitoyens. De janvier à juin 1974, un certain nombre de Birmans protestèrent violemment contre la corruption généralisée, les grévistes bénéficiant du soutien populaire.

Les élections n'ont rien changé à l'administration des Etats et de la Fédération (3), le président Ne Win, le vice-président San Yu et le premier ministre, M. Sein Win, sont demeurés en place. En revanche, la population a voulu profiter au maximum de l'occasion qui lui était donnée de se faire entendre. La « farce démocratique » dont parlaient beaucoup de diplomates en poste à Rangoun a certainement facilité l'explosion de juin et, dans une moindre mesure, celle de décembre. Alors que la plupart des observateurs attendaient de l'Etat shan ou de l'Etat karen l'orage qui abattrait M. Ne Win, c'est en pays birman qu'est apparue la seule force capable de lancer un défi au gouvernement et à l'armée.

Les minorités nationales continuent cependant d'inquiéter le régime. La Fédération est une véritable mosaïque d'ethnies. Sur les trente millions d'habitants du pays, 60 % appartiennent à l'ethnie birmane proprement dite. Ils vivent essentiellement dans la vallée de Irrawaddy et de la basse et moyenne Salween. Dans les montagnes alentour se trouvent diverses ethnies, dont les plus importantes sont les Shans, les Kachins, les Karens et les Kayahs. Les Karens et les Kachins sont chrétiens, les Arakanais musulmans. Ces peuples n'ont jamais vraiment admis la domination birmane, que la façade fédérale de l'Union ne suffit pas à dissimuler. Depuis le départ des Britanniques, en 1948, les minorités nationales se sont toutes trouvées, à une période ou à une autre, en rébellion ouverte ou larvée contre Rangoun.

Le gouvernement central ne contrôle réellement que la Birmanie proprement dite, et les grandes villes des divers Etats. Ailleurs règne l'insécurité, et dans bon nombre de régions périphériques les unités de la *thamadaw* (armée birmane) n'osent guère se déplacer la nuit.

Les régions les plus agitées sont l'Etat shan et les Etats karen et môn. A la suite de l'échec relatif qu'il rencontra en Birmanie même, en 1962, le parti communiste birman, dit du « drapeau blanc », se replia vers le nord-est, dans l'Etat shan. Profitant de l'hostilité de la population au régime militaire, il établit un certain nombre de bases « libérées » près de la frontière chinoise, à l'ouest de la rivière Salween. Disposant d'environ deux mille hommes armés, le P.C.B. exerce une assez forte pression auour de Kengtoung, et les diverses attaques de la *thamadaw* ne sont pas parvenues à l'en déloger. Le P.C.B. dispose aussi d'une organisation clandestine dans le delta de l'Irrawaddy, comme en témoignent les arrestations périodiquement annoncées par les journaux. Quant à l'autre P.C., dit du « drapeau rouge », dont le chef, Thakin Soe, a été condamné à mort en 1973, il se manifeste parfois dans l'Arakan (4).

A l'est de Moulmein, troisième ville du pays, les Karens, soutenus par les partisans de M. Nu basés en Thaïlande, ont donné du fil à retordre à l'armée birmane en mars 1974. L'aviation est intervenue pour briser l'offensive menée à partir des camps établis sur la frontière. Outre ces deux mouvements, il convient de signaler l'existence de la Kachin Independance Army, qui contrôle la majeure partie de l'Etat kachin, à l'exception des grandes villes. Des mouvements nationalistes opèrent dans tous les autres Etats, y compris dans l'Etat shan.

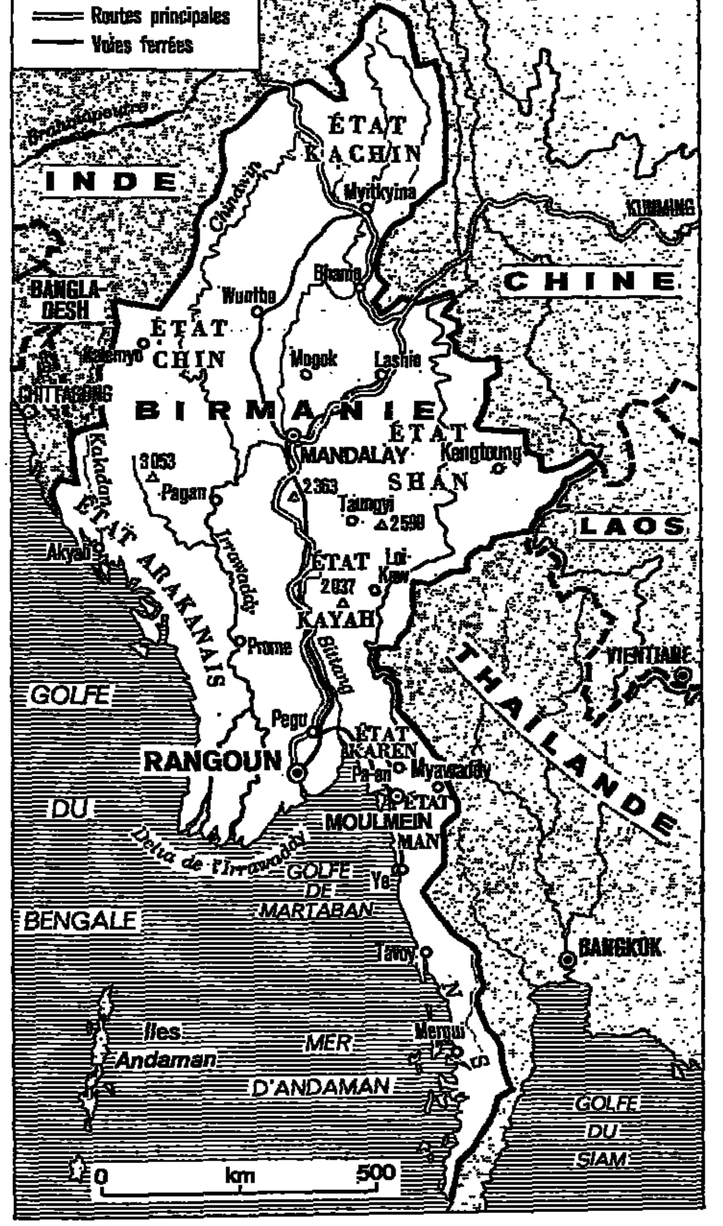
Ces rébellions, en créant un climat d'insécurité permanente, épuisent les forces armées. Mais les divers mouvements restent très divisés — l'éventail va des nationalistes d'extrême droite soutenus par le Kouomintang chinois (*Shan State Army*, dans le « Triangle d'Or ») aux révolutionnaires maoïstes, en passant par des groupes favorables à la démocratie parlementaire. Ils sont, de ce fait, incapables de renverser le régime du président Ne Win.

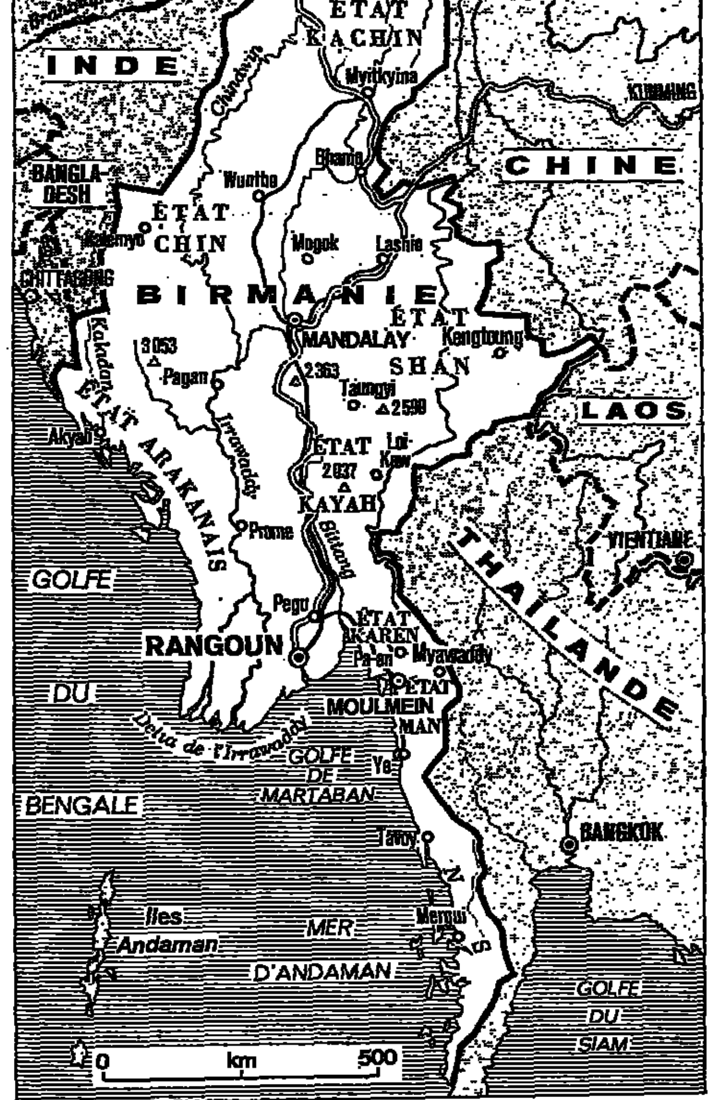
Jack McPherson.

(2) L'un des deux quotidiens de langue anglaise publiés à Rangoun. La presse ne bénéficie d'aucune liberté.

(3) La République socialiste de l'Union birmane est une Fédération de dix Etats.

(4) La division du mouvement communiste remonte à 1946, le « drapeau rouge » est d'obédience trotskiste; le « drapeau blanc » est prochinois.





L'Union birmane, dont la superficie est de 680 000 kilomètres carrés, compte environ 28 millions d'habitants. Le territoire, qui s'étend du nord au sud sur près de 2 000 kilomètres, est centré autour d'une zone déprimée comprenant le bassin de Haute-Birmanie et un delta de peuplement plus récent qui constitue le grenier à riz du pays.

Autrefois colonie britannique, la Birmanie est indépendante depuis 1948. Le général Ne Win a pris le pouvoir par un coup d'Etat le 2 mars 1962, à l'issue duquel il a formé un conseil révolutionnaire dont il est toujours le président.

Prochain article :

L'OUVERTURE AUX CAPITAUX ÉTRANGERS

ts criminels de guerre
és et amnistiés

ASIE

M. Miki souhaite que la Diète ratifie rapidement le traité de non-prolifération nucléaire

De notre correspondant

Tokyo. — M. Miki, premier ministre japonais, a décidé de présenter prochainement à la Diète le traité de non-prolifération nucléaire, avec l'intention d'en obtenir la ratification avant le 5 mai, date à laquelle les représentants des pays membres doivent se réunir en conférence à Vienne. Depuis l'arrivée au pouvoir de M. Miki, en décembre dernier, le Japon a fait d'importants pas en avant vers la ratification de ce traité, que le gouvernement de M. Sato avait signé en 1970, mais avait ensuite laissé en panne, comme le fit après lui celui de M. Tanaka.

Premier pas en avant, le gouvernement de M. Miki a conclu au mois de février un accord avec l'Agence internationale de l'énergie atomique, dont le siège est à Vienne (*le Monde* du 18 février). L'accord a fixé le système de contrôle et d'inspection des matériaux et équipements servant à la production d'énergie nucléaire du Japon, afin d'empêcher qu'ils ne *soient détournés vers des fins militaires*. Le Japon a obtenu, comme il le demandait, d'être placé pour le contrôle sur le même pied que les pays de l'Euratom, et a reçu l'assurance qu'il n'y aura pas de « fuite » de ses secrets techniques. On lui a accordé de surcroît en ce domaine la clause de la nation la plus favorisée.

La grande bataille de M. Ishihara

Deuxième pas en avant, le ministère des affaires étrangères vient de présenter au parti libéral-démocrate — le parti gouvernemental — un rapport exposant les raisons pour *lesquelles la ratification du traité* lui paraît nécessaire, dans l'intérêt non seulement de la diplomatie japonaise, mais aussi, à long terme, de la nation japonaise tout entière.

Ce rapport s'adresse surtout à l'aile droite du parti, où un certain *nombre de parlementaires* s'efforcent d'empêcher la ratification. Ils sont soutenus par une petite minorité au sein du personnel dirigeant de l'Agence de la défense et des forces d'autodéfense, c'est-à-dire des forces armées japonaises.

Ces adversaires du traité soutiennent que le Japon doit absolument garder les mains libres en matière atomique, ou, comme ils disent, « *garder ses options ouvertes* », c'est-à-dire conserver la possibilité de se doter un jour de la bombe atomique et des autres armements nucléaires. Pas tout de suite, sans doute, mais il serait absurde et périlleux, expliquent-ils, de signer un traité qui, pour les vingt-cinq ans à venir, interdirait au Japon d'avoir la bombe. Ces arguments avaient suffisamment impressionné les deux précédents cabinets pour qu'ils aient adopté une politique de complète passivité sur le problème de la ratification. Parmi les plus actifs adversaires du traité figurent les jeunes turcs du Seirankai, un groupe interne du parti de caractère très réactionnaire. Le principal animateur en est M. Ishihara, qui se lance actuellement dans une grande bataille électorale pour reprendre à la gauche le poste de gouverneur-maire de Tokyo. M. Ishihara ne cache pas qu'il est un vigoureux partisan de la bombe atomique.

Une charge financière

Activement soutenues dans les milieux politiques, ces vues ne s'expriment que rarement par écrit ou en public. Leurs auteurs considèrent qu'il est encore trop tôt pour cela, et craignent de se voir accuser, au Japon et à l'étranger, de militarisme. Le rapport du ministère des affaires étrangères leur a donné la réplique en montrant toutes les raisons que le Japon peut avoir de se passer d'armes atomiques. Celles-ci seraient pour le pays une charge financière considérable. Dans l'état actuel de l'opinion japonaise et étrangère, il *est également impensable que* le Japon se dote de missiles ou de sous-marins lance-engins.

Le rapport souligne enfin, entre autres arguments, la complète dépendance du Japon en ce qui concerne ses approvisionnements en uranium : il *doit* tout importer de l'étranger. Il risque donc sérieusement, faute de ratification, de voir les autres signataires, et avant tout les Etats-Unis, freiner ou arrêter leurs ventes d'uranium aussi longtemps qu'il demeurera en dehors du traité.

On peut ajouter à cela que la crise du pétrole joue en faveur de la ratification. Elle a, en effet, rendu plus évidente la nécessité du développement, au Japon, de l'énergie nucléaire. En étant membre du traité, *le Japon facilitera non seulement* son approvisionnement en uranium, mais l'installation de ses centrales. Ces considérations ont conduit la grande majorité des dirigeants économiques du pays à se prononcer en faveur de la ratification du traité *de non-prolifération*.

La Diète entendra-t-elle les arguments du premier ministre et du ministère des affaires étrangères ? On ne saurait l'affirmer avec certitude : entre les partisans et les ennemis d'un réarmement atomique, il reste un certain nombre d'attentistes, par prudence ou par indécision. Mais pour la grande majorité des Japonais, et pour le gouvernement lui-même, il faut continuer de dire non à la bombe.

ROBERT GUILLAIN.

[Mis au point par les Etats-Unis, l'U.R.S.S. et la Grande-Bretagne, en 1968, le traité de non-prolifération nucléaire est entré en vigueur en 1970 et compte actuellement quatre-vingt-trois pays adhérents. Vingt-trois autres pays l'ont signé mais ne l'ont pas encore ratifié ; parmi ceux-ci figurent le Japon mais aussi l'Allemagne fédérale (bien que le processus de ratification par les deux chambres ait été achevé à Bonn, les instruments de ratification n'ont pas encore été déposés), l'Italie, les pays du Benelux, l'Indonésie, la Turquie, la Suisse et le Venezuela. D'autre part, la France, la Chine populaire, l'Inde, le Brésil, Israël, la République Sud-Africaine, l'Espagne et d'autres pays considérés comme proches d'une capacité nucléaire se sont toujours refusés à signer le traité.]

PROCHE-ORIENT

ENTRE ASSOUAN ET JÉRUSALEM

Les « navettes » de M. Kissinger ont permis des progrès mais un échec de sa mission n'est pas exclu

M. Kissinger a repris, ce mercredi matin 19 mars, ses conversaitons avec les dirigeants israéliens. En fin de matinée, il devait s'envoler pour Ryad en vue de s'entretenir avec le roi Fayçal avant de regagner Jérusalem dans la soirée. Cette pause permettra aux Israéliens d'examiner les « idées égyptiennes » que le secrétaire d'Etat américain a rapportées d'Assouan mardi soir.

Selon André Scemama, il est toujours impossible de savoir à Jérusalem si sa mission de conciliation progresse ou non. Les journalistes doivent se contenter de rumeurs incontrôlables, généralement propagées par l'entourage des négociateurs.

Un porte-parole américain a déclaré mercredi matin que le fossé entre les deux parties était encore trop profond pour que M. Kissinger leur présente ses propres suggestions pour un compromis. « A ce stade, a-t-il dit, une telle initiative ne donnerait pas de résultats utiles. Mais si nous parvenons à combler quelque peu ce fossé, M. Kissinger pourrait présenter une formule qui soit à mi-chemin entre un accord de dégagement militaire, tel celui signé l'an passé entre Egyptiens et Israéliens, et la non-belligérance demandée par Israël. » Selon l'agence américaine U.P.I., qui cite des sources diplomatiques à Assouan, l'Egypte, tout en rejetant le principe d'une déclaration publique de non-belligérance, aurait proposé que les deux parties s'engagent mutuellement à ne pas déclencher d'opérations militaires tant que des efforts sont faits en vue d'un accord de paix entre l'Egypte et Israël, conformément aux résolutions des Nations unies.

De notre envoyé spécial

Assouan. — La mission de M. Kissinger continue de se dérouler dans le plus grand secret. A telle enseigne que les opinions des personnes composant la suite du secrétaire d'Etat présentent toutes les nuances du pessimisme et de l'optimisme. M. Kissinger, ainsi que le raïs et le premier ministre israélien, insistent surtout sur les difficultés rencontrées : ils en tireront avantage, plus tard, auprès de leurs opinions publiques respectives, quel que soit l'aboutissement de la négociation en cours.

Cependant, le sentiment qui domine à Assouan, entre la troisième et la quatrième navette de M. Kissinger est que chacun des deux camps est en possession des desiderata de l'autre et que des propositions et des contre-propositions ont été échangées. Quoique lents, des progrès ont été faits. D'ores et déjà, le délai de douze jours fixé à l'origine par nombre de responsables égyptiens pour la fin de la mission de M. Kissinger a été dépassé. Mais les derniers propos du secrétaire d'Etat — « *J'essaie de réduire le fossé entre les deux parties. Je peux même avancer qu'il a déjà diminué* » — indiquent, pense-t-on dans « la capitale d'hiver » de l'Egypte, que M. Kissinger a enfin commencé à mettre sur le tapis ses propres idées. « *Certains éléments, mais pas tous, ont déjà fait l'objet d'un accord* », a confirmé le secrétaire d'Etat.

Un accord qui devra intervenir avant le 24 mars

Au cours de la conférence de presse donnée le mardi 18 mars par le raïs et le médiateur américain dans le salon néo-*Louis-XVI* de la villa présidentielle, où s'entassaient près d'une centaine de journalistes, M. Kissinger a également précisé, une fois de plus, qu'il avait l'intention de rester dans la région jusqu'à ce que l'on arrive à un accord.

Le secrétaire d'Etat estime que cet accord devrait « *certainement être atteint avant le 24 mars* », date à laquelle le mandat des « casques bleus » au Sinaï devra être renouvelé pour six mois par le Conseil de sécurité. Quant au raïs, il s'est refusé à se lancer dans des pronostics, citant l'adage anglais : « *Atteignons les ponts avant de les franchir.* » Le chef de l'Etat a exprimé l'idée qu'un deuxième accord de dégagement, s'il était conclu, constituerait « *un tournant sur la voie de la paix* » ; mais, a-t-il ajouté, « *il existe une possibilité de ne pas pouvoir aboutir à un accord* ». « *Notre but est d'aller ensuite à la conférence de Genève, où il s'agira de revenir aux frontières de 1967 et d'établir la non-belligérance* », allait conclure le raïs, lorsque son ministre des affaires étrangères, M. Fahmi, lui a soufflé : « *Il s'agit également de résoudre le problème palestinien* », ce que le président Sadate s'est empressé d'ajouter à haute voix.

J.-P. PERONCEL-HUGOZ.

La Jordanie soutenant le sultan d'Oman

L'O.L.P. DEMANDE AUX PAYS ARABES D'INTERROMPRE LEUR AIDE FINANCIÈRE A AMMAN

L'O.L.P. a demandé, mardi 18 mars, que les pays arabes suspendent leur aide financière à la Jordanie, en raison de l'assistance militaire accrue que le roi Hussein fournit au sultan Qabous d'Oman pour combattre les révolutionnaires du Dhofar.

L'agence palestinienne Wafa affirme que le gouvernement d'Amman utilise l'aide des pays arabes pour « tuer nos frères d'Oman et de Mascate ». « Les actes du gouvernement jordanien, s'ils se poursuivent, provoqueront un véritable désastre, non seulement dans le Golfe, mais *dans tout le monde arabe* », poursuit Wafa.

Le général Timothy Creasey, commandant en chef britannique des forces armées du sultan Qabous, a quitté Amman mardi pour Mascate, à l'issue d'une visite de quatre jours en Jordanie, au cours de laquelle il s'est entretenu avec son homologue jordanien, le maréchal Habès El Majali, et le général Zeid Ben Chaker, chef d'état-major.

Le gouvernement jordanien a récemment annoncé qu'il allait envoyer au Dhofar un bataillon de six cent cinquante soldats pour participer, aux côtés des troupes omanaises, britanniques et iraniennes, à la lutte contre les rebelles. Le royaume hachémite a livré d'autre part à Oman seize chasseurs à réaction Hawker-Hunter.

Iran

UN APPEL EN FAVEUR DE DEUX ÉCRIVAINS

Un groupe d'intellectuels nous a fait parvenir l'appel suivant :

« *Les écrivains soussignés se déclarent profondément émus et indignés par la dure répression qui frappe deux de leurs confrères iraniens, Ali Chariati et Gholam Hossein Saedi. Ce dernier, arrêté pour la deuxième fois en l'espace de cinq ans, vient d'être condamné à treize ans de prison ferme à l'issue d'un procès à huis clos. (...) En cette période de lune de miel entre la France et l'Iran — ce pays de légende où deux cents exécutions ont eu lieu en trois ans et où croupissent quelque quarante mille prisonniers politiques, — nous appelons les intellectuels français à se mobiliser pour exiger la libération des deux écrivains.* »

Ont signé cet appel : Roland Barthes, Simone de Beauvoir, Marguerite Duras, Claire Etcherelli, Jean-Pierre Faye, Michel Foucault, Daniel Guérin, Pierre Guyotat, Georges Michel, Maurice Nadeau, Bernard Pingaud, André Puig, Claude Roy, Jean-Paul Sartre, Geneviève Serreau, Michel Leiris.

★ Les signatures sont à adresser aux *Temps Modernes*, 26, rue de Condé, Paris (6e).

● UN OFFICIER IRANIEN, le général de brigade Reza Zandi-Pour, a été assassiné, lundi matin 17 mars, à Téhéran, alors qu'il se rendait en voiture à son bureau.

AMÉRIQUES

Chili

La junte va adopter un modèle économique et dirigiste nous déclare à Mexico M. Clodomiro Almeyda

Le gouvernement militaire chilien a déclaré le mardi 18 mars que 5 154 personnes étaient encore détenues au Chili en vertu de l'état de siège (prolongé pour six mois le 11 mars). 3 737 d'entre elles seront traduites devant la justice civile. Selon les autorités de Santiago, le total des arrestations depuis le coup d'Etat du 11 septembre 1973 s'élèverait à 41 759.

D'autre part, 95 prisonniers politiques, dont la sœur de l'ancien président Allende, Mme Laura Allende, doivent quitter le Chili cette semaine à destination du Mexique, qui leur a accordé le droit d'asile. En revanche, d'après le ministre chilien de l'intérieur, le général Cesar Benavides, ce pays aurait refusé d'accueillir 62 autres détenus politiques, qui, à condition de s'expatrier, pourraient bénéficier d'une mesure de libération.

M. Clodomiro Almeyda, ancien ministre des affaires étrangères du gouvernement Allende, actuellement réfugié à Mexico, estime que la junte n'a pas été capable d'enrayer la détérioration de l'économie.

De notre correspondant

Mexico. — « *C'est à moyen terme que l'on peut envisager la restauration de la démocratie au Chili* », nous a déclaré l'ancien ministre des affaires étrangères chilien, M. Clodomiro Almeyda, récemment libéré (*le Monde* du 14 janvier). « *Mais cette démocratie n'aura pas nécessairement le visage qu'elle avait avant le 11 septembre 1973.* »

Selon M. Almeyda, le gouvernement militaire n'a pas résolu les problèmes auxquels il prétendait apporter une solution en renversant l'Unité populaire. Au contraire, depuis un an et demi, la situation économique s'est détériorée, et cette détérioration entraîne une insatisfaction croissante dans la population.

Trois éléments nouveaux, estime l'ancien ministre, pourraient prochainement intervenir. Tout d'abord, le désir d'un secteur de l'armée que des civils partagent davantage avec elle la charge du gouvernement pourrait aboutir dès cette année. La junte, d'autre part, changera vraisemblablement de politique économique : le modèle libéral sera remplacé par un modèle dirigiste « plus typiquement fasciste ». Cela devrait favoriser l'apparition d'une opposition libérale bourgeoise à la junte. Enfin, de plus en plus nombreux sont les éléments de la droite elle-même — tant au sein du parti national que de la démocratie chrétienne ou du radicalisme — qui estiment qu'une changement est nécessaire.

M. Almeyda estime indispensable le renforcement d'un Front antifasciste « *incluant les anciens partis de l'Unité populaire, des démocrates-chrétiens, des indépendants, etc.* ».

Enfin, l'ancien ministre des affaires étrangères de l'Unité populaire a estimé que le gouvernement du général Pinochet va lancer une offensive pour rompre le « *front de solidarité* » qui s'est manifesté en faveur du Chili. Cette offensive sera dirigée vers les pays non alignés. Dans cette perspective, des changements ont récemment eu lieu au sein du corps diplomatique chilien. Mais cette entreprise est vouée à l'échec, a conclu M. Almeyda, « *dans la mesure où elle ne s'accompagnera d'aucun changement significatif sur le plan intérieur* ».

JOSÉ CARRENO.

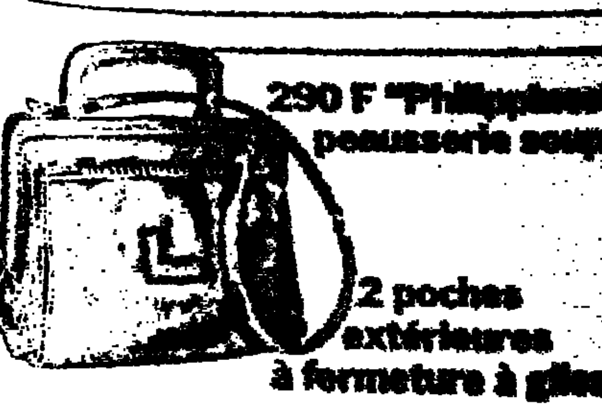
● *Mme Gladys Diaz*, journaliste chilienne, ancienne candidate comme déléguée de la CUT, centrale unique des travailleurs, et militante du MIR, Mouvement de la gauche révolutionnaire, a été appréhendée à Santiago par les services de la police politique, apprend-on de très bonne source le mercredi 19 mars.

Rhodésie

[illegible]

[illegible]

[illegible]



AFRIQUE

Rhodésie

L'assassinat d'un dirigeant nationaliste est de nature à renforcer les partisans de la lutte armée

De notre correspondant.

Nairobi. — Au moment où MM. John Vorster et Ian Smith s'entretenaient au Cap du sort de la Rhodésie, le chef de la guérilla africaine de ce pays, M. Herbert Chitepo, était tué à Lusaka (Zambie). La voiture du délégué à l'extérieur de l'African National Council (A.N.C.) a sauté, mardi matin 18 mars, sur une mine déposée devant son garage. L'un de ses gardes du corps et un enfant du voisinage ont également été tués. M. Kaunda, le président zambien, qui était alors l'hôte de Mgr Muzorewa, président de l'A.N.C., a condamné ce *« meurtre de sang-froid »* perpétré pour *« saboter l'unité de l'A.N.C. »*. A Salisbury, deux dirigeants de l'A.N.C. ont mis l'attentat sur le compte du régime de M. Smith, ce que le gouvernement rhodésien s'est empressé de démentir.

En raison de l'internement du révérend Sithole par les autorités rhodésiennes, M. Chitepo était devenu, en 1964, le président par intérim de la ZANU (Union nationale africaine du Zimbabwe), le seul mouvement nationaliste africain à avoir efficacement combattu les troupes de M. Smith. Il passait pour un partisan de la fermeté face au régime minoritaire de Salisbury. A la suite de l'attentat dont il a été victime, l'un de ses adjoints, M. Gumbo, a déclaré : *« Nous allons frapper et frapper fort. Il n'y aura ni reddition ni compromis sur la ligne et les principes pour lesquels notre président national, le camarade Herbert Chitepo, a été tué. »*

● AU CAP. — Dans un communiqué publié après deux jours d'entretiens, le premier ministre sud-africain et son homologue rhodésien ont exprimé leur accord sur une poursuite *« aussi rapide que possible »* des pourparlers constitutionnels entre le régime de Salisbury et l'A.N.C. Ces discussions, entamées en janvier, ont été rompues par les nationalistes africains à la suite de l'arrestation, le 4 mars, du révérend Sithole, dont le procès devrait s'ouvrir le 24 mars dans la capitale de la Rhodésie.

MM. Vorster et Smith ont également estimé que *« tous les problèmes peuvent et devraient être résolus autour d'une table de conférence »*.

Selon le même communiqué, publié mardi avant le retour de M. Smith et de ses collaborateurs à Salisbury, le gouvernement rhodésien *« accepte et comprend »* que les unités de la « police » sud-africaine soient retirées de Rhodésie dès qu'un cessez-le-feu y sera effectivement appliqué.

En décembre dernier, la libération du révérend Sithole et de quelques autres nationalistes africains avait permis de relancer la négociation en vue d'un règlement rhodésien. Le leader nationaliste est accusé cette fois, par la justice de M. Smith, de complot pour assassiner des politiciens africains et de complicité avec une guérilla qui poursuivrait ses activités. M. John Vorster, dont le gouvernement avait *« regretté »* la situation créée par l'arrestation du révérend Sithole, aurait fait pression sur M. Smith pour que le procès soit public, faute de quoi le président Kaunda ne pourrait plus, de son côté, prévenir la reprise de la guérilla africaine.

Dans ce contexte, le meurtre de M. Chitepo n'annonce rien de bon. Depuis la proclamation d'une fragile unité entre les nationalistes africains de Rhodésie sous la houlette de l'A.N.C., le 7 décembre à Lusaka, la ZANU fait figure d'aile marchante du mouvement. Encore plus que le révérend Sithole, M. Chitepo avait exprimé des doutes sur l'opportunité du dialogue noué avec le régime de M. Smith. L'attentat dont il a été victime — le troisième depuis 1966 contre la direction de la ZANU installée à Lusaka — pourrait apporter de l'eau au moulin des chefs militaires de la guérilla africaine qui entendent poursuivre la lutte armée. Personne n'envisage, en tout cas, une reprise, dans un avenir proche, des pourparlers entre l'A.N.C. et M. Smith.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

Tunisie

APRÈS LA GRÈVE DU 28 JANVIER

Plusieurs enseignants auraient été suspendus ou radiés

Dans des communiqués, le Syndicat général de l'éducation nationale (C.F.D.T.) et l'Association des étudiants musulmans nord-africains en France protestent contre la dissolution du Syndicat tunisien de l'enseignement secondaire par l'Union générale des travailleurs tunisiens (U.G.T.T.), centrale unique, dont le secrétaire général, M. Habib Achour, est également membre du conseil national du Parti socialiste destourien, parti unique. Cette mesure, *« prise pour des raisons purement politiques,* déclare notamment le SGEN, *a été aggravée depuis par des décisions de même inspiration prises par le ministre tunisien de l'éducation nationale et qui se sont traduites par des suspensions et même par la radiation de plusieurs professeurs »*.

Le Syndicat de l'enseignement secondaire avait lancé au mois de janvier un ordre de grève pour demander un relèvement des salaires, une prime de logement, un aménagement des horaires de travail et la réintégration de cinq enseignants condamnés avec sursis lors du procès des deux cents « progressistes » jugés pour « complot », en août 1974, par la Cour de sûreté de l'Etat. La presse s'était mobilisée contre la *« grève séditieuse »* des professeurs, et la centrale syndicale avait suspendu le bureau du syndicat du second degré. La grève avait cependant eu lieu, le 28 janvier, et avait été suivie, selon les autorités, par 9,4 % des enseignants. Il semble, en fait, que le mouvement ait été plus large et que des grévistes en subissent maintenant les conséquences, bien que les autorités demeurent sur cette affaire d'une grande discrétion.

★ Syndicat général de l'éducation nationale, 5, rue Mayran, 75009 Paris. Association des étudiants musulmans nord-africains en France, 115, boulevard Saint-Michel, 75005 Paris.

Ethiopie

LE CONSEIL MILITAIRE A FAIT EXÉCUTER SIX « ENNEMIS DE LA RÉVOLUTION SOCIALISTE »

Addis-Abeba (A.P., U.P.I., Reuter.) — Trois militaires, parmi lesquels le général Tadesse Beru, et trois étudiants, considérés comme des *« ennemis de la révolution socialiste »* éthiopienne, ont été passés par les armes le mardi 18 mars.

Le général Tadesse Beru, fait prisonnier il y a moins d'une semaine, avait pris le maquis et tentait d'organiser la résistance contre la réforme agraire décidée par le gouvernement. Il était assisté dans cette tâche par le lieutenant-colonel Hailu Regassa, qui l'avait rejoint, ainsi qu'un autre officier, en emportant dans sa fuite 80 000 dollars, fruit de la vente d'insignes portant la devise du Conseil militaire provisoire, *« Ethiopia Tikdem »* (Éthiopie d'abord). Le lieutenant-colonel Regassa a également été fusillé. Le troisième militaire exécuté est l'ancien chef de l'armée territoriale, M. Alula Bekele, ami intime de l'empereur Hailé Selassié, qui avait été arrêté en décembre 1974 après que la police eut trouvé des armes à son domicile.

Les trois étudiants étaient accusés d'avoir perpétré, le 2 décembre dernier, des attentats à la bombe dans la capitale. L'un d'eux avait visé l'hôtel de ville d'Addis-Abeba et avait fait trois morts et dix blessés. Un grand hôtel avait été également atteint, ainsi qu'un dépôt de carburant près du terrain d'aviation.

Tous les prévenus avaient comparu la semaine dernière devant une cour martiale. Seul le lieutenant-colonel Hailu Regassa avait été condamné à la peine capitale, les cinq autres se voyant infliger des peines de réclusion perpétuelle. Ces sentences ont été annulées par le Conseil militaire provisoire, qui a rendu six arrêts de mort en annonçant qu'il n'y aurait *« aucun pardon pour les ennemis du peuple »*.

A travers le monde

Argentine

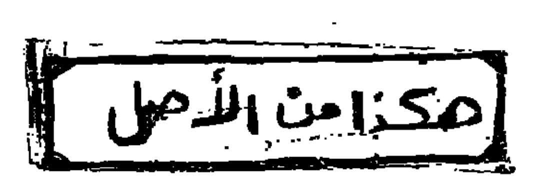
● UN MEMBRE DE L'E.R.P. (Armée révolutionnaire du peuple) a été tué, un policier blessé, et quatre extrémistes arrêtés, à la suite d'un affrontement entre les forces policières et des guérilleros à San-Antonio-de-Padua (60 km. à l'ouest de Buenos-Aires), le mardi 18 mars. Au total sept personnes ont été tuées en moins de vingt-quatre heures, au cours d'accrochages entre la police et l'E.R.P., dans la province de Buenos-Aires, précise-t-on de source proche de la police fédérale. — *(A.F.P.)*

Maroc

● LE DEPARTEMENT AMERICAIN DE LA DEFENSE a informé, mardi 18 mars, le Congrès de son intention de vendre au Maroc 80 canons de défense anti-aérienne, 335 transports blindés de troupes et 753 camions de 5 tonnes, le tout atteignant une valeur de 145,2 millions de dollars (609,8 millions de francs français). — *(A.P.)*

Zaïre

● APRES LA VISITE QUE VIENT DE FAIRE A KINSHASA le commandant Jalloud, premier ministre libyen, les deux pays ont conclu, le 18 mars, une convention générale de coopération économique, technique, scientifique, sociale et culturelle. — *(Reuter)*



POLITIQUE

UN COLLOQUE AU COLLÈGE DE FRANCE

André Siegfried ou l' « intuition créatrice »

Le comité pour le centenaire de la naissance d'André Siegfried, que préside M. Edouard Bonnefous, membre de l'Académie des sciences morales et politiques, sénateur et ancien ministre, et qu'anime Mlle Claire Siegfried, fille du plus célèbre professeur des Sciences-Po., a organisé, samedi 15 mars, la première des manifestations prévues pour célébrer la mémoire d'André Siegfried.

Intituler un colloque « l'œuvre scientifique d'André Siegfried », réunir tant d'académiciens et de professeurs enseignant dans les plus prestigieuses institutions françaises ou étrangères pour célébrer, genre ô combien difficile, les mérites d'un disparu et ne pas sombrer totalement dans l'académisme et l'ennui, c'est ce tour de force qu'ont réussi les participants à la réunion organisée au Collège de France.

On a beaucoup parlé de l'homme, de ses *qualités humaines, « son extraordinaire bonté »*, dira M. Jean-Baptiste Duroselle, professeur à la Sorbonne, mais surtout des expériences personnelles qu'ils avaient vécues et qui coloreront, d'une teinte particulière, son œuvre scinetifique elle-même. M. Jean-Jacques Chevallier, de l'Académie des sciences morales et politiques, évoqua *« les yeux clairs de marin d'André Siegfried »*. On ne sait si c'est ce regard et cette qualité d'homme de la mer qui le poussèrent à être un voyageur curieux. En tout cas, tous les orateurs ont noté qu'il le fut à une époque où ce n'était pas si fréquent. Tous les pays dont il parle il les connaît, de la Suisse à l'Amérique latine, de l'Egypte aux Etats-Unis... Il s'y est promené *« saisi par les paysages »*, posant en même temps, comme le rappellera M. Jacques Georges-Picot, *« les questions les plus approfondies »*, s'attachant aux détails les plus quotidiens auxquels il saura donner sens. Laurence Wylie, professeur à Harvard et auteur de *Village dans le Vaucluse* et *Chanzeaux* dira tout ce qu'il doit au cours d'André Siegfried professé en 1930, qui lui apprit sur son propre pays *« des choses auxquelles il n'aurait jamais pensé »* et qui, par sa recherche constante du *« détail signifiant »*, fut l'inspirateur fondamental de ses travaux ultérieurs sur la France.

Si ce qu'écrit André Siegfried sur les pays étrangers est né d'une expérience personnelle, il en est de même pour ses travaux sur la France. M. François Goguel, président de la Fondation nationale des sciences politiques, traitant d' « André Siegfried et la politique française », relèvera ce que les analyses des partis, des élus, de la vie politique sous les IIIe et IVe République menées par André Siegfried doivent à une *« observation personnelle directe »* menée d'abord au sein de sa famille et rythmée par l'élection de son père *Jules Siegfried à la mairie* du Havre, la visite de Gambetta et les dîners où se succédèrent la plupart des hommes politiques de l'époque, puis continuée par ses quatre candidatures *malheureuses à la députation*.

Il se trouve, toutefois, que ce voyageur ou cet observateur possède « l'intuition créatrice », qu'il pressent les mouvements alors que ses contemporains les ignorent, *qu'il comprend* les pays étrangers dans leurs caractéristiques spécifiques, que sa double expérience de voyageur et de témoin de la vie politique française lui donne un instrument incomparable d'analyse : la *méthode* comparative. Beaucoup d'orateurs et notamment M. Edouard Bonnefous, de l'Académie des sciences morales et politiques, ont témoigné de la maîtrise avec laquelle André Siegfried appréhendait les événements politiques.

Ce talent de création s'exerça avec éclat au niveau de son œuvre scientifique, à propos de l'Amérique latine, dont parla M. Pierre Monbeig, directeur de recherches au C.N.R.S. ; à propos de l'Europe, qu'évoqua *M. Maurice Le Lannou*, professeur au collège de France. Ce dernier souligna notamment combien le génie propre d'André Siegfried fut de *« voir l'Europe à travers le monde »* et d'écrire *en 1935 la Crise de l'Europe* au moment même où ses contemporains ne parlaient, comme Albert Domangeon, que de « déclin ». De même M. François Goguel situa l'originalité d'André Siegfried, auteur *du Tableau des partis en France*, des *Souvenirs de la IIIe République*, ou de *De la IIIe à la IVe République*, dans sa manière de *« regarder la France d'un point de vue différent, car il connaît les pays étrangers »*.

La géographie électorale

Après avoir ainsi fixé les caractères spécifiques du regard d'André *Siegfried portait* sur toute chose, les orateurs se sont employés à préciser ce que fut son apport à ce qu'on n'appelait pas alors la « science politique ». M. Maurice Le Lannou a rappelé qu'André Siegfried *« rangeait dans la géographie économique ses études sur le vaste monde, dans la géographie politique celles sur les scrutins de la IIIe République »*. Ce fut pour lui l'occasion de dresser un tableau éclairant des rapports du « géographe » Siegfried avec ses collègues. Déterministe à une époque *« où il est mal vu de l'être »*, André Siegfried fut boudé par des géographes qui n'admettaient pas qu'on puisse parler *« du calcaire républicain et du granit monarchiste »*. M. Le Lannou souligna d'une part la *« mauvaise foi »* des adversaires d'André Siegfried ignorant le caractère parfaitement local d'une telle affirmation et imaginant une causalité directe et mécanique de la géologie à l'attitude politique, d'autre part la nécessité pour une géographie d'être déterministe.

Ce problème du déterminisme, on devait le retrouver au centre de l'exposé de M. Alain Lancelot, secrétaire général de l'Association française de science politique, consacré à la géographie électorale dont André Siegfried fut le père, et qui marqua si profondément l'école française de sociologie électorale. A partir du *Tableau de la France de l'Ouest*, écrit en *1913*, M. Alain Lancelot décortiqua la méthode d'analyse fondée par André Siegfried, énonça les quatre facteurs explicatifs de la diversité des comportements électoraux et comment de leur combinaison naissent *« les climats politiques »*.

Déterminisme plus complexe qu'il n'y paraît et qiu bute, d'autre part, sur une lacune, sur l'inexplicable qu'André Siegfried nomme *« le mystère des personnalités ethniques »* ou, lorsqu'il étend sa réflexion au monde, *« l'âme des peuples »*. Déterminisme pourtant assez fort pour que tout son travail de géographie électorale comme d'un autre côté sa réflexion sur la vie politique analysée par M. François Goguel, soient consacrés à la recherche de grandes tendances fondamentales stables dans un espace géographique réduit mais dans un temps long.

D'autres interventions ont traité du « mystère des personnalités ethniques » ou de cette « âme des peuples » sur lesquels ont achoppé les explications d'André Siegfried. Concluant les débats, après un exposé paradoxal de M. Louis Chevalier, professeur au Collège de France, cherchant à prouver dans une geste théâtrale que l'absence de Paris dans les réflexions d'André Siegfried était la preuve même de l'importance accordée à ce sujet ! M. Stanley Hoffmann, professeur à l'Université Harvard, a précisé qu'on *« revenait toujours au caractère national »*. Sans doute ; mais l'essentiel tient peut-être dans ce qu'on met sous ce terme et dans la méthode par laquelle on l'appréhende. M. Jean Ranger, chargé de recherches au C.N.R.S. et spécialiste d'études électorales, en peu de minutes, posa clairement le problème. Ce « mystère » si choquant à l'époque d'André *Siegfried peut être aujourd'hui* plus facilement dénoué. Les méthodes psychosociologiques permettent, en effet, quelques soixante ans après le *Tableau de la France de l'Ouest*, de mieux rendre compte de ces *« configurations psychologiques extraordinaires »* si importantes pour comprendre les attitudes électorales, et ouvrent, de ce fait, une *« voie d'accès à un déterminisme non mécaniste »*.

De son côté, M. Paul Bois, auteur de *Paysans de l'Ouest*, plaida pour la réconciliation de la géographie, de l'histoire et de l'étude idéologique. Cependant chacun s'accorda *pour* reconnaître qu'André Siegfried fut un précurseur sans lequel rien de ce qui, aujourd'hui, existe en matière électorale n'aurait pu exister. Dans son rapport spirituel sur le voyage d'André Siegfried à Harvard, en 1955, M. Laurence Wylie montra excellement l'« incompatibilité d'humeur » entre les chercheurs américains tout entiers tournés vers le « changement » et « ses processus », *et* André Siegfried, tout entier occupé à établir, sur fond de différences locales ou nationales, les traditions et les stabilités. C'est cet héritage qu'avec des nuances les Français *aujourd'hui revendiquent*. M. Jean Charlot, maître de recherches à la Fondation nationale des sciences politiques, reconnaît que *« les changements ne s'inscrivent jamais que sur des traits traditionnels qu'André Siegfried a décrits et qui ne sont pas, dans les sociétés modernes, marginalisés »*. M. Paul Bois, en revanche, situe l'apport irremplaçable d'André Siegfried dans son *« insistance sur la stabilité, la continuité des opinions montrant que les attitudes électorales ne sont pas dues au hasard, à la fantaisie, à la conjoncture »*. Puis M. Jean Ranger ajoute que, sans Siegfried, les opérations les plus « modernes » et les plus « spectaculaires », comme les estimations rapides des résultats électoraux, n'auraient pas pu être envisagées puisqu'elles reposent sur l'hypothèse centrale du maître de la sociologie électorale : la stabilité des comportements électoraux.

COLETTE YSMAL.

SUR FR 3

Royalistes révolutionnaires

C'est « une lettre en images », selon l'expression de M. Bertrand Renouvin, ancien candidat à la présidence de la République, qu'ont adressée aux téléspectateurs de FR 3, dans le cadre de l'émission « Tribune libre », le 18 mars, quelques dirigeants de la Nouvelle Action française.

Les représentants de la NAF ont tout d'abord assuré qu'un royaliste ne ressemblait pas à « un jeune fasciste », n'était pas « un aristocrate », et n'appartenait pas à « la grande bourgeoisie ». Après avoir dénoncé *« le règne de l'argent », « la dictature d'un clan », « la gestion cynique de la vie économique », « l'acceptation tranquille du chômage et de l'inflation », « les réformes en trompe-l'œil qui masquent (...) la domination du capitalisme »*, caractéristiques du *« règne de Giscard »*, les porte-parole de la NAF ont reconnu que le socialisme ne pourrait se faire sans les socialistes dont ils craignent pourtant que demain certains ne rallient *« M. Giscard d'Estaing pour devenir les honnêtes gérants de la société capitaliste »*.

S'ils se refusent à un « anticommunisme primaire » pratiqué « comme Chirac et Ponia », car *« les communistes sont des Français à part entière, qui expriment les réalités et les revendications sociales qu'il serait scandaleux de négliger »*, ils ne sont pas prêts à accepter la France *« de l'ordre moral, de la bureaucratie anonyme, de la centralisation autoritaire »*, proposée par le parti communiste.

Soulignant que le rétablissement de la liberté de l'Etat est la première révolution à accomplir, les particpants ont affirmé : *« Cette révolution sera royaliste ou ne sera rien, car elle est la condition de toutes les autres »*, et sera *« à visage humain, car le roi est la seule personne qui puisse considérer la politique dans l'intérêt de tous »*.

L'U.D.R. VEUT MONTRER « SON NOUVEAU VISAGE »

M. Jacques Chirac, en sa qualité de secrétaire général de l'U.D.R., a présidé, mardi 18 mars, le bureau exécutif de son parti, au cours duquel il a été décidé de lancer, à partir du 19 avril et jusqu'aux assisises nationales qui doivent se réunir les 14 et 15 juin à Nice, une série de « rencontres-forums » avec la population.

Cette « grande opération », à laquelle participeront tous les députés, sénateurs, et élus locaux du mouvement, permettra, a indiqué M. Neuwirth, député de la Loire, questeur de l'Assemblée nationale et secrétaire général adjoint de l'U.D.R., d'expliquer aux Français *« ce qu'est l'U.D.R. et ce qu'elle veut »*. *« L'U.D.R.*, a-t-il souligné, *montrera son nouveau visage. »*

Le bureau exécutif a, d'autre part, décidé la réunion de tous les conseils régionaux du mouvement avant le 15 avril pour débattre de deux problèmes :

— La situation de l'emploi dans les régions ;

— Le problème des femmes dans la région.

Il a enfin décidé que toutes les fédérations réuniraient, entre le 15 avril et le 10 juin, des assises départementales pour préparer les assises nationales.

Les 5 et 6 avril

LE GOUVERNEMENT SE RÉUNIRA EN SÉMINAIRE A RAMBOUILLET

Au cours de son entretien quotidien avec la presse, M. Xavier Gouyou-Beauchamps, porte-parole de l'Elysée, a indiqué, le 18 mars, que le séminaire de réflexion, annoncé à l'issue du conseil des *ministres réuni le 19 février*, se tiendra les 5 et 6 avril à Rambouillet.

M. Xavier Gouyou-Beauchamps a d'autre part annoncé que pour le 2 avril, date du premier anniversaire de la *mort de Georges* Pompidou, M. Giscard d'Estaing ferait célébrer une messe en l'église de la Madeleine, à Paris, à la mémoire de l'ancien président de la République.

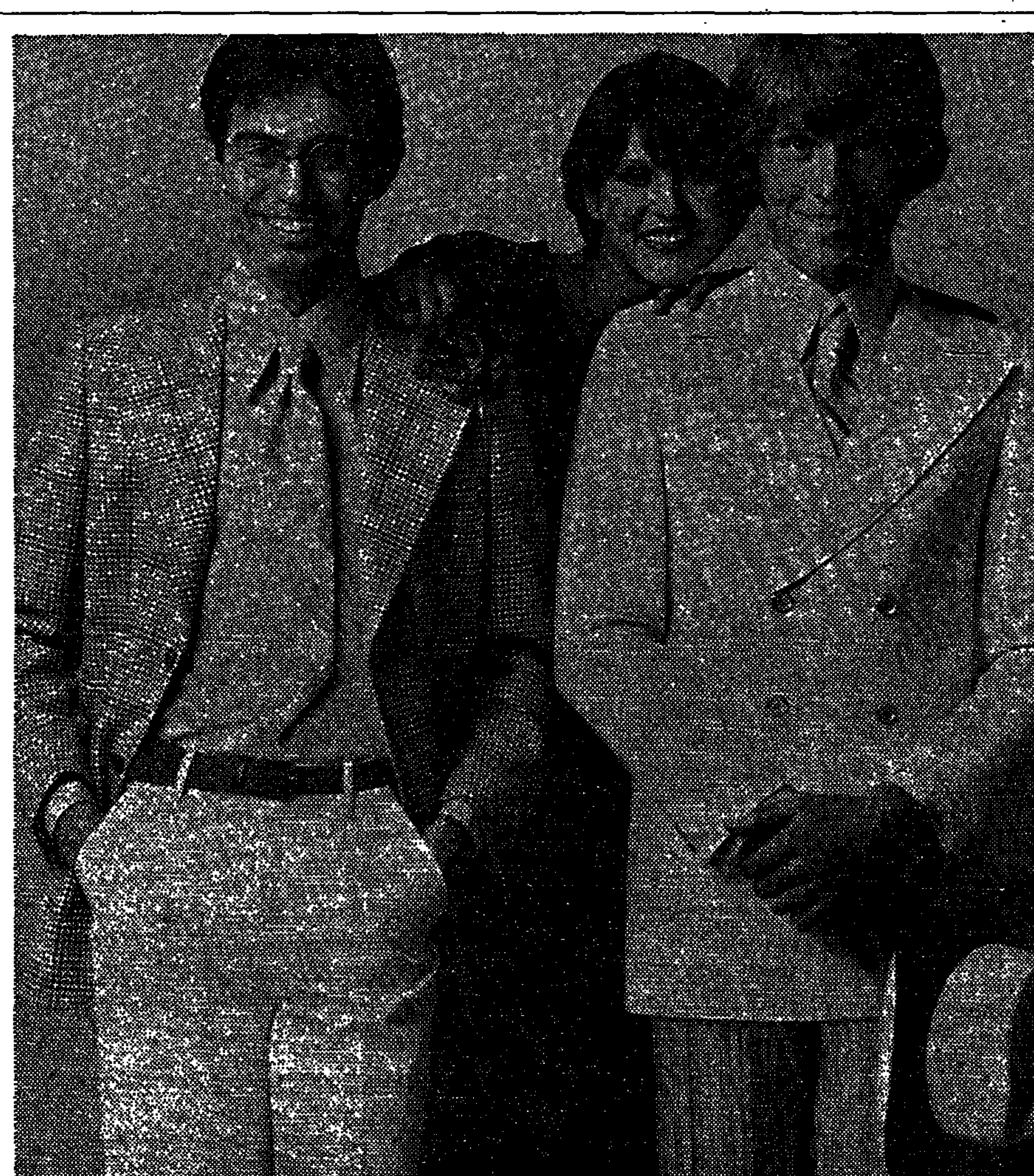
Enfin, c'est *le mardi 25* mars que M. Valéry Giscard d'Estaing fera sa quatrième causerie *« au coin du feu »*. Le président de la République évoquera les problèmes de défense et les questions économiques, notamment les mesures de relance décidées le 17 mars.

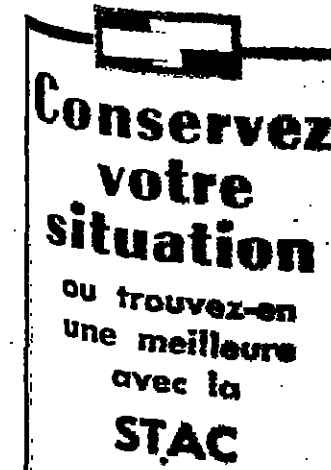
● *Commentant le prochain voyage en U.R.S.S. de M. François Mitterrand*, premier secrétaire du parti socialiste, M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C.F., a déclaré, lundi soir 17 mars au cours du journal télévisé d'« Antenne 2 » : *« Je suis content que François Mitterrand aille en Union soviétique, parce que les derniers documents qui ont été publiés sous sa direction par le parti socialiste n'ont jamais fait état de l'existence d'un système socialiste mondial. J'espère qu'en Union soviétique il va découvrir que le socialisme existe. »*

M. Marchais :

au sein

TROIS NOUVEAUX CHARGÉS DE MISSION AU CABINET DE M. CHIRAC





AU COURS D'UNE CONFÉRENCE DE PRESSE A NICE

M. Marchais : il ne faut pas que se crée, à gauche, un rapport de forces au sein du quel les socialistes pourraient se passer de nous

Au moment où communistes, socialistes et radicaux de gauche entreprennent une campagne commune pour la défense de l'emploi destinée à rehausser la cote de la gauche unie dans l'opinion, les propos tenus par M. Georges Marchais, mardi 18 mars à Nice, témoignent que le différend entre le P.C. et le P.S. est loin d'être totalement réglé.

Le secrétaire général du parti communiste a, par deux fois, souligné que c'était sa formation qui, « seule », avait engagé les véritables combats contre la politique du gouvernement et pour la dénonciation des causes de la crise actuelle. Il a, de nouveau, insisté sur la lenteur mise par les socialistes à répondre aux propositions d'action commune faites par le P.C.F. Enfin, en expliquant ce que devrait être, à son sens, le rapport de forces au sein de la gauche, il a traduit en termes fort clairs la traditionnelle méfiance que les socialistes inspirent aux communistes : celle d'un possible retour aux « vieux démons » de l'alliance avec le centre et la droite. « Il ne faudrait pas, a-t-il dit, que se crée un jour au sein de la gauche un rapport de forces qui permette aux socialistes de se passer de l'alliance avec nous. »

En évoquant la situation au Portugal, le secrétaire général du P.C.F. n'a, de plus, pas manqué ni de rappeler que, pendant la période de lutte contre le fascisme, le parti socialiste avait « volé en éclats » ni de regretter que le parti de M. Mario Soares ait vu une menace contre la démocratie dans la présence des communistes au pouvoir (voir page 3).

M. Marchais a aussi repris sur un ton très dur ses critiques contre M. Giscard d'Estaing et le gouvernement. Il a jugé « tout simplement désastreux » le bilan des dix premiers mois du septennat et a reproché au pouvoir d'aggraver la situation de la régie Renault en refusant de négocier avec les syndicats (voir page 33).

M. Georges Marchais, secrétaire général du parti communiste, a donné, mardi 18 mars, dans les locaux de l'hebdomadaire communiste *le Patriote-Côte d'Azur*, à La Trinité, près de Nice, une conférence de presse qui marquait sa rentrée politique après un mois de convalescence passé à Mougins (Alpes-Maritimes).

Dans une déclaration liminaire, M. Marchais a d'abord dressé le bilan de l'action du gouvernement :

« *Voilà dix mois, presque jour pour jour, M. Giscard d'Estaing son action. Ce bilan est tout simplement désastreux.*

» *L'économie est en récession. L'indice de la production industrielle a baissé de 11 % en sept mois. Le chômage atteint des proportions sans précédent : un million deux cent mille chômeurs totaux. Des centaines de milliers de chômeurs partiels.*

» *Dans le même temps, la hausse des prix se poursuit à un rythme sensiblement proche de celui de 1974.*

» *Le pouvoir d'achat des salaires est en recul, parfois en chute brutale en raison, non seulement du chômage, mais des réductions de salaires opérées par le patronat.*

» *De même, malgré la hausse intervenue, le pouvoir d'achat des allocations familiales est à l'heure actuelle moindre qu'en juin 1974. Les augmentations des pensions et retraites sont au fur et à mesure absorbées par l'inflation galopante.* »

» *Ajoutons que, pour la même raison, les avoirs des épargnants ont subi une perte de 20 à 30 milliards de francs.*

» *Quant aux agriculteurs, ils n'ont pas compensé la perte de 15 % du pouvoir d'achat de leurs revenus survenue l'an passé (...).*

» *Ce qui a été fait sur le plan international n'a rien pour améliorer ce bilan. Les dirigeants du pays ont en effet réinséré la France dans le bloc atlantique dirigé par les Etats-Unis. Ils ont accepté, sous le couvert d'une concertation de façade, de soumettre notre pays aux exigences de l'Allemagne de Bonn.*

» *Tout cela éclaire la signification du tapage fait autour des pseudo-réformes du pouvoir. Il s'agit pour l'essentiel d'un rideau de fumée. Sur le devant de la scène, M. Giscard d'Estaing fait des cabrioles pour détourner l'attention de la pièce affligeante qui est en train de se jouer, et qu'il a lui-même montée (...).*

» *Nous accusons M. Giscard d'Estaing et son gouvernement de conduire le pays à la régression sociale, au marasme économique, à l'abaissement national. Et cela pour des raisons de classe, pour servir envers et contre tout les intérêts d'une poignée de grandes firmes capitalistes.* »

Le secrétaire général du P.C.F. a souligné : « *Lutter contre cette politique, c'est non seulement servir les intérêts de ceux qui en sont les victimes, c'est aussi servir les intérêts du pays.*

» *Voilà pourquoi le parti communiste s'est placé résolument à la tête des luttes des travailleurs et de toutes les catégories de la population laborieuse (...). Nous nous réjouissons que les efforts que nous déployons depuis plusieurs mois, et seuls comme parti politique, commencent à porter leurs fruits. La clarté se fait progressivement sur les causes de la crise.* »

L'autoritarisme du pouvoir cache sa faiblesse

M. Marchais a reproché à M. Chirac de « *partir en guerre avec un manque total d'imagination et de se comporter comme (...) les hommes de la droite réactionnaire la plus bornée depuis un demi-siècle* », en accusant les communistes « *de mettre en œuvre on ne sait quel plan de sabotage et de subversion* ».

Il a affirmé : « *Le langage du premier ministre montre l'autoritarisme foncier de ce pouvoir et, en même temps, sa faiblesse car il craint visiblement l'action populaire. A M. Chirac, nous répondons de manière claire : aucune diversion, aucune attaque ne détournera le parti communiste de sa volonté de lutter pour les intérêts des travailleurs et du pays.* »

Le premier responsable du P.C.F. a conclu sa déclaration liminaire par ces mots : « *La situation du parti est bonne. Les dernières élections partielles manifestent une tendance qui nous est favorable. Les adhésions à notre parti continuent à affluer à un rythme important. La vie de nos cellules et sections est intense.*

» *Pour ma part, et j'en terminerai là-dessus, c'est avec beaucoup de plaisir que je vais demain rejoindre, à Paris, mes camarades et apporter à la direction du parti toute ma contribution à l'essor de cette action fort justement qualifiée d'action tous azimuts.* »

M. Georges Marchais a ensuite répondu pendant plus d'une heure aux questions des journalistes. Après avoir évoqué la situation à la régie Renault (voir page 33), il s'est élevé contre le raisonnement selon lequel, en soutenant certaines revendications, le parti communiste gêne l'évolution sociale et les réformes. Il a relevé :

« *Ce raisonnement vaut pour les lycées et pour l'armée. Si on vous suivait, cela voudrait dire que les lycéens, les soldats, les officiers, les sous-officiers ne devraient pas lutter, qu'il faudrait attendre les réformes de M. Giscard d'Estaing !*

» *On sait ce qu'il en est de ces réformes, en dehors du droit de vote à dix-huit ans et de la loi sur l'avortement, qu'il ne leur est plus possible de refuser. Quelle réforme ? Des promesses et c'est tout. (...) Ni les travailleurs, ni les lycéens, ni les soldats, officiers, sous-officiers, ne peuvent s'en remettre au gouvernement.*

» *Il n'y a pas d'autre chemin que la lutte pour imposer la prise en considération des revendications légitimes. Lutter, c'est non seulement défendre les intérêts des victimes des milliardaires, mais aussi défendre l'intérêt national.*

» *Une fois de plus, l'intérêt national est pris en main par la classe ouvrière, par le peuple, par la jeunesse, alors qu'il est foulé aux pieds par le pouvoir, qui sert exclusivement les grands monopoles capitalistes.* »

Après avoir estimé que les mesures annoncées par le gouvernement le 17 mars « ne sont pas de nature à relancer l'économie » mais qu' « *elles favorisent une fois de plus les monopoles* », le secrétaire général a commenté la situation au Portugal, puis il en est venu à la question des relations entre le P.C.F. et le P.S. Il a déclaré : « *A la mi-septembre, j'ai rencontré François Mitterrand et je lui ai fait des propositions précises d'actions communes en vue de montrer les causes de la crise, de populariser le programme commun et les solutions qu'il fournit.*

» *Il a fallu attendre février pour que le comité de liaison se réunisse. Je regrette que l'on ait perdu du temps.*

» *Durant tout le temps où le parti socialiste n'a pas retenu nos propositions, il a été nécessaire que nous nous lancions seuls, en tant que parti, dans la bataille pour que les forces démocratiques refusent de cautionner la politique giscardienne.*

» *Les décisions du comité de liaison sont bonnes. Très positives. Il faut maintenant les appliquer. Résolument. Les communistes ne ménageront pas leurs efforts, ils ne ménageront pas leurs forces. Au demeurant on ne peut pas parler de crise dans nos rapports avec le parti socialiste. C'est plus simple et plus clair que cela. (...)*

» *Il y a donc des différences entre les communistes et les socialistes. L'existence du programme commun ne les annule pas. Il peut surgir et il surgit entre nos deux partis des difficultés. Lorsqu'il surgit des difficultés, faut-il cacher les désaccords ? Nous ne pouvons et nous ne devons pas les cacher, parce que l'unité, c'est l'avenir des Français et des Françaises. (...)*

» *Il reste une double question à résoudre :*

» *1) Il faut que la gauche établisse dans le pays le rapport de forces qui lui soit favorable, favorable aux travailleurs et aux masses populaires. Il faut établir un rapport de forces qui nous permette de battre le pouvoir et de réaliser le programme commun de gouvernement.*

» *2) A l'intérieur même de la gauche, il faut que le rapport des forces soit bon entre le parti communiste et le parti socialiste. Nous, les communistes, nous ne voulons pas dominer. Nous ne prétendons pas à l'hégémonie. Nous voulons l'égalité des droits, des devoirs. Mais il ne faudrait pas que se crée dans la gauche un rapport de forces qui pourrait permettre un jour au parti socialiste de se passer de l'alliance avec nous.* »

M. Marchais a ajouté :

« *François Mitterrand a dit :* « J'ai fait l'alliance avec les com» munistes parce que je ne pou» vais pas faire autrement. » (1). *Ce qui se passe en France, en Europe montre que si les sociaux-démocrates peuvent se passer des communistes, ils s'en passent. Par conséquent, il faut que le rapport de forces à l'intérieur de la gauche soit tel que le parti socialiste ne puisse pas un jour être repris par les vieux démons du passé.* »

(Dessin de CHENEZ.)

La France réinséré « de fait » dans l'OTAN

A propos de la situation de la France à l'égard de l'OTAN, le secrétaire général du P.C.F. a affirmé : « *M. Chirac prétend, je le cite, que je me fiche des gens lorsque j'affirme, au nom de notre parti, que le pouvoir a fait rentrer la France dans le giron de l'OTAN. Visiblement, l'accusation gêne M. Chirac au point qu'il en perd son sang-froid. Une dérobade ne constitue pas une réponse. (...)*

» *C'est M. Chirac lui-même qui a signé la déclaration d'Ottawa, dans laquelle la force nucléaire française est définie comme une* « *contribution* » *au* « *renforcement global* » *du potentiel militaire de l'OTAN. Et M. Giscard d'Estaing a ouvertement reconnu que la stratégie* « *tous azimuts* » *du général de Gaulle avait été abandonnée au profit d'une stratégie désignant l'Union soviétique comme notre seul ennemi contre lequel sont maintenant, pour l'essentiel, dirigés nos moyens militaires.*

» *Il s'agit là d'un fait indiscutable qui atteste que la politique appliquée par M. Chirac, sous la direction de M. Giscard d'Estaing, a bien abouti à la réinsertion de fait de la France dans l'OTAN.*

» *Cette politique est lourde de conséquences pour l'indépendance et la sécurité du pays.*

» *Voilà pourquoi nous exigeons de M. Giscard d'Estaing et de M. Chirac, qu'ils sortent de leur silence embarrassé et s'expliquent clairement devant le pays.* »

(1) Il semble que M. Marchais fasse allusion aux propos que M. François Mitterrand avait tenus le 28 juin 1972, à Vienne, devant le congrès de l'Internationale socialiste. Le leader du parti socialiste avait expliqué la nécessité de l'union entre socialistes et communistes et avait ajouté : « *La reconstitution de ce bloc historique, en échappant au leadership communiste, l'affrontement sur le terrain par l'anlyse et l'action, voilà le seul moyen tactique qui nous soit apparu.* »

JE ME SENS TRÈS BIEN

« Comment vous portez-vous ? », a-t-on demandé à M. Georges Marchais. « Je me sens très bien », a répondu le secrétaire général du P.C., lequel, en marge de la conférence de presse, a précisé qu'il ne s'était soumis à aucun contrôle médical durant sa convalescence. « J'ai toujours été en rapport étroit avec la direction du parti, a-t-il confié. J'ai reçu ici régulièrement des camarades, et plus particulièrement Gaston Plissonnier, qui sont venus m'informer ou me consulter. »

En dehors de l'étude des dossiers qui lui ont été apportés et de la lecture quotidienne des journaux, le secrétaire général s'est délassé en parcourant plusieurs romans, dont « l'Imprécateur », de René-Victor Pilhes, et « l'Irrégulière », d'Edmonde Charles-Roux, épouse de M. Gaston Defferre. M. Marchais, qui a dû cesser de fumer, a également indiqué qu'il avait parcouru chaque jour 4 kilomètres à pied dans la campagne mouginoise. Accompagné de son épouse Liliane et de son jeune fils Olivier, il a, d'autre part, été reçu par Mme Jacqueline Picasso au mas Notre-Dame-de-Vie, à Mougins, où il a déjeuné dans la grande salle aux baies vitrées faisant face au village, qui servait d'atelier au peintre disparu.

Depuis sa participation à l'émission de France-Inter « Dix questions, dix réponses pour convaincre », le 3 mars, M. Marchais était sorti à plusieurs reprises de sa retraite pour accorder des interviews à la radio et à la télévision. — G. P.

TROIS NOUVEAUX CHARGÉS DE MISSION AU CABINET DE M. CHIRAC

Sont nommés chargés de mission au cabinet de M. Jacques Chirac, premier ministre, MM. Michel de Bonnecorse, secrétaire des affaires étrangères, Guy Drut, médaille d'argent olympique du 110 mètres haies, et Jean-Claude Jolain, administrateur civil.

[Ses nouvelles occupations ne devraient pas empêcher le recordman du 110 mètres haies, médaille d'argent aux Jeux olympiques de Munich, de préparer sa saison d'été et, surtout, son examen de professeur d'éducation physique.

En attendant, les connaissances de Guy Drut en matière de sport de haut niveau lui permettront d'attirer d'une manière très concrète l'attention des services du premier ministre sur les difficultés de ceux qui pratiquent la compétition.

A vingt-quatre ans, Guy Drut peut encore espérer une médaille aux prochains Jeux olympiques de Montréal : d'ici là, il aura à prouver qu'il franchit aussi bien les obstacles administratifs que les haies, sur la piste...]

LA CAMPAGNE CONTRE LA VIE CHÈRE ET POUR LA DÉFENSE DE L'EMPLOI

Les trois formations de gauche tiendront un meeting unitaire le 9 avril à Paris

Orchestrant par des conférences de presse communes les actions qu'ils mènent ensemble depuis le début de la semaine contre la vie chère et pour la défense de l'emploi, le parti communiste, le parti socialiste et le Mouvement des radicaux de gauche, ont réuni, mardi 18 mars, les représentants des journaux dans plusieurs villes de France.

A Paris, où un meeting unitaire sera organisé le 9 avril à la Mutualité, et constituera le point de départ d'une grande campagne d'affichage et de distribution de tracts, les porte-parole des trois formations ont insisté sur la signification politique d'entreprises communes qui doivent permettre à la gauche de prendre « un nouveau départ ».

M. Henri Fiszbin, député, secrétaire fédéral du P.C.F., a aussi indiqué : « *Loin d'être en recul, la gauche continue de marquer des points, comme le montrent les élections partielles qui viennent de se dérouler. Les décisions du comité de liaison font un pas, dont nous apprécions toute la portée, vers une union plus ferme, plus combative, d'une réalité plus élevée, répondant aux exigences nouvelles.* »

M. Christian Pierre, secrétaire de la Fédération du P.S., a déclaré de son côté qu' « *après les difficultés que la gauche vient de traverser, cette campagne marque un redémarrage, une amorce d'une vie unitaire plus profonde, plus réelle* ».

M. Pierre Mattei, président de la Fédération des radicaux de gauche a insisté sur « le scandale du chômage » et les conséquences graves de la crise du bâtiment.

MM. Fiszbin et Pierre ont indiqué que parallèlement à l'action commune, les partis communiste et socialiste se réservaient le droit d'engager leur propre campagne. Ainsi, M. Fiszbin a cité à titre d'exemple la vingtième rencontre organisée par son parti ce mercredi, sur le thème du scandale pétrolier, et il a regretté que le comité de liaison de la gauche n'ait pas pris à son compte les revendications du parti communiste pour la nationalisation de la Compagnie française de pétrole et de Citroën. M. Pierre a rappelé les actions contre le chômage engagées par le parti socialiste dans les différentes agences nationales pour l'emploi de la capitale.

M. Chambaz (P.C.) : nous n'avons pas changé de stratégie

M. Jacques Chambaz, membre du comité central du parti communiste, qui était, mardi 18 mars, l'hôte à déjeuner de la presse anglo-américaine, a notamment indiqué :

« *Nous pensons souhaitable, possible, nécessaire, notre participation à un gouvernement de gauche, pour mettre en œuvre le programme commun. Nous n'avons pas changé de stratégie.* »

Comme on lui demandait si, dans l'hypothèse d'élections présidentielles, M. François Mitterrand serait toujours candidat commun de la gauche, M. Chambaz a répondu : « *Ce sera aux différentes formations de la gauche d'en décider, comme cela s'est fait lors des dernières élections.* » Il a fait remarquer que « *l'opposition, en France, n'a pas un leader unique* ». « *Précisément*, a-t-il ajouté, *une des richesses de la gauche, en France, réside dans la diversité des formations qui la composent, chacune d'entre elles conservant sa personnalité propre, mais, en même temps, dans le fait qu'elles se trouvent rassemblées autour du programme commun.* »

M. Mauroy : retrouver l'esprit du printemps 1974

De notre correspondant

Lille. — Pour la première fois depuis le mois d'octobre on a retrouvé, mardi, assis côte à côte, M. Pierre Mauroy, député, maire de Lille, secrétaire national du parti socialiste, M. Gustave Ansart, également député et chef de file du parti communiste dans le Nord, et M. Henri Delbèke pour le Mouvement des radicaux de gauche, à l'occasion d'une conférence de presse ayant pour but de présenter les trois meetings communs que la gauche organise dans le Nord : le 7 avril à Lille, le 8 à Dunkerque et le 9 à Valenciennes.

Ce n'était peut-être pas encore l'euphorie qui avait prévalu aux meetings de la campagne présidentielle, mais, pour M. Pierre Mauroy, on doit essayer de « *revivre ce climat, de retrouver avec le printemps 1975 l'esprit du printemps 1974, celui de l'an I du programme commun. Il est légitime*, a-t-il dit, *que les partis de gauche soit différents, compétitifs. Mais il ne faut pas que cette compétition légitime, pas plus qu'une certaine différence d'appréciation, légitime elle aussi car c'est la démocratie, puisse remettre en jeu et diminuer la force que nous représentons ensemble* ».

Cette unité retrouvée s'est faite sur le dos du gouvernement et de sa politique économique.

« *Avec sa politique d'austérité, le gouvernement a déchaîné des forces dont il n'est plus maître* », estime M. Ansart. Pour lui, c'est dans la consommation que se trouve le remède. « *Implicitement, le gouvernement vient de reconnaître cela par les récentes mesures de M. Fourcade. Mais, hélas ! ce n'est qu'une potion.* »

Le représentant du P.C. s'en est pris aux grandes sociétés et aux grands trusts qui dominent l'économie de la région : « *Ces groupes possèdent tout. Leur tribune est devenue celle du comité économique et social d'où ils se permettent de critiquer. Mais les forces qu'ils représentent sont coupables et nous allons les combattre avec d'autant plus de vigueur qu'ils n'ont pas qualité pour nous donner des leçons.* »

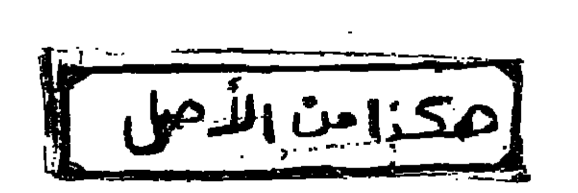
M. Mauroy estime que la seule solution se trouve dans un changement de système économique : « *L'inflation se nourrit de l'inégalité, et comme l'inégalité est provoquée par le système capitaliste, nous nous trouvons entraînés dans un cercle vicieux, dont nous ne sortirons qu'en abandonnant le système capitaliste.* »

Dans le Val-de-Marne une conférence de presse commune a été tenue par MM. Guy Poussy (P.C.), André Manzagol (P.S.) et Louis Perillier (M.R.G.), qui ont pris la parole à Créteil. Un meeting départemental unitaire se déroulera le 18 avril à Fontenay-sous-Bois.

● *Commentant le récent rassemblement* du Mouvement des démocrates de M. Michel Jobert, M. Philippe Dechartre, secrétaire général du M.S.P. (Mouvement pour le socialisme par la participation), estime : « *Nous ne pouvons qu'écouter avec curiosité et sympathie un homme qui tente en politique une expérience originale. Cependant, il nous faut rappeler que le jobertisme n'a nullement le monopole du gaullisme. D'autre part, sa conception de la participation, vague et idéaliste, semble être assez loin de la conception gaullienne de ce terme... Nous demandons donc à M. Jobert d'être plus concret et de préciser ses idées.* »

● *La Ligue communiste révolutionnaire* (formation dont M. Alain Krivine est un des dirigeants) organise ce mercredi 19 mars à 20 h. 30 au palais de la Mutualité à Paris un « *meeting international* » sur le thème « *Où va le Portugal ? Demain, l'Espagne...* » Participeront notamment à ce débat M. Daniel Bensaïd, membre du bureau politique de la L.C.R., qui revient du Portugal, et un représentant de la Ligue communiste internationaliste (section portugaise de la IVe Internationale).





ÉDUCATION

AU CONGRÈS DU TOUQUET

Le courant majoritaire du SNES a renforcé ses positions

De notre envoyé spécial

Le Touquet. — Le congrès du Syndicat national des enseignants de second degré (SNES, affilié à la Fédération de l'éducation nationale) s'est ouvert mardi 18 mars au Touquet en présence de six cents délégués. Le rapport des dirigeants sur l'activité du syndicat au cours des deux années écoulées a été approuvé par 62,19 % des adhérents (29 966 suffrages), contre 58,96 % (28 466) en 1973. De leur côté, 21,50 % d'entre eux (10 547) l'ont rejeté, contre 25,05 % (12 085) en 1973. Le nombre d'abstentions n'a guère varié.

Les manifestations de lycéens, qui avaient lieu mardi dans de nombreuses villes de France, n'ont été évoquées que « par raccroc » au congrès du SNES : celui-ci, qui compte quatre-vingt-quinze mille adhérents, alterne d'une année sur l'autre un congrès « d'étude » et un congrès « politique ». C'est d'un congrès « politique » qu'il s'agit cette fois-ci, d'où son importance puisqu'il coïncide avec le grand débat public engagé sur le projet de réforme du ministre de l'éducation. Il a été marqué par de vigoureuses joutes oratoires entre les « tendances » syndicales : Unité et Action (animée principalement par des militants du parti communiste) très largement majoritaire, Unité, Indépendance et Démocratie (U.I.D., animée généralement par des socialistes), École émancipée, rénovation syndicale, où se retrouvent divers enseignants d'extrême gauche (syndicalistes révolutionnaires, trotskistes de la Ligue communiste révolutionnaire, membres du parti socialiste unifié) et Front unique ouvrier (F.U.O.), menée par les trotskistes de l'Organisation communiste internationaliste.

Le nombre des orateurs et le temps de parole strictement limité de chacun donnent parfois à ces échanges l'allure mécanique d'un théâtre de marionnettes.

M. Astre, au nom de la tendance U.I.D., s'est surtout préoccupé de « la démocratie interne dans le syndicat ». En revanche, M. Gabriel Cohn-Bendit, qui représente la tendance École émancipée, a estimé qu' « il existe d'autres moyens d'action contre la réforme Haby que la traditionnelle grève de vingt-quatre heures » et s'est attaché à défendre des types d'action comme « les grèves des effectifs » (les professeurs n'acceptant pas plus de vingt-cinq élèves par classe) et les « occupations de locaux avec les lycéens » (comme récemment au rectorat de Nantes). Pour la tendance Unité et Action, de telles initiatives sont « irresponsables ». « Il ne s'agit pas de vouloir perpétuellement donner des leçons aux travailleurs et à leurs syndicats, et de préconiser des revendications ou des modes d'action qui ne peuvent en aucun cas rassembler les plus larges masses et contribuer effectivement au nécessaire changement démocratique », a déclaré M. Etienne Camy-Peyret, secrétaire général du SNES.

M. Camy-Peyret a proposé que le Comité national d'action laïque organise une grande réunion le 24 mai, suivie d'une manifestation de rue, pour « protester contre les projets Haby, Soisson et Mazeaud, et pour des moyens supplémentaires en crédits et en locaux à la rentrée 1975 » (1).

M. Gérard Alaphilippe, secrétaire général adjoint, a voulu placer l'action de la tendance majoritaire dans une « dynamique unitaire de la gauche ». « Unité et Action, a-t-il déclaré, est de plus en plus à l'image du courant populaire qui aspire avec la gauche tout entière à une démocratie réelle. »

Ces divergences sur l'action syndicale recoupent d'ailleurs les vieilles oppositions sur les revendications elles-mêmes : pour la direction du SNES, la proposition faite par certains « gauchistes » de demander la « titularisation immédiate » de tous les maîtres auxiliaires est « maximaliste » et « démagogique ». M. Camy-Peyret a préféré rappeler les résultats déjà acquis par la lutte syndicale, par exemple l'amélioration [illegible] surveillants. Il a énuméré aussi les résultats escomptés des discussions en cours avec le ministère sur le recrutement et les conditions de travail des conseillers d'éducation (les anciens surveillants généraux) et les engagements obtenus le 11 mars de M. Haby sur la titularisation progressive des maîtres auxiliaires.

Les lycéens qui manifestaient au même moment à Paris semblaient bien loin malgré le « salut » que leur a dressé le congrès.

DOMINIQUE DHOMBRES.

(1) Le C.N.A.L. comprend la Fédération de l'éducation nationale, le Syndicat national des instituteurs, la Fédération des conseils de parents d'élèves, la Ligue française de l'enseignement et la Fédération des délégués départementaux. Les partis de gauche et les centrales syndicales y sont associés.

Grèves et manifestations continuent de perturber la vie des établissements du second cycle

De nombreuses manifestations de lycéens et de collégiens — auxquels se sont joints parfois des enseignants, des parents d'élèves ou des étudiants — ont eu lieu mardi 18 mars, à Paris, dans certaines agglomérations de banlieue et en province. Elles ont rassemblé au total un nombre de manifestants sans doute égal à celui du jeudi 13 mars. Mais, contrairement à la semaine dernière, quelques incidents ont eu lieu, notamment à Paris et à Nantes. A Paris, de très nombreuses forces de police, bien visibles des jeunes manifestants, ont « encadré » le défilé qui a eu lieu de la place Denfert-Rochereau au boulevard Pasteur, alors qu'elles étaient totalement absentes lors de la précédente grande manifestation.

Un nombre important d'établissements secondaires sont encore touchés par des grèves d'élèves, dans la région parisienne comme dans la plupart des régions de province. A Brest, toutefois, où le mouvement des lycéens avait commencé dès la fin du mois de février, notre correspondant nous signale que celui-ci s'essoufle, malgré les efforts des militants pour le faire durer.

Le Syndicat national des enseignements du second degré (SNES, affilié à la Fédération de l'éducation nationale) — dont le congrès est réuni au Touquet depuis mardi — et le parti socialiste unifié (P.S.U.) notamment, ont renouvelé leur soutien au mouvement des lycéens et des collégiens.

D'autre part, des manifestations d'élèves des collèges d'enseignement technique devaient avoir lieu, ce mercredi 19 mars, à l'appel des diverses « coordinations » de collégiens.

« ENCADRÉS » PAR D'IMPORTANTES FORCES DE POLICE

Environ trente mille lycéens et collégiens dans la rue à Paris

Ils étaient un peu plus de 30 000, soit à peu près le même nombre de lycéens que jeudi 13 mars, à manifester mardi 18 mars dans l'après-midi à Paris ; 50 000 disent les organisateurs, le collectif du comité de coordination de la région parisienne regroupant des représentants de la Ligue communiste révolutionnaire, de Lutte ouvrière et du Mouvement de la jeunesse socialiste, auxquels s'était joint l'Union nationale des comités d'action lycéens ; 15 000 selon la préfecture de police.

La manifestation fut souvent grave mais toujours enthousiaste. Pas de farandoles, pas de « fête » comme les autres années. Un mouvement majeur qui sut éviter des affrontements face à une présence massive des forces de police (C.R.S., gendarmerie, police urbaine) qui quadrillaient tout le quartier.

« *Non à la réforme Haby !* » Abandonnée momentanément, une banderole pend sur le nez du Lion de Belfort, tandis que ses propriétaires s'abritent du vent. Il est 15 heures, place Denfert-Rochereau. Il fait froid. Déjà une foule de lycéens envahit le boulevard Raspail jusqu'à la rue Boissonnade, puis, très vite, jusqu'au niveau du boulevard Edgar-Quinet. Des petits groupes arrivent régulièrement du métro ou des rues adjacentes. Des banderoles se joignent à d'autres banderoles. Beaucoup portent le nom d'un établissement ; les autres protestent contre la réforme Haby. « *Non au cynisme et à la duperie de la réforme Haby !* », « *Non à la rentabilisation de l'école !* » côtoient « *Haby, Baba et les douze millions de lycéens !* » ou « *Haby cyclette, la réforme des cycles c'est son rayon !* » Mais la fantaisie à laquelle nous ont habitués les lycéens se fait rare.

« *Camarades, la coordination parisienne doit prendre place derrière le service d'ordre central et derrière sa banderole. Le cortège s'ouvrira ensuite sur le lycée Honoré-de-Balzac, sur les lycées du quartier Latin, de la coordination du quinzième arrondissement...* » Deux « voitures-sonos » répercutent les ordres des organisateurs. Petit à petit, la manifestation s'organise. Les lycées devant, les C.E.T. en queue. L'attente est longue. Les représentants des établissements de la banlieue sud tardent à venir.

Des musiciens, juchés sur un mur, jouent quelques airs de jazz. Un groupe de lycéens portant une croix et un cercueil miniature, *sur lequel est écrit :* « *Ci-gît la réforme* », se fraie un passage parmi les manifestants qui sautent en rythmant le slogan : « *Et hop, Haby, plus haut que Fontanet* », et reprennent en cœur : « *Non, non, point de réforme Haby* » et « *Lycéens, collégiens, travailleurs, tous unis* ».

En face de la manifestation, au métro Vavin, dans les rues adjacentes, dans tout le quartier, des policiers bordent le passage. Seul le boulevard du Montparnasse reste libre.

Rue Léopold-Robert, des « drapeaux noirs », impatients, débordent le service d'ordre lycéen en passant par les couloirs du métro et se groupent face aux forces de police. Une pierre puis deux. La petite guerre commence et se termine par une charge de policiers.

A 16 heures, des représentants lycéens ouvrent une première négociation avec le commissaire responsable du secteur. Les manifestants veulent aller jusqu'à Sèvres-Babylone, d'où une délégation partira pour le ministère de l'éducation. Un trajet a été décidé la veille, jusqu'à Montparnasse-Duroc. C'est là que devra se négocier le reste du parcours.

Quelques minutes après le cortège s'ébranle au pas de charge. Criant et chantant : « *Haby, c'est foutu, ton école est dans la rue* », « *Jeunesse en lutte, travailleurs en grève, même combat* », sous les regards des badauds et des consommateurs à la terrasse des cafés du boulevard du Montparnasse.

A peine le temps de faire quelques pas et à nouveau le cortège se heurte aux forces de police et aux cars qui bloquent le passage au niveau de la rue du Cherche-Midi. Une deuxième attente commence. Elle durera près d'une heure et demie, et sera émaillée d'incidents qui auraient pu dégénérer si le service d'ordre des lycéens n'avait pas montré sa fermeté et sa maîtrise.

A 17 h. 10, un car de police-secours, venu on n'oserait dire pourquoi, fonce dans la manifestation, coupe le « S.O. » lycéen, et vient s'arrêter entre les manifestants en colère et les forces de l'ordre.

Quelques minutes plus tard, c'est au tour d'une auto-pompe et de deux voitures-échelles des pompiers de la caserne du Colombier de franchir la manifestation. Ils avaient été alertés par une borne-alerte cassée par des manifestants.

C'est enfin peu avant 18 heures que le commissaire responsable du secteur donne l'autorisation à la manifestation de se diriger vers le boulevard Pasteur, par la rue Vavin, et de se disperser au niveau du métro Pasteur. Là encore toutes les rues étaient bouclées par les forces de police. Vers 18 h. 30, il ne reste que quelques centaines de manifestants. Certains arborant le drapeau noir, d'autres narguant les policiers et lançant des cailloux. Quelques minutes après, la police charge, lançant des grenades lacrymogènes et pourchassant les manifestants boulevard Pasteur et dans les rues latérales.

Boulevard Pasteur, un policier fonce dans un magasin d'alimentation, sous le regard ahuri et étonné des vendeurs et des clients. Il attrape par le cou un jeune homme et menace de le matraquer ; l'intervention du gérant du magasin évite l'arrestation.

19 h. 15. Après plusieurs charges, les forces de police restent seules boulevard et métro Pasteur, où traîne encore la fumée des grenades lacrymogènes.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

Nombreux défilés en province

De nos correspondants

Des manifestations ont eu lieu, mardi 18 mars, dans un certain nombre de villes de province, rassemblant, comme celles du jeudi 13, des milliers d'élèves.

● *A Bordeaux*, environ 3 000 lycéens et collégiens ont défilé dans les rues, sans incident. D'autres manifestations ont eu lieu à Dax (400 personnes) et à Marmande, où un millier d'élèves et de professeurs ont envahi le lycée, fermé par décision du recteur : des cours « sauvages », des discussions et un pique-nique ont eu lieu dans l'établissement. Le Syndicat national des enseignements du second degré (SNES) a protesté contre la fermeture de quatre établissements de l'académie.

● *A Dijon*, une manifestation a réuni 1 400 élèves. Un cercueil symbolisant la réforme du ministre de l'éducation a été brûlé.

● *A Mulhouse*, plusieurs centaines de lycéens ont défilé dans la matinée de mardi. Le lycée technique a été fermé jusqu'aux vacances de Pâques.

● *A Montpellier*, un défilé a rassemblé environ 4 000 jeunes. Des manifestations ont eu lieu dans la plupart des villes du Languedoc-Roussillon.

● *A Nice*, un millier de lycéens ont manifesté dans les rues de la ville. Des rassemblements ont eu lieu à Antibes, Cannes, Grasse et Menton.

● *A Valence*, environ 800 lycéens ont défilé dans le centre-ville et jeté dans le Rhône trois cercueils portant des slogans hostiles à la réforme.

● *A Nantes*, près de 5 000 collégiens et lycéens ont défilé jusqu'au rectorat de l'académie, dont les grilles étaient fermées et protégées par les forces de police. Aux jets de projectiles des élèves (cailloux, bouteilles, billes d'acier) ont répondu les tirs de grenades lacrymogènes, provoquant la dispersion de la manifestation. Deux jeunes ont été blessés.

● *A Saint-Brieuc*, un défilé a rassemblé des élèves de la plupart des établissements de la ville.

● *A Niort*, environ 2 000 élèves, auxquels s'étaient joints des parents d'élèves de la Fédération Cornec et des syndicalistes, ont manifesté dans le calme.

6 ● *A Rouen*, le drapeau rouge, marqué de la faucille et du marteau, a remplacé le drapeau tricolore au-dessus des grilles du rectorat, au cours d'une manifestation groupant environ 2 000 élèves, auxquels s'étaient joints des étudiants de l'I.U.T. Les grilles du rectorat ont été forcées et le drapeau tricolore a été brûlé dans la cour. Le recteur de l'académie a porté plainte.

● *Dans la banlieue parisienne*, différentes manifestations ont eu lieu dès mardi matin, notamment à Drancy (plusieurs centaines d'élèves et d'enseignants) et Poissy (plusieurs milliers de personnes).

● *Manifestation à Toulouse des élèves de l'Ecole nationale supérieure agronomique.* — Une centaine d'étudiants ont perturbé mardi 18 au parc des expositions, l'inauguration du quarante et unième concours régional agricole. Ils protestaient contre la restriction des crédits budgétaires qui aboutit, selon eux, à une dévaluation de l'enseignement et au financement de la recherche par des intérêts privés. — *(Corresp.)*

UN COMMENTAIRE DE « L'HUMANITÉ » SUR LES INCIDENTS

Sous le titre « *Echec au prince* », *l'Humanité* du 19 mars relate les divers incidents qui ont émaillé la manifestation lycéenne de mardi à Paris. Le quotidien communiste ajoute : « *Avec les forces de « l'ordre » (qui n'étaient guère discrètes hier), rue Léopold-Robert, puis plus tard boulevard Pasteur, on a échangé cailloux et grenades. Tout cela très en marge de la manifestation, de ses mots d'ordre bien sûr.*

Coïncidence ? A Bullier, hier matin, c'était un groupe fasciste armé de matraques qui s'en prenait aux militants de l'UNEF, blessant sérieusement un de ces derniers. A la veille des élections aux œuvres universitaires de la région parisienne. (...)

» *Dans le même temps, le prince Poniatowski sort sa police au grand complet et en tenue armée, et les groupuscules-prétexte s'agitent.*

» *La main du prince semble être toujours prête à la provocation. Cinquante mille lycéens y ont répondu : échec au prince.* »

LE VIDE

Certes, ils n'étaient guère plus nombreux. Mais ceux qui s'aviseraient de mesurer la signification du mouvement lycéen, version 1975, à l'aune du chiffre de manifestants descendus mardi dans la rue commettraient sans doute une erreur.

La traditionnelle mobilisation de printemps n'est guère comparable à celle des années précédentes. Aux « *blitz krieg* » sans lendemains succède une guerre de position. Les leçons du passé ont porté. Les militants lycéens regrettent à peine les grandes offensives lancées, en 1973, contre la « loi Debré » et, en 1974, contre la réforme Fontanet. Les résultats *avaient été décevants. Aujourd'hui*, un nouveau ministre de l'éducation est installé rue de Grenelle. Sa tactique est différente. La riposte ne peut être identique.

Hormis quelques établissements installés pendant plusieurs jours dans la grève, le mouvement lycéen semble avoir ménagé ses forces. La date de discussion au *Parlement du projet de réforme* demeure plus que jamais incertaine. Eu égard à une conjoncture dominée par le chômage et la récession, ce projet peut même apparaître, aux *yeux du gouvernement, comme pouvant* créer plus de difficultés qu'il ne tente d'en résoudre. Les militants lycéens ne s'y sont pas trompés. A aucun moment ils n'ont cherché à *faire le « forcing ». Pour la plupart*, il est d'ailleurs plus difficile de prolonger une grève que d'entraîner un grand nombre de leurs camarades à manifester dans les rues. L'*absentéisme et la passivité sont des maux* contre lesquels ces militants, toujours prêts à organiser « contre-cours » et assemblées générales, ont aussi à lutter.

Si, aux yeux de *maints* observateurs, les manifestations qui se succèdent depuis quelques jours avaient valeur de test, elles ne marquent, selon les organisations lycéennes, *qu'une étape. Déjà* ces organisations annoncent, pour le week-end des 26 *et 27 avril, une « initiative nationale »* dont les modalités seront fixées selon l'état de la mobilisation. En tentant, mardi, à Paris, de se diriger vers le ministère, et en réclamant un débat public à la télévision avec M. Haby, les comités de lycéens voulaient obliger le ministre de l'éducation à reconnaître leur représentativité. Toujours campé sur sa « *ligne Maginot* » (*le Monde* du 14 mars), celui-ci n'est, semble-t-il, guère disposé à les entendre. Il ne veut connaître d'autres interlocuteurs que les délégués *officiellement* élus et a annoncé à leur intention une « *concertation nationale* » (*le Monde* du 19 mars). Sur ce terrain, toutefois, M. Haby a déjà dû concéder des points. Nombre de délégués sont descendus dans la rue avec leurs *camarades*. Certains *se trouvaient même en tête de cortège*. Et s'ils ont bien transmis l'information que souhaitait le ministre, le projet de *réforme a fréquemment — dans les* discussions qui *ont suivi — été* sévèrement jugé.

Bonnes paroles

Qu'oppose le *ministre de l'éducation* au vide que tentent de créer autour de lui les militants lycéens ? Peu de chose si l'on en juge par les *réactions* recueillies quotidienne*ment auprès des élèves. Dans une* circulaire récente, abondamment reproduite dans des tracts et bulletins lycéens, M. Raymond Prieur, directeur des enseignements élé*mentaire* et secondaire de Paris, recommandait aux chefs d'établissement de veiller « *à ce que les activités pratiquées dans le cadre des 10 % soient obligatoirement des activités d'enseignement en rapport direct avec le programme. En aucun cas*, ajoutait cette circulaire, *des réunions d'information ou de discussions sur des sujets extérieurs ne peuvent être acceptées* ».

Comparés à ces recommandations, *les projets du ministre de l'éducation* prônant dans les établissements une véritable « communauté scolaire » apparaissent à beaucoup d'élèves comme autant de bonnes paroles.

Contrairement à ce qu'espéraient certains *manifestants* de mardi, le soutien des syndicats d'enseignants et des *fédérations* de parents n'a pas *dépassé jusqu'ici le stade des* communiqués. Le vide est en train de s'installer, là aussi, entre eux et les élèves. En ouvrant, ce même mardi, le congrès du Syndicat national des enseignements de second degré, son secrétaire général, M. Etienne Camy-Peyret, a certes salué la lutte des lycéens, mais les congressistes ont été aussitôt invités à se pencher sur des questions relatives à... la réforme Fontanet. Pour sa part, la Fédération des parents d'élèves Lagarde a condamné « l'agitation » lycéenne (*le Monde* du 13 mars)... De son côté, la Fédération Cornec ne voit pas d'un mauvais œil le retard qui pourrait être ainsi apporté à la discussion d'un projet qui ne lui convient *pas. Pourtant, jamais une* réforme de l'enseignement n'aura paru si urgente. Les lycées et les collèges étouffent d'ennui. Des milliers d'enseignants s'usent à la *tâche et ne rencontrent souvent de* la part des élèves qu'indifférence ou agressivité.

Les manifestations d'aujourd'hui sont celles d'une jeunesse qui, sans illusion sur le présent, redoute aussi, à terme, chômage et déqualification. Celles d'une jeunesse dont tout le monde parle mais que personne n'écoute. *C'est un peu le sens des* cortèges de mardi. Bien sûr, lycéens et collégiens n'étaient pas vraiment nombreux. Combien en faudra-t-il pour qu'ils soient entendus ?

BERTRAND LE GENDRE.

...tations continuent de pert...
...blissements du second cycle

Nombreux défilés en p...

LE VIDE

SOCIÉTÉ

La drogue aux « Dossiers de l'écran »

LA TENDRESSE OU LA PEUR

« Je ne comprends toujours pas, depuis douze ans que je m'occupe de drogués. Plus je vais, moins je comprends. Je veux témoigner de mon malaise. » Le docteur Claude Olievenstein, médecin-chef de l'hôpital Marmottan, à Paris, a provoqué une sorte de scandale, mardi 18 mars, aux « Dossiers de l'écran », sur Antenne 2. Sommé de donner le point de vue sacro-saint du « spécialiste », n'était-il pas en train de renvoyer leurs questions aux téléspectateurs au lieu d'y apporter les réponses claires et rassurantes que ceux-ci réclamaient ? Au moment même où un juge d'instruction spécialisé dans les questions de toxicomanie, M. Jean Trocheris, expliquait que la loi ne considérait plus les drogués comme des coupables mais comme des malades, voilà qu'un médecin s'affirmait impuissant à donner des « recettes » de guérison ! Et n'arrivait pas à faire comprendre que la prévention de la toxicomanie dépend de tous les citoyens.

Le principe de l'émission des « Dossiers » veut qu'à des questions nettes on apporte des réponses précises. Comment devient-on drogué ? Comme ci. Comment guérir un toxicomane ? Comme ça. Faut-il exécuter les grands trafiquants ? Oui. Non. Le docteur Olievenstein a dû, mardi, irriter plus d'un téléspectateur lorsqu'il a lancé : *« N'attendez pas du spécialiste qu'il apporte une solution à vos problèmes familiaux, affectifs. N'attendez pas que derrière chacun de vos problèmes se trouvent un spécialiste, un juge, un psychiatre, un policier. »*

Un langage redoutable

Redoutable langage, fait pour heurter, non pour séduire. Ce serait si commode de pouvoir délimiter « le-problème-de-la-drogue ». De pouvoir, comme M. Jean Cau, affirmer qu'il suffirait d'un peu d'autorité... comme en Chine, et dénoncer *« la complaisance des intellectuels »* — sous-entendu, de gauche — à l'égard de la drogue. *« On n'a pas assez culpabilisé la drogue,* a décrété M. Jean Cau, *on n'a pas fait assez peur aux jeunes. »* Entre celui qui veut faire peur aux jeunes et celui qui voit dans l'*« amour humain ou mystique »* une solution possible, comment la compréhension pourrait-elle passer ?

Une mère de famille, dont un fils s'est jeté du septième étage, a apporté une image involontaire de cette incompréhension. *« Mon fils,* a-t-elle dit, *a fait une dépression nerveuse. Je ne m'en suis pas aperçue. Il n'avait aucun problème avec nous ; nous avions une maison avec un jardin ; il faisait de bonnes études. Il n'a pas supporté qu'une jeune fille le quitte. Etait-il drogué ? A-t-il eu un retour d'acide ? »* Ce garçon avait déjà pris du L.S.D. sans qu'on le sache autour de lui. Il est mort sans qu'on puisse dire si la drogue y était pour quelque chose. Qui pourrait reprocher au docteur Olievenstein son diagnostic ? *« Quelque chose ne va pas,* a-t-il dit, *au niveau affectif, au niveau de la chaleur humaine, de la tendresse. »*

BRUNO FRAPPAT.

Le bureau de vérification de la publicité publie des recommandations sur l'image de la femme

Le Bureau de vérification de la publicité, répondant aux vœux de Mme Françoise Giroud, secrétaire d'Etat à la condition féminine, va adresser quatre recommandations concernant l'image de la femme dans la publicité aux publicitaires.

Le B.V.P. demande que : *« Les offres d'emploi précisent clairement la nature et, s'il y a lieu, les exigences du travail proposé, sans spécifier le sexe du candidat recherché. La publicité,* dit-il, *doit respecter la dignité de la femme. Elle doit éviter : tout dénigrement direct ou indirect à son encontre ; tout texte et toute représentation de nature à provoquer le mépris, le ridicule ou le discrédit à son égard ; toute utilisation abusive ou systématique de la femme dans une publicité pour des produits ou services qui peuvent être utilisés ou consommés indifféremment par des femmes ou par des hommes. »* La troisième recommandation précise que *« la femme ne doit pas servir d'objet publicitaire, alors surtout que l'image qui est donnée d'elle est sans rapport avec l'utilisation du produit ou service qui est le but de la publicité ».* Enfin, *« la publicité ne doit pas suggérer l'idée d'une infériorité ou d'une subordination naturelle, même acceptée, de la femme à l'homme, ou réduire son rôle à l'entretien du foyer et à des tâches purement ménagères, en méconnaissance de ses aptitudes et de ses aspirations ».*

Ces quatre recommandations ont été rédigées par une commission à laquelle participaient différents publicitaires, des sociologues, des personnalités, notamment féminines, et des représentants de l'Institut national de la consommation...

Comme l'a fait remarquer M. Philippe Renaudin, président du B.V.P., en présentant le texte à la presse, mardi 18 mars, *« Le Bureau de vérification de la publicité n'a pas de pouvoir de censure, mais agit par conseil et recommandation. »*

Il a été créé par les organismes publicitaires eux-mêmes et regroupe, aujourd'hui, la majeure partie des annonceurs, des agences de conseil en publicité, la presque totalité de la presse parisienne et bon nombre de périodiques. Le but du B.V.P. est de protéger le public contre les publicités mensongères, mais aussi de conserver une certaine éthique dans la profession.

Les moyens d'action du B.V.P. sont limités, dans la mesure où ils se basent sur l'autodiscipline. Ils ont cependant parfois été efficaces, pour les publicités touristiques, voyages, annonces immobilières, pour ne citer que ces exemples. Le B.V.P. envoie des recommandations aux publicitaires avec lesquels il n'est pas d'accord. Lorsque ceux-ci ne respectent pas les recommandations, il a la possibilité d'avertir les journaux, qui, souvent, ont été conduits à ne plus publier l'annonce visée par les recommandations.

Rien n'est plus subjectif que la notion de *« dignité de la femme ».* D'autre part, *« les recommandations auxquelles la commission a abouti sont brèves,* a souligné lui-même M. Renaudin ; *elles ne posent pas de règles strictes, d'application exacte. Elles indiquent les buts que la publicité doit se proposer d'atteindre pour restaurer, sur le terrain qui est le sien, la femme dans sa vérité et dans sa dignité ».* Selon l'expression même du président du B.V.P., *« le plus facile était de rédiger ces recommandations, le plus difficile sera de les faire appliquer ».*

● *Trente-neuf évêques brésiliens* se sont réunis le mardi 18 mars pour préparer un programme de lutte contre l'interdiction du divorce. Ce projet ne fait pas l'unanimité parmi les évêques brésiliens. — *(A.F.P.)*

MÉDECINE

CORRESPONDANCE

Les conseillers ordinaux et les dépassements d'honoraires

*Après la publication de notre enquête sur l'Ordre des médecins (*le Monde *des 22 et 23-24 février). M. J. Blais, directeur adjoint de la Caisse nationale de l'assurance-maladie des travailleurs salariés nous écrit :*

Vous évoquez la situation des conseillers ordinaux qui, selon vous, bénéficieraient du droit automatique au dépassement d'honoraires prévu par la convention nationale avec les médecins.

Je crois devoir vous informer que cette affirmation n'est pas exacte. En effet, sous le régime de la convention nationale, l'attribution sans demande du droit à dépassement a été accordée aux médecins conventionnés possédant certains titres hospitaliers ou universitaires dont la liste, établie au plan national en liaison avec les organisations médicales, a pour seule base la qualité particulière des praticiens et aucunement le fait qu'ils soient conseillers ordinaux. Ceux-ci pouvaient certes bénéficier du droit permanent à dépassement comme certains autres médecins, mais dans les conditions prévues par les dispositions en vigueur, et ce à pied d'égalité avec leurs confrères conventionnés sans que leur qualité de conseillers ordinaux y soit pour quelque chose.

ARMÉE

« Pour une parcelle de gloire »

BIGEARD PAR BIGEARD

Un petit gars avec un père aiguilleur et silencieux, une mère admirable. Un petit gars qui a toujours voulu être le premier partout, et qui en est fier. Un petit gars qui « fait l'amour avec Gaby », sa femme, qu'il a « fréquentée » depuis leur adolescence, et, à une exception près, lui reste fidèle ; un petit gars qui collectionne ses photos, les articles élogieux dans son « press-book », comme une star, et qui les cite longuement ; un petit gars qui déteste les généraux et a tant rêvé de devenir général. Un petit gars bien de chez nous dont les souvenirs font songer aux *Mémoires* de Maurice Chevalier...

Bigeard vu par Bigeard (1) peut faire rire, sourire ou grincer des dents. Il est comme ça. Même s'il écrit qu'en 1939 « Hitler est plus envahissant que jamais » ou explique ainsi son brusque désir d'écrire sa biographie : « Ayant lu, comme tout le monde, *Papillon*... ce gars-là m'énerve et je décide, à temps perdu, de commencer à rédiger mes souvenirs... Si on lit *Papillon*, pourquoi ne pas lire *Bigeard* ? » On ne peut limiter le personnage à ce débordement d'orgueil et de littérature du dimanche.

Ses décorations à la pelle, sa « parcelle de gloire » même mêlée de gloriole, il les doit à lui-même, aux combats qu'il a livrés. Ses étoiles, attendues avec tant d'impatience, ne lui sont venues que sur le tard, non pas tant parce qu'il sortait du rang, mais parce qu'il exaspérait ses supérieurs, gagnait en dépit des règles et avait horreur des écoles de guerre et des officiers en chambre.

A travers ce livre époustouflant et candide apparaît un personnage étonnant et, sinon un art de la guerre, du moins un style.

Un saute-ruisseau à la société générale de Toul qui, à quatorze ans, rêve de « commander une agence ». Il est travailleur et appliqué, comme dans les livres de morale. Sa mère l'a élevé sans faiblesse. (« Pourquoi as-tu été prisonnier ? » lui demande-t-elle, avant de l'embrasser, lorsqu'il revient de Dien-Bien-Phu.)

Soldat de deuxième classe sans joie, dans une caserne-prison. 1939 : « L'appel du destin » (I) et le rappel sous les drapeaux. La caserne, c'est sans intérêt. La guerre, qu'on l'aime ou non, c'est autre chose : « En avant pour les cheveux courts, l'attitude militaire, le travail d'arrache-pied. » Sergent, brevet de chef de section (« premier sur soixante »), la hantise de la forme physique (« sec », « musclé » « comme du cuir »), la croyance « aux slogans de l'époque ». Les corps francs (« Il faut bien quelques bulletins de victoire »). Adjudant et trois citations à vingt-quatre ans. Vient la débâcle. Bigeard est fait prisonnier.

Dix-huit mois et deux ou trois tentatives d'évasion manquées, plus tard Bigeard réussit à gagner Nice, se marie et se réengage dans la coloniale. On est en février 1942. Vichy, Pétain, de Gaulle ? L'adjudant Bigeard fait de Bandia (Sénégal) un petit camp propre, ordonné, avec un petit stade et Gaby. Dans son bled, on ne se pose pas ces problèmes éthico-politiques compliqués qui torturent les cervelles des généraux d'Alger.

« Souple, félin, manœuvrier »

En octobre 1943, Bigeard est sous-lieutenant et veut faire la guerre. Après un entraînement secret à Sidi-Ferruch, au parachutisme, au sabotage, à la clandestinité, les Anglais lui font donner le grade fictif de chef de bataillon. En août 1944, on le lâche sur Merviel (Ariège), où il tombe sur un maquis espagnol. On libère Foix, on attaque les colonnes allemandes. Vive Bigeard ! Les premières coupures de presse, le Distinguished Service Order, la Légion d'honneur, la direction d'une école régionale de cadres. Et déjà l'hostilité de certains pour ce capitaine (son grade définitif) trop jeune, assimilé aux F.F.I. tant dédaignés. L'Indochine, dès octobre 1945. Un « travail » classique, terne, jusqu'au moment où il peut guerroyer « en solo », pieds nus dans la région... de Dien-Bien-Phu, puis au nord-est du Tonkin. *« Plus apte à l'époque à servir chez Giap ou tourner un western que d'être dans notre armée régulière. »* Déjà !

Et, pratiquement, ça ne s'arrête pas, ça ne s'arrêtera que douze ans plus tard, lorsque la guerre d'Algérie sera proche de sa fin. Pour Bigeard et pour des milliers de Bigeard. Marches de jour, marches de nuit, pluies et sécheresse, assauts, embuscades, parachutages. Pas d'amour quand Gaby n'est pas là. Pas d'amour, ou presque, quand elle réussit à se faufiler parmi les guerriers : les autres en sont privés.

Bigeard met au point sa doctrine : pratiquer soi-même l'ascétisme, former un bataillon — plus tard un régiment — « souple, félin, manœuvrier », où participent toujours tous les ment où participent toujours tous les cadres, à la même enseigne que leurs hommes. Au cours des combats, « le contact radio de chef à chef et toutes les unités alignées sur la même longueur d'ondes, ce qui permet de commander à la voix ». Ainsi « Bruno » — tel est l'indicatif du patron — peut jongler avec les sections et les compagnies, où tout le monde est au courant de tout.

Premier exemple : le repli de Tulé, où le 6ᵉ bataillon de parachutistes coloniaux, soigneusement formé par Bigeard à Saint-Brieuc, fera retraite à travers la jungle du 16 au 26 octobre 1952, poursuivi et constamment attaqué par une division adverse. Bruno est à la « une » des journaux, le héros des hebdomadaires.

« Bruno » ne s'en remettra pas. Mais sa « mécanique » est au point pour les futures « banderas » (combats, en style Bigeard).

Jusqu'au jour où Navarre l'envoie se poser dans la cuvette de Dien-Bien-Phu, qu'il connaît bien. Bigeard fait un récit de la bataille sans concessions à ses supérieurs ni à ses égaux. Camps du Vietminh. Retour sinistre, malgré les fleurs et internement à l'école d'état-major.

Un 13 mai manqué

Un an plus tard, l'Algérie, à la tête du 3ᵉ régiment de parachutistes coloniaux, qui deviendra, sous le règne de Bigeard, la plus célèbre, une des plus efficaces et la plus encombrante des unités parachutistes. Combats, disgrâce, retours.

Qui peut aujourd'hui, s'il n'a vécu ces années mouvementées, comprendre le personnage ? Une suite ininterrompue de « banderas » pendant des années d'une guerre sans fin, des épreuves terrifiantes, la volonté constante de « sortir de l'anonymat » puis d'entretenir à coups de succès le tapage réconfortant fait autour du saute-ruisseau à Toul, la rogne du « fils du peuple » à l'égard des bourgeois qui l'entourent et n'ont pas eu besoin de se battre sans arrêt pour obtenir des galons...

« Bruno » a des états d'âme, mais à la différence de ceux des autres « colonels » les siens ne prennent pas, ou à peine, une forme idéologique ou politique. La torture ? Il n'en parle pas, ou par allusions, comme dans sa réponse à Massu, qui le prie de quitter Alger en 1957. Lui, ce qui l'exaspère, ce sont les généraux. Il le dit, et tout ce qu'il dit est fidèlement reproduit par certains journaux.

Le 13 mai : « l'antenne Chaban-Delmas » avait contacté Bigeard, devenu le patron du camp d'entraînement Jeanne-d'Arc. *« S'il se passait des événements on viendrait me chercher. J'avais répondu d'accord sans trop croire à ces complots. »* Il y croit si peu qu'il ne bouge pas et se retrouve seul « abandonné par la chance », « sonné » et enfin limogé par Salan.

Tout s'arrange : en janvier 1959, Bigeard est rappelé. On lui confie un « secteur pourri » : Saïda. Organisation, « nettoyage », « bilans ». Honneur suprême : « De Gaulle chez Bigeard ! » Une nouvelle gaffe : une prise de position dans l'affaire des barricades. Cette fois c'est sérieux. Plus d'Algérie, des mois à Toul. A quelque chose malheur est bon. Nommé au fin fond de l'Afrique, le colonel trop bruyant ne sera pas mêlé au putsch d'avril ni à l'O.A.S. Il reviendra lentement à la surface, jusqu'aux étoiles tant attendues.

Le général de corps d'armée, secrétaire d'Etat à la défense, autodidacte d'une guerre apprise sans livres, prend aujourd'hui sa revanche. Marcel Bigeard siège au conseil des ministres, mute des généraux. Son furieux besoin d'une « parcelle de gloire » est-il enfin satisfait ? Espérons-le.

JEAN PLANCHAIS.

(1) Bigeard. *Pour une parcelle de gloire.* Plon. 480 p. 40 F.

« BARNUM CIRCUS »

Ceux qui attendent le secrétaire d'Etat à la défense au tournant de la bataille d'Alger seront déçus. Il n'y a pas eu, pour Bigeard, de « bataille » d'Alger, mais « *trois longs mois à obtenir à l'époque une gloriole facile, sans risques sérieux car nos pertes sont insignifiantes. En fait, il ne s'agit pas d'une bataille, mais tout simplement et hélas d'un travail policier* ». Il parle un peu plus loin de « *ce job peu glorieux que nous exécutions sur ordre* ».

« *Je pourrais certes écrire un livre sur cette affaire, mais je n'en ai vraiment pas envie. Je n'ai pas aimé cette période, nous étions tellement forts face à quelques bombes, quelques armes, quelques tueurs, et pourtant des gosses, de belles jeunes filles, de jeunes garçons innocents mouraient ; d'autres avaient jambes et bras arrachés... Alors il fallait abandonner, laisser faire et quitter l'Algérie dès 1957... Cela est un autre problème dont les gouvernements de l'époque, et eux seuls, portent la responsabilité.* »

Le torchon finit par brûler entre Massu et Bigeard, « *deux noms qui dominaient l'actualité guerrière* ». Le second écrit : « *La documentation, les rapports, les orientations détaillées que j'adressais à l'époque à Massu sont de loin supérieurs et plus explicites que les ordres qu'il pouvait donner.* » Il faut s'habituer à tant de modestie. Le général ne s'y fait pas : « *Mon cher Bigeard, je vous invite à quitter Alger* « en souplesse et sans fanfare » (1) *dans l'intérêt de la division et dans le vôtre...* »

Réponse : « ... *Maintenant chacun dira : nous étions au courant de cette résistance, et c'était un jeu d'enfant. Par ailleurs, un jour ou l'autre, malgré notre conscience, la droiture de notre action, il faudra payer et rendre compte ; personnellement, j'attends cet instant avec impatience.*

» *Le 3ᵉ R.P.C.* « *Barnum Circus* » *déménage et donnera ses représentations ailleurs.* »

Notes de Massu dans le dossier de Bigeard en 1958 (citées par l'intéressé) : « *Depuis son succès de Timimoun, s'est malheureusement rendu désagréable sous l'influence de son besoin morbide de publicité. Peut avoir l'excuse de la fatigue nerveuse, provoquée par un rythme opérationnel soutenu et par ses blessures. Pourrait devenir dangereux si le parti communiste se l'attachait. Manque cruellement de sérénité et d'humour. Personnage en déséquilibre qui souffre et fait souffrir En fonction des services rendus, mérite une pitié vigilante. Plafond : pour l'instant colonel.* »

Commentaire de Bigeard : « *Je ne lui en ai jamais voulu (...). Néanmoins, il aurait pu me prévenir avant de porter un tel jugement absolument sans fondement...* »

(1) Souligné dans le texte.

AU LARGE D'HAWAI

La C.I.A. a tenté de récupérer l'été dernier un sous-marin soviétique qui a sombré en 1968

New-York *(A.F.P.)*. — Un sous-marin soviétique armé de missiles nucléaires a sombré en 1968, dans l'océan Pacifique, avec tout son équipage, a-t-on appris mardi 18 mars de source américaine. Les missiles reposent toujours au fond de l'océan, au large d'Hawaï, selon le *New York Times* et le chroniqueur américain Jack Anderson.

La Central Intelligence Agency (services de renseignements américains) a organisé une expédition secrète l'été dernier pour récupérer le submersible. Grâce à un bateau spécialement conçu pour la récupération d'objets sous-marins, le *Glomar Explorer*, un tiers du sous-marin soviétique a pu être ramené à la surface. Plus de soixante-dix cadavres d'officiers et de marins s'y trouvaient enfermés. Selon le chroniqueur américain, les deux tiers restants du sous-marin s'enfoncèrent sous les flots, entraînant avec eux trois missiles, la centrale de navigation et les installations de communications.

Selon le *New York Times*, qui cite de son côté de hauts fonctionanires du gouvernement, les corps des marins soviétiques furent immergés lors d'une cérémonie militaire filmée par la C.I.A.

Cette opération, la plus secrète des gouvernements Nixon et Ford, avait été baptisée « projet Jennifer », ajoute le journal. Son coût a été évalué entre 250 et 350 millions de dollars (entre 1 120 et 1 570 millions de francs).

Le but du « projet Jennifer » était de déchiffrer le code secret de communications des sous-marins soviétiques. Les promoteurs du projet estimaient que la récupération totale du submersible aurait été la plus grande réussite de l'histoire du renseignement.

Au cours des dernières semaines, M. William Colby, le directeur de la C.I.A., a formellement demandé au secrétaire d'Etat, M. Henry Kissinger, toujours d'après le quotidien, l'autorisation d'organiser l'été prochain une nouvelle tentative pour récupérer le reste du sous-marin, qui reposerait par 5 000 mètres de fond, à environ 1 400 kilomètres au nord-ouest d'Oahu (Hawaï).

Le *Glomar Explorer*, considéré comme l'un des plus modernes bâtiments de récupération d'objets sous-marins, était officiellement affrété par Summa Corporation, une firme appartenant à M. Howard Hugues, par un contrat secret passé entre la C.I.A. et le milliardaire. M. Hughes a été choisi pour cette mission, ajoute le *New York Times*, en raison de son goût pour le secret et de son patriotisme.

Le sous-marin aurait été repéré lors du naufrage grâce à des explosions perçues par des appareils de détection américains ultra-sensibles. Il s'agirait d'un sous-marin à propulsion diesel, conçu par les Soviétiques en 1958 et capable de larguer en surface trois missiles stratégiques qui sont logés verticalement dans l'arrière du massif (classe G de 2 700 tonnes).

Le siège de la Summa Corporation, qui a fait les travaux de renflouage, a été cambriolé il y a quelques mois et des documents ont disparu. Une enquête a été ouverte et les journalistes ont estimé que ce vol était en relation avec le « projet Jennifer ».

[Déplaçant 36 000 tonnes, avec cent-vingt-cinq hommes d'équipage, le « Glomar Explorer », doté d'une capacité de positionnement dynamique précis et de moyens de levage extrêmement puissants, avait été officiellement présenté comme un bâtiment à vocation scientifique chargé de la récupération des nodules de manganèse dans l'océan.]

LA FRANCE A ADRESSÉ A SES CLIENTS EUROPÉENS DE NOUVELLES PROPOSITIONS DE PRIX DU MIRAGE F-1

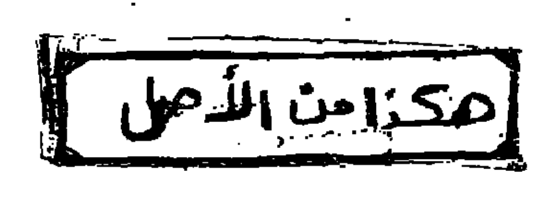
Bruxelles (A.F.P.). — La réunion des ministres de la défense danois, belge, néerlandais et norvégien, prévue à Bruxelles pour le lundi 24 mars, pourrait être remise à une date ultérieure, apprend-on de source belge proche du ministère de la défense. Les ministres devaient à cette occasion se déterminer sur le choix de l'appareil qui remplacera dans leurs armées de l'air respectives les Starfighter F-104, arrivés en fin de carrière.

Il ne semble pas que la concertation à laquelle les quatre pays se sont livrés, ces derniers jours, leur ait permis de se mettre d'accord sur leur choix. Trois avions sont en compétition : le Mirage F 1-M 53 de Dassault-Breguet, le F-16 de General Dynamics et le Viggen Eurofighter de la société suédoise Saab.

Un message du gouvernement français sur le remplacement des Starfighter remis, jeudi 13 mars, au premier ministre néerlandais a figuré à l'ordre du jour des entretiens que les ministres des affaires étrangères et de la défense des Pays-Bas et de la Belgique ont eus mardi 18 mars, à La Haye, pendant près de trois heures. Ce message contiendrait de nouvelles propositions de prix — en baisse — de l'avion Mirage F 1.

Les porte-parole officiels se sont montrés, à La Haye, avares de commentaires, mais il y a lieu de penser, d'après des indications recueillies de source néerlandaise généralement bien informée, que les représentants des deux pays sont demeurés sur leurs positions. En d'autres termes, la Belgique pencherait toujours en faveur du Mirage F 1-M 53 alors que le monoréacteur américain F-16 de General Dynamics continue de bénéficier d'un préjugé favorable du côté néerlandais.

● *Un jeune insoumis fait la grève de la faim depuis quinze jours.* — Alain Valley, vingt-deux ans, incarcéré à Rennes depuis le 22 février, continue la grève de la faim qu'il a commencée le 3 mars. Le jeune homme, qui a perdu 10 kilos en quinze jours, entend obtenir le statut d'objecteur de conscience. Ce statut lui a été refusé pour manque de justifications suffisantes. Alain Valley fait partie d'un groupe de soixante objecteurs qui ont réclamé le bénéfice du statut dans les mêmes termes. Quarante-sept d'entre eux ont obtenu satisfaction.



هكذا من الأصل

POLICE

A LA DIRECTION DE LA SURVEILLANCE DU TERRITOIRE

Le départ de M. Guy Xoual

Est-ce la dernière étape d'une discrète évolution après les remous de l'affaire du Canard enchaîné *et deux remaniements consécutifs à la tête du ministère de l'intérieur l'an dernier M. Guy Xoual, sous-directeur de la direction de la surveillance du territoire (D.S.T.) quitte son poste. Il l'occupait depuis quatre ans et a fait toute sa carrière à la D.S.T. Sa promotion à un autre poste devrait être prochainement rendue officielle.*

Moins de trois mois après la découverte des micros dans les locaux du *Canard enchaîné*, le départ de M. Henri Biard, directeur de la S.T. (nommé seulement un an et demi plus tôt), et son remplacement par M. Jacques Chartron en mars 1974, était peut-être moins significatif — bien que M. Chirac, alors ministre de l'intérieur, ait démenti formellement, quelques jours plus tôt, toute réorganisation de la D.S.T. En effet, depuis le long règne de M. Roger Wybot pendant plus de quinze ans, le renouvellement des directeurs était devenu assez fréquent (M. Chartron est le cinquième depuis 1958), afin qu'un tel service ne devienne trop indépendant, ce que l'on avait assez reproché à M. Wybot.

Mais, si les directeurs changeaient, M. Xoual, lui, restait. Sa fonction n'en prenait que plus d'importance. Il assurait en quelque sorte la permanence, représentant surtout un certain « esprit maison ». Dans l'affaire du *Canard enchaîné*, faisant face aux accusations portées contre la D.S.T., M. Xoual avait interdit à ses collaborateurs de répondre aux convocations du juge d'instruction.

Le départ de M. Xoual est d'autant plus significatif que, jusqu'alors, on disait volontiers, rue des Saussaies, que son maintien en poste était la preuve que la vie du service n'avait pas lieu d'être perturbée, en dépit de tous les soupçons qui ont pesé sur la D.S.T. après la découverte de « plombiers » au *Canard enchaîné*.

En réalité, la D.S.T. a été plus affectée qu'il n'y a paru. On ne peut plus dissimuler, aujourd'hui, que de nombreux fonctionnaires, et notamment les « anciens », ont été longtemps troublés, voire « traumatisés », par le « déballage » provoqué par l'affaire du *Canard enchaîné*. D'autre part, il convient de remarquer qu'un autre sous-directeur, M. Jean-Paul Mauriat, a quitté la D.S.T. il y a quelques mois.

Enfin on ne cache pas non plus que, après le départ de M. Raymond Marcellin et l'arrivée place Beauvau de M. Jacques Chirac, la D.S.T. a sans doute pris un nouveau départ. Depuis un an, quelques changements sont intervenus dans le fonctionnement du service, peu spectaculaires, il est vrai, dans la mesure où rien ne saurait l'être pour un service secret. On a procédé à une certaine révision de l'organisation interne de la D.S.T. et quelques cloisonnements traditionnels auraient été modifiés.

D'autre part, il semble que l'on ait insisté sur une meilleure coordination entre les différents services de police. De là à penser que la D.S.T. était auparavant un service trop cloisonné et trop indépendant... A ce propos, on reconnaît également, rue des Saussaies, que la mise en place, après le départ de M. Marcellin, d'une « équipe Chirac » à la tête des principales directions du ministère de l'intérieur a apporté un nouvel état d'esprit, un nouveau style dans l'ensemble des services de police : les rapports en seraient facilités et « clarifiés ».

Dans le cas de la D.S.T., tous ces changements feutrés sont autant dus à la « chute » de M. Marcellin qu'aux retombées de l' « affaire du *Canard* ». Un an après, n'est-ce pas un aveu implicite ? On remarquera seulement que l'instruction sur les écoutes du *Canard enchaîné* est toujours singulièrement bloquée.

FRANCIS CORNU.

A Paris

Deux employés de l'ambassade de France à Prague sont écroués pour espionnage

Les services de la D.S.T. ont arrêté, le 16 mars, à Paris, où ils étaient de passage, deux employés de l'ambassade de France à Prague, convaincus d'espionnage, M. Ladislas Koman, cinquante ans, traducteur interprète, d'origine polonaise, mais naturalisé français, et son épouse, Marie-Joséphine, quarante-neuf ans, secrétaire à la mission culturelle de l'ambassade. Tous deux ont été, le 18 mars, déférés au parquet de la Cour de sûreté de l'Etat, inculpés de trahison et écroués.

Entré en 1949 à l'ambassade de France à Prague, en qualité d'interprète spécialisé dans les synthèses de presse, il avait, quelques années plus tard, épousé Marie-Joséphine Dobeva, qui avait été, à son tour, engagée par l'ambassade comme secrétaire. C'est cette dernière qui fut, en 1959, contactée par le S.T.B. — les services spéciaux tchèques — auquel le couple commença dès lors à fournir des renseignements. Ceux-ci portaient essentiellement sur la vie privée et les habitudes du personnel, ce qui permit au S.T.B. de compromettre certains fonctionnaires français en poste à Prague pour les amener à collaborer.

Les informations transmises par M. Koman avaient notamment permis au S.T.B. d'exercer en 1971 des manœuvres de chantage sur un secrétaire de l'attaché militaire, M. Jacques Blaret, après la découverte de relations imprudentes de ce dernier avec une jeune infirmière tchèque. M. Blaret avait été amené à fournir des renseignements sur l'activité du SDECE à Prague. Traduit devant la Cour de sûreté de l'Etat, M. Blaret avait été condamné en 1973, à quatre ans d'emprisonnement.

Dans le Pas-de-Calais

UN POLICIER EST RENVOYÉ EN CORRECTIONNELLE POUR HOMICIDE

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Douai (Somme), réformant, mardi 18 mars, une ordonnance de non-lieu rendue par un juge d'instruction de Béthune, a décidé de renvoyer devant le tribunal correctionnel de cette ville un policier qui avait tué un jeune homme à Bruay-en-Artois, après que celui-ci eut pris la fuite à bord d'une automobile.

Les faits remontent au 20 mars 1973. Ce jour-là, un hold-up avait été commis à la caisse d'épargne de Lens et des barrages de police avaient été mis en place. Le jeune homme, M. Dominique Courtin, 23 ans, dont l'enquête a établi qu'il était totalement étranger au hold-up, arriva en voiture au barrage dressé à Bruay-en-Artois, s'arrêta, puis redémarra. Pris en chasse par les policiers, il fut rejoint et sommé par ces derniers de se placer face à un mur. C'est alors qu'un gardien de la paix, M. Octave Bruhier, interprétant faussement, semble-t-il, un geste de M. Courtin, tua ce dernier d'une rafale de mitraillette (*le Monde* des 22 et 23 mars 1973).

POINT DE VUE

Face aux flingueurs

par GÉRARD MONATE (*)

LE fait que des policiers soient rendus responsables de la tragique fusillade du bar « le Thélème » ne manque pas de provoquer de vives réactions parmi toutes les catégories de personnel de la police nationale, cela en raison surtout du manque d'objectivité dans la recherche de l'information et dans les commentaires.

Après cette tragédie, aucune information n'a retenu ce fait pourtant essentiel : celui de la rapidité de l'action, la fusillade et le corps à corps n'ayant duré que quelques *minutes*.

Tout laisse à penser, bien au contraire, qu'il y a eu une bastonnade réfléchie, organisée, chronométrée, visant plus particulièrement des personnes en fonction de leur profession ou de leur race supposée.

Il est vrai que des personnes n'ayant rien à voir avec le clan des truands recherchés ont subi le choc des forces intervenantes, et certaines ont reçu des coups injustifiés et injustifiables.

Cela est grave, et aucune personne *censée ne saurait comprendre ou* tolérer de pareilles confusions, et pour notre part nous avons suffisamment exposé nos conceptions sur le rôle et l'action de la police pour ne pas revenir sur ce sujet.

Cependant, si nous sommes contre *le racisme, qui est une plaie grave* pour l'humanité, et si nous regrettons les blessures de Mᵉ Benachenhou, devons-nous systématiquement en déduire que nos collègues avaient avant tout organisé une expédition punitive raciale, une « ratonade », pour re*prendre l'expression à la mode ?*

Il y a eu dans la relation des faits un racisme anti-flics que nous condamnons d'une façon aussi catégorique que les autres racismes, et nous souhaitons fermement que l'enquête permette de lever toute équivoque, afin que nos collègues soient lavés de tout soupçon.

* * *

Les incidents méritaient à mon avis un autre éclairage, car pouvait-on oublier « la réception faite aux policiers par des flingueurs professionnels chevronnés » et ne pouvait-on admettre que dans la riposte une erreur pût être commise, alors qu'une véritable bataille rangée, d'autant plus violente qu'elle fut brève, faisait suite à la fusillade.

Quelle sera la voix autorisée qui parlera enfin de la violence des combats que la pègre impose aujourd'hui aux policiers, et ici je sais que je vais soulever un tollé général en affirmant que les blessures reçues par un avocat ne sont pas l'essentiel *de ce drame.*

Pourquoi faut-il en effet que, pour « coincer » un gang comme celui en question, la police en soit rendue à saisir le « flagrant délit » d'occasion. Tel est le véritable problème de fond, et qui, outre les syndicats de police, *osera l'aborder ?*

Pourquoi mettre en péril la vie des policiers et risquer en permanence des incidents de cette importance pour intercepter une bande aussi dangereuse et aussi connue, spécialisée dans le racket, le proxénétisme, *le chantage, etc., et dont les* revenus se montent à plusieurs milliards d'anciens francs, tout cela abrité derrière des façades intouchables ?

Pourquoi cette pègre de « haut standing », entourée et conseillée par des juristes avertis, protégés ou protecteurs selon les cas, qui réussit à vivre de l'illégalité dans la légalité, ne peut-elle être confondue par la loi ?

Comment continuer d'ignorer la violence de cette pègre qui, dans sa lutte pour la possession et la domination, use de règlements de comptes au nombre impressionnant de victimes, mais toujours sans les « preuves » indispensables, si ce n'est de temps à autre un port d'arme illégal tout juste passible de peines légères ?

La justice est-elle aveugle ou est-elle impuissante devant une organisation du crime extrêmement bien structurée ?

La législation n'est-elle pas adaptée contre cette forme moderne du banditisme ?

Et si la police n'était pas intervenue... combien de victimes aurait-on dénombrées du « flingage » prévu entre deux bandes redoutables de malfaiteurs ? Quelle aurait été alors l'attitude des chroniqueurs ! Sans aucun doute un procès de la police, impuissante à assurer l'ordre et la sécurité.

Certes ces considérations n'excusent pas les abus, j'en conviens. Mais peut-être serait-il juste que nos censeurs s'interrogent sur ces points.

* * *

Sait-on aussi qu'aujourd'hui la pègre « tire » toujours. Elle n'hésite plus un seul instant. L'inspecteur Cheix, entré seul, sans son arme à la main, dans le café, et frappé par balle aussitôt, en est encore une preuve ; et peut-on croire que *l'assaut donné immédiatement* par ses collègues soit une simple formalité ?

Pour les truands, aujourd'hui, l'essentiel est de ne pas être pris... Après, le « conseil juridique » du gang trouvera toutes les solutions *adaptées à l'événement, et* la justice restera impuissante.

Dès lors, la police n'a plus comme arme que le flagrant délit, c'est-à-dire le fait indiscutable, et c'est là le commencement du déraisonnable, du risque inutile, de l'incident regrettable et *parfois* condamnable.

Mais à qui appartient la faute, et que fera-t-on pour la corriger !

Là se trouve le problème, à moins que l'on n'estime *inutile* notre action et que, de toute évidence, les hold-up, les agressions, les viols, les prises d'otages, ne soient choses normales à notre époque et qu'il n'y ait pas lieu d'en faire tout un monde !

Si c'est cela, qu'on le dise et vite, car ce n'est jamais de gaieté de cœur que nos camarades en action risquent leur vie pour intercepter des *gangsters* dangereux, quelles que soient leur race, leur religion, leurs opinions.

Chez nous aussi « la gloire des héros » figure dans les images du passé, et c'est bien volontiers que nous nous passerions des « victimes du devoir ».

(*) Secrétaire général de la Fédération des syndicats autonomes de police.

L'ATTENTAT CONT...

...France, pour...

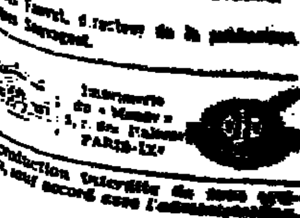
JUSTICE

AUX ASSISES DE LA LOIRE

...an Pontillé est condamné à cinq ans de réclusion

CORRESPONDANCE

Bonne foi de M. Paciti



FAITS DIVERS

L'ATTENTAT CONTRE M. MOUSSA

Récemment libéré de prison, aussitôt après avoir été condamné, le 12 mars, par la cour d'assises des Bouches-du-Rhône à trois ans d'emprisonnement, dont dix-huit mois avec sursis, pour avoir mortellement blessé, en juillet 1973, son voisin de palier au cours d'une dispute, M. Mohamed Laïd Moussa, vingt-huit ans, ouvrier algérien, a été grièvement blessé d'une balle de revolver, chez des amis à Marseille, par un inconnu masqué.

M. Moussa a été hospitalisé dans un état grave. Ce mercredi 19 mars, en fin de matinée, il était toujours dans le coma.

Le deux avocats de Mohamed Moussa, Mes Gilbert Collard et Roland Dumas, ainsi que l'écrivain Pierre Guyotat, qui avait témoigné à son procès, ont reçu une lettre de menaces de mort disant notamment : « Mort aux Algériens et à ceux qui les défendent » ; la lettre était signée par un mouvement s'intitulant Organisation de libération de la France.

« En France, pour son malheur »

« Il s'appelle Mohamed Laïd Moussa, pour son malheur, ici, en France », écrivait Pierre Guyotat peu de temps avant la comparution du jeune instituteur algérien devant la cour d'assises des Bouches-du-Rhône, le 12 mars dernier.

Pourtant, ce procès allait donner tort à l'écrivain. Des débats sans passion, une instruction faite à l'audience et un verdict de clémence (trois ans d'emprisonnement dont dix-huit mois avec sursis), qui permettait à Mohamed Laïd Moussa de sortir de la prison des Baumettes immédiatement, prouvaient, pour une fois, que, selon la formule de son défenseur, Me Roland Dumas, « en France, même lorsqu'il s'agit d'un Algérien, on rend la justice ».

Certes, Mohamed Laïd Moussa avait tué Michel Balozian d'un coup de couteau au cours d'une querelle où il essayait de faire cesser le bruit de l'électrophone de son voisin de palier. Mais l'accusation n'avait-elle pas reconnu « l'excuse de provocation » *et ses défenseurs n'avaient-ils pas plaidé* « la légitime défense » *de ce jeune homme qui avait été roué de coups alors qu'il venait réclamer un peu de tranquillité ?*

Plus encore que les circonstances de son acte, plus encore que la réalité de la condition de travailleur immigré mise ainsi en évidence (le Monde *du 14 mars), c'est la personnalité de Mohamed Laïd Moussa qui avait pesé sur son procès, son calme, son sérieux.*

Instituteur en Algérie parce que son pays a besoin de cadres, Mohamed Laïd Moussa fait plus et mieux que son travail. Pierre Guyotat, qui l'avait rencontré en 1968 près de Tamanrasset, expliqua à l'audience comment le jeune Algérien, alors âgé de vingt ans à peine, était devenu « le sage » *pour ces populations nomades ou semi-nomades.*

En France même, où il vient pour continuer ses études, mais où il doit travailler comme soudeur afin de gagner sa vie, ses divers employeurs à Fos, à La Ciotat, ne sont qu'éloges.

Parce que le verdict de la cour d'Aix-en-Provence apparaissait comme un précédent (la cour d'Aix étant réputée très dure), les amis de Mohamed Laïd Moussa lui avaient conseillé de repartir pour l'Algérie, ce qu'il devait faire ce 19 mars. « Racistes, fascistes, polices, mettent en danger la liberté, la vie même de Laïd tant qu'il demeure à Marseille », *nous écrivait Pierre Guyotat il y a quatre jours. Son pessimisme était, hélas ! justifié.*

BRUNO DETHOMAS.

● *« Soixante mille travailleurs algériens* avec leurs familles sont susceptibles d'être réinsérés à court terme dans l'économie algérienne », a déclaré mardi 18 mars à Alger M. Abdelkrim Ghraieb, président de l'Amicale des Algériens en Europe, qui participait aux journées d'études organisées sur le thème de l'émigration et des problèmes posés par le retour au pays des travailleurs expatriés. *« Dans le chiffre que je mentionne,* a ajouté le président de l'amicale, *il faut compter un pourcentage non négligeable de cadres, techniciens et ouvriers qualifiés ».* — *(A.F.P.)*

Près de Lille

UNE FILLETTE AGÉE DE HUIT ANS EST DÉCOUVERTE ÉTRANGLÉE DANS LA CAVE D'UN IMMEUBLE

Une fillette âgée de huit ans, Valérie Ingarao, a été retrouvée morte dans la soirée du 17 mars, dans le sous-sol d'un immeuble de Mons-en-Baroeul, près de Lille. Avant d'être étranglée, elle aurait été violentée par son agresseur.

Rentrée de l'école vers 17 heures, Valérie était ressortie une heure plus tard pour jouer. A 19 h. 30, ne la voyant pas revenir, ses parents la cherchèrent dans tout l'immeuble avant de prévenir la police. Peu après, on découvrait le corps de la fillette dans le sous-sol d'un immeuble voisin de celui où réside la famille Ingarao.

Après deux jours d'investigations, les enquêteurs disposent de peu d'éléments de nature à orienter leurs recherches. Une femme a toutefois déclaré avoir aperçu la victime le jour de sa mort vers 18 h. 45 en compagnie d'un homme âgé de trente à trente-cinq ans, dont elle a pu donner un signalement approximatif.

Il y a deux ans, dans la même localité, une fillette, âgée elle aussi de huit ans, avait déjà été enlevée et violentée par un inconnu qui avait tenté de l'étrangler.

● *Sabotages sur des voies ferrées près de Reims.* — Des inconnus ont saboté simultanément en quatre endroits différents, mardi 18 mars vers 1 heure du matin, des voies ferrées de la région rémoise, notamment sur les axes Paris-Strasbourg, Paris-Longwy et Reims-Epernay. Des fils de fer reliant les « *sabots électriques* » aux rails ont neutralisé tous les signaux, provoquant quelques perturbations dans le trafic.

● *Déraillement en Seine-Maritime.* — Le trafic ferroviaire est interrompu sur la ligne Le Havre-Rouen depuis le mardi soir 18 mars et le restera certainement jusqu'au jeudi 20 à la suite du déraillement de plusieurs wagons d'un train de marchandises près de Malaunay (Seine-Maritime). Cet incident s'est soldé par d'importants dégâts matériels, mais aucune victime n'est à déplorer, selon les services de la S.N.C.F.

JUSTICE

AUX ASSISES DE LA LOIRE

Jean Pontille est condamné à cinq ans de réclusion

La cour d'assises de la Loire a condamné Jean Pontille, cultivateur, accusé d'avoir tué une femme et une enfant qu'il prenait pour des braconniers (*le Monde* du 19 mars), à cinq ans de réclusion criminelle. Ses deux fils, André et Bernard, ont été condamnés réciproquement à cinq ans d'emprisonnement dont quatre avec sursis et trois ans d'emprisonnement dont deux avec sursis.

Preuve qu'il n'avait rien compris au procès qui lui était fait, Jean Pontille estimait devoir dire à la fin de cette dernière audience, mardi 18 mars : « *Le 28 juillet 1974, à la prison de la Talaudière, il y a eu une révolte des détenus. Un gardien, que j'estimais beaucoup, M. Vergnaud, a tiré à l'aveuglette. Comme moi. Comme moi il a voulu faire régner l'ordre, il a obtenu un non-lieu. Alors, faites la comparaison avec moi.* »

Me Pollak, partie civile, plus avocat général qu'avocat, avait auparavant démontré « *le piège* » et dénoncé ce sens exacerbé de la propriété qu'enseigna Jean Pontille à ses fils :

« *Vous leur avez appris seulement que la terre appartient aux Pontille, que l'air qu'on respire appartient aux Pontille, que les lapins qui gambadent sur les chaussées communales appartiennent aux Pontille. Vous leur avez appris que l'on peut se faire justice soi-même. Cela personne ne peut vous le pardonner.* »

Puis l'avocat général, Me Jacques Marion, un jeune substitut, devait requérir quinze ans de réclusion criminelle contre le cultivateur parce qu'on ne peut parler ni de fatalité ni d'accident. « *C'est une véritable embuscade qu'ils ont tendue*, dit-il. *Jean Pontille a tué une femme et une enfant. Il l'a fait froidement, délibérément, pour trois lapins. Il a également fait le malheur de ses fils. Pour lui, le pardon est difficile.* »

Il restait alors à la défense à plaider l'accident : « *Les accusés ne sont pas des monstres. Ce sont de braves gens qui ont été les jouets de la fatalité* », affirmait le bâtonnier Bernascon.

Le jury l'a suivi puisqu'il a réfuté l'inculpation d'homicide volontaire et fait preuve d'une certaine indulgence.

● *Un débat sur les tribunaux militaires* est organisé par Droit et Démocratie jeudi 20 mars, à 21 heures, à l'université de Paris-Panthéon, salle 1, 12, place du Panthéon, Paris-5e.

● *Pour diffamation envers M. Bernard Zimmermann*, éleveur de chevaux de course, M. Jean Bolzeau, directeur de *Minute*, a été condamné, le 18 mars, à 2 000 F d'amende et 20 000 F de dommages et intérêts, par la dix-septième chambre correctionnelle de Paris.

CORRESPONDANCE

La bonne foi de M. Pacitti

*M. André Pacitti, l'expert en tableaux, qui vient d'être inculpé de complicité de fraude artistique (*le Monde *du 15 mars), nous a adressé une lettre dans laquelle il déclare notamment :*

En ce qui concerne le dessin sur calque de Chagall, qui avait toutes les apparences de l'authenticité et portait une signature et une dédicace dont l'écriture était conforme à celle du peintre, j'ai cru, en toute bonne foi, me trouver en présence d'une esquisse de travail qui ne semblait pas, avec sa dédicace, avoir une importance spéciale dans son œuvre.

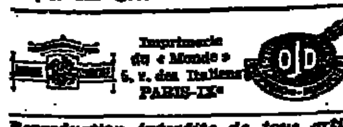
J'ai donc, en toute bonne foi et en mon âme et conscience, donné l'avis d'authenticité qui m'était demandé et j'ai persisté à estimer ce croquis « bon » jusqu'à ce que j'aie appris, en 1969, qu'il y avait une plainte, à la suite d'une négociation avec une galerie des U.S.A. : Chagall lui-même n'avait pas reconnu être l'auteur du dessin, et il avait donné des explications sur le dédicataire, qui, effectivement, à Jérusalem, lui avait fait écrire une dédicace sur un livre, dédicace qui avait été reporté sur le calque.

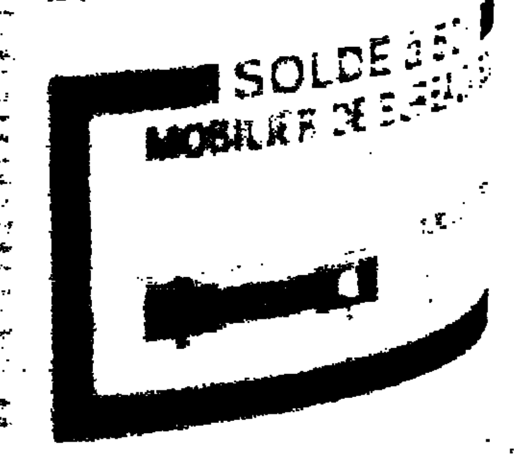
Il n'y a pas d'exemple, jusqu'à présent, qu'un expert ait pu être inculpé à la suite d'une expertise contestée. Il y a, par contre, de nombreux exemples d'opinions divergentes sur un même tableau de spécialistes de bonne foi.

Certains peintres même hésitent, parfois, à reconnaître leurs propres œuvres.

Je tiens à répéter mon entière bonne foi en l'occurrence.

Édité par la S.A.R.L. le Monde.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.


Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe



SPORTS

OMNISPORTS

M. Mazeaud : « Mon tour de France a été positif »

Le secrétaire d'État à la jeunesse et aux sports, M. Pierre Mazeaud, a achevé ce qu'il appelle son « tour de France ». Pendant deux mois, le ministre s'est rendu dans toutes les grandes villes de province pour y présenter son projet de loi d'orientation du sport. « Mon *tour* de France a été positif, et les dispositions de mon projet ont été bien reçues », a affirmé M. Mazeaud, le 18 mars, à Clermont-Ferrand. A Limoges, le même jour, il rappelait que son projet avait « pour but essentiel d'amener le plus grand nombre de Français à pratiquer les activités sportives ».

Mais dans chaque ville aussi, le secrétaire d'État aura été « accueilli » par des manifestations hostiles organisées le plus souvent par les étudiants et les professeurs d'éducation physique. Ceux-ci ont également manifesté le 18 mars à Paris, à l'appel de l'UNEF et du SNEP (syndicat des professeurs), réclamant notamment trois mille postes supplémentaires et l'assurance d'une formation de type universitaire.

La fin du « prof de gym » ?

Examiné à la hâte, contesté de toutes parts, le « recueil de dispositions tendant à la promotion du sport » de M. Mazeaud devient donc « projet de loi d'orientation du sport ».

L'article 6, qui concerne la formation des personnels enseignant l'éducation physique et sportive intéresse des millions de jeunes Français : beaucoup plus qu'il n'y a de pratiquants sportifs hors de l'école.

Le sport scolaire, en effet, avec son aile marchante l'ASSU (Association du sport scolaire et universitaire), rebaptisée A.N.S.S. (Association nationale du sport scolaire), est la partie immergée de l'iceberg du sport français.

On tend à oublier que les premiers enseignants de l'éducation physique au lycée furent des sous-officiers retraités de Joinville. Ils étaient « braves », costauds, courtauds (gymnastes surtout...), gueulards et convaincus. Leur syntaxe approximative réjouissait les potaches et leurs prouesses aux agrès suscitaient des murmures admiratifs. Mais leur pédagogie sans complexes imposait à tous, sans distinction, des exercices fastidieux dans un ordre militaire rebutant, qui explique peut-être l'aversion sourde de l'intelligentsia française envers le sport.

Puis vint la relève progressive des professeurs d'éducation physique formés dans les instituts régionaux ou à l'E.N.S.E.P.S. (École normale supérieure d'éducation physique et sportive), créée en 1934.

Ceux-là étaient bacheliers, au même titre, avant spécialisation, que leurs collègues enseignant le latin ou les mathématiques. Mais ils ne furent jamais reconnus par ceux-ci comme collègues « à part entière ».

Un marginal enseignant une discipline marginale

Ce phénomène de rejet n'est pas seulement dû à la vigueur des mythes, qui survivent longtemps à ceux qui les ont suscités, mais surtout parce que tout distingue, jusqu'à présent, le professeur d'éducation physique de ses collègues « intellectuels » : son recrutement, sa formation, son inspection, sa notation et même sa rémunération. Dans un lycée, alors que le balayeur et le proviseur relèvent de l'intendant, il est le seul que ce fonctionnaire ignore.

L'article 6 du projet de loi de M. Mazeaud vise à remédier à cette anomalie et à aligner la formation du professeur d'éducation physique sur celle de ses collègues.

Désormais, cette formation se fera dans le cadre de l'enseignement supérieur. Le candidat devra franchir le cap du DEUG (deux ans) puis celui de la maîtrise (deux ans) avant de se présenter au concours du CAPEPS, et peut-être d'une agrégation à créer ?

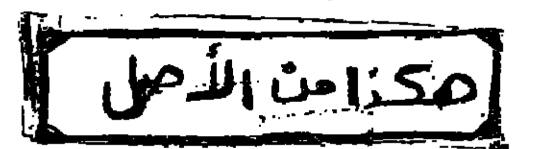
Fort bien, et tous les sportifs s'en réjouiront, à commencer par les syndicats qui ne demanderont plus que l'ultime et logique réforme : le rattachement organique de l'éducation physique à l'éducation nationale.

Car la distinction actuelle, si elle était maintenue, permettrait, ainsi que l'envisageait l'avant-projet Mazeaud, à des enseignants de formation et de valeur très différentes d'enseigner au même niveau scolaire, si bien que l'élève pourrait recevoir des cours d'éducateurs hâtivement formés hors de l'Université ou bien d'enseignants reçus à un concours après le DEUG (deux ans) ou bien, enfin, bénéficier des cours d'authentiques professeurs du secondaire pourvus du CAPEPS après quatre ans d'études.

Il faut espérer que les décrets d'application nous épargneront cette hétérogénéité néfaste et que le sport, comme le latin ou les mathématiques, sera enseigné par des professeurs « à part entière ».

JEAN PAULHAC.

OMNISPORTS — *Le grand prix de la meilleure photo sportive, organisé par l'Union syndicale des journalistes a été attribué, récemment à M. Robert Delcac, reporter photographe à l'agence U.P.I. (United Press International)*



RADIO-TÉLÉVISION

— VU —

Les boules et les chiffres

Jacques (Rouland) interpelle les candidats par leurs prénoms : « Alors, Marcel, le prénom de Standhal ? » Henri, évidemment. « Louis IV était-il un Carolingien ? » Vingt points au « bras de fer ». Et le candidat malheureux de la semaine dernière ? Eliminé. Et le vainqueur de la semaine dernière ? Eliminé à son tour. C'est la dure loi de la compétition. Pierre Sabbagh, qui produit « le Blanc et le Noir » la connaît bien : il a été éliminé, en son temps, de la course au pouvoir, car il avait réussi là où la volonté politique du moment affirmait qu'il était impossible de réussir. La loi des chiffres n'est pas toujours reconnue par ceux qui la prônent.

Alors, Marcel (Jullian), janvier 1975 ? Près de 28 %. Alors Jean (Cazeneuve), TF 1 ? Plus de 32 %. Et chez les Carolingiens ? La deuxième chaîne de l'O.R.T.F. avait, il y a un an, une audience supérieure de 7 %. Alors, c'est le bras de fer ? Oui, et la petite troisième a doublé son audience en devenant un télé-cinéma. Exact. Trois boules blanches roulent dans ce boulier.

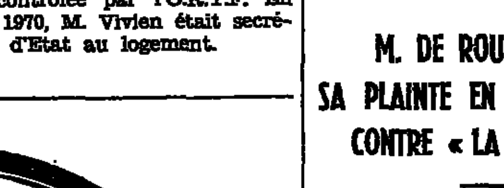
« le Blanc et le Noir » est une émission de crise : le plateau est réduit à l'indispensable ; l'image alterne les gros plans et les plans moyens sur les candidats et le meneur de jeu ; pas de gadget électronique ; même pas de compteur pour les points de chacun. D'ailleurs, Marcel, le professeur à la retraite, n'a pas dépassé le record du battu de la semaine précédente. Mais, à l'heure des bilans, que vaudra « le Blanc et le Noir » ? Quels seront les « battus » dans ce combat absolu — qui n'a rien d'un jeu — où trois sociétés, pour le moment nationales, tentent mutuellement de se faire mordre la poussière, à coups de « quantité » et de « qualité » ?

Alors, monsieur le président, l'avenir du service public ? Blanc ? Ou Noir ?

M. E.

● *M. Valéry Giscard d'Estaing* s'est entretenu pendant une heure avec M. Denis Baudouin, délégué général à l'information, mardi 18 mars, au palais de l'Elysée. A l'issue de l'entretien, M. Baudouin, qui est également président-directeur général de la SOFIRAD, s'est borné à indiquer qu'il avait évoqué avec le chef de l'Etat les problèmes de l'information en général, ceux de la délégation générale, et notamment son budget et celui de la SOFIRAD.

● *Nous avons indiqué par erreur* que M. Robert-André Vivien, député (U.D.R.) du Val-de-Marne, s'était fait l'avocat, en juin 1970, du projet de télévision commerciale « canal 10 » imaginé par M. Jean Frydman (*le Monde* des 16-17 mars) : c'est en juin 1967 que M. Vivien avait suggéré de lancer une chaîne supplémentaire qui n'aurait pas été contrôlée par l'O.R.T.F. En juin 1970, M. Vivien était secrétaire d'Etat au logement.





TRIBUNES ET DÉBATS

MERCREDI 19 MARS

— *Mme Simone Veil*, ministre de la santé, répond aux questions d'Etienne Mougeotte à propos de l'humanisation des hôpitaux, de l'adoption, de la politique de la santé, sur Europe 1 à 19 h. 20.

— *L'U.D.R.*, avec MM. Albin Chalandon, Lucien Neuwirth et René Barjavel, expose son point de vue au cours de la « tribune libre » sur FR 3 à 19 h. 40.

JEUDI 20 MARS

— *Le professeur Alexandre Minkowski*, directeur du centre de recherches biologiques néonatales à l'hôpital Cochin, est l'invité de Philippe Bouvard sur R.T.L. à 13 heures.

— « *La réforme Haby* » est le thème des deux cents minutes de France-Culture à partir de 14 heures.

— *M. Alexandre Marc, président du Mouvement fédéraliste européen*, est interviewé par Jacques Chancel sur France-Inter à 17 heures.

— « *Les Quakers* » exposent leur point de vue à la « tribune libre » de FR 3 à 19 h. 40.

— *M. Michel Jobert, le général Hafez El Assad*, président de la République syrienne, et *M. Shimon Peres*, ministre de la défense nationale d'Israël, sont interrogés au cours du magazine Satellite sur TF 1, à 21 h. 20.

PRESSE

M. DE ROUX RETIRE SA PLAINTE EN DIFFAMATION CONTRE « LA STAMPA »

La Stampa a publié le 2 octobre 1974, sous la signature de Fabriziano Carbone, un article intitulé : « Paris : comment travaille une centrale fasciste. »

Cet article était pour l'essentiel une interview de M. Backman, journaliste au *Nouvel Observateur*, auteur d'une étude sur le fascisme européen intitulé l' « Orchestre Noir ». Il mettait en cause l'écrivain Dominique de Roux, le présentant comme un des principaux animateurs de cette centrale et un agent des services secrets américains, et ces informations étaient reprises dans d'autres organes de presse. M. Dominique de Roux faisait alors aussitôt citer en diffamation, devant la dix-septième chambre du tribunal correctionnel de Paris, MM. Backman, Carbone et *la Stampa*.

M. Backman indiquait immédiatement que ses propos avaient été déformés et qu'il n'avait jamais accusé M. Dominique de Roux d'avoir le rôle que l'article de *la Stampa* lui prêtait.

De son côté, *la Stampa* regrettait d'avoir publié des informations aussi graves, au caractère nettement diffamatoire, fondées semble-t-il sur un malentendu entre les deux journalistes.

M. Dominique de Roux, prenant acte de cette mise au point, vient de décider de retirer sa plainte.

● *Le Centre d'études de presse*, créé dans le cadre des activités de l'I.U.T. de l'université de Bordeaux-III, publie une chronologie des événements qui se sont produits dans le secteur de l'information en 1974. Cette « *année de la presse* », œuvre d'un groupe de travail composé d'enseignants bordelais, fait une utile recension des événements qui ont marqué la vie des journaux, les changements dans les rédactions, les concentrations, etc. Directeur : J.-A. Tudesq. (Centre d'études de presse — U.P.T.E.C. — Université de Bordeaux-III, Domaine universitaire, 33405, Talence).

LES PROGRAMMES

« Le Monde » publie tous les samedis, numéro daté du dimanche-lundi, un supplément radio-télévision avec les programmes complets de la semaine.

MERCREDI 19 MARS

● CHAINE I : TF 1

18 h. 20 Le fil des jours.
18 h. 40 Pour les petits : Le manège enchanté.
18 h. 50 Pour les jeunes : L'Ile aux enfants.
19 h. 40 Une minute pour les femmes.
19 h. 45 Feuilleton : Le temps de vivre... le temps d'aimer, réal. C. Grospierre, avec D. Cartier, P. Doris, D. Pradier.
La chronique d'un couple « dans le vent ». Lui : professeur. Elle : cadre, dans une usine de prêt-à-porter.
20 h. 35 Dramatique : « le Baromètre », d'A. Kliment ; adapt. J. Vidal, réal. A. Moskalyk, avec Ladislav Pesek, J. Kurandova.
Deux vieillards, à l'âge de la retraite, lient conversation dans un compartiment de chemin de fer. L'une va rejoindre son fils, pharmacien à Rozmital. L'autre s'installer chez son fils, ingénieur des eaux et forêts, dans la même localité. Là-bas, leurs jours s'écouleront paisibles... Mais quelle surprise, à leur arrivée à Rozmital ! Le charme secret du réalisme tchécoslovaque.
21 h. 40 Essai : Les grandes heures de notre vie. Rencontre avec l'amour, prod. F. Verny et Cl. Santelli.
Un thème : l'Amour, avec un grand A. Et, pour approfondir le sujet, des avis autorisés : celui d'Albert Cohen (Belle du Seigneur), *d'Annie Leclerc* (Paroles de femmes), *du jeune philosophe Bernard-Henri Levy, confronté à Platon, et d'un Père bénédictin répondant au* Cantique des cantiques.

● CHAINE II (couleur) : A 2

18 h. 30 Pour les petits : Le palmarès des enfants.
18 h. 55 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h. 45 Feuilleton : L'âge en fleur.



20 h. 25 Sport : Football (Saint-Etienne - Chorzow).
Un épisode de la série « Kojak » pourrait être diffusé en cas d'annulation du match.

● CHAINE III (couleur) : FR 3

19 h. Pour les jeunes : Trois contre X...
19 h. 40 Tribune libre : L'U.D.R.
20 h. Emissions régionales.
20 h. 30 Histoire du cinéma. Cycle Ingrid Bergman : « la Maison du docteur Edwards », d'A. Hitchcock (1945), avec I. Bergman, G. Peck, Léo G. Carroll.
Un amnésique a pris la place d'un psychiatre, directeur de clinique, qu'il a, peut-être, assassiné. Une jeune doctoresse mène une enquête psychanalytique pour lui rendre son identité. Passionnant.

● FRANCE-CULTURE

20 h., Musique de chambre : « Sonate pour piano et violon » (P. Le Flem), avec H. Puig-Roget et G. Jarry ; « Quatuor à cordes » (G. Fauré), par le quatuor Parrenin ; 21 h., Dits et écrits sur la musique. Dominique Fernandez « Porporino ou les mystères de Naples » (1) ; 21 h. 20, La science en marche, par F. Le Lionnais : « les Algues, promesse de vie », avec le docteur J.-P. Ehrhardt ; 21 h. 50, Musique de notre temps, par G. Léon : Semaines de musique contemporaine d'Orléans, avec P. Barbaud ; 23 h., Aux quatre vents ; 23 h. 25, Communauté radiophonique de langue française.

● FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30 (S.), « Rigoletto » (Verdi), avec S. Milnes, J. Sutherland, L. Pavarotti, M. Talvela, C. Grant, H. Tourangeau, G. Knight, R. Cassinelli, Ch. Duplessis, J. Gibbs, K. Te Kanawa, J. Clement, le chœur Ambrosian d'Opéra, Orchestre symphonique de Londres, direction R. Bonynge ; « Don Juan » (R. Strauss) ; 23 h., Musique française méconnue : Musiciens occitans (R. Calmel, P. Ancelin) ; (S.), « Suite pour les Xe Jeux », extraits (J. Bondon) ; 24 h., Musique et poésie : Pierre-Albert Birot ; 1 h. 30, Nocturnales.

JEUDI 20 MARS

● CHAINE I : TF 1

18 h. 20 Le fil des jours.
18 h. 40 Pour les petits : Le manège enchanté.
18 h. 50 Pour les jeunes : L'Ile aux enfants.
19 h. 40 Une minute pour les femmes.
19 h. 45 Feuilleton : Le temps de vivre... le temps d'aimer.
20 h. 35 Série : Jo Gaillard. « La femme d'affaires », réal. B. Borderie, avec B. Fresson.
Le Marie-Aude étant immobilisé à Marseille, Jo Gaillard accepte le commandement d'un cargo, effectuant du cabotage le long du Saint-Laurent. Mais l'armateur, une « femme d'affaires », navigue en eaux troubles.
21 h. 20 Magazine de reportage : Satellite.
Au sommaire : *Portrait de Michel Jobert ; Entretien avec le général Hafez El Assad, président de la République syrienne ; Reportage avec M. Shimon Peres, ministre de la défense israélien.*
22 h. 20 Sport : Coupe d'Europe de basket.
Berck-Ignis de Varèse.

● CHAINE II (couleur) : A 2

18 h. 30 Pour les petits : Le palmarès des enfants.
18 h. 55 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h. 45 Feuilleton : L'âge en fleur.
20 h. 35 Dramatique : « Frontières », d'E. Robles, réal. G. Jorre, avec A. Claessens, N. Alari,
Un soir, André Géraud vole de l'argent dans le coffre-fort de ses employeurs. Surpris, il cherche à s'enfuir mais le hasard bouleverse ses plans.
22 h. 25 Documentaire : Le plateau Beaubourg.

● CHAINE III (couleur) : FR 3

19 h. Pour les jeunes : A la découverte des animaux.
19 h. 40 Tribune libre : Les quakers.
20 h. Jeu : Altitude 10 000.
20 h. 30 Un film, un auteur : « Maison de bambou », de S. Fuller (1955), avec R. Ryan, R. Stack, Sh. Yamaguchi, C. Mitchell.
Un policier américain s'introduit, pour le démanteler, dans un gang qui sévit à Tokyo. Il devient l'ami du chef. Portrait d'une grande ville japonaise et réflexion sur la violence.

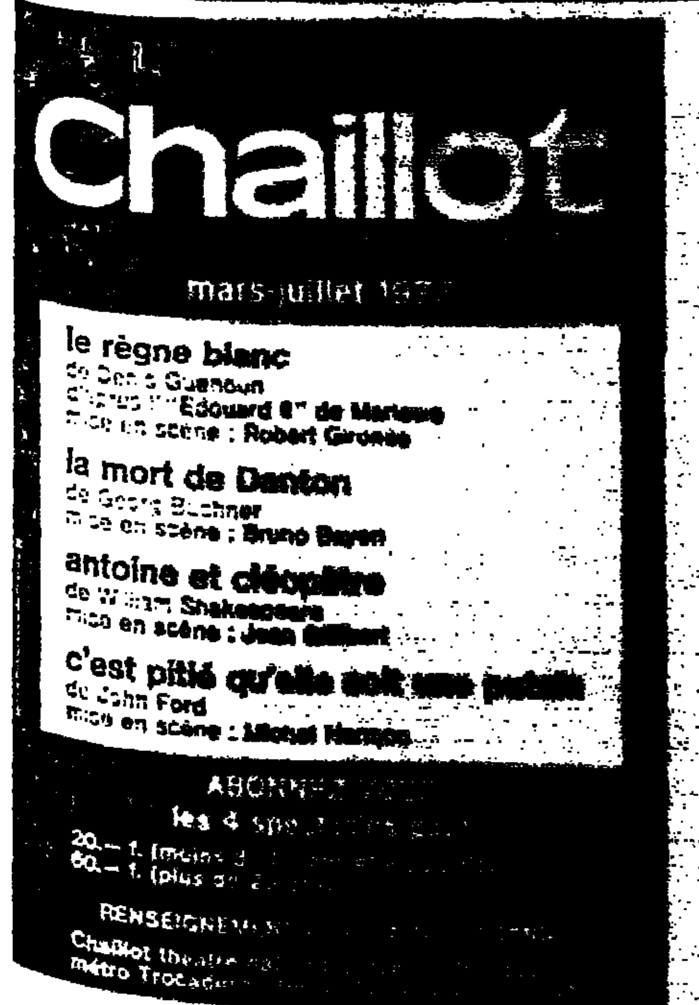
● FRANCE-CULTURE

20 h., « l'Affaire de la Méduse », de G. Bordonove, avec J.-R. Caussimon, D. Ivernel, F. Chaumette, J. Topart, P. Trabaud (réalisation A. Lemaitre) ; 21 h. 20, Biologie et médecine, par les professeurs R. Debré et M. Lamy ; 21 h. 50, Le livre d'or ; 22 h. 40, Café-théâtre, par Y. Taquet ; 23 h. 25, Aux portes du rêve, par C. Mettra : « la Demoiselle au Myste », d'après Brentano.

● FRANCE-MUSIQUE

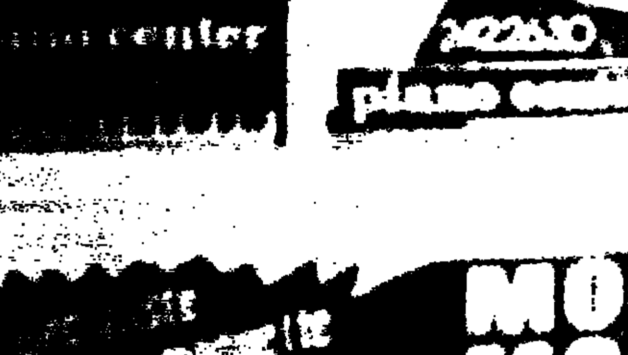
20 h. 30 (S.), Musique ancienne. Concert Jean-Chrétien Bach : « Sonates nos 2 et 6 pour clavecin de l'opus 17 », par B. Handebourg. Cantate « Confiteor Tibi Domine », *avec H. Lukomska, soprano, M. Thomas, contralto, H. Ulrich Mielsch, ténor, Th. Adam, basse, et le chœur de l'abbaye de Einfiedlen. Orchestre du Collegium Aureum : « Symphonie en sol mineur, opus 6, no 6 », par l'Orchestre New Philharmonia, direction R. Leppard ; 22 h. 45 (S.), Clarté dans la nuit ; 23 h., Le monde des jazz : Les rééditions des classiques du jazz ; 24 h. (S.), La musique et ses classiques ; 1 h. 30, Pop music.*





PROGRAMMES
MERCREDI 19 MA

Boldoflorine





Le Monde DES ARTS ET DES SPECTACLES

«VIOLENCE ET PASSION» ou «PORTRAIT DE FAMILLE DANS UN INTÉRIEUR» DE LUCHINO VISCONTI

Requiem pour une société malade

QU'ON se rappelle, dans le Guépard, *la scène du bal, et ce moment précis où Angelica invitait à danser le prince Salina (Burt Lancaster, déjà). Une brève hésitation, puis le prince entraînait la jeune fille dans une valse qui semblait célébrer l'alliance du passé et de l'avenir. Après quoi, le prince se retirait dans un cabinet, et des larmes lui montaient aux yeux.*

Qu'on se rappelle également, dans Mort à Venise, *les longues promenades de Gustav Aschenbach, suivant de loin, sans jamais lui adresser la parole, l'adolescent dont la beauté le fascine et dont il va emporter l'image dans la mort.*

La vieillesse est une solitude. Une solitude parfois acceptée avec sérénité, parfois même recherchée (lorsque les cris et la fureur du monde deviennent insupportables), mais qui toujours recouvre une défaite. Solitude de laquelle on ne peut se déprendre. Et qui préfigure le néant.

***

Ce que Luchino Visconti murmurait dans le Guépard *et dans* Mort à Venise, *il le répète dans ce chant d'adieux qu'est* Violence et passion *(titre exécrable que l'auteur renie), dans cette méditation sur le détachement, l'isolement, d'un intellectuel au déclin de l'âge, qui a rompu les liens qui l'unissaient aux hommes et à la vie réelle, et qui lorsqu'il veut renouer ces liens se révèle incapable de le faire.*

***

A Rome, un homme ayant dépassé la soixantaine, que Visconti appelle le « professeur », vit en reclus dans un somptueux appartement, bourré d'œuvres d'art et dont les murs sont couverts de « conversation pieces », tableaux anglais du dix-huitième siècle représentant au grand complet des familles de la noblesse ou de la haute bourgeoisie de l'époque. Cette collection est la passion du professeur. Il n'a pas d'autre famille que ces familles peintes sur toile. Veuf, il n'a jamais songé à se remarier. Ce n'est pas assez dire qu'il a horreur du monde : il l'ignore.

Et voilà qu'un jour le monde fait irruption chez lui. Se laissant forcer la main, il accepte de louer à des inconnus l'appartement vide situé au-dessus du sien. Les locataires sont de singuliers personnages : une femme très riche, qu'escorte un gigolo très beau, la fille de cette femme et son fiancé-amant. Tous les quatre plus mal élevés, plus agités, plus bruyants, plus dépravés (le professeur va bientôt s'en rendre compte) les uns que les autres. A peine ont-ils pris possession de l'appartement que le professeur se trouve mêlé à un tourbillon de querelles, d'insanités diverses, parfois même d'événements graves, qui troublent sa quiétude et le mettent en rage. Il se fâche ou, du moins, voudrait se fâcher. Car, dès qu'il parle de renvoi, la jeune Lietta ou Konrad le gigolo (en qui le professeur a cru reconnaître un amateur de peinture) trouvent une excuse qui le désarme.

La vérité est que ces gens dont le comportement le choque, ces fous furieux qui symbolisent tout ce que peut détester et mépriser un intellectuel casanier, sont en train d'ouvrir pour lui des portes depuis longtemps fermées. Le terrible courant d'air qu'ils créent dans la vieille demeure est un courant d'air tonifiant. Sans trop oser se l'avouer, le professeur découvre qu'il a besoin de la présence de ces intrus. A leur contact il prend confusément conscience de son égoïsme, de l'inutilité de son existence, de cette sorte de lâcheté qui le poussait à vivre, confortablement installé dans une tour d'ivoire qu'il croyait un refuge et qui était une prison.

***

Après avoir coupé les ponts, le professeur est peu à peu tenté de s'engager sur cette passerelle qui s'offre à lui. D'autant plus tenté que, devant ces jeunes gens, il sent parfois son vieux cœur se réveiller. Aux chatteries de Lietta qui le flatte et le cajole, il ne reste pas insensible. Et surtout il y a Konrad, Konrad que le professeur héberge dans sa « chambre secrète », une nuit où le garçon s'est fait (mystérieusement) rouer de coups par deux voyous, qu'il entoure de soins, et pour lequel on devine qu'il éprouve une attirance, une affection secrète. Konrad qui, dans la lettre qu'il lui adressera à la fin du film, signera « votre fils ».

***

Tel est le thème de Violence et passion. *Sur ce thème Visconti construit un film romanesque, riche en incidents et rebondissements divers, rigoureusement clos dans l'espace, mais largement étendu dans le temps, et qui dépassera les raffinements de l'analyse psychologique pour atteindre à la peinture d'une réalité sociale.* « Ce qui m'a toujours intéressé, c'est l'examen d'une société malade », *affirme Visconti. De cette société malade, les locataires du professeur sont les représentants. Pourris par l'argent, corrompus, inconscients. La scène du dîner de réconciliation, paisible* « conversation piece » *organisée par le professeur, qui se transforme en un violent affrontement entre les membres de la tribu, en un jeu de la vérité au cours duquel les masques tombent, permet à Visconti de dénoncer non seulement la décadence d'une certaine bourgeoisie italienne, mais également ses tensions internes et la présence toujours menaçante en son sein du fascisme.*

Cette scène à laquelle le professeur assiste impuissant, quasi muet, littéralement suffoqué par ce qu'il entend et par ce qu'il voit (Konrad, dénonciateur d'un complot d'extrême droite auquel est mêlé le mari de sa maîtresse, en vient aux mains avec le fiancé de Lietta), incapable de prendre parti, et d'ailleurs rejeté de la discussion, marque pour lui la fin des illusions. Décidément il est trop vieux et cette génération lui est trop étrangère. Le fossé qu'il a voulu franchir était infranchissable. Et quand, le lendemain, Konrad meurt victime d'un accident qui est sans doute un crime fasciste, le professeur décide de retourner à sa solitude. « Vous avez été pour moi le contraire de la mort, *dit-il à ses hôtes...* Mais je vous oublierai, car le chagrin est aussi précaire que le reste. » *Il est digne et sans amertume. Simplement un peu plus vieux, un peu plus las qu'avant. Cette fois définitivement vaincu.*

***

Autant il serait absurde de voir dans ce film une « confession » de Visconti, une autobiographie déguisée, autant il paraît évident qu'il a mis beaucoup de lui-même dans le personnage du professeur. La tristesse que sécrète le récit, le malaise, l'inquiétude tragique qu'il exprime, appartiennent en propre à l'auteur. Comme son héros, Visconti est fasciné par la jeunesse. Comme lui aussi, peut-être, il se demande comment communiquer avec elle.

Violence et passion *a la gravité d'un requiem. Requiem pour une société perdue et pour un homme qui maintenant va glisser dans la mort. Maîtrisée de bout en bout, conduite avec cette aisance souveraine qui caractérise le style de Visconti, remarquablement interprétée par Burt Lancaster (bouleversant dans le rôle du professeur), Silvana Mangano, Helmut Berger, cette œuvre superbe est celle d'un moraliste et d'un humaniste qui demeure un des grands cinéastes de notre temps.*

JEAN DE BARONCELLI.

★ Gaumont Champs-Elysées, Gaumont Rive Gauche, Hautefeuille, Gaumont Sud (v.o.), Impérial (v.f.).

«Aujourd'hui encore, je dénonce»

NOUS ne nous trouvons plus maintenant, Visconti et moi, dans cette villa rouge sombre de la via Salaria, couverte de lierre, où j'allais dans la clandestinité, jeune partisane, camarade du groupe qui tournait *Ossessione*. Il y avait là deux paysans sardes déserteurs ; la Gestapo les captura, ils disparurent aux fosses Ardéatines (1), et Visconti lui-même fut arrêté ensuite, interrogé, et torturé par le chef nazi Koch dans la sinistre villa Iaccarino. Il fut sauvé de l'exécution par le « hasard objectif »...

Et voilà ce « tu », qui reprend entre nous. Ce « Dis-moi, dis-moi encore ». Ce n'est pas « le Temps retrouvé », mélancolie d'un déclin entrevu dans un éclair, mais point de convergence, de rencontre, contemporanéité d'une lutte — celle d'aujourd'hui, contre le fascisme, contre le capitalisme. Encore ? Oui, encore, et toujours.

Visconti maintenant habite via Fleming, notation antimicrobienne pour un Visconti inventeur de l'antibiotique idéologique contre la contagion religieuse et obscurantiste, contre la peste « intellectuelle » stalinienne, contre l'infatuation dogmatique, contre la pollution spiritualiste et mystique, qui recommence à atteindre certains intellectuels italiens, dans la crise que traverse le marxisme.

D'où mon élan vers ce visage arrogant et ironique, celui de Visconti. Elan vers un des plus grands hommes de spectacle de notre époque, et aussi vers une existence ponctuée d'actes justes, vers une capacité critique furieusement attachée à la réalité-matière. C'est d'un fauteuil d'infirme qu'il a dirigé son dernier film, *Ritratto di famiglia in un interno* (« Portrait de famille dans un intérieur »), présenté en France sous le titre *Violence et passion*.

Visconti a cette liberté créatrice de l'intellectuel qui n'a pas besoin de « se frapper la poitrine », comme une certaine intelligentsia européenne ayant fabriqué de dégradants objets de consommation « culturelle », à la demande de l'usine de propagande stalinienne. Cela, il faut le dire aux nouvelles générations : tous les chats ne sont pas gris, même quand il fait nuit.

Pourquoi ? Peut-être parce que certains intellectuels italiens — depuis toujours contraints d'échapper à la domination des prêtres et des armées étrangères — sont plus ironiques, plus prompts au sarcasme, et, en politique, utilisent *l'humour* plus que le drame ou l'aveuglement fidéiste. Face aux « larbins de service », il existe en Italie des hérétiques qui constituent la véritable avant-garde telle que Visconti l'a représentée en 1942 avec *Ossessione*, coup d'Etat contre le fascisme dans la culture. *Ossessione* a fait exploser le réalisme, *La terre tremble* a préfiguré le temps de la révolte prolétarienne.

La crise des rats de bibliothèque

Le dernier film de Visconti, quel choc ! Ce film, *c'est nous*, c'est 1968, c'est la crise des rats de bibliothèque marxistes orgueilleux de leurs privilèges raffinés, et c'est l'histoire d'un jeune militant dans l'Allemagne de 1968, fils d'une génération européenne.

Film complexe, sur deux plans : l'un privé — Luchino Visconti ne serait-il pas l'intellectuel ? — l'autre public — de 1968 à la nouvelle agressivité capitaliste qui menace l'Italie. Ici la trame de l'histoire est entièrement tissée dans l'espace « claustré » circonscrit par deux appartements superposés de la merveilleuse Rome baroque : celui du professeur — raffinement, tableaux du dix-huitième siècle, Mozart, silence ouaté ; celui que la comtesse a loué de force au professeur pour son amant Konrad — divans blanc glacier, meubles design, tableaux comme des taches lie-de-vin, musique qui violente, tapis-linceuls pour « party », un peu de drogue, un peu de fascisme, un peu d'homosexualité.

L'intrusion du quatuor (Konrad, la comtesse, la fille et son ami) dans la vie du professeur est moins matérielle qu'éthique et politique : elle fait éclater toutes les contradictions.

Rinascita et *l'Unita* (2) ont attaqué avec dureté ce film si dialectiquement articulé. « *Ils l'ont fait sans rationalité*, dit Visconti, *sans comprendre que la situation a fait l'objet d'une parabole ; ils ont refusé l'analyse du réel politique.* »

A mon sens, cette attaque pose la question de l'attitude de la gauche face au fascisme. On sait que le marxisme n'a pas analysé en profondeur le fascisme sous la Troisième Internationale. Au cours des dernières années, le mouvement ouvrier est apparu plus désarmé que jamais sur le plan théorique. Par-delà la vieille explication économiste, c'est le problème de la superstructure qu'il faut aborder ; par-delà Marx, il faut faire appel à Gramsci, à Freud, à Reich. Le fascisme est, en Europe, un cadavre dans le placard. Visconti l'en tire, dans toute sa puanteur, après le grand soulèvement de 1968.

Derrière la porte il y avait le néo-fascisme

Sans manichéisme, Visconti refuse le fascisme comme quelque chose de « religieux » et croit, au contraire, à la responsabilité de tous. Les institutions, les convenances démocratiques, les partis de gauche ont fait bloc, en fait, pour ensevelir 1968, *subversif*. Derrière la porte, il y avait le néo-fascisme, et on ne le savait pas.

Visconti le pense aussi. On sait bien qu'il parle très rarement de politique. Voici cependant un dialogue à la fois politique et familier, intime et public, comme si Visconti voulait confier un message dur, provocant, contestataire, contre le laxisme qui n'épargne pas non plus la gauche officielle.

« *C'est*, dit-il, *le film le plus politique que j'aie fait, depuis* La terre tremble, *qui, en 1947-1948, était contestataire à fond, lorsque je racontais les conditions de vie des pêcheurs siciliens, la mafia des grossistes. A l'époque, les paysans se préparaient à occuper les terres du Midi, Scelba, ministre de l'intérieur, faisait tirer sur eux. La démocratie chrétienne avait essayé d'empêcher la sortie du film. Tu te souviens comment on s'est battu... Aujourd'hui encore, je dénonce. Cohérent avec ma propre vie, je fais la vivisection de la situation italienne, je montre les phénomènes de dégénérescence. Je dénonce la subversion et la lâcheté de la bourgeoisie qui attend, qui prépare un cataclysme néo-fasciste.*

» *Elle n'a pas les colonels, mais elle a les généraux, et les « trames noires » s'entrecroisent dans le monde, en Grèce, au Chili, au Portugal. Je sens le danger, qui est aigu. Un film comme le mien devrait inciter à intervenir, devrait pousser à faire d'autres œuvres pour procéder à une analyse sans pudeur du mécanisme fasciste. Oui, je crois qu'il est également nécessaire de politiser la question sexuelle à gauche, comme disait Reich. Tu vois bien qu'il y a, à cet égard, un retour au mysticisme avec la campagne contre l'avortement de certains « intellectuels de gauche » célèbres : il y a la misère sexuelle, le refuge dans l'irrationnel, qui est à la base du fascisme. Qui est armé idéologiquement contre le fascisme aujourd'hui ? Quand le film « Fascista » a été présenté à Rome, mon collaborateur Medioli a été attaqué, à la sortie du cinéma, par un groupe de néo-fascistes qui interpellaient la foule en la provoquant :* « Qui sont les antifascistes ? » *Medioli a dit :* « Moi, par exemple. » *Ils étaient dix, ils l'ont matraqué, bourré de coups, pendant que les gens se sauvaient comme des brebis. Bien sûr, ce n'est pas partout pareil ; il y a des jeunes qui se battent, des ouvriers toujours prêts à lutter. Sinon, ce serait la fin.*

» *Mais, moi, j'ai voulu faire un film pessimiste, j'ai voulu dire qu'on ne peut pas aller plus loin. Mon film est noir dans tous les sens du mot : à cause de la « trame noire », parce que le résultat est lugubre. Le pessimisme absolu est le début de l'optimisme : c'est comme quand on arrive au fond, dans la mer, et qu'on donne un coup de talon pour remonter. Konrad le donne quand il dénonce le complot fasciste, mais il est assassiné aussitôt après. Attention : il est tué, et il ne se suicide pas comme les journaux l'ont écrit. Il tient, dans sa main, l'écharpe du petit fasciste...* »



Maquette de R. Pratini pour « Senso ».

Un homme qui a perdu contact avec le monde

— La chambre où Konrad est caché par le professeur, c'est ce qui m'obsède. Et cette maison de la via Salaria où nous nous retrouvions dans la Résistance me revient à l'esprit.

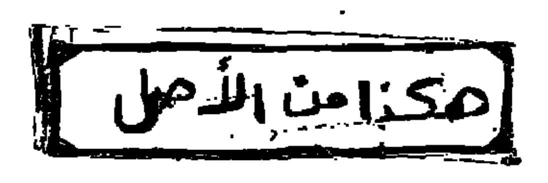
« *La chambre du film existe réellement, au palais Doria, de même qu'il y avait, chez nous, ce petit appartement secret où les déserteurs sardes dont tu te souviens avaient trouvé refuge (ainsi que Scoccimarro, de la direction du parti communiste).*

MARIA-ANTONIETTA MACCIOCCHI.

(Lire la suite page 17.)

(1) Carrières des environs de Rome où les SS massacrèrent trois cent trente otages le 24 mars 1944.

(2) Hebdomadaire théorique, et quotidien du parti communiste italien.



LE MONDE

Cinémathèque

« MOISE ET AARON » PAR JEAN-MARIE STRAUB

La Cinémathèque a retrouvé son éclat. Devant une salle comble, Jean-Marie Straub a présenté vendredi son dernier film, *Moïse et Aaron*. Il s'agit d'un projet très ancien enfin réalisé grâce à la collaboration des télévisons autrichienne, allemande, française. Avec un budget de 750 000 marks, en 35 millimètres et en couleurs, Straub, assisté de sa femme Danielle Huillet, a voulu conférer une réalité nouvelle à l'opéra d'Arnold Schönberg, redonner au texte original, écrit par le musicien lui-même, sa force dramatique, en confrontant les chanteurs à la réalité physique d'un décor naturel dans une lumière tombant d'en haut et éclairant également tout l'espace scénique.

Les tournages d'œuvres musicales pour le cinéma et la télévision s'effectuent d'ordinaire selon le système du *playback*.

Les chanteurs miment devant la caméra des chants qui ont été enregistrés préalablement et sont reproduits tels quels, à charge pour eux d'ouvrir la bouche au bon moment, dans un synchronisme approximatif avec la bande sonore déjà enregistrée. Jean-Marie Straub a pris le parti opposé. Il a fait porter son effort, d'une part, sur la décomposition du matériau musical qui entre dans la représentation en séparant au tournage orchestre, chœurs et solistes ; d'autre part, sur le synchronisme absolu de la parole, de la musique et de l'image. Les chœurs et l'orchestre de la radio autrichienne ont répété pendant quatre mois. L'orchestre a enregistré la partition plan par plan. Les solistes, après avoir répété chacun à part, ont chanté leurs rôles en plein air, dans une sorte de cirque naturel, dans les Abbruzes, en Italie. Ils étaient reliés à l'orchestre par un écouteur miniature placé derrière l'oreille. Certaines prises ont été recommencées plus de trente fois.

Moïse et Aaron doit être présenté au prochain Festival de Cannes, dans une section spéciale, où il voisinerait avec *la Flûte enchantée* de Mozart filmée par Ingmar Bergman.

LOUIS MARCORELLES.

EN BREF

Disques

LE BILINGUISME D'ANDRÉ HODEIR

André Hodeir se décerne lui-même le titre de « *marginal parmi les marginaux* ». Partagé dès l'adolescence entre l'interprétation et la composition, déçu ensuite par l' « esprit militaire » des conservatoires, bon élève, le jour, des classes de composition, soliste, la nuit, au Jimmy's et au Bœuf sur le toit, conquis par Ellington et simultanément par Boulez, l'ancien rédacteur en chef de la revue *Jazz Hot* opta définitivement pour l'inconfort lorsqu'il constitua, dans les années 50, le *Jazz Groupe de Paris*. Certes, son nom apparait alors au programme de quelques festivals de musique contemporaine. Mais, achevée dès 1965, *Ana Livia Plurabelle* (sa première tentative pour sauvegarder la liberté du jazz dans un langage écrit et organisé) ne fut enregistrée qu'en 1972. Et la suite, *Bitter Ending*, créée la même année au Festival d'Avignon, vient seulement de paraître dans le commerce. Il s'agit du dernier enregistrement (« imparfait », selon l'auteur) des Swingle Singers, accompagnés par deux saxophones, une basse et une batterie.

Malgré une rythmique indéniablement « jazz », on pense au *Laborinthus* de Berio, pour la truculence et le dynamisme interne des ensembles vocaux (l'argument est extrait, comme pour *Ana Livia*, de *Finnegans Wake* de James Joyce). Mais, dans un cadre tonal enrichi, le constant renouvellement des textures et des dynamiques, l'enchainement libre des séquences, sans ponctuations ni réexpositions, constituent une « marque de fabrique » typiquement impressionniste : un bien harmonieux bilinguisme.

ANNE REY.

★ D.P.I. : EPC 80 544.

Enseignement

LE JAZZ EN SORBONNE

Nous devons à Jacques Chailley l'intronisation, voici quatre ans, du jazz en Sorbonne. Il lui a conféré l'existence de droit que le simple fait de vivre depuis plus d'un demi-siècle — avec la force que l'on sait — ne semblait pas susceptible encore de lui valoir. Jacques Chailley a donné, avec lucidité et sympathie, la chiquenaude historique. Simultanément, il a nommé comme enseignant un homme qui lit Shakespeare et Billie Holiday dans le texte, qui fréquente les artistes noirs depuis sa jeunesse, qui a pratiqué lui-même avec les meilleurs de ceux-ci, qui a, enfin, la fibre du sociologue, fibre sur quoi il faut jouer aussi pour faire comprendre ce que fut, ce qu'est toujours, la musique afro-américaine. Cet homme *ad hoc*, c'est Jacques Hess, qui professe devant la salle attentive, enthousiaste et bondée de l'Institut de musicologie.

Quand nous arrivons, vendredi, dans l'amphi où il opère, il s'agit du blues. On montre au tableau noir l'échiquier harmonique, on indique la figure et la position des « pièces » — autant d'empreintes qui occupent des cases, et qui changent de nature au cours du temps. Du « Stats » de Count Basie au « No private » de Mingus, via le « Sepia Panorama » de Duke et le « Get your business straight » d'Albert Collins, on montre *ce qui se passe*, selon quel trajet *convenu* (variable avec les époques) se promène l'improvisateur. On revient à Basie. Sur le « Easin it » un étudiant amusé, à l'exemple de l'explicateur, frappe le rythme du bout des doigts, qu'il déplace contre la grille dessinée des accords. On écoute, on observe, on se dispose au savoir, et on s'y plaît. L'humour, sous le ton grave, de celui qui conduit l'exposé, les réponses qu'il fournit tout à trac aux questions, la démonstration qu'il fait avec son ami Jean-Pierre Sasson d'un blues inventé sur-le-champ, à deux instruments, tout cela participe de la pédagogie nouvelle. Le propagateur de l'information est content, les auditeurs se régalent. Les rapports sado-masochistes de l'école, que dénonçait Bachelard en riant dans sa barbe, sont ici presque aplanis.

LUCIEN MALSON.

Expositions

CIRQUES ET FÊTES FORAINES

Juste retour des choses : la première exposition du nouveau Centre d'animation culturelle d'Orléans est dédiée « à ceux qui ont fait l'histoire » de la place du carré Saint-Vincent, d'où on les a chassés pour édifier ce centre culturel : les gens du cirque et le petit peuple des fêtes foraines. Une exposition à faire d'abord rêver les enfants. Maquettes de cirques et de baraques foraines ont été reconstituées par d'astucieux bricoleurs : autour de son chapiteau, Pinder, (version 1890) déploie son immense cavalcade, dont le dernier char de parade est tiré par un attelage de trente-deux chevaux, et le tout s'anime, les projecteurs s'allument, les trapézistes virevoltent... Mais on a rassemblé également une foule de documents (extraits pour la plupart de la collection de M. Jacques Garnier, vice-président du club du Cirque) : prospectus, programmes, cartes postales, affiches multicolores signées des plus grands « affichistes » de la fin du siècle dernier, à l'époque de l'âge d'or du cirque. Tous les grands maîtres de l'attraction sont là : Buffalo Bill, Bidel le fameux montreur de fauves, les frères Amar, Nicolaï Kobelkoff, l'homme-tronc et le célèbre « coupeur de têtes » du théâtre de l'illusionniste Benevol...

RÉGIS GUYOTAT.

★ Orléans, Centre d'animation culturelle, jusqu'au 28 mars.

Cirques et fêtes foraines.

Galeries

SALAZAR : LA COULEUR NÉE DU BLANC

Blanc, très blanc, l'espace discrètement s'anime et se colore si l'on fixe le regard quelques instants sur la surface ondulée des tableaux. Le Vénézuélien Salazar, qui présente chez Denise René sa première exposition individuelle, a sa façon de jouer sur le couple lumière-espace, en écrasant le relief linéaire du carton gaufré collé sur les toiles. Ici, c'est une diagonale, là un carré légèrement basculé, et là une série d'angles, amorces de plans graduellement estompés, qui cassent le rythme régulier et lancinant des stries horizontales, et modulent l'ombre pour créer diverses sensations colorées.

Les tableaux de Salazar ne sont pas des pièges qui forcent le regard, comme beaucoup d'œuvres relevant de l'art optique. Libre à chacun de scruter l'espace et d'ordonner sa propre vision.

GENEVIÈVE BREERETTE.

★ Denise René, Rive-Gauche, 196, boulevard Saint-Germain, jusqu'au 22 mars.

Gravure

HENRI GOETZ A MONTPELLIER

Le peintre Henri Goetz a inauguré à Montpellier, dans une galerie au cœur de la vieille ville, une exposition rassemblant quinze de ses pastels récents et trente-cinq gravures, qui représentent un éventail assez complet de sa production, et montrent notamment l'originalité de sa technique au carborundum.

Cet Américain venu à Paris en 1930 a longuement mûri son art; il est passé du surréalisme à l'abstraction informelle, avant de retrouver, dans une délicatesse des couleurs, une écriture plus ferme, qui n'exclut pas une atmosphère de rêve. Ses pastels, d'un bleu transparent, nés cet été sur la Côte d'Azur, sont très significatifs à cet égard.

L'exposition de Montpellier, qui n'est pas destinée à voyager, peut s'inscrire en avant-première de la rétrospective prévue prochainement à Paris.

ROGER BECRIAUX.

★ Galerie de l'Ancien-Courrier, jusqu'au 27 mars.

Théâtre

BRECHT A MOSCOU

Le théâtre de la Taganka projette de mettre en scène la pièce de Bertolt Brecht *Turandot ou le congrès des blanchisseuses*, qui n'a jamais été montée à Moscou. Selon Iouri Lioubimov, directeur de la compagnie, il s'agit d'une œuvre « *très actuelle* », car « *Brecht intervient dans cette pièce contre les manifestations extrémistes, contre les forces négatives qui cherchent aujourd'hui aussi à stopper la détente internationale* ». La troupe, qui travaille actuellement sur un nouveau spectacle consacré à la vie et à l'œuvre de Nicolas Gogol, envisage également de monter plus tard *le Maître et Marguerite*, de Boulgakov.

Rappelons, d'autre part, que Iouri Lioubimov, son décorateur David Borovski et le chorégraphe de Leningrad, Leonid Jakobson, vont créer le 4 avril, à la Scala de Milan, le nouvel opéra de Luigi Nono, *O grand soleil d'amour chargé*, sous la direction musicale de Claudio Abbado. Cette commande de la Scala sera la première mise en scène en dehors de l'Union soviétique de Iouri Lioubimov. Sa compagnie, le théâtre de la Taganka, malgré de nombreuses invitations, n'a jamais voyagé à l'étranger.

NICOLE ZAND.

Vient de paraître

PAUL ET EVA BADURA-SKODA : « L'Art de jouer Mozart au piano ». — Mozart méritait cette étude approfondie du style et de l'interprétation de ses œuvres, dont la limpidité même cache les problèmes. (Buchet-Chastel, 382 pages, 59,75 F.)

CORPUS DES LUTHISTES FRANÇAIS : « Œuvres de Vaumesnil, Edinthon, Perrichon, Raël, Montbuysson, La Grotte, Saman, La Barre », édition et transcription par A. Souris, M. Rollin et J.-M. Vaccaro (152 pages, 24 × 31 ; 82 F) ; « Œuvres d'Albert de Rippe (III) : motets et chansons », édition, transcription et étude critique par J.-M. Vaccaro (188 pages, 88 F ; Editions du C.N.R.S.). — La suite d'une admirable entreprise, avec reproduction des tablatures et réalisations modernes.

DES SPECTACLES

L'Agora libérale du maire d'Évry

Trente-cinq mille ministres de la culture

L'Agora libérale du maire d'Évry

Les quelque trente-cinq mille maires de France jouent un rôle important dans la vie culturelle. Chaque semaine, dans ces colonnes, l'un d'entre eux définit ses conceptions de la culture. Aujourd'hui, M. Michel Boscher, maire d'Evry, député U.D.R., explique la situation de sa ville qui passe « de la dimension d'une bourgade à celle d'une grande cité ». Ce mercredi 19 mars le centre commercial d'Evry et le complexe culturel appelé Agora sont inaugurés par M. Jacques Chirac.

« Le mot culture est effrayant, *dit M. Michel Boscher.* Il provoque souvent des réactions négatives de la population, il sous-entend une tradition d'élitisme.

» A Evry, nous avons essayé de faire de la culture sans le savoir. Nous avons organisé des manifestations culturelles, mais sans grand succès. Pour une représentation de Shakespeare : trente-cinq personnes. Pour un concert Berlioz, avec l'Orchestre de l'Ile-de-France : cent personnes, moins d'auditeurs que de musiciens. Pourtant, on a fait du battage. Et Berlioz, ce n'est pas Berg. A côté de ça on a fait venir Pierre Perret et Guy Lux : il y a eu trois mille spectateurs. Je constate, à ma grande tristesse, qu'il est plus facile de vendre du Perret que du Berlioz.

— Quelles conceptions ont guidé la construction de l'Agora ?

— Il y a deux périodes dans la vie culturelle d'Evry : avant l'Agora et après l'Agora. Dans la ville nouvelle, l'Agora va représenter un outil extraordinaire. Nous disposons désormais de trois salles. La plus grande a trois mille places : elle permettra d'accueillir des opérettes, des ballets, des pièces de théâtre, des spectacles de variétés aussi bien que des matches de boxe ou du cirque. Nous sommes très ambitieux pour l'animation de ce lieu. Nous avons retenu une formule de gestion associative, sous la responsabilité d'un directeur (1) car nous refusons qu'il y ait ici une prise de position privative : les théâtres d'Evry... n'appartiennent pas à Monsieur X... ou Y... qui va y présenter ses créations. Je suis preneur aussi bien des *Cloches de Corneville* que de *l'Opéra de quat'sous*. Si on veut faire venir les gens, ce n'est pas en leur assenant du théâtre engagé ou du théâtre difficile. Il faut faire évoluer le goût du public, donc diversifier les programmes.

» Mais je dois dire qu'il pèse sur l'Agora de graves incertitudes. Le financement de son fonctionnement n'est pas assuré. Il doit être prélevé sur le budget du syndicat communautaire. Or on estime déjà qu'il atteindra un déficit de 5 millions de francs. L'Etat a pris la responsabilité de créer une ville nouvelle à Evry ; il a pris la responsabilité d'y créer un complexe culturel, il doit apporter son aide. Si je n'obtiens pas de l'Etat l'engagement d'une participation, je ne pourrais pas faire fonctionner cette entreprise.

— Vous estimez que l'Etat ne remplit pas son rôle ?

— Les initiatives de l'Etat ont rarement des suites au niveau de l'intendance. Dès qu'on parle de fonctionnement, on ne trouve plus d'interlocuteur. « *Le fonctionnement, c'est l'affaire des collectivités locales.* » Sans doute, mais lorsqu'il s'agit d'équipements aussi importants que ceux de l'Agora, l'Etat doit apporter sa contribution. Il y a actuellement une disproportion entre l'importance des équipements construits en avance et la surface financière et fiscale de la population. Dans cinq ou dix ans, Evry sera capable d'équilibrer son budget ; il y aura des habitants, des industries.

— En clair, vous demandez des subventions ?

— Les pouvoirs publics sont souvent de mauvais intervenants en matière culturelle. Les conseilleurs ne sont pas les payeurs. Au secrétariat d'Etat à la culture, tout le monde a une idée à vous proposer. « *Prenez donc un tel* », « *Faites donc ceci...* » Mais les recommandations ne se traduisent jamais par une coopération véritable. Et pourquoi devrions-nous accepter la culture officielle ? Pourquoi celle-là plus qu'une autre ? Dans les milieux officiels on aime à se faire bâtonner. On subventionne ceux qui donnent des coups. Si vous dites que vous allez monter un truc avec Mnouchkine, d'accord, on vous aide. Si vous annoncez que vous allez monter *les Précieuses ridicules*, on vous répond : « *Débrouillez-vous.* » Ça m'agace un peu.

» En vertu de quoi un fonctionnaire aurait-il meilleur goût qu'un maire ? Quant à moi, je refuse qu'il me dicte mes choix. Si le maire se trompe, il le paie aux élections suivantes. Il y a vraiment un strabisme culturel généralisé : on regarde à gauche. C'est un cumul du snobisme politique et de la peur d'être conservateur. Pour éviter de commettre une erreur, de laisser passer une œuvre géniale, on prend tout.

— Y a-t-il selon vous des rapports entre la politique et la culture ?

— La politique est une chose, les gros sous en sont une autre. Quand on gère un théâtre, on doit aussi penser à sa rentabilité. Les responsables du théâtre de Corbeil (2), croyez-moi, sont revenus de leur conception de la culture engagée. Pour remplir leur salle, ils font comme tout le monde, ils vont chercher Brassens ou Léo Ferré. Et ils ont compris qu'une cantate à la mémoire d'Allende n'attirait pas les foules.

» D'ailleurs, je crois que la frontière entre la culture et la politique est très floue. *Tartuffe* était une pièce engagée et le roi la subventionnait. Ce que je n'admets pas, c'est la contestation systématique pour épater le bourgeois. Pour moi, il existe un seul critère de jugement, c'est la qualité. Sous prétexte d'opposition, on peut faire avaler n'importe quoi. Il y a des choses bonnes et des choses mauvaises dans le théâtre engagé : mais il faut les reconnaître. Ce qui m'agace chez les intellectuels c'est qu'ils ont décidé une fois pour toutes qu'il était impossible d'être intellectuel de droite.

» Moi, je dis qu'une pièce est bonne en soi. Je ne prétends pas être un censeur, encore moins exercer une censure. Pendant cinq ans j'ai été membre de la commission de contrôle des films. J'ai voté pour la sortie de *la Religieuse*. Je suis profondément libéral. Mais je ne vois pas pourquoi on prononcerait des exclusives. Il y a d'excellents écrivains de gauche et d'excellents écrivains de droite. Croyez-vous que la culture orientée et conformiste des pays de l'Est favorise l'éclosion d'une vraie culture ? J'estime que la confrontation est une nécessité.

» Et puis au fond je n'ai jamais beaucoup cru, sauf dans des circonstances exceptionnelles, à l'impact politique de la scène. Le spectateur distingue toujours la fiction de la réalité. Je ne crois pas à l'impact d'une pièce révolutionnaire, comme chez Genet ou je ne sais plus qui, où l'on crachait sur l'armée.

» Mais je crois pouvoir dire que je suis libéral. J'ai un *background* qui n'est pas complètement primaire. Et quand on est libéral, on est toujours récompensé. »

Propos recueillis par
LOUIS DANDREL.

(1) Le metteur en scène Guy Shelley, directeur du Théâtre poétique national, vient d'être nommé à ce poste.
(2) La municipalité de Corbeil est communiste.

En contrepoint d'une légende

LE « SIEGFRIED » DE RONCONI A LA SCALA DE MILAN

La Scala de Milan vient d'inscrire à son répertoire une nouvelle présentation de *Siegfried*, celle de Luca Ronconi. Le metteur en scène d'*Orlando Furioso*, de *XX*, de *l'Orestie* a été chargé par Paolo Grassi de monter la *Tétralogie*. Il a commencé l'année dernière avec *la Walkyrie*.

Ronconi agit avec l'opéra de la même manière qu'avec le théâtre : il lit une écriture, en analyse l'architecture, les charnières, pour en reconstituer les mouvements. Les mots, les phrases, leur construction, leurs rapports avec la scène, le passage du signe abstrait à l'image l'intéressent davantage que le déroulement de l'intrigue. Dans la *Tétralogie*, Ronconi ne voit pas les épisodes d'une légende. Ou plutôt, il voit dans la légende un masque qui recouvre et exprime les préoccupations d'une époque, le dix-neuvième siècle : les débuts de l'ère industrielle et de la conscience prolétarienne, la puissance des grandes familles, l'oppression de l'organisation familiale et de ses intérêts.

L'an passé, il avait placé l'histoire de *la Walkyrie* dans une austère atmosphère victorienne. Tout se passait comme s'il avait conçu deux mises en scène. L'une représentant, entre les murs sombres de salons trop grands, un « drame bourgeois » où l'inceste est pris en tant que symbole. L'autre, tout en visions symboliques aperçues au travers de fenêtres fermées, dans le ciel nuageux d'un printemps nordique, visions déformées par la lumière aquatique d'une verrière, représentait le poids du mythe. Tout se passait comme si Ronconi avait décollé le livret de la musique, les avait chacun traités, puis les avait recollés pour en donner une lecture simultanée au public.

Sa mise en scène de *Siegfried* ne conserve pas le parti pris de dédoublement, mais retrouve le dix-neuvième siècle. Cette fois, nous sommes de l'autre côté de la demeure bourgeoise, sous terre, dans des décors qui glissent de l'hyperréalisme au symbolisme. Nous sommes dans la forge noire, géométrique, éclairée par une flamme de gaz oblongue où, entre deux pyramides de charbon symétriques, Siegfried (Jean Cox) reçoit les leçons de Mime (Gehrard Unger). Des forêts de toiles peintes découpées descendent un moment des cintres pour illustrer le texte. Habile de ses mains, Siegfried plonge l'acier dans le feu, en retire l'épée rougie, la refroidit dans l'eau qui fume et grésille. Sa rencontre avec Wotan (Norman Bailley), mystérieux voyageur en cape noire, qui tient sa lance comme un long bâton, et dont le visage disparaît dans l'ombre d'un large chapeau, se passe devant un rideau gris poussier.

La quête de Siegfried le mène dans une ville déserte, devant une porte aux lignes horizontales, la porte fermée d'une usine. Lorsqu'elle se relève, elle laisse voir une rue pavée qui monte vers la lumière, rue barrée par un groupe d'hommes, d'ouvriers en habits de dimanche, confondus dans l'aube froide, immobiles, menaçants : ils sont le Dragon, et Siegfried tue le Dragon, prend un peu de son sang, un lambeau de drapeau rouge. Il a franchi une étape, il brise la lance de Wotan d'un geste banal. Il était fatal que le dieu, le Vieux Maître disparaisse.

Siegfried retrouve Brunehilde (Ingrid Bjoner) posée sur des rochers de carton-pâte, pareille à une allégorie sur la tapisserie d'un salon. Lui qui n'a cessé de chercher sa mère rencontre pour la première fois une femme. Et commence le grand duo d'amour, longue scène insolite, semblable au « happy end » artificiel d'une production hollywoodienne.

Les dures images expressionnistes composées par Ronconi et son décorateur Luigi Pizzi découpent l'opéra en séquences fermées qui évoquent un film à épisodes. Un film que sa violence retenue, sa méchanceté froide, son refus de séduction romantique, placerait à l'opposé des *Damnés*, de Visconti. La musique (sous la direction de Wolfgang Sawallisch) exprime la puissance des passions dans une intrigue, ici dépouillée. Ronconi met en scène le contrepoint de la légende. Son Siegfried en chemise kaki et pantalons de cuir, jeune athlète blond, fruste, qui suit, passivement un destin manipulé, apparaît comme la démystification du sauveur de la race, du surhomme, du héros nazi. Bien que le finale, trop statique, n'atteigne pas la perfection de ce qui précède — les incessants mouvements de décor prévus n'ont pu se réaliser, — la noire beauté du spectacle, sa cohésion, redonnent à Wagner sa force subversive. L'an dernier, *la Walkyrie* avait soulevé des polémiques. Une grande partie du public avait agressivement manifesté, et crié au sacrilège. Cette année, peut-être les spectateurs ont-ils eu le temps d'assimiler la sombre et cruelle ironie du metteur en scène, *Siegfried* a été porté au triomphe par les trois quarts d'une salle comble.

Dès 4 heures, dans l'après-midi ensoleillé de Milan, la foule s'agglutinait à la petite porte de la Scala. La Scala refuse chaque année des milliers de spectateurs, ses difficultés ne viennent pas de l'indifférence du public, au contraire. Mais l'opéra est un produit de luxe. Paolo Grassi, tête politique, homme de gauche et homme de panache, produit de prestigieux spectacles sans sacrifier la culture musicale au prestige. Concerts dans les écoles, spectacles décentralisés, récitals, le palais d'or et de marbre n'est qu'un aspect des activités de la Scala. Seulement, il y a l'inflation, le prix des superstars, celui des heures supplémentaires. La crise de la Scala est celle de l'Italie, d'une part, celle de tous les théâtres lyriques, d'autre part, dont l'organisation anachronique pèse lourdement sur les budgets. Rolf Libermann est venu à Milan pour rencontrer Paolo Grassi et étudier des solutions possibles.

« *On peut démocratiser le prix des places*, dit Paolo Grassi. *Mais l'Opéra reste attaché au luxe et au prestige, l'Etat doit payer pour les treize théâtres lyriques nationaux italiens. Favoriser uniquement la Scala parce qu'il est le plus célèbre serait suicidaire. Le défavoriser au profit des autres serait démagogique, et finalement tout aussi suicidaire.* »

Au milieu de ces tempêtes, il garde son calme, sa lucidité, son humour : « *Je passe mes colères sur les détails. Je suis comme l'homme du proverbe chinois qui, sur la rive du fleuve en délire, attend que passent les cadavres de ses ennemis.* »

COLETTE GODARD.

Entretien avec Luchino Visconti

« Aujourd'hui encore, je dénonce »

(Suite de la page 15)

» Cette chambre est un lieu symbolique, elle est comme le signe d'un déclin qui est pourtant une réalité d'aujourd'hui. Voilà ce que me reprochent les journaux de gauche, et ceux du parti communiste. Ils refusent de comprendre la parabole, de comprendre qu'il y a lien — et contradiction — entre cette pièce où se cachait Scoccimarro et qui servait à des choses nobles et celle où un militant de 1968, devenu trafiquant de drogue et maquereau, est traqué par des fascistes.

» Non, je ne sauve pas le professeur et je n'ai pas été compris. Je le condamne. Je dis que c'est un homme qui a perdu le contact avec le monde. Mon professeur a échoué. Sa capacité d'exercer une hégémonie culturelle, c'est zéro.

» A quoi bon être chercheur, savant, philosophe, écrivain, si l'on est incapable de comprendre la réalité et d'agir sur elle ? Même sa femme, le professeur a été incapable de l'aider. Et dans cette scène où Konrad lui demande secours : « Aidez-moi, donnez-moi des conseils », *le professeur répond :* « Ce n'est pas possible pour un » grand garçon comme vous. Je ne peux » vraiment pas vous aider. »

» Et le puritanisme du professeur, à quoi lui a-t-il servi ? Lui-même l'affirme, il a seulement étudié. C'est vrai que nous n'avons pas eu de divertissements, que notre vie n'a été que travail. Et le professeur ne peut concevoir le jeu d'amour des adolescents, dont il est le spectateur. Là encore, je condamne son moralisme, cette « amputation », qui, pour lui, rend inimaginable le rapport entre les corps.

— Et pourquoi le professeur dit à Konrad : Notre génération avait trouvé un équilibre entre éthique et politique ?

— Non pas trouvé mais cherché. Notre génération d'intellectuels a échoué. Le professeur prononce les mots de la sagesse, ceux que moi je dirais à de jeunes déchaînés. Tu te souviens de la phrase de 1968 : « Parlez à vos voisins ». Le professeur ne parle à peu près plus. « Je me suis aperçu que » je voyageais entre étrangers », *dit-il. C'est là qu'il s'est trompé. Parce que si notre génération s'était un peu plus préoccupée des hommes, et un peu moins de la préciosité des œuvres, peut-être serait-elle parvenue à trouver cet équilibre difficile entre la politique et l'éthique. Moi aussi, j'ai échoué.*

— Mais si cette génération a perdu cet équilibre, cela veut dire qu'elle l'avait trouvé un jour.

— Oui, à l'époque de la lutte antifasciste. C'est l'époque la plus belle, la plus cohérente de ma vie. Il ne s'agit pas de nostalgie, mais d'un bilan idéologique froid pour les intellectuels à venir. Tout ce que j'ai créé après La terre tremble *peut avoir de la valeur, mais mon œuvre la plus importante est celle de l'action. Le moment important était celui de la lutte, celui où l'on finissait en prison, à la pensione Iaccarino, tu t'en souviens ? Si j'étais en bonne santé, je recommencerais aujourd'hui.*

» Pour les jeunes qui peuvent changer le monde, il y a un impératif catégorique : il ne faut pas qu'ils deviennent l'armée de Napoléon après Waterloo. Comme c'est le cas pour Konrad, qui est d'origine bourgeoise. Tu parles de la fulgurante décrépitude de ce garçon, six ans après 1968 : c'est un vieillissement fait de rien, fait de ne-rien-faire, un vieillissement fait de vide, pire que tout. Konrad est un garçon désarmé, psychologiquement, culturellement. »

Nous avons pourtant fait quelque chose

Le téléphone sonne dans le bureau de Visconti, pour la dixième fois. Dans son film aussi, il sonne sans arrêt, personnage de métal.

« C'est vrai, il est un personnage. Les jeunes n'ont plus de sujets de conversation, ils se parlent sans se voir — au téléphone — pendant des heures, et ils disent des stupidités. Konrad reconnaît le tableau du dix-huitième siècle non à cause de sa culture, mais parce que ce tableau est... accroché au-dessus du téléphone. « Vous » aimez l'art ? » *demande le professeur.* « Non, *répond Konrad*, simplement le » tableau est près du téléphone et j'ai eu » tout le temps de bien l'observer. »

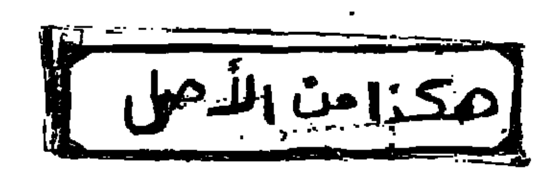
— L'effort pathétique, paternaliste, du professeur pour comprendre Konrad, pour le protéger, est *a priori* condamné à l'échec, ainsi qu'on le voit dans le repas de famille : tous sont réunis autour de la table précieuse, entre les porcelaines anciennes et les candélabres d'argent, et c'est là qu'ils émettent comme des flatulences idéologiques...

— Oui, c'est le mot. Pour moi, ce repas de famille est la scène la plus tragique. Le professeur accueille cette « famille », extravagante comme le sont certaines familles, ce groupe en toc, qui a bouleversé sa vie méthodique. Le « concept » de famille se désintègre : les jeunes ne peuvent pas accepter l'« autorité » du professeur qui n'est pas en mesure de l'imposer. La mère est la femme d'un requin fasciste et se comporte comme une hyène. Dans cette ronde d'insultes, de grossièretés, Konrad choisit son moment de vérité et dévoile le complot fasciste. A cet instant, sur les visages de la « famille », passe, rapide, l'ombre de la mort, la décision de l'« éliminer ». A la faillite de la « famille » correspond celle du père, et, là encore, on ne m'a pas compris. Mais pourquoi, en France, a-t-on appelé ce film Violence et passion *? C'est ridicule, c'est un titre de western. Alors que mon film est justement, au sens exact, un « portrait de famille dans un intérieur ».*

— Cette décomposition de la conscience bourgeoise — vue cette fois de *l'extérieur*, envisagée comme cible politique — est telle qu'il semble que la bourgeoisie n'a plus rien à dire. Alors comment expliquer qu'elle ait en main le pouvoir, qu'elle puisse commander encore, en pleine abjection ?

— C'est vrai, jamais je ne suis allé aussi loin dans la description détaillée et sans pudeur du monde capitaliste. Précisément parce qu'elle n'a plus rien à dire, cette bourgeoisie recourt au fascisme. Mais les jeunes ne sont pas tous Konrad. Ils se battront, même s'il est difficile de lutter contre l'ordre établi. Pour nous aussi, c'était très difficile de se battre contre le fascisme. Nous avons pourtant fait quelque chose. Bien sûr, il faut se sacrifier, se jeter dans la mêlée, dresser des barricades. Je ne pense pas aux barricades matérielles, mais aux barricades d'une grande révolution intellectuelle et morale. Barrer la route au fascisme, si les jeunes ne le font pas, le pourrons-nous ? »

MARIA-ANTONIETTA MACCIOCCHI.



Une sélection

Cinéma

VIOLENCE ET PASSION
de Luchino Visconti

Lire nos articles page 15

VÉRITÉS ET MENSONGES
d'Orson Welles

Charlatan parmi les charlatans, Orson Welles rencontre des faussaires en tout genre et disserte sur les rapports du vrai et du faux dans l'art. Mais, à travers les pirouettes, les volte-face, les paradoxes de la narration, c'est son portrait qu'il trace, et dans les miroirs qu'il tend, on finit toujours par reconnaître son image. Un grand bain d'intelligence et une éblouissante leçon de montage.

UNE PAGE FOLLE
de Teinosuka Kinugasa

En 1926, Teinosuka Kinugasa filme la folie. Surimpression, montage syncopé, on ne cesse de passer du réalisme aux fantasmes de l'inconscient. L'équivalence du jeune cinéma de l'époque est sensible dans cette œuvre dont l'intérêt historique égale la beauté plastique.

AGUIRRE LA COLÈRE DE DIEU
de Werner Herzog

Film d'aventures dont le véritable sujet est l'ambition, la volonté de puissance, la fascination de l'échec. Par glissements successifs, le récit s'évade de la réalité pour entrer dans un monde d'hallucinations. Extraordinaire interprétation de Klaus Kinski.

PAULINA S'EN VA
d'André Téchiné

L'itinéraire — vers quoi, la vie, la mort, la folie ? — d'une jeune fille (c'est Bulle Ogier) dans un monde qui constamment lui échappe. Cinéma et psychanalyse. Un film que son originalité formelle a longtemps écarté de la distribution commerciale.

LE FLAMBEUR
de Karel Reisz

James Caan, professeur de littérature au City College de New-York, compense l'ennui de sa condition d'Américain moyen bien rangé en s'adonnant à la passion du jeu. En toile de fond, une Amérique inquiétante où règnent dans l'ombre le pouvoir de l'argent, la corruption et la violence. Premier film américain du metteur en scène de Morgan.

CALIFORNIA SPLIT
de Robert Altman

Toujours le jeu, mais une fois de plus Robert Altman détourne un genre hollywoodien de sa mythologie pour filmer des comportements.

LES AUTRES
de Hugo Santiago

Hugo Santiago juxtapose dans une France de carte postale le quotidien le plus banal et la projection de ce quotidien dans l'imaginaire. Au spectateur de rétablir l'équilibre.

Théâtre

CANTATE DE LA DAME GRISE
à la Cartoucherie-Aquarium

Une formation restreinte du Bread and Puppet mime les travaux et les nuits d'une dame aux cheveux et à la robe gris que la ruine de sa maison métamorphose en une jeune mariée qui danse sur des échasses blanches. Recueillement et féerie (jusqu'au 23.)

L'AGE D'OR
à la Cartoucherie

Rien que des comédiens, un tapis fauve sous un ciel de cuivre, et quelques histoires quotidiennes de notre temps vues de l'avenir, un avenir de lumière. Le comique brutal de la farce, et sa poésie. L'art des comédiens au Soleil porté à son plus haut niveau.

LE RÈGNE BLANC
à la Cité internationale

Dans le raffinement de couleurs italiennes, Édouard II devient le prince de tous les plaisirs. Mortimer est détruit par sa haine envieuse. Le monde bigarré de l'enfance est tué par les ambitions organisées de l'homme moderne. De ce meurtre naîtra le règne le plus sanglant, celui de la violence pure.

LE SUPPLÉMENT AU VOYAGE DE BOUGAINVILLE
à la Cité universitaire

Diderot émet des doutes sur la rigueur ethnographique du journal rapporté par le voyageur Bougainville, mais approuve la sexualité de groupe pratiquée à cette époque par les habitants de Tahiti. Le texte de Diderot est dit par trois comédiens délurés dans un amusant décor style colon rapatrié.

BRITANNICUS
à la Nouvelle-Comédie...

Sous la direction de Daniel Mesguich, Agrippine est une fiancée de Dracula, Néron un Byron épileptique, Britannicus une amazone, Narcisse un marionnettiste kabyle, et Burrhus un ministre qui prend trop de tranquillisants. Tous meurent de soif dans le désert. Éclairages très spéciaux de Patrice Trottier.

...et au Biothéâtre

Sous la direction d'Yves Gourvil, Agrippine est la veuve d'un amiral monégasque, Albine un rat de l'Opéra, Narcisse un maître de conférences à Vincennes, Néron un moniteur de ski. Plus miniaturisé, Britannicus est tantôt un fascicule des classiques Hatier, tantôt une coupure chiffonnée de 50 F. Éclairages super-spéciaux de Patrice Trottier.

LE PUPILLE VEUT ÊTRE TUTEUR
à l'Essaïon

On peut voir désormais à 20 h. 30 (et non plus à 22 h.) cette suite de tableaux champêtres que le poète autrichien Peter Handke a écrite pour offrir un rôle à son chat de gouttière : celui-ci évolue dans la relaxation entre un potiron et des betteraves, refusant de dire son texte. Baudelaire aurait aimé.

RODOGUNE
au Petit-Odéon

Deux sorciers africains plantent des aiguilles à chapeau dans des poupées de coton pendant que les personnages de Corneille se débattent dans des déluges de couleurs que le cinéaste Beni Montresor a renversées sur des kilomètres de tulle. La culture sauvage.

DOMMAGE QU'ELLE SOIT UNE PUTAIN
au Studio d'Ivry

Furieuse chronique italienne, pleine d'inceste et de couteaux, jouée sur les nerfs par des acteurs nietzschéens. On dirait que le texte de l'élisabéthain John Ford a été traduit par Lautréamont. Du paroxysme heureux. Aragon a aimé.

CRIME ET CHATIMENT
au Théâtre de Paris

Avec des bougies, du noir d'encre, une scène tournante, le bruit du vent dans les bouleaux, Robert Hossein ressuscite une Russie aussi détaillée que dans les films 70 mm de Guerassimov. Les idées fixes de Dostoïevski : Dieu, la liberté, le prolétariat, Napoléon, et les canapés des ministères, sont présents à l'appel. Jacques Weber, en Raskolnikov, fait des progrès chaque soir.

LA MOUETTE
au Théâtre de la Cité

Ici, nous quittons la Russie pour les environs de Venise, où Beistegui donne un bal costumé. La lune quitte son orbite, il pleut des plumes d'autruche, les massifs de buis tremblent dans l'ombre, une princesse de Visconti fait de l'escarpolette. Un marin de Jean Genet torture une communiante infirme. Tchekhov aurait été surpris, en tombant sous le charme.

CHRISTOPHE COLOMB
au Théâtre d'Orsay

Le Christophe Colomb de la réalité et celui de la légende se surperposent dans un savoureux et déroutant mélange baroque de haut lyrisme et de pitreries, d'instants pathétiques parfois violents et d'instants burlesques. La musique épouse les courbes du texte. L'orchestre, les chœurs, le cinéma qui projette ses grandes images sur les voiles de la caravelle, la danse, le mime accompagnent le texte foisonnant de Claudel, prennent le public à partie et le mettent en joie.

DANSE DE MORT
au Centre suédois

Un homme trop grand enfermé dans une prison trop petite savoure les supplices de la vie du couple, et la femme, autour de lui, tisse un brouillard de douceur vénéneuse. Danse de mort, chant étrange de deux grands comédiens, Cleo Athanassiou et Harry Pillsbury.

LA STATION CHAMPBAUDET
à la Cour des miracles

Les ridicules des petits bourgeois, Labiche les connaissait, et les trouvait drôles. Aujourd'hui, on fait voir, derrière les ridicules, ce qu'il y a de pathétique et d'odieux, et c'est encore plus drôle. (Jusqu'au 23.)

Musique

ROYAN EN AVANT

« Les héros sont fatigués, *dit Harry Halbreich.* Ce que produisent des gens comme Berio, Stockhausen ou Xenakis n'est en rien digne de ce qu'ils composaient il y a dix ou quinze ans. Le compositeur le plus important de demain sera celui qui reprendra la plume là ou Boulez l'a laissée retomber. » *Royan secoue le cocotier et propose de nouveaux héros : Halffter, Ferney-Hough, Finnissy, Koering, Radulescu, Sinopoli... Trente-huit compositeurs, quarante-deux créations mondiales, neuf créations françaises.* (Du 22 au 28 mars.)

PRINTEMPS A POITIERS

Une bonne étape sur la route de Royan : vêpres de saint Benoît à l'abbaye de Ligugé (21 mars, 17 h. 30), *quatuor à cordes de l'Orchestre de Paris* (21 mars, 21 h., au lycée Henri-IV), *concert spirituel à l'église Saint-Hilaire avec le* Requiem *de Gilles.* (22 mars, 21 h.)

WAGNER PARTOUT

Les metteurs en scène français rivalisent au service de Wagner : Tristan et Isolde, *par Louis Erlo, à l'auditorium de Lyon* (dir. T. Guschlbauer, les 21 et 23 mars), l'Or du Rhin, *par Jean-Pierre Ponnelle, à l'Opéra de Marseille* (dir. R. Giovaninetti, les 21 et 23 mars), le Vaisseau fantôme, *par Pierre Médecin, à l'Opéra de Nancy* (dir. J. Périsson, les 21 et 23 mars).

LE G.R.M. SUR DEUX FRONTS

A Paris, créations de Smalley (Pentes), *Chion* (On n'arrête pas le regret), *Nono* (Musiche per Manzu), *avec les* Franges du signe, *de Reibel* (Maison de Radio-France, 20 mai, 20 h. 30). *A Aix-en-Provence,* la Divine Comédie, *de Bayle et Parmegiani* (Relais culturel, 22 mars, 21 h.).

— LA PASSION SELON SAINT JEAN, de J.-S. Bach, à Sarcelles, le 21 mars à 20 h. 45 (Forum des Cholettes, avenue du 8-Mai-1945), solistes, chœurs et orchestre, dir. A. Muzerelles : *Une intéressante expérience d'animation musicale.*

— PUISSANCE QUATRE à l'Espace Cardin, le 19 mars, à 20 h. 30 : *Le tonnerre, les éclairs et les rires des sœurs Labèque, Sylvio Gualda et J.-P. Drouet dans Stravinsky, Alsina et Bartok.*

— ARTHUR RUBINSTEIN et ZUBIN METHA au profit de la recherche scientifique (Théâtre des Champs-Élysées, le 20 mars) : Symphonie Linz, *de Mozart,* 2e Concerto, *de Chopin,* Concerto pour orchestre *de Bartok avec l'Orchestre philharmonique d'Israël.*

Disques

— KEMPFF joue le *Concerto* et le *Concertstück,* de Schumann, avec l'Orchestre de la Radio bavaroise, direction R. Kubelik (D.G. 2530.484) : *Un vieil homme interroge une nouvelle fois le compagnon de sa jeunesse. Comme les autoportraits de Rembrandt, à différents âges, un admirable document intérieur, une lecture surprenante.*

Danse

— CAROLYN CARLSON au Théâtre de la Ville : L'Or des fous, les Fous d'or, *deux spectacles de recherche où musique, parole, chant, éclairage, s'unissent au geste pour créer un univers qui dépasse le domaine de la danse proprement dite.* (Du 18 mars au 5 avril, 18 h. 30).

— SOIREE ROLAND PETIT à l'Opéra de Paris, *le* Loup *et la* Symphonie fantastique : *Deux explorations de l'imaginaire et de la féerie à vingt ans de distance... et le retour au ballet de Zizi Jeanmaire.* (18, 20, 22, 26, 31 mars.)

Arts

LA DONATION PEREIRE
au Pavillon de Flore

La collection d'une famille de collectionneurs, qui vient d'être donnée au Louvre. Elle est exposée pendant deux mois au Pavillon de Flore avant d'être ventilée à travers les salles du musée. Dix peintures parmi lesquelles deux Rembrandt, un Frans Hals, un Fragonard, un Canaletto et une douzaine de dessins de première importance qui enrichissent le cabinet des dessins avec des chefs-d'œuvre de Rembrandt, Rubens, Fragonard, Saint-Aubin...

SOIXANTE-CINQ CHEFS-D'ŒUVRE de l'Albertina
au Louvre

Les trente mille œuvres et chefs-d'œuvre sur papier de l'Albertina, l'un des plus précieux cabinets de dessins du monde, sortent peu. Soixante-cinq pièces rares des quinzième et seizième siècles ont été prêtées au Louvre, qui les expose depuis le 7 mars. Elles sont choisies parmi les meilleures de la collection laissée par le duc Albert Casimir de Saxe-Teschen.

Les visiteurs du Louvre y trouveront notamment de très grandes pièces, telle l'Allégorie de la luxure, *de Pisanello, quatre dessins de Michel-Ange et sept de Raphaël, d'une exceptionnelle qualité, ainsi que des chefs-d'œuvre de Baroche, du Tintoret et de Carrache.*

CARPEAUX
au Grand Palais

Une exposition pour célébrer le centenaire de la mort de Carpeaux. Elle tente d'aller sur les traces de l'un des sculpteurs qui résument le mieux la sensibilité française du dix-neuvième siècle. Quatre cents pièces, allant progressivement de l'esquisse sur papier aux sculptures, montrent par des modèles et variantes comment Carpeaux dessine, pétrit la terre glaise, taille le marbre et coule le bronze.

Travailleur inlassable, Carpeaux est l'auteur de nombreux groupes, bustes et statues dont certains parent les plus grands monuments parisiens. Parmi ces chefs-d'œuvre, la Danse *au palais Garnier et* la fontaine de l'Observatoire, *sa dernière œuvre monumentale.*

LES FANTASMAGORIES DE GRANDVILLE
à la Bibliothèque nationale

La Bibliothèque nationale rend hommage à Grandville dans sa galerie Mansart. Dessinateur romantique et surréaliste avant la lettre, Grandville, dont les images ont illustré des manuels scolaires, est mal connu. Il est l'inventeur de ces personnages métamorphosés en animaux pour en illustrer le caractère : homme-rat, homme-chien, femme-fleur... Le délire sur-réel, Grandville l'avait déployé dans ses dessins, une génération avant les fantasmagories de Tenniel pour Alice et un siècle avant les surréalistes.

Virulent dessinateur politique, Grandville a mis son imagination au service de la défense des faibles et de la dénonciation des scandales. Une des grandes figures du dessin du dix-neuvième siècle qui avait régné au temps où l'image mécanique n'avait pas encore envahi les médias.

LA NATURE DE KRAJCBERG
au CNAC

Le retour de Krajcberg, artiste polonais d'origine, qui partage son temps entre le Brésil et la France. Son œuvre a toujours exprimé la fascination de la beauté du monde minéral et végétal. Le voici cette fois avec dix-sept sculptures monumentales et vingt « empreintes » réalisées l'an dernier. Des « sculptures-arbres » et des « reliefs » qui seraient d'immémoriales concrétions minérales. Une rêverie sur la « nature-artiste » et sur l'artiste qui veut créer comme la nature.

ALECHINSKY
au Musée d'art moderne

Cent peintures à l'acrylique depuis 1965. Un Alechinsky avec son écriture torrentueuse et ses couleurs plus vives et plus crues que jamais.

HANS REICHEL
au Musée d'art moderne

Une quantité de petites aquarelles tendres avec leurs couleurs transparentes et fraîches, et ce graphisme léger qui en explore les nuances pour cerner la réalité d'une rêverie intimiste.

L'art nouveau en Chine

DES IMAGES POUR DES MOTS

DEPUIS la révolution culturelle, les idées sur l'art ont changé en Chine. Son utilisation et ses objectifs aussi. En fait, il existe un art de « l'après-révolution culturelle ». On peut s'en faire une idée dans cette exposition d'affiches chinoises présentées par l'ARC au Musée d'art moderne de la Ville de Paris.

Ce n'est sûrement pas un art de musée. Il est destiné à la rue, aux maisons, aux lieux de travail et de réunion publique ; affiches et sérigraphies tirées à des centaines de milliers, voire des millions d'exemplaires à partir de tableaux ou de gouaches. Les meilleures sont exposées dans les musées.

Les œuvres originales servent en vérité de prototypes pour la reproduction d'images en série. Et c'est principalement sous cette forme, populaire et mécanique, que l'art est consommé en Chine, mises à part les grandes expositions de tableaux historiques qui attirent des visiteurs par millions. Depuis la révolution culturelle, un usage extensif a fait de l'art un moyen de communication de masse : affiches de propagande, estampes du Nouvel An, œuvres de peintres paysans et ouvriers, renouvellement et appropriation du style traditionnel, papier découpé et calligraphies collés aux fenêtres les jours de fête. C'est toute l'imagerie de la Chine d'aujourd'hui qui nous est montrée à travers ces œuvres créées pour diffuser des idées parmi le peuple.

Ce n'est pas l'art d'une élite artistique. Son objectif n'est pas d'exprimer les « angoisses » de l'individu. Il est de « soutenir l'élan populaire ». Aussi le trouvera-t-on foncièrement optimiste et égalitaire : la masse des travailleurs aux champs ou bien à l'usine est toujours représentée d'une manière égalitaire ; nul ne semble plus important que l'autre. Si l'art n'est jamais neutre, celui-là est partisan : il peint le peuple, le fourmillement du peuple au travail ou au repos. Il le montre et le chante, plaide en sa faveur et stimule son action. « *Ce n'est pas tant parce que nous savons peindre que nous peignons*, dit un texte chinois, *mais c'est une nécessité révolutionnaire de prendre le pinceau comme une arme de combat.* » La révolution chinoise croyait qu'il suffisait de changer les « structures » pour tout remettre en question. Voici qu'elle s'attaque aux « superstructures » pour un changement en profondeur. Elle fait de l'art un instrument de lutte révolutionnaire.

L'armée des peintres amateurs

Il était donc naturel que le peintre fût désormais le travailleur. Si une partie des pièces exposées ici sont l'œuvre de peintres professionnels organisés en coopérative, le reste est l'ouvrage des amateurs, l'armée innombrable des peintres-paysans et des peintres-ouvriers qui prennent le pinceau durant leur temps de loisir pour illustrer des mots d'ordre révolutionnaires et les pensées du président Mao. Avec eux, les mots sitôt prononcés deviennent des images et les images peuvent dans une certaine mesure se résumer en mots. Une peinture est une manière de discours.

C'est l'afflux des peintres amateurs d'après la révolution culturelle qui a changé les données du jeu artistique dans le style et dans le contenu (Lin Piao reprenant Confucius avait chanté le génie et l'exceptionnel, « *laissant le travailleur livré à son ignorance* »). Ils ont développé des techniques simples, celles de la gravure, qui a, par ses possibilités de reproductions en nombre, une tradition révolutionnaire. Les Chinois citent le mot de Lu Xan : *La gravure convient bien à une époque révolutionnaire, car, même si le temps presse, on peut quand même graver...* » Au lieu de différencier le peintre professionnel, détenteur d'un savoir et doué de talent, et l'amateur, la révolution culturelle a tendu à les rapprocher. Les professionnels consacrent un tiers de leur temps au travail à l'usine ou aux champs, et vivent parmi les travailleurs, qu'ils doivent apprendre à connaître pour mieux les peindre. Ils enseignent leur technique aux amateurs, qui ne tendent pas à devenir professionnels au fur et à mesure que leur savoir augmente.

« Oser peindre »

Au contraire, le mouvement veut que les amateurs restent amateurs, militant au service des idées pour servir le peuple. Il s'agit d'enraciner l'art à la base comme une conduite naturelle qui était l'apanage des classes supérieures. On conseille à l'amateur de ne pas craindre ses premières maladresses, d' « *oser peindre sans craindre les échecs* » et de « *présenter toutes ses créations sans réserve* ». Il trouvera une issue grâce à l'aide de tous. En fait, les travailleurs prennent désormais en main la création artistique et entendent résoudre le problème qui sépare le travail quotidien de la création. On peut voir ici un ensemble de ces peintures paysannes, notamment de Houhsien, un des centres les plus actifs de Chine où les peintres sont cinq fois plus nombreux aujourd'hui qu'avant la révolution culturelle. Ils sont d'une grande fraîcheur naïve, plus stylisée et relativement plus « moderne » que celle des peintres professionnels qui baignent dans le pesant réalisme socialiste, peinture « héroïque » qui ne fait grâce de rien.

Ces œuvres d'art en papier qui commencent par être de petites gouaches ou bien des tableaux sont souvent agrandies au carreau pour recouvrir les murs des cités. Elles sont regardées par la foule, qui a appris à y lire comme dans un livre des mots d'ordre devenus des images. Ainsi, lorsqu'un éditorial du *Quotidien du peuple* avait lancé l'attaque critique contre le révisionnisme de Lin Piao, les murs de Pékin furent aussitôt recouverts de caricatures que la foule copiait et se passait. L'armée des peintres amateurs était à l'œuvre dans la rue, dessinant et peignant pour répercuter les mots d'ordre. Les moyens artistiques sont pour ainsi dire devenus en Chine des moyens de communication de masse.

Et soudain, il a été fait appel à l'art traditionnel chinois, qu'on voyait naguère comme un art de classe dévoué aux féodaux selon la symbolique taoïste. On accusait également le « révisionnisme » de Lin Piao de laisser subsister dans l'art les méthodes bourgeoises occidentales.

Le passé pour le présent

« *Que l'ancien serve l'actuel et que l'étranger serve le national !* » s'est écrié le président Mao. Aussitôt, les peintres amateurs et professionnels ont appliqué le mot d'ordre à la lettre, utilisant en arrière-plan les paysages chinois avec leur perspective plongeante, cet espace chinois qu'affectionne Henri Michaux. En avant-plan, la technique est réaliste, contemporaine, photographique, c'est cette manière étrangère qui doit « *servir le national* ». Cet usage des valeurs traditionnelles réadaptées, on le retrouve dans les « Nien Houa », les peintures pour le Nouvel An, la fête chinoise de printemps, à l'occasion de laquelle les œuvres sont tirées à des millions d'exemplaires pour parer les portes des maisons. Elles les protègent des mauvais esprits. C'est une tradition millénaire qui n'a pas changé dans les campagnes. Mais le contenu est devenu révolutionnaire, on y parle de récolte, de travail, de jeunesse, d'enfants. Les peintres professionnels, eux, affectionnaient, avant la révolution culturelle, les thèmes classiques du paysage, des fleurs, des champs et des oiseaux. Leurs paysages parlent aujourd'hui d'usines de raffinage de pétrole au milieu de la forêt, de production de locomotives ou de leçon d'élevage de cochons, ou bien illustrent *le Printemps qui reviendra au village*.

En Occident, l'expression artistique « médiatisée » tombe fatalement dans la bande dessinée ; il en va de même en Chine populaire, où chaque lancement du mot d'ordre est suivi par la publication de bandes dessinées. Elles ont servi à propager les idées lors du « grand bond en avant », de la révolution culturelle, des « médecins aux pieds nus », des « jeunes instruits à la campagne »...

Les peintures pour les thèmes de propagande font, elles, l'objet d'un



examen critique sévère, passant de main en main, de la base au sommet, avant d'être approuvées. Dans ce cas elles sont diffusées sous forme d'affiches. C'est un art « opérationnel » dans la tradition du réalisme socialiste fondé par les Soviétiques. Il a un but : servir les idées du parti. Ce qui est nouveau, c'est le lien que l'on établit aujourd'hui entre le contenu politique et la forme artistique : « *L'œuvre naît d'une vie de lutte.* » Elle sort du musée pour aller dans la rue et rejoint, en quelque sorte, la peinture murale mexicaine de Siqueiros, qui voulait en faire une fête populaire. Mais les bonnes intentions ne suffisent plus. L'œuvre doit avoir une qualité artistique. La vie doit y être « *exprimée avec plus de densité que dans la réalité et la forme doit enrichir le contenu* »; autrement dit, l'art nouveau en Chine reproduit la réalité et figure l'idéal : « *Le réalisme révolutionnaire et le romantisme révolutionnaire.* »

JACQUES MICHEL.

★ « Images du peuple chinois. » Exposition organisée par l'ARC et l'Association des amitiés franco-chinoises. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 16, avenue du Président-Wilson.

Au musée de Tours

Sculptures de la vallée de la Loire des XVe et XVIe siècles

L'ART des bords de Loire, à l'heure du mouvement où l'on a vu une « détente » de l'art français (1450-1540), a été l'objet, en 1952, d'une importante exposition. Les œuvres réunies cette année sous le titre « l'Art de la vallée de la Loire » s'étalent un peu au-delà de la détente proprement dite — jusqu'à la fin du seizième siècle — et parlent donc souvent par petites différences. Il n'a pas été question de grouper tous les prototypes. Fort heureusement, car la section peinture ne pourrait pas justifier sa pauvreté ; elle n'est là que pour indiquer des directions indispensables, par exemple Jean Fouquet : c'est la sculpture qui est chargée, non de définir, mais, modestement, d'évoquer le tour personnel que prennent des tendances assez générales en des lieux dont on dit l'accent pur.

***

L'exposition de Tours semble petite — et elle l'est, en effet, avec à peine une soixantaine de pièces — dans le musée à l'échelle majestueuse du cèdre du jardin; elle occupe tout de même la salle des Etats. Elle a maigri depuis sa présentation à Nantes, le mois dernier, où figuraient cent treize pièces, dont le « Portrait d'un Cantarini » du musée Bertrand de Châteauroux, le « Charles d'Orléans enfant » de Clouet, des briques décorées mérovingiennes, etc., ici absents. Elle maigrit encore, parfois, sur place, quand le Louvre craint pour une gouache telle la « Vierge à l'enfant », peut-être due à Jean Poyet, une trop longue fatigue. La silhouette substantielle, qui demeure grâce aux sculptures, partira pour Angers le 20 avril. Elle s'affirme tout de suite en entrant : à droite, le brillant ensemble des « Quatre anges portant les instruments de la Passion », travail sur bois en faible relief, ferme et nuancé, sans excès de plis, sans battements d'ailes ; travail sans dramatisation malgré quelques cassures et bouclettes encore flamandes (n° 29, Rauziers, Indre-et-Loire, deuxième moitié du quinzième siècle. Louvre).

A gauche, le couple des saints guérisseurs, Côme et Damien (n°s 34, 35, pierre, fin quinzième siècle, Tours, Société archéologique) : l'accent pur de l'art de la vallée de la Loire. Les plis sont rares et droits ; l'attitude fort simple n'exclut ni la noblesse ni la concentration ; le visage aux traits précisés comme pour un portrait est caractéristique avec ses yeux en amande, son front large, un peu bombé, son expression d'assurance paisible.

Nous retrouverons ce visage, cette robe, cette aisance issue de l'élégance naturelle, ce charme familier qui séduit sans sourire dans plusieurs œuvres. Parfois mêlée à des italianismes (« Sainte Femme » n° 55, début XVIe siècle, Louvre), parfois teintés de pathétique fragments d'un saint-sépulcre, n°s 59, 53, 54, Louvre) ou de maniérisme (n° 49), la facture locale n'est pas faite de quelques données stylistiques mais de l'attrait qu'exercent infailliblement une ou plusieurs de ces données.

C'était là le but de l'exposition, et le nombre des pièces ne fait rien à l'affaire : à la limite saint Côme eût suffisamment démontré l'existence d'un art de la vallée de la Loire. Nous avons, comme par surcroît, toute la série des beaux visages d'Orléans (n° 44), de Moulins (n°s 44, 46), du Louvre (n° 45) ou de Tours (n° 40).

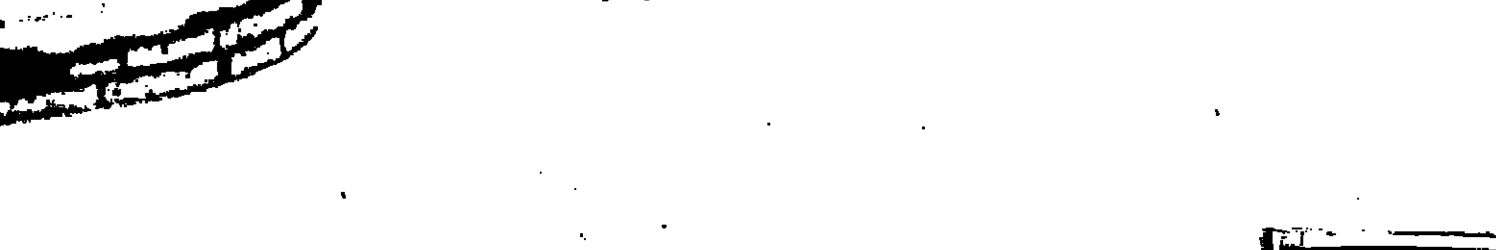
***

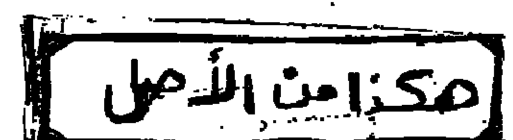
A la sculpture sur pierre — la plus fréquente, — il faut joindre celle sur bois avec les quatre panneaux du Louvre déjà cités et l'excellente « Vierge de douleur » (n° 30, fin du XVe siècle, Tours, Société archéologique), quelques marbres (n°s 47, 48, 49) et un albâtre (n° 37), mais surtout les terres cuites, très remarquables de la dernière période de l'exposition (n°s 56, 57, 58), spécialités des Angevins et Manceaux.

Bien entendu, une large pratique du métier n'explique pas l'originalité d'une telle sculpture. Un certain isolement par rapport à l'influence bourguignonne serait plus utilement mis en avant. Mais, malgré la faiblesse de la section peinture, il faut retenir les indications que résument les noms de Fouquet et des Clouet. Il fallait situer la sculpture issue de Michel Colombe dans l'unité plus large d'un art de la vallée de la Loire, du Moyen Age à l'aventure bellifontaine.

PAULE-MARIE GRAND.

★ Musée des beaux-arts. Jusqu'au 17 avril.





Expositions

SUR LES TRACES DE JEAN-BAPTISTE CARPEAUX. — Grand Palais, entrée Clemenceau (231-81-24). Sauf mardi, de 10 h. à 20 h.; le mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 8 F. Le samedi : 5 F (gratuité le 27 mars). Jusqu'au 5 mai.

LE VOLUME BLEU ET JAUNE. L'ESPACE, NOTRE MILIEU D'EVOLUTION. — Grand Palais, aile de Selves (voir ci-dessus). Entrée : 6 F. Le samedi : 3 F (gratuité le 2 avril). Jusqu'au 5 mai.

DESSINS ITALIENS DE L'ALBERTINA DE VIENNE. — *Musée du Louvre*, cabinet des dessins, entrée porte Jaujard (260-39-26). Sauf mardi, de 9 h. 45 à 17 h. Entrée : 7 F; le dimanche : 3 F (donnant droit à la visite du musée) : gratuite le 13 avril. Jusqu'au 2 juin.

KRAJCBERG, SCULPTURES RECENTES et JACCARD, NŒUDS ET EMPREINTES. — Centre national d'art contemporain, 11, rue Berryer (267-46-84). Sauf mardi, de 12 h. à 19 h. Entrée : 4 F. Jusqu'au 27 avril.

ARMAN, OBJETS TROUVES. — Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (553-48-10). Sauf lundi et mardi, de 10 h. à 17 h. 45. Entrée : 3 F (gratuite le dimanche). Jusqu'au 30 mars.

PIERRE ALECHINSKY : DIX ANS DE PEINTURE A L'ACRYLIQUE. — Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 6 avril.

YONA FRIEDMAN : UNE UTOPIE REALISEE. — Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 30 mars.

HANS REICHEL : PEINTURES, GOUACHES, AQUARELLES (1892-1956). — Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Entrée : 5 F. Jusqu'au 20 avril.

L'HOMME DANS LA VILLE : TITINA MASELLI ET JORGE PIQUERAS. — Musée d'art moderne de la Ville de Paris A.R.C.2 (voir ci-dessus). Du 21 mars au 27 avril.

IMAGES DU PEUPLE CHINOIS. — Musée d'art moderne de la Ville de Paris, A.R.C.2 (voir ci-dessus). Du 21 mars au 27 avril.

MITHILA, LES FEMMES, LEURS PEINTURES ET LA FAVEUR DES DIEUX. — Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (260-32-14). Sauf mardi, de 12 h. à 19 h. ; le dimanche, de 11 h. à 19 h. Entrée : 6 F. Du 21 mars au 19 mai.

DES TAPISSERIES NOUVELLES. — Musée des arts décoratifs (voir ci-dessus).

CENTENAIRE DE L'OPERA, HOMMAGE A CHARLES GARNIER : 1875-1975. — Théâtre national de l'Opéra (073-90-93). Sauf mardi, de 11 h. à 17 h. Prolongée jusqu'à fin juillet.

LOUIS XV : UN MOMENT DE PERFECTION DE L'ART FRANÇAIS. — Hôtel des Monnaies, 1, quai Conti (326-52-07). Sauf dimanche et jours fériés, de 11 h. à 17 h. L'exposition sera exceptionnellement ouverte le dimanche 6 avril, de 11 h. à 17 h., et le jeudi 20 mars en soirée, de 19 h. à 22 h. Entrée libre. Jusqu'au 6 avril.

SALON DES INDEPENDANTS : LES FEMMES PEINTRES ET SCULPTEURS, DU XVIIe AU DEBUT DU XXe SIECLE. — Grand Palais, avenue Winston-Churchill (225-86-39). Tous les jours, de 10 h. à 18 h. Entrée : 6 F. Jusqu'au 27 mars.

SALON POPULISTE : SQUARES ET JARDINS PUBLICS. — Musée d'art moderne, 14, avenue de New-York (704-70-94). Tous les jours, de 10 h. à 12 h. et de 14 h. à 18 h. Jusqu'au 24 mars.

LE LIVRE DANS LA VIE QUOTIDIENNE. — Bibliothèque nationale, 58, rue de Richelieu, galerie Mazarine (266-62-62). Tous les jours, de 11 h. à 18 h. Entrée : 6 F. Jusqu'en mai.

JEAN EFFEL. — Bibliothèque nationale, cabinet des estampes (voir ci-dessus). Sauf dimanche, de 11 h. à 18 h. Entrée libre. Jusque fin mars.

UN GRAVEUR DU XIIIe SIECLE : GRANDVILLE. — Bibliothèque nationale, galerie Mansart (voir ci-dessus). Sauf dimanche, de 11 h. à 18 h. Jusqu'au 6 avril.

PARIS AU XIXe SIECLE ET ASPECTS DE L'ARCHITECTURE RURALE EN REGION PARISIENNE. — Hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine (887-24-14). Sauf mardi, de 11 h. à 20 h. Entrée : 2 F. Jusqu'au 6 avril.

VILLES D'ART CITES D'HISTOIRE, VILLAGES DE TRADITIONS. — Conciergerie, 1, quai de l'Horloge (033-30-06). Sauf mardi, de 11 h. à 20 h. Jusqu'au 6 avril.

L'UNIVERSITE DE LEYDE, IL Y A QUATRE SIECLES. — Institut néerlandais, 121, rue de Lille (705-85-99). Tous les jours, de 13 h. à 19 h. Entrée libre. Jusqu'au 6 avril.

HOMMAGE A HENRI NOUVEAU : 1901-1959. — Exposition de la Fondation de France à l'Espace Cardin, 1, avenue Gabriel (544-04-36). Sauf dimanche, de 10 h. à 18 h. Jusqu'au 6 avril.

JAN VOSS, LITHOGRAPHIES. — Centre culturel allemand, 31, rue de Condé. Sauf samedi et dimanche, de 12 h. à 20 h. Jusqu'au 26 mars.

HANS VIKSTEN : Signes de vie. — Centre culturel suédois, 11, rue Payenne (272-87-50). Tous les jours, de 14 h. à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 28 mars.

L'OPEN STUDIO DE TORONTO, ESTAMPES. — Centre culturel canadien, 5, rue de Constantine (551-35-73). Tous les jours, de 9 h. à 19 h. Entrée libre. Jusqu'au 6 avril.

LES PRIX KANDINSKI, 1946-1961. — Galerie Denise-René, 124, rue La Boétie (359-93-17). Jusqu'au 10 avril.

VARIATION 1975 SUR L'ART FIGURATIF. — Galerie Seine 38, 38, r. de Seine (326-00-65). A partir du 20 mars.

AEPPLI. — Galerie Alexandre-Iolas, 196, bd Saint-Germain (222-75-30). Jusqu'au 29 mars.

MIHAIL CHEMIAKIN : dessins. — Galerie J.-C. Gaubert, 27, rue Guénégaud (633-04-66). Jusqu'au 28 mars.

DOTREMONT : LOGBOOK. — Galerie de France, 3, rue du Faubourg-Saint-Honoré (265-69-37). Jusqu'au 5 avril.

DOWNING. Peintures récentes. — Galerie Arnaud, 212, bd Saint-Germain (548-46-31). Jusqu'au 5 avril.

PIERRE DUMONT. Rétrospective. — Galerie Saint-Honoré, 262, rue Saint-Honoré (260-89-12). Jusqu'au 25 avril.

GARACHE. — Galerie Maeght, 13, r. de Téhéran (522-13-19). Jusqu'à la mi-avril.

IBGEERTSEN, peintures et **Borge JORGENSEN**, sculptures. — Maison du *Danemark*, 142, av. des *Champs-Elysées*. De 12 h. à 19 h. Le dimanche, de 15 h. à 19 h. Entrée libre. Jusqu'au 2 avril.

EDOUARD GOERG. — Galerie J.-C. Bellier, 30, av. Pierre-Ier-de-Serbie (359-38-10). Jusqu'au 5 avril.

HERBIN 1882-1960. — Galerie M. Lamy, 4, r. Beaubourg (277-15-12). Mars-avril.

KARSKAYA. — Galerie Françoise Tournié, 10, rue du Roi-de-Sicile (278-13-18). Jusqu'au 30 mars.

KIJNO : Signes et gestes. — Galeries Creuzevault, 9, avenue Matignon (225-36-35). Jusqu'au 27 mars.

PETER KLASEN : Œuvres récentes. — Galerie Karl Flinker, 25, rue de Tournon (325-18-73). Jusqu'au 26 avril.

ALFRED MANESSIER : Peintures actuelles. — Galerie de France (voir Dotremont). Jusqu'au 5 avril.

GENEVIEVE PEYRADE. — Galerie Antoinette, 7, rue Jacob (326-84-85). Jusqu'au 10 avril.

JEROME TISSERAND : Peintures récentes. — Maison de Toulouse, 38, av. George-V. Sauf samedi et *dimanche, de 9 h. 30 à 20 h.* Jusqu'au 31 mars.

VIRGIL 1973-1975. — La Hune 170, bd Saint-Germain (548-35-85). Jusque fin mars.

HUGH WEISS. — Galerie Le dessin, 43, rue de Verneuil (261-12-55). Jusqu'au 9 avril.

HELMUT NEWTON. Photographies 1970-1975. — Galerie Nikon, 1, rue Jacob (633-25-17). Jusqu'au 26 avril.

EN BANLIEUE

AULNAY-SOUS-BOIS. La technique du livre. — Bibliothèque municipale (929-71-52). Jusqu'au 22 mars.

AUVERS-SUR-OISE. Bloedé, Cellery, Despois, Nolet, Turbelin. — Maison de Van Gogh (465-71-03). *Sauf mardi et mercredi.* Jusqu'au 30 mars.

CLICHY-LA-GARENNE, Salon de Printemps. — 39, boulevard du Général-Leclerc. De 14 h. à 19 h. Jusqu'au 23 mars.

CORBEIL-ESSONNES. Jean Messagier. — Centre culturel Pablo Neruda, 22, rue Marcel-Cachin. Jusqu'au 20 avril.

EPINAY. De l'atelier au circuit, sur les traces de l'Alpine Renault. — M.J.C. d'Orgemont (845-06-95). Jusque fin mars.

GENTILLY. Elle 75. Place du Chaperon-Vert. Sauf dimanche, de 16 h. à 19 h. 30. Jusqu'au 27 mars.

ORLY. Artistes étrangers boursiers du gouvernement français. — Galerie d'art d'Orly-Sud. Jusqu'au 31 mars.

SAINT-LEU-LA-FORET. Jean Picart Le Doux. — Salle de la Croix-Blanche (803-92-41). Jusqu'au 23 mars.

TRAPPES. Karskaya. Kijno. Papiers froissés. — Salle des fêtes. Jusqu'au 22 mars.

EN PROVINCE

BOURGES. Gravures, affiches japonaises contemporaines. — Maison de la culture. Jusqu'au 27 avril.

CAVAILLON. Deyrolle (1911-1967). — Chapelle du Grand-Couvent. Jusqu'au 13 avril.

CLERMONT-FERRAND. Hommage à Christine Boumeester (1904-1971). — Musée Bargoin (91-37-31). Jusqu'au 27 avril.

FLAINE (Haute-Savoie). Abram Topor. — Centre d'art contemporain. Jusqu'au 15 avril.

GRENOBLE. Les colporteurs fleuristes de l'Oisans au XIXe siècle. — Musée dauphinois (44-05-98).

LILLE. Tapisseries brabançonnes. — Musée des beaux-arts. Jusqu'au 24 mars.

LYON. Paul Beyer. Céramiques 1907-1931. — Musée des beaux-arts. Jusqu'au 23 mars. — Art populaire du Mexique. Musée des beaux-arts. Jusqu'au 20 avril.

NIMES. L'art roman dans l'Hérault. L'art roman à Parme. — Musée des beaux-arts. Rue Cité-Foulc.

ORLEANS. Cirque et fêtes foraines. Max Ernst, lithographies. Maison de la culture (87-90-87). Jusqu'au 28 mars.

SAINT-ETIENNE. Luc Peire. — Maison de la culture et des loisirs. Jusqu'au 31 mars. Jean-Michel Meurice. — Musée d'art et d'industrie. Mars.

SAINT-OMER. Erro, peintures. — Hôtel Sandelin (38-00-94). Jusqu'au 30 avril.

SAINT-PAUL-DE-VENCE. L'art graphique à la Fondation Maeght. — Mars.

SOUPPES-SUR-LOING. Edith Gérin : l'univers fantastique et poétique. — Foyer communal, route de Varennes. De 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 23 mars.

STRASBOURG. Gravures de Jacques Callot. Château des Rohan, cabinet des estampes. Jusqu'au 26 avril.

TOULOUSE. Tapisseries contemporaines : Auge, Chauvin, Fournier, Gilbert. — Sicre-Pont-Neuf. Jusqu'au 23 *mars*.

TOURS. L'art de la vallée de la Loire du XVe siècle à l'époque classique. — Musée des beaux-arts. Jusqu'au 17 avril.

Concerts

MERCREDI 19 MARS

NOTRE-DAME DE PARIS, 21 h. : P. Cochereau (Bach). Concert J.M.F., entrée libre.

THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES, 15, avenue Montaigne, 8e (225-44-36), 20 h. 30 : C. Eschenbach (Mozart, Schumann, Debussy).

ESPACE P. CARDIN, 1, avenue Gabriel, 8e (265-97-60), 20 h. 30 : Puissance Quatre : K. et M. Labèque, S. Gualda, J.-P. Drouet (Stravinsky, Alsina, Berio, Bartok).

EGLISE SAINT-SEVERIN, 1, rue des Prêtres-Saint-Séverin, 5e, 21 h. : Michel Chapuis (Buxtehude).

JEUDI 20 MARS

FACULTE DE DROIT, 92, rue d'Assas, 6e, 21 h. : St. Ashkenave (Chopin).

INSTITUT D'ART, 3, rue Michelet, 6e, 12 h. 30 : Quatuor Loewenguth (Bach, Ravel, Beethoven).

THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES, 20 h. 30 : Orchestre philharmonique d'Israël. Dir. : Z. Mehta. Soliste : A. Rubinstein (Mozart, Chopin, Bartok).

SALLE CHOPIN-PLEYEL, 252, Fbg St-Honoré, 17e (227-06-30), 20 h. 30 : Pierre Huybergts (Scarlatti, Chopin, Liszt, Villa-Lobos, Granados, Schumann, Debussy).

EGLISE DES BLANCS-MANTEAUX, 24, rue des Archives, 4e, 21 h. : Ensemble vocal S. Caillat (Victoria, Bach).

MAISON DE LA RADIO (Studio 104), 20 h. 30 : D. Smalley, G. Reibel, M. Chion, L. Nono (G.R.M. : musique contemporaine).

EGLISE SAINT-MERRI, 76, rue de la Verrerie, 4e, 21 h. : Orchestre Paul Kuentz, Dir. : F. Bardot (Bach).

MUSEE GUIMET, 19, avenue d'Iéna, 16e (723-61-65), 20 h. 30 : Musique de l'Inde du Sud (K. Malavika, N. Bataju, K. Govinda).

ARC 2 : MUSEE D'ART MODERNE DE LA VILLE DE PARIS, 11, avenue du Président-Wilson, 8e, 20 h. 30 : Rencontre avec un jeune compositeur : G. Couroupos (musique contemporaine).

VENDREDI 21 MARS

EGLISE SAINT-GERMAIN-DES-PRES, 20 h. 30 : Quatuor Via Nova (Haydn : les Sept Dernières Paroles du Christ).

SALLE CORTOT, 98, rue Cardinet, 17e, 20 h. 45 : Magda Tagliaferro (interprétations pianistiques).

SAMEDI 22 MARS

THEATRE DE LA GAITE-MONTPARNASSE, 26, rue de la Gaîté, 14e, 18 h. 30 : E. Krivine (violon) et P. Pontier (piano) (Brahms).

RADIO-FRANCE, 17 h. 30 : Daniel Wayenberg (Brahms, Dutilleux).

EGLISE SAINT-SEVERIN, 21 h. : La Passion de Charles Péguy (extraits du Mystère de la charité de Jeanne d'Arc) (sur une musique des Pink Floyd).

DIMANCHE 23 MARS

EGLISE SAINT-SEVERIN : 15 h. et 21 h. : Voir le 22 mars.

EGLISE SAINT-GERMAIN-DES-PRES, 15 h. : Quatuor Via Nova (Haydn).

EGLISE ST-THOMAS-D'AQUIN, 1, place Saint-Thomas-d'Aquin, 7e, 17 h. 45 : Thérèse Rupp (Clérambault, Bach, Alain).

LUNDI 24 MARS

EGLISE SAINT-SEVERIN, 21 h. : Voir le 22 mars.

MARDI 25 MARS

THEATRE DE PARIS, 15, rue Blanche, 9e (874-20-44), 18 h. 45 : Stanislav Neuhaus (Chopin, Scriabine).

Variétés

Le music-hall

BOBINO, 20, rue de la Gaîté, 14e (033-30-49), à partir du 25 à *20 h 30* : J. Baker.

CASINO DE PARIS, 16, rue de Clichy, 18e (874-26-23) (L.) 20 h. 45, mat. dim. à 14 h. 30 : Revue, avec Lisette Malidor.

COUR DES MIRACLES, 23, avenue du Maine, 14e (548-85-60) (D.) 20 h. 30 : J. Hugues.

DIX-HEURES, 36, boulevard de Clichy, 18e (606-07-48) (D.) 20 h. 30 : France Léa.

FOLIES-BERGERE, 32, rue Richer, 9e (770-02-51) (L.) 20 h. 30 : J'aime à la folie.

HEBERTOT, 78 bis, boulevard des Batignolles, 17e (387-23-23) (D. soir) 21 h., mat. dim. à 15 h. : R. Devos (dernière le 22).

MOUFFETARD, 76, rue Mouffetard, 5e (331-59-77), à 22 h. : Henri Des (jusqu'au 24) ; à partir du 25, à 22 h. : Gilles Elbaz.

NOUVEAU CARRE, 5, rue Papin, 3e (277-88-40), les 19, 21, 22, 23 et 24 à 21 h. : Soirée Saravah ; à partir du 25, à 21 h. : Jean-Marie Vivier et Monique Morelli.

OLYMPIA, 28, boulevard des Capucines, 9e (742-25-49) (L.) 21 h. 30 : Michel Sardou (dernière le 23) ; les 24, 25 et 26 à 21 h. 30 : D. Roussos.

PALAIS DES CONGRES, porte Maillot, 17e (758-22-03), 21 h. : Maxime Le Forestier (dernière le 21).

VARIETES, 7, boul. Montmartre, 2e (231-09-92) (L.) 20 h. 45, mat. dim. à 15 h. : Jacques Martin.

Les cabarets

ALCAZAR, 62, rue Mazarine, 6e (326-53-35) (D.), 23 h. : Paris-Broadway.

CRAZY HORSE SALOON, 12, avenue George-V, 8e (225-67-29), 22 h. et 0 h. 30 : Revue.

KISS ME, 5, avenue de l'Opéra, 1er (260-64-45), 22 h. : Bons baisers de Paris.

MAYOL, 10, rue de l'Echiquier, 10e (770-95-08) (Mer.), 16 h. 15 et 21 h. 15 : Q... nu !

TOUR EIFFEL (551-19-59) (D.), 20 h. : les Années folles.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA REPUBLIQUE, 1, bd Saint-Martin, 3e (278-44-45), 21 h., mat. dim. à 15 h. 30 : le Cabot de la République.

DEUX ANES, 100 bd de Clichy, 18e (606-10-26) (Mar.), 21 h., mat. dim. à 15 h. 30 : Au nom du pèze et du fisc.

DIX HEURES, 36, bd de Clichy, 18e (606-07-48), 22 h. : Persiflons.

Le cirque

CIRQUE D'HIVER BOUGLIONE, 110, rue Amelot, 11e (700-12-25), mer. à 15 h., sam. à 15 h. et 21 h., dim. à 14 h. et 17 h.

NOUVEAU CARRE, 5, rue Papin, 3e (277-88-40), me., sam. et dim. à 14 h. 30 : Cirque Grüss.

Le théâtre sur glace

GALAXY, 211, av. Jean-Jaurès, 19e (205-28-06), mer., jeudi, ven., sam., mardi à 21 h., sam. à 17 h. 30, dim. à 14 h. 30 et 17 h. 30 : Princesse Czardas ; mer. et sam. à 14 h. 30, lundi à 14 h. 30 et 21 h. : Cendrillon.

La danse

Voir Opéra, Théâtre de la ville, TEP.

PALACE, 9, rue du Fg-Montmartre, 9e (770-44-37), à partir du 25 à 20 h. 30 (D.), mat. sam. à 16 h. : G. Martinez (White Dreams).

Le jazz

ARC 2, Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, 8e, le 19 à 20 h. 30 : Evan Chandley, avec Joseph Déjean.

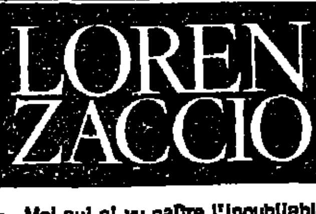
THEATRE MOUFFETARD, le 24 à 20 h. 30 : Didier Levallet et J.C. Capon, C. Escude et J. Querlier.

OLYMPIA, le 22 à 17 h. : Weather Report.

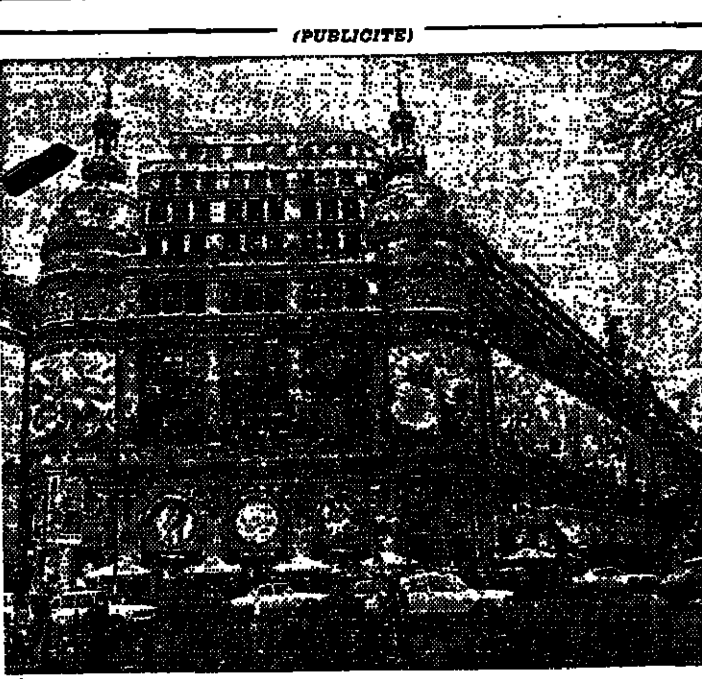
PALAIS DES SPORTS, porte de Versailles, 15e (250-78-80) le 17, à 20 h. 30 : Genesis.

NOUVEAU CARRE, le 20 à 21 h. : C. Besson (folk) ; le 21 à 21 h. : C. Streetman ; le 22 à 21 h. : Duke Jordan (free music).

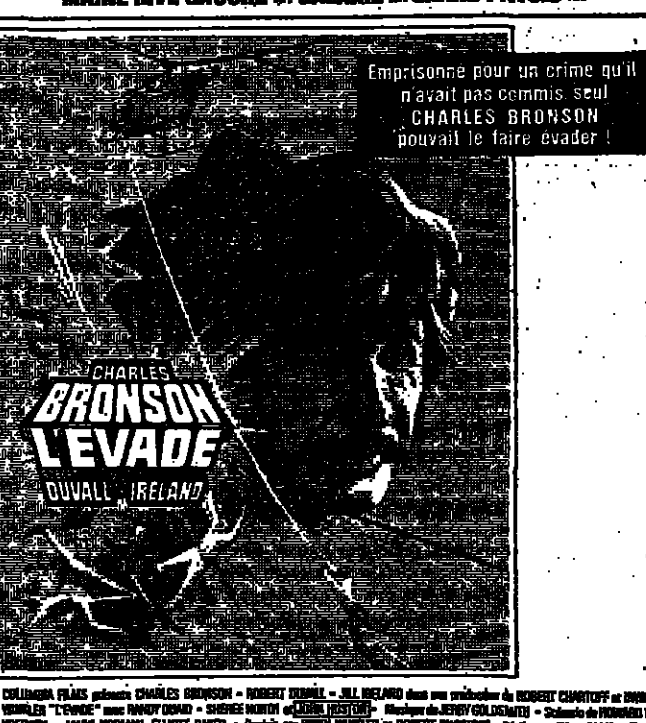


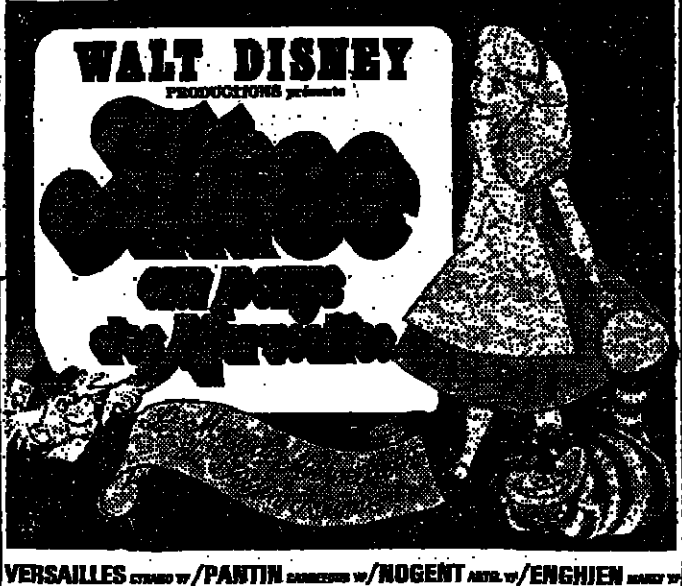


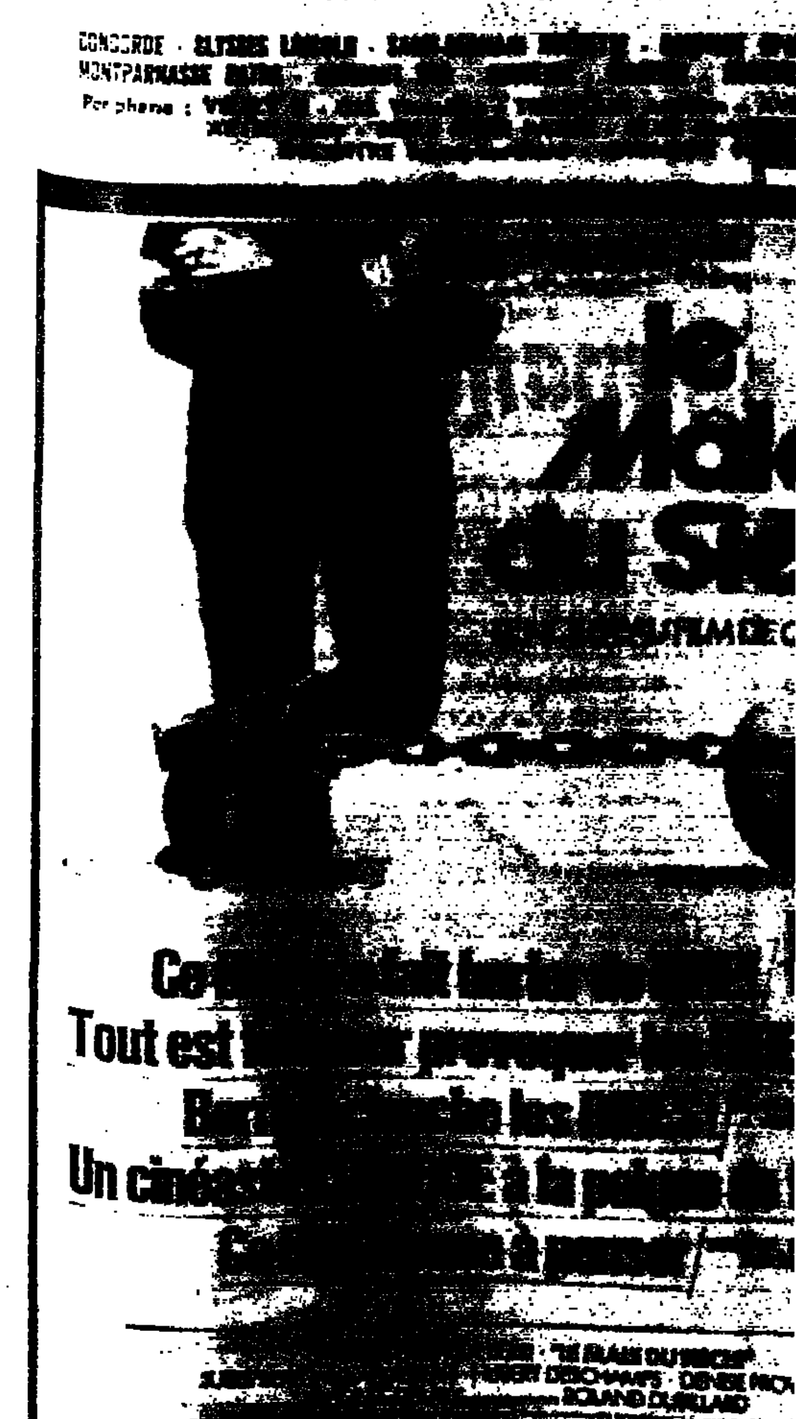












Théâtres

Les salles subventionnées

OPERA, 8, rue Scribe, 9e (073-15-59), les 19, 21 (abonn. VI), 24 (coll., étud.) et 29 à 19 h. 30 : Don Giovanni ; les 20, 22 et 26 à 19 h. 30 : le Loup, la Symphonie fantastique (ballets de Roland Petit) ; les 27 (abonn. Jf) et 30 à 20 h. : Moïse et Aaron.

COMEDIE-FRANÇAISE, au Théâtre Marigny, 8e (256-04-41), 20 h. 30 (relâche les 27, 28 et 29), mat. les 23, 30 et 31 à 14 h. 30 : l'Idiot. — Sous le chapiteau, le 19 à Fresnes, le 20 à Sucy-en-Brie, le 21 à Bourg-la-Reine, le 22 à Jouy-en-Josas, le 25 à Ris-Orangis, à 20 h. 30 : le Misanthrope.

ODEON, 1, place Paul-Claudel, 6e (325-70-32), les 19, 20, 21 et 22 à 20 h. 30, le 23 à 16 h. : Une lune pour les déshérités.

PETIT-ODEON, les 19, 20, 21, 22 et 23 à 18 h. 30 : Rodogune.

CHAILLOT, au Théâtre de la Cité internationale, 21, boulevard Jourdan, 14e (727-81-15) (D., L.) 21 h. : le Règne blanc.

THEATRE DE L'EST PARISIEN, 17, rue Malte-Brun, 20e (636-79-09), les 19 et 21 à 20 h. 30, le 22 à 14 h. 30 et 20 h. 30, le 23 à 15 h. : le Théâtre du silence.

PETIT T.E.P., les 20, 21 et 22 à 20 h. 30 : Atelier-spectacle ; les 25, 26, 28 et 29 à 20 h. 30 : Carrefour ; le 27 à 20 h. 30 : Libre parcours variétés.

THEATRE DE LA VILLE, 2, place du Châtelet, 4e (887-35-39), les 19, 20, 21 et 22 (premier programme), les 25, 26, 27, 28 et 29 (deuxième programme) à 18 h. 30 : Carolyn Carlson Dance Theatre ; les 19, 20, 21, 25, 26 et 29 à 20 h. 30 : la Mouette ; les 22, 27 et 28 à 20 h. 30, le 23 à 14 h. 30 : Turcaret

Les théâtres de banlieue

ANTONY, Résidence universitaire (350-61-67) CC, le 20, à 21 h. : Max Rongier.

BEZONS, salle Paul-Eluard, 162, rue M.-Berteaux (982-20-88) le 22, à 21 h. : Claude Nougaro.

BOULOGNE-BILLANCOURT, 60, rue de la Belle-Feuille (603-60-44) (D. soir, L., Mar.) 20 h. 30, mat. Dim. à 15 h. : Philippe et Jonas.

FONTENAY-SOUS-BOIS, Hôtel de Ville, le 22 à 15 h. : Femmes que vous êtes...

IVRY, studio d'Ivry, 21, rue Ledru-Rollin (672-37-43) 21 h., mat. Dim. à 16 h. : Dommage qu'elle soit une putain (dernière le 23, reprise du 1er au 20 avril).

MALAKOFF, Théâtre 71, place du 11-Novembre (655-43-45) les 21, 22 et 25 à 20 h. 15, le 23 à 16 h. : Hamlet (dernière le 29).

SCEAUX, Les Gémeaux, 49, avenue G.-Clemenceau (660-05-64) le 20, à 21 h. : D'Artagnan amoureux.

VERSAILLES, Théâtre Montansier, 13, rue des Réservoirs (950-71-18) le 19, à 21 h. : la Corde. Le 20, à 21 h. : The London School Orchestra. — Au Palais des congrès : le 20, à 21 h. : Godspell.

Les autres salles

ANTOINE, 14, boulevard de Strasbourg, 10e (208-77-71) (L.), 20 h. 30, mat. dim. à 15 h. : le Tube.

ATHENEE, square Louis-Jouvet, 9e (073-82-23) (L.), 21 h., mat. dim. à 15 h. : la Folle de Chaillot.

BIOTHEATRE, 4, rue Marie-Stuart, 2e (508-17-80) (D. soir), 20 h. 15, mat. dim. à 15 h. : Britannicus ; 22 h. 30, mat. dim. à 17 h. : les Fruits d'or.

BOUFFES-PARISIENS, 4, r. de Monsigny, 2e (073-87-94) (D. soir, L.), 20 h. 45, mat. dim. à 15 h. et 18 h. 30 : Pourquoi tu chanterais pas.

CARTOUCHERIE DE VINCENNES, avenue de la Pyramide. — Théâtre du Soleil (808-87-63) (Mer., J. D. soir), 20 h. 30, mat. sam. et dim. à 16 h. : l'Age d'or. — Théâtre de l'Aquarium (808-99-61), 20 h. 30, mat. sam. et dim. à 16 h. (dernière le 23) : Bread and Puppet Theatre : Grey lady Cantata 6 (Deuxième cantate des éboueurs).

CHARLES-DE-ROCHEFORT, 64, rue du Rocher, 17e (522-08-40) (L.), 20 h. 45 : Dzi Croquettes.

CENTRE CULTUREL SUEDOIS, 11, rue Payenne, 3e (277-77-30) (L.), 20 h. 30 (dernière le 26) : la Danse de mort.

COMEDIE CAUMARTIN, 25, rue Caumartin, 9e (073-43-41) (J.), 21 h. 10, mat. dim. à 15 h. 10 : Boeing-Boeing.

COMEDIE DES CHAMPS-ELYSEES, 15, avenue Montaigne, 8e (359-37-03) (D. soir, L.), 21 h., mat. dim. à 15 h. et 18 h. 30 : le Zouave.

COUR DES MIRACLES, 23, avenue du Maine, 14e (548-85-60 (D. Mer.), 18 h. 30 : la Station Champbaudet (dern. le 25) ; à partir du 22, à 21 h. 30 (D.) : la Femme aux ciseaux.

ECOLE NORMALE SUPERIEURE, 45, rue d'Ulm, 5e, les 19, 21 et 22, à 21 h. : Peinture sur bois.

DAUNOU, 7, r. Daunou, 2e (073-64-30), à partir du 21, à 21 h. (J.) ; mat. dim. à 15 h. : Monsieur Masure (à bureaux fermés, le 26).

EDOUARD VII, place Edouard-VII, 9e (073-67-90) (L.), 21 h. ; mat. dim. à 15 h. : le Pape kidnappé.

ESPACE CARDIN, 1, avenue Gabriel, 8e (265-97-60) (D.), 20 h. 30 : Hot L Baltimore.

ESSAION, 6, rue Pierre-au-Lard, 4e (278-46-42) (L.), salle I, 20 h. 30 : Enluminures autour du procès de Gilles de Rais ; 22 h. 30 : Dis Balthazar. — Salle II, 20 h. 30 : les Petites Pompes ; 22 h. 30 : Le pupille veut être tuteur.

FONTAINE, 10, rue Fontaine, 9e (874-74-40) (J., D. soir), 20 h. 45 ; mat. dim à 15 h. et 18 h. 30 : les Jeux de la nuit.

GAITE-MONTPARNASSE, 26, rue de la Gaîté, 14e (633-16-18) (L.), 20 h. 45 ; mat. dim. à 15 h. : l'Abîme, la Visite.

GYMNASE, 38, boulevard de Bonne-Nouvelle, 9e (770-16-15) (D. soir, L.), 20 h. 30 ; mat. dim. à 15 h. : Chat ! (à bureaux fermés le 19).

HUCHETTE, 23, rue de la Huchette, 5e (326-38-99) (D. soir, L.) 20 h. 45, mat. dim. à 14 h. 30 et 17 h. : la Cantatrice chauve ; la Leçon.

LA BRUYERE, 5, rue La Bruyère, 9e (874-76-99) (D. soir, L.) 20 h. 45, mat. dim. à 17 h. : l'Alboum de Zouc.

LUCERNAIRE, 18, rue d'Odessa, 14e (326-57-23) (D. soir, L.) 18 h. 30 : J.-B. Moraly lit J.-B. Moraly ; 22 h. : Extraits de Fin de partie ; Gogiu ; à 20 h. 30 : Diaphonie, concert audio-visuel (jusqu'au 25) ; (D. soir, L.) 24 h. mat. dim. à 18 h. 30 : le Plaisir des dieux.

MADELEINE, 19, rue de Surène, 8e (265-07-09) (D. soir, L.) 20 h. 45, mat. dim. à 15 h. et 18 h. 30 : Christmas.

MATHURINS, 36, rue des Mathurins, 8e (265-90-00) à partir du 4 avril : Grenouille.

MICHEL, 38, rue des Mathurins, 8e (265-35-02) (Mer.) 21 h. 10, mat. dim. à 15 h. 10 : Duos sur canapé.

MICHODIERE, 4, bis rue de la Michodière, 2e (742-95-22) (D. soir, L.), 21 h., mat. dim. à 15 h. 30 et 18 h. 30 : les Diablogues.

MODERNE, 15, rue Blanche, 9e (874-94-28) (D. soir, L.), 21 h., mat. sam et dim. à 16 h. : Zorglub.

MONTPARNASSE, 31, rue de la Gaîté, 14e (326-89-90) (D. soir, L.), 21 h., mat. dim à 16 h. : Madame Marguerite (dernière le 30).

MOUFFETARD, 76, rue Mouffetard, 5e (336-02-87) (D., L.), 20 h. 30 : Tomato : Queen's of France (en anglais).

NOUVEAUTES, 24, boulevard Poissonnière, 9e (770-52-76) (J.), 21 h., mat dim. à 16 h. : la Libellule.

NOUVELLE-COMEDIE 7, rue Louis-Le-Grand, 2e (073-54-74) (D.), 21 h., mat. dim. à 16 h. : Britannicus.

PALACE, 8, rue du Faubourg-Montmartre, 9e (770-44-37) (D. L.), 23 h. : A Batons brisés (sous réserves jusqu'au 22).

PALAIS-ROYAL, 38, rue Montpensier, 1er (742-84-29) (L.), 20 h. 30, mat. dim à 15 h. : la Cage aux folles ; le 22 à 14 h. 30 et le 24 à 20 h. 30 : les Rencontres du Palais-Royal.

PLAISANCE, 111, rue du Château, 14e (273-12-65) (D., L.), 20 h. 30 : la Folle.

POCHE-MONTPARNASSE, 75 bd du Montparnasse, 14e (548-92-97) (D.), 20 h. 45, sam. à 20 h. 45 et 22 h. 30 : le Premier.

PORTE-SAINT-MARTIN, 16, bd Saint-Martin, 3e (607-37-53) à partir du 1er avril : le Rocky Horror Show (location ouverte).

RANELAGH, 5, rue des Vignes, 16e (224-14-08) (D. soir, L.), 22 h. 15, sam et dim à 14 h. 30 : les Mirabelles dans fauves.

RIVE GAUCHE, 101, bd Raspail, 6e (548-87-93) (D. soir, mar), 20 h. 45, mat. sam et dim à 16 h. : les Adieux de la grande duchesse ; le 23 à 18 h. 30 et le 25 à 20 h. 45 : Adieu jeune homme que je fus.

SAINT-GEORGES, 51, rue Saint-Georges, 9e (878-63-47) (J., D. soir), 20 h. 30, mat. dim à 15 h. et 18 h. 30 : Croque-Monsieur.

STUDIO DES CHAMPS-ELYSEES, 15, avenue Montaigne, 8e (359-36-88) (L.), 20 h. 45, mat. sam à 18 h. : Viens chez moi, j'habite chez une copine.

STUDIO-THEATRE 14, 20, avenue Marc-Sangnier, 14e (533-07-59) (D. L.), 20 h. 45 : Tango.

TERTRE, 18, rue Lepic, 18e (606-11-82) (D. soir, L.), 20 h. 30, mat. dim à 15 h. 30 : la Chanson d'un gars qu'a mal tourné.

THEATRE D'ART, 19, avenue Victoria, 1er (236-12-60), J., V., Sam., à 20 h. ; Dim. à 15 h. : la Femme de Socrate (D. soir, L.), 21 h. 15 ; mat. Dim. à 17 h. : le Dernier Empereur.

THEATRE DE LA CITE INTERNATIONALE, 21, boul. Jourdan, 14e (589-67-57), Galerie (D.) 21 h. : Couples (dernière le 22) ; Grand Théâtre (D., L.), 21 h. : le Règne blanc. Au jardin (Mer.) à 15 h. : Chantefleurs et Chantefables. A La Resserre (D.), 21 h. : Supplément au voyage de Bougainville.

THEATRE CENSIER, 14, rue Censier, 5e (D., L.), 20 h. 30 : la Nuit des assassins.

THEATRE DE FORTUNE, 147, boul. Blanqui, 13e, le 21 à 21 h. : l'Œuvre sans nom.

THEATRE D'ORSAY, quai Anatole-France (548-65-90), les 19 et 25 à 20 h. 30 : Zarathoustra ; le 20 à 20 h. 30 : Harold et Maude ; les 21 et 22 à 20 h. 30, et le 23 à 15 h. : C Colomb-II ; à 20 h. 30 (Dim.) à 15 h. (dernière le 23) : Le Chili de Neruda ; le 25 à 20 h. 30 : Oh ! Les beaux jours.

THEATRE DE PARIS, 15, rue Blanche, 9e (874-20-44) (D. soir, L.) à 20 h. 45 (mat. Sam. et Dim.) à 15 h. : Crime et châtiment.

THEATRE DE LA PLAINE, 15, rue de Général-Guillaumat, 15e (842-32-25) (L., Mar.) 20 h. 30 (mat. Dim.) à 17 h. : Mémoires d'un amnésique

THEATRE PRESENT, 211, av. Jean-Jaurès, 19e (203-02-55) (D. soir, L.) à 20 h. 30 (mat. Dim.) à 17 h. : les Voraces.

THEATRE-13, 24, rue Daviel, 13e (589-05-99) (J., V., Sam.) à 21 h. (mat. Sam. et Dim.) à 15 h. : Labiche-Folies (dernière le 23).

THEATRE 347, 20 bis, rue Chaptal, 9e (874-28-34) (D. soir, L.) à 21 h. (mat. Dim.) à 15 h. : Lorenzaccio.

THEATRON, 2, rue Prochot, 18e (878-61-56) (D. soir, L.). I : 21 h. (mat. Sam. et Dim.) à 15 h. : le Baron Perché. II : 20 h. 30 (mat. Dim. et Sam.) à 17 h. : la Résurrection de Maloupe 22 h. : Je m'appelle Rosa Luxembourg.

TROGLODYTE, 74, rue Mouffetard, 5e (222-93-54). Jusqu'au 22, à 22 h. : Xã Hát. A partir du 25, à 22 h. : l'Incomparable.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN, 6, rue Thérèse, 1er (742-99-79), 20 h. 30 : D'où qu't'en es, gars ? ; à 18 h. 30, sam. à 18 h. 30 et 24 h. : Chair pour Narcissusplash ; 21 h. 30 : les Amours de Jacques le Fataliste ; 23 h. 30 : Retroffenbach.

AU VRAI CHIC PARISIEN, 16, rue d'Odessa, 14e (326-73-34), 20 h. 15 : Sainte Jeanne du Larzac ; 22 h. 30 : P. Val et P. Font.

CAFE DE LA GARE, 41, rue du Temple, 4e (278-52-51), jusqu'au 25, 20 h. : Rufus ; 22 h. : les Semelles de la nuit.

CAFE D'EDGAR, 58, boulev. Edgard-Quinet, 14e (326-13-88) (D., L.), 20 h. 45 : Chorus Debile ; 22 h. 30 : la Moscheta.

CAFE-THEATRE DE L'ODEON, 3, r. Monsieur-le-Prince, 6e (326-43-98) (D.), 20 h. : la Collection ; 21 h. 15 : Couvre-Jeux.

LE FANAL, 85, rue Saint-Honoré, 1er (236-73-68) (D.), 21 h. : M. Barnett ; 23 h. 30 : V comme Vian.

LE BAR DU MARAIS, 28, rue de Beautreillis, 4e (278-29-48), 22 h., dim. à 18 h. et 22 h. : Tu ne veux rien de bien méchant ; 23 h. : J. Hugues.

LA PIZZA DU MARAIS, 15, rue des Blancs-Manteaux, 4e (277-42-51) (D.), 20 h. 15 : Amour sans tête ; 21 h. 45 : J. Pau Verdier ; 24 h. : Pierre et Marc Jolivet ; 22 h. 45 : J. Jonas.

LE PETIT CASINO, 17, r. Chapon, 3e (747-62-75) (D., L.), 21 h. 15 : la Rentrée de Greta Garbo dans Phèdre ; 22 h. 45 : l'Affaire du clip de la reine d'Angleterre.

LE SELENITE, 18, rue Dauphine, 5e (033-53-14) (Ma.), salle I, 18 h. 30 : l'Intervention, la Boule ; 20 h. 30 : Larimaquoi ? Larimarien ! ; 22 h. : la Jacassière ; 23 h. 30 : Cinq Restless Boys. — Salle II, 19 h. : Femmes parallèles ; 21 h. : la Jacamère ; 22 h. 30 : Sélénite, nid d'espions.

LE SPLENDID, 18, rue d'Odessa, 14e (326-73-83) (D., L.), 20 h. 30 : Ma tête est malade ; 22 h. 30 : J'vais craquer.

LA VIEILLE GRILLE, 1, r. du Puits-de-l'Ermite, 5e (707-60-93) (Ma.), 20 h. 45, mer., sam. et dim. : Lecture de Michaux ; jeu., vend. à 20 h. 45 : Cohelmec Ensemble.

Comédies musicales

ELYSEES-MONTMARTRE, 72, boul. de Rochechouart, 18e (606-38-79) (D. soir) 21 h., mat. Sam. à 17 h. : Le Bonheur

THEATRE DE MENILMONTANT, 15, rue du Retrait, 20e (636-97-67), le 23 à 15 h. et le 22 à 21 h. : La Passion à Ménilmontant.

Les opérettes

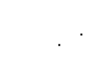
CHATELET, place du Châtelet, 1er (231-44-80) (D. soir, L.) 20 h. 30, mat. sam. à 14 h. 30 et dim à 14 h : Valses de Vienne.

HENRI-VARNA - MOGADOR, 25, rue de Mogador, 9e (285-28-80) (le 19, D. soir, L.), 20 h. 30, mat dim. à 14 h. 15 et 17 h. 30, mat. sam. à 15 h. : Fiesta.

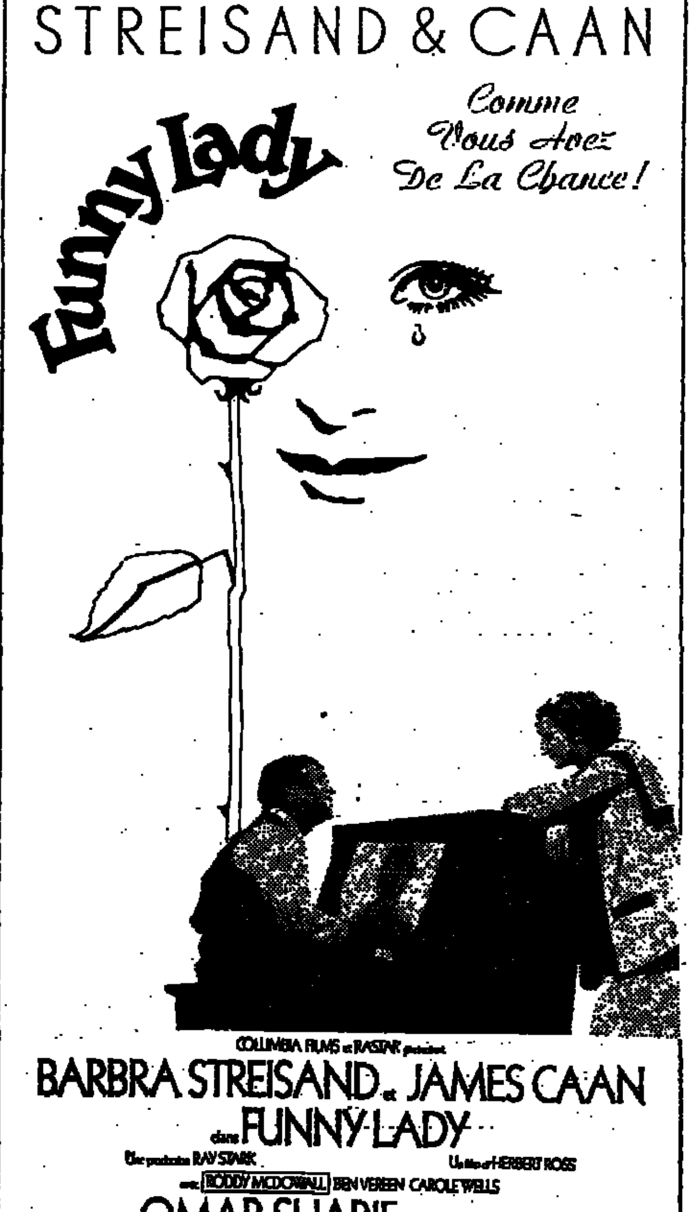
Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles :

« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
704-70-20 (lignes groupées) et 727-42-34

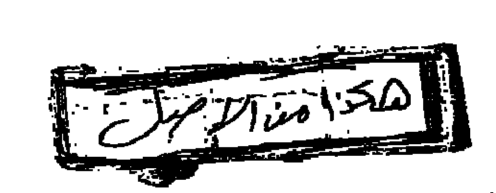
(De 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés.)











Cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La cinémathèque

MERCREDI 19 MARS. — 15 h., Dessins animés ; 18 h. 30, *Himiko*, de M. Shinoda ; 20 h. 30, *l'Intendant Sansho*, de K. Mizoguchi ; 22 h. 30, *Modesty Blaise*, de J. Losey.

JEUDI 20 MARS. — 15 h., *Les hommes qui marchent sur la queue du tigre*, d'A. Kirosawa ; *la Légende du grand Bouddha*, de T. Kinugasa ; *18 h. 30, les Mâles, de G. Carle* ; 20 h. 30, *B.A.S.*, d'Y. Boisset ; 22 h. 30, *Psychose*, d'A. Hitchcock.

VENDREDI 21 MARS. — 15 h., *Joli Mai*, de C. Marker ; 18 h. 30, *le Roman de Genji*, de K. Yoshimura ; 20 h. 30, *Partner*, de B. Bertolucci ; 22 h. 30, *Un ange passe*, de P. Garrel (en présence de l'auteur).

SAMEDI 22 MARS. — 15 h., Courts métrages ; 18 h. 30, *le Mystère Picasso*, de H.-G. Clouzot ; 20 h. 30, Hommage à Louis Lumière ; 22 h. 30, *les Clowns*.

DIMANCHE 23 MARS. — 15 h., *Que Viva Mexico*, de S.-M. Eisenstein; 18 h. 30, *Calcutta*, de L. Malle ; *20 h. 30, Bob Dylan*, de D.-A. Pennebaker ; 22 h. 30, *le Héros sacrilège*, de K. Mizoguchi.

LUNDI 24 MARS. — Relâche.

MARDI 25 MARS. — 15 h., *les Etoiles de midi*, de M. Ichac ; 18 h. 30, *Michel de Gueldérode*, de L. de Heusch et J. Raine ; 20 h. 30, *le Conspirateur*, de D. Ito ; 22 h. 30, *Silence*, de M. Shinoda.

Les exclusivités

AGUIRRE, LA COLERE DE DIEU (All., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (033-39-19) ; U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19).
AU LONG DE LA RIVIERE FANGO (Fr.) : La Clef, 5e (337-90-90).
AU NOM DE LA RACE (Fr.) : Studio Jean-Cocteau, 5e (033-47-62).
AU NOM DU PEUPLE ITALIEN (It., v.o.) : *Saint-Germain-Village*, 5e (633-87-59) ; Elysées - Lincoln, 8e (359-36-14) ; 14-Juillet, 11e (700-51-13).
LES AUTRES (Fr.) (**) : Studio Alpha, 5e (033-39-47).
BETTY BOOP - SCANDALE DES ANNEES 30 (A., v.o.) : Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82).
LE BANQUET (Fr.) (**) Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14) ; Studio *Parnasse, 6e (326-58-00)* ; Jean-Renoir, 9e (874-40-75).
LES BIJOUX DE FAMILLE (Fr.) (**) Paramount-Elysées, 8e (359-49-34) ; Marivaux, 2e (742-83-90) ; Boul'Mich, 5e (033-48-29) ; Paramount-Gaîté, 14e (326-99-34) ; Paramount-Orléans, 14e (580-03-75) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).
CALIFORNIA SPLIT (A., v.o.) : P.L.M.-Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; *Biarritz, 8e (359-42-43)* ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08).
LA CHAIR DE L'ORCHIDEE (Fr.) (**) Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-56-16) ; Gaumont-Bosquet, 7e (551-44-11).
LA CHAISE VIDE (Fr.) : Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-56-16) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Les Nations, 12e (343-04-67).
CHINATOWN (A., v.o.) (*) Gaumont Champs-Elysées SF, 8e (225-67-29) ; v.f. : Cluny-Palace, 5e (033-07-76) ; Athéna, 11e (343-07-48).
LA COUPE A DIX FRANCS (Fr.) : Studio Logos, 5e (033-26-42) ; 14-Juillet, 11e (700-51-13).
LES DOIGTS DANS LA TETE (Fr.) : Racine, 6e (633-43-71).
DREYFUS OU L'INTOLERABLE VERITE (Fr.) : Quintette, 5e (033-35-40).
DUPONT LAJOIE (Fr.) (**) : Marignan, 8e (359-92-82) ; Gaumont-Richelieu, 2e (233-56-70) ; Caravelle, *18e (387-50-70)* ; *Montparnasse 83, 6e (544-14-27)* ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74) ; Quartier-Latin, 5e (326-84-65) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Gaumont-Madeleine, 8e (073-56-03).
L'ENNEMI PRINCIPAL (Bol., v.o.) : Saint-Séverin, 5e (033-50-91).
LE FLAMBEUR (A., v.o.) (*) : *France-Elysées, 8e (225-19-73)* ; Danton, 6e (326-08-18) jusqu'au 20. v.f. : Maxeville, 9e (770-72-86), jusqu'au 20 : Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
FOUS DE VIVRE (Ang., v.o.) : 14-Juillet, 11e (700-51-13) ; Quintette 5e (033-35-40).
GENERAL IDI AMIN DADA (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).
LA GIFLE (Fr.) : Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13), Maxeville, 9e (770-72-86), Marignan, 8e (359-92-82).
LES HAUTES SOLITUDES (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86), à 14 h. et 22 h. 30.
LE GHETTO EXPERIMENTAL (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86) h. sp.
IL ETAIT UNE FOIS HOLLYWOOD *(A., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (033-20-12)*, Normandie, 8e (359-41-18) ; v.f. : Caméo, 9e (770-20-89), Clichy-Pathé, 18e (522-37-41), Bretagne, 6e (222-57-97).
IL PLEUT TOUJOURS OU C'EST MOUILLE (Fr.) : Panthéon, 5e (033-15-04).
L'IMPORTANT C'EST D'AIMER (Fr.) (**) : Gaumont-Colisée, 8e (359-29-46), Français, 9e (770-33-88), *Clichy - Pathé, 18e (522-37-41)*, Montparnasse - Pathé, 14e (326-65-13), Quintette, 5e (033-35-40), Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).
LES INTRIGUES DE SYLVIA COUSKI (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86), à 14 h. et 22 h. 30.
JEANNE LA FRANÇAISE (Fr.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), Elysées Point Show, 8e (225-67-29), *Studio-République, 11e (805-51-97)*.
LE JEU AVEC LE FEU (Fr.) (**) : Clichy - Pathé, 18e (522-37-41), U.G.C. - Marbeuf, 8e (225-47-19), U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08), Studio de la Harpe, 5e (033-34-83), Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02).
JIMI PLAYS BERKELEY (A., v.o.) : Grands-Augustins, 6e (633-22-13).
MILAREPA (It., v.o.) : Studio-Gît-le-Cœur, 6e (326-80-25), Boîte à films, 17e (754-51-50), à 14 h., 18 h. et 22 h.
LE MALE DU SIECLE (Fr.) (**) : Saint-Germain-Huchette, 5e (633-87-59), Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14), Maxeville, 9e (770-72-86), Mayfair, 16e (525-27-06), Concorde, 8e (359-92-84), Gaumont-Opéra, 9e *(073-95-48)*, *Montparnasse - Pathé*, 14e (326-65-13), Fauvette, 13e (331-60-74), Les Nations, 12e (343-04-67), Clichy-Pathé, 18e (522-37-41), Gaumont-Sud, 14e (331-51-16).
LES PIRATES DU METRO (A., v.o.), jusqu'au 20 : Mercury, 8e (225-75-90) ; v.f. : Gaumont-Théâtre, 2e (231-33-16), perm. toute la semaine; A.B.C., 2e (236-55-54), Montparnasse 83, 6e (544-14-27), Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).
PHANTOM OF PARADISE (A., v.o.) : Gaumont-Elysées Point Show, 8e (225-67-29), Action-République, 11e (805-51-33), Paramount-Odéon, 6e (325-59-83).
PAS SI MECHANT QUE ÇA (Fr.) : Concorde 8e (359-92-84), Lumière 9e (770-84-64), Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13), Quintette, 5e (033-35-40), Gaumont-Convention, 15e (828-42-27), Clichy-Pathé, 18e (522-37-41), Gaumont - Gambetta, 20e (797-02-74).
PAULINA S'EN VA (Fr.) : Le Seine, 5e (325-92-46).
LA PRISE DU POUVOIR PAR LOUIS XIV (It.) v.o. : La Pagode, 7e (551-12-15).
LES PRISONS AUSSI (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86).
LE PROFITEUR (It.) v.o. : U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19), Studio Raspail, 14e (326-38-98), Studio-Médicis, 5e (633-25-97).
LA RAGE AU POING (Fr.) (**) Montparnasse 83, 6e (544-14-27).
SCENES DE LA VIE CONJUGALE (Sued.) v.o. : Biarritz, 8e (359-42-33), La Clef, 5e (337-90-90), U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08). V.F. : Vendôme, 2e (073-97-52), Murat, 16e (288-99-75), Bienvenue-Montparnasse, 15e (544-25-02).
LE SHERIF EST EN PRISON (A.) v.o. : Quintette, 5e (033-35-40).
SIDDHARTA (A.) v.o. : Action-Christine, 6e (325-85-78).
SMOG (Fr.) : Le Marais, 4e (278-47-86).
LE SOLEIL QUI RIT ROUGE (Fr.) (**) : Studio-Galande, 5e (033-72-71).
TABARNAC (Fr.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38).
THOMAS (Fr.) : Bonaparte, 6e (326-12-12), Cambronne, 15e (734-42-96), Fauvette, 13e, jusqu'au 20 (331-60-74), Gaumont-Madeleine, 8e 073-56-03), U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19).
LA TOUR INFERNALE (A) v.o. : Publicis-Champs-Elysées, 8e (225-76-23), U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08), Arlequin, 6e (548-62-25). *V.F.* : Ermitage I et III, 8e (359-15-71), Rex, 2e (236-83-93), Rotonde, 6e (633-08-22), Gaumont-Convention, 15e (828-42-27), Telstar, 13e (331-06-19), Paramount-Opéra, 9e (073-34-37), Moulin-Rouge, 18e *(606-63-26)*, *Paramount - Montparnasse*, 15e (326-22-17), Mistral, 14e (734-20-70), Lux-Bastille, 12e (343-79-17), Passy, 16e (288-62-34), Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).
TREMBLEMENT DE TERRE (A.) v.o. : Gaumont - Ambassade, 8e (359-19-08). v.f : Berlitz, 2e (742-60-33), Wepler, 18e (387-50-70).
UNE PAGE FOLLE (Jap.) v.o. : Ciné-Halles, 1er (236-71-72).
UNE SAISON DANS LA VIE D'EMMANUEL (Fr.) : Le Seine, 5e (325-92-46).
ZORRO (Fr.) : Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28), Normandie, 8e (359-41-18), Napoléon, 17e (380-41-46), Rex, 2e (236-83-93), Helder, 9e (770-11-24), Miramar, 14e (326-41-02), Mistral, 14e (734-20-70), Magic-Convention, 15e (828-20-32), Saint-Michel, 5e (326-79-17).
VERITES ET MENSONGES (A.) v.o. : Elysées - Lincoln, 8e (359-36-14), St-Germain-Studio, 5e (033-42-72), Montparnasse 83, 6e (544-14-27), Dragon, 6e (548-54-74).

LES FILMS NOUVEAUX

A partir du 19.

LA MORT DU DIRECTEUR DU CIRQUE DE PUCES, film français de Thomas Koerfer, avec François Simon : La Pagode, 7e (551-12-15).

VIOLENCE ET PASSION, film italien de L. Visconti, avec Silvana Mangano et Burt Lancaster, v.o. : Gaumont-Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; Gaumont-Rive-Gauche, 6e (548-26-36) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; v.f. : *Gaumont-Sud*, 14e (331-51-16) ; Impérial, 2e (742-72-52).

L'ÉVADÉ, film américain de Tom Griès, avec C. Bronson, v.o. : Publicis-Matignon, 8e (359-31-97) ; George-V, 8e (225-41-46) ; Publicis - Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; v.f. : Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Max-Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount - Montmartre, 18e (606-34-25) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount - Orléans, 14e (580-03-75) ; Maine - Rive - Gauche, 14e *(567-06-96)* ; *Galaxie*, 13e (331-76-86) ; Grand - Pavois, 15e (551-44-58).

MARJOE, film américain de H. Smith, v.o. : Saint-André-*des-Arts, 6e (326-48-18)*.

FUNNY LADY, film américain, avec Barbara Streisand, O. Sharif et J. Caan, v.o. : Le Paris, 8e (359-53-99).

VOYAGE AU CENTRE DE LA TERRE, film américain de H. Levin (reprise), v.o. : Kinopanorama, 15e (306-50-50).

ALICE AU PAYS DES MERVEILLES, film américain, production Walt Disney, v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; Liberté, 12e (343-01-59 ; Magic-Convention, 15e (828-20-32) ; Murat, 16e (288-99-75) ; *Clichy - Palace, 17e (387-77-29)* ; La Royale, 8e (265-82-66).

LE PETIT CLAIRON. DEUX PETITES HEROINES DE LA STEPPE, dessins animés chinois, v.o. : Ciné-Halles, 1er (236-71-72).

LA LAMPE MAGIQUE D'ALADIN, dessin animé soviétique, v.f. : Petits-Poucets-Montmartre (770-63-40).

A partir du 21.

PLEIN LA GUEULE, film américain de R. Aldrich, v.o. : Mercury 8e (225-75-90) ; Danton, 6e (326-08-18) ; v.f. : A.B.C., 2e (236-55-54) ; Rio-Opéra, 2e (742-82-54) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Gaumont - Convention, 15e *(531-44-58)* ; Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74) ; Fauvette, 13e (331-56-86).

Les grandes reprises

DROLE DE DRAME (Fr.) : Actua-Champo, 5e (033-51-60).
EXPLORATEURS EN FOLIE (A., v.o.) : Noctambules, 5e (033-42-34).
LA FOLLE DE TOUJANE (Fr.) : Studio Cujas, 5e (033-89-22).
LA FUREUR DE VIVRE (A., v.o.) : *Olympic, 14e (783-67-42)*.
HAROLD ET MAUDE (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77).
HUIT ET DEMI (It., v.o.) : Champollion, 5e (033-51-60).
JULES ET JIM (Fr.) : Dominique, 7e (551-04-55).
TANT QU'ON A LA SANTE (Fr.) : U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19).
LES TEMPS MODERNES (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77).
ZARDOZ *(A., v.o.) : Studio* de la Contrescarpe, 5e (325-78-37).

Les séances spéciales

AMERICAN GRAFFITI (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), à 10 h., 12 h. et 24 h.
CHARLES MORT OU VIF (Suis.) : Saint - André - des - Arts, 6e (326-48-18), à 12 h. et 24 h.
LES CONTES IMMORAUX (Fr.) : Le Seine, 5e (325-92-46), à 12 h. (sauf dim.).
LE CUIRASSE POTEMKINE (Sov.) : Le Seine, 5e (325-92-46), à 12 h. 15 (sauf dim.).
FRENZY (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), à 10 h., 12 h. et 24 h.
MORT A VENISE (It., v.o.) : La Clef, 5e (337-90-90), à 12 h. et 24 h.
MONKEY BUSINESS (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), à 10 h., 12 h. et 24 h.
L'OR DES SAMOURAI (Jap., v.o.) : New-Yorker, 9e (770-63-40), Ma. soir.
OKLAHOMA CRUDE (A., v.o.) : La Clef, 5e (337-90-90), à 12 h. et 24 h.
PAS D'ORCHIDEE POUR MISS BLANDISH (A., v.o.) : Châtelet Victoria, 1er (508-94-14), à 12 h. et 24 h.
PORTIER DE NUIT (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (754-51-50), à 16 h. et 20 h.
PIERROT LE FOU (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18), à 12 h. et 24 h.
QUATRE GARÇONS DANS LE VENT (Ang., v.o.) : Acacias, 17e (754-97-83), à 13 h., chaque jour.
UN ETE 42 (A., v.o.) : La Clef, 5e (337-90-90), à 12 h. et 24 h.

Les festivals

A. HITCHCOCK (v.o.) Action-Christine, 6e (325-85-78) Mer., J. : le Rideau déchiré ; Ven., Sam., Une femme disparaît ; Dim., Mar. : les Trente-neuf Marches.
H. BOGART *(v.o.)* : Action-Lafayette, 9e (878-80-50) Mer., J. : le Mystérieux Dr Clitterhouse, V., S. : le Port de l'angoisse ; D., Ma. : le Grand Sommeil.
NUIT DU FANTASTIQUE : New-Yorker, 9e (770-63-40) les 21 et 22 de 24 heures à l'aube : Raspoutine, le moine fou (v.o.) ; les Cicatrices de Dracula (v.f.) ; une Messe pour Dracula (v.o.).
JEUNE CINEMA QUEBECOIS : André-Bazin, 13e (337-74-39) du J. au Ma : Mon oncle Antoine.
ROCK SHOW (v.o.) Artistic-Voltaire, 11e (700-19-15) Me : Roxy Music... J. : Eric Burdon et les Animals ; V. : Sweet soul Music ; S. : Charlie is my darling ; D. : Status Quo. Suzi Quatro ; L. : Superstars ; Ma. : Sound of 70's.
JOHN FORD *(v.o.)* Action-Lafayette, 9e (878-80-50) Me. : les Deux Cavaliers ; J. : les Raisins de la colère ; V. : Air Mail ; S. : Toute la ville en parle ; D. : l'Homme tranquille ; L. : la Prisonnière du désert ; Ma : Frontière chinoise.
CINE-CATASTROPHES (v.o.) Acacias, 17e (754-97-83), 14 h. 20 : la Planète des singes ; 16 h. 20 : Un million d'années avant Jésus-*Christ* ; *18 heures : le Sous-marin* de l'Apocalypse ; 20 heures : Cyclone à la Jamaïque ; 22 heures : la Party.
P. PASOLINI (v.o.) Boîte à films, 17e (754-51-50), 14 heures et 20 heures : Porcherie ; 16 heures et 22 heures : les Mille et Une Nuits ; 18 h. 10 : Théorème.



Le comte de Paris offre à
des biens historiques de

DONATIONS

EN CRÉANT LA FONDATION SAINT-LOUIS

Le comte de Paris offre à la France des biens historiques de sa famille

Amboise. — En annonçant, mardi 18 mars, dans la salle des Etats du château d'Amboise, la création de la Fondation Saint-Louis à laquelle il fait don d'importants biens historiques appartenant à sa famille, le comte de Paris a confié à la République les derniers vestiges privés de la fortune des rois de France.

De son côté, en acceptant par décret du 4 janvier 1974 que le président de la fondation soit toujours et de droit « le chef de la Maison de France », la République a admis en quelque sorte une application exceptionnelle de la « loi salique » et reconnu non moins exceptionnellement une valeur juridique à la primogéniture. C'est dire qu'entre l'héritier légitime du trône et les descendants de ceux qui renversèrent la monarchie, l'entente est intelligente et cordiale. Par ce biais, la République, qui ne se sent pas en danger, permet au comte de Paris de restaurer, sans profit matériel il est vrai pour ses successeurs, le droit d'aînesse...

De notre envoyé spécial

Debout, devant la cheminée à blason fleurdelysé où se réchauffèrent autrefois Charles VIII, Louis XII et François Ier, sous le regard tendre d'un Louis XIII vêtu comme une fillette d'une robe rouge et jouant au volant, Henri, comte de Paris, cerné de micros et de caméras, a accompli un acte officiel et un geste souverain. Ému, le chef de la Maison de France l'était à coup sûr : « *J'ai imaginé cette fondation*, dit-il, *pour que ce qu'elle possède fasse désormais pleinement partie du patrimoine de la France, c'est-à-dire de tous les Français.* »

Ce qu'elle possède au jour de sa création n'est pas négligeable : le château d'Amboise, la Chapelle royale de Dreux, la chapelle de la Compassion à Paris, le château de Bourbon-L'Archambault, le Monument de Saint-Leu, le Monument d'Adélaïde, les archives de la Maison de France. A cela, le comte de Paris a joint, pour assurer le budget de fonctionnement de la fondation, comme le veut la loi, des immeubles de rapport à Paris et à Neuilly. Il y ajoutera prochainement des tableaux, des meubles, des bijoux et de l'argenterie destinés au musée de la dynastie capétienne qui devrait être installé à Amboise.

D'Amboise à Saint-Leu

Le château d'Amboise est un élément assez important du capital historique et touristique des bords de Loire pour qu'on se dispense de le décrire. Demeure royale, il connut des fortunes diverses, des abandons momentanés, des confiscations de circonstance. Charles VIII s'y fractura le crâne, François Ier y tua un sanglier importun, François II, époux de Marie Stuart, y fit pendre les conjurés protestants. On y vit Léonard de Vinci près de François Ier et Abdelkader emprisonné par le duc d'Aumale. Il est aujourd'hui parfaitement restauré et reçoit bon an mal an trois cent mille visiteurs.

Du château de Bourbon-L'Archambault, près de Moulins, il ne reste que trois tours altières datant du XVe siècle, mais c'est la demeure des ducs de Bourbon.

La chapelle royale de Dreux, construite en 1816 à la demande de la duchesse d'Orléans — mère de Louis-Philippe — pour servir de nécropole royale; la chapelle de la Compassion, construite en 1843 à l'emplacement où le fils aîné de Louis-Philippe trouva la mort au cours d'un accident le 13 juillet 1842 près de la porte Maillot (les travaux des boulevards périphériques provoquèrent son déplacement d'une centaine de mètres) ; le monument de Saint-Leu, élevé à la mémoire du prince de Condé, trouvé pendu dans la forêt, et la pyramide d'Adélaïde, construite dans la forêt d'Eu, appartenaient tous jusque-là à une société civile fondée en 1866 par la Maison de France pour gérer ses biens pendant son exil. Cette société, dont le domaine immobilier est en partie affecté à la Fondation et qui possédait aussi la forêt de Bondy, était divisée en cent vingt-six parts réparties entre les membres de la famille royale. Dès son retour d'exil en 1950, le comte de Paris se préoccupa de les racheter une à une, afin d'éviter leur dispersion.

« *Déjà*, nous a-t-il confié, *j'envisageais la création de cette Fondation, mais je ne pouvais exiger des membres de ma famille les mêmes sacrifices que j'étais prêt à consentir. Une fois devenu possesseur de toutes les actions et seul propriétaire, la naissance de la Fondation était possible. C'est aujourd'hui chose faite.* »

Le conseil d'administration, qui a dès mardi pris en charge les biens offerts par le comte de Paris, comprend trois membres de la Maison de France : le comte et la comtesse de Paris et le duc d'Orléans; le maire de la ville d'Amboise, M. Michel Debré; M. Guy Vistel, qui représente le secrétariat d'État à la culture ; le directeur de l'architecture représenté par le conservateur régional des bâtiments de France, M. Charles Paganelli ; enfin, cinq personnalités cooptées par le conseil en raison de leur compétence, dont un juriste, M. Guy Coutant de Saisseval, et Mme Françoise Garcin, chef du secrétariat du prince.

Au cours d'une conversation privée, il nous est apparu que le souci du comte de Paris, père de dix enfants, dont plusieurs mariés à l'étranger, était avant tout d'éviter la dispersion du patrimoine familial à l'occasion des partages successoraux. Certes, la Fondation permettra à la famille de France d'éluder les droits de succession, dont on peut imaginer le taux appliqué à une demeure de la valeur du château d'Amboise, par exemple, mais elle garantira effectivement la pérennité d'un patrimoine qui appartient à l'histoire de France. Les archives, dont le comte de Paris avait déjà fait don aux Archives nationales le 5 mars 1969, et qui représentent environ trois millions de documents d'un intérêt exceptionnel pour les historiens, pourraient en partie trouver place à Amboise, où les chercheurs seraient à l'aise dans le calme paysage des bords de Loire.

Descendant du château à la mairie, le comte et la comtesse de Paris, qu'accompagnent le duc d'Orléans et la comtesse de Clermont et leurs invités, devaient à la fin de l'après-midi être reçus par M. Michel Debré « *dans le vieil hôtel construit autrefois par un ministre des finances qui ne connut pas de disgrâce* ».

Sous le portrait de Choiseul, qui sut, lui, ce qu'il en coûtait aux ministres capables de construire comme les princes, le fidèle du général de gaulle se montra chaleureux : « *C'est un maire de la République*, dit-il, *qui est fort honoré de saluer ici le représentant des rois de France.* » Le comte de Paris lui retourna son compliment en se disant à son tour « *fort heureux d'offrir à son pays des trésors qu'il confie à la garde de la République, et notamment un château qu'il confie au maire d'Amboise* ».

Entre deux petits fours et un verre de vin de Loire, le comte de Paris, qui avait fait savoir qu'il ne répondrait pas aux questions « politiques », accepta de répondre à une question fiscale. Les dons qu'il a faits à la Fondation ne confèrent aucun avantage en matière d'impôts autres que ceux très minimes prévus par la loi au chapitre des fondations reconnues d'utilité publique. « *Pour les donations futures que j'envisage de faire, cette question n'a pas encore été étudiée* », dit-il, puis ajouta avec malice, en homme qui sait « les bruits qui courent »; « *Comme tous les Français, j'ai toujours payé mes impôts* ».

Mais n'admettrait-on pas, après la générosité dont le comte de Paris vient de donner la preuve, qu'un ministre des finances fit à un tel contribuable une fleur... fût-elle de lys ?

MAURICE DENUZIÈRE.

La politique monarchiste

Promulgués en 1886, à un moment où la IIIe République se sentait menacée par une agitation monarchique passagère, la loi bannissant les membres des familles ayant régné en France avait été abrogée en 1950. Le comte de Paris fit précéder son retour en France, le 5 juillet de la même année, d'une déclaration dans laquelle il affirmait ne pas avoir l'intention de se livrer à des activités politiques. Propos qu'il nuançait peu après en assurant : « J'élimine l'idée d'une activité politique dans le cadre d'un parti politique », *mais* « je ne renonce pas à l'idéal que je représente ni à mon rôle politique. »

En effet, ce n'est pas au silence que se condamne le chef de la maison de France. Dès le 29 janvier 1948, il inaugure une formule de propagande en adressant une lettre à des responsables de tous horizons. C'est par ce « bulletin mensuel d'information du bureau politique de Mgr le comte de Paris » *que seront connues désormais ses opinions sur* « l'esquisse d'une constitution monarchique et démocratique », *mais aussi sur la politique intérieure française et internationale, sur des sujets aussi variés que l'alcoolisme, la natalité, l'enseignement, le logement...*

Rangé aux côtés des adversaires des traités de la CED (Communauté européenne de défense), puis de l'Euratom, il constate, aux lendemains des élections législatives de 1956, « l'écroulement du R.P.F. (...) qui ne pouvait résister au retrait *[du général de Gaulle]* et à la compromission « aux délices du système ». *Le retour du général de Gaulle au pouvoir et l'avènement de la Ve République constituent alors à ses yeux les chances du* « redressement ». *Au nom de cette chance pour* « l'unité des Français », *qu'il ne cesse de préconiser, Henri, comte de Paris, apporte un soutien de plus en plus ferme à la politique gaulliste.*

En décembre 1960, il réaffirme sa confiance au général de Gaulle, « le seul en mesure de conduire la France et l'Algérie vers un destin commun ». *Ce partisan d'une* « Algérie nouvelle et française » *s'abstient alors pendant près de deux ans, de toute déclaration politique. A l'occasion du référendum sur l'élection du président de la République au suffrage universel, il sort de sa réserve pour accepter le principe d'une légitimité qui ne serait pas forcément issue de la naissance, mais du peuple. Ce qui lui vaut d'être soupçonné d'être le dauphin que se serait choisi le général de Gaulle...*

En 1965, il se prononce sans ambiguïté en faveur de la continuité incarnée par l'homme du 18 juin, face à ceux qui proposent « le néant ». *Mettant un terme, en janvier 1967, à la parution de son bulletin, le comte de Paris reprendra la plume au moment de la crise de 1968, pour inviter le général de Gaulle* « à tirer de ces circonstances graves le meilleur pour la France ».

Se maintenant volontairement à l'écart de la politique, sous la présidence de Georges Pompidou, le comte de Paris rompt le silence en avril 1974... mais pour déclarer qu'il ne prendra aucune position dans la campagne présidentielle qui s'engage. Reçu, le 7 janvier 1975, par M. Valéry Giscard d'Estaing, qu'il avait invité à présider une fête en mai prochain à Chantilly (le Monde du 9 janvier), *le comte de Paris avait assuré à sa sortie de l'Elysée qu'aucun sujet politique n'avait été abordé au cours de la conversation.*

A L'HOTEL DROUOT

Jeudi

EXPOSITIONS
de 11 heures à 18 heures

S. 1. - Tableaux. Argenterie. Art 1900. M. Le Fuel, Boutémy. Mes René et Claude Boisgirard.
S. 3. - Tab. Bib. Mob. Me Le Blanc.
S. 7. - Dessins. Tableaux modernes. Sculptures. MM. Durand-Ruel, Dubourg, Pacitti, Maréchaux, Cézanne. Mes Ader, Picard, Tajan.
S. 8. - Livres illustrés modernes. Mme Vidal-Mégret. S.C.P. Laurin, Guilloux, Buffetaud.
S. 12. - Bons meubl. Me Pescheteau.

VENTES

S. 5. - Métal argenté. Argenterie moderne et anc. Orfèvrerie étrang. Bijoux. Montres. Monnaies. Mes Péchon, Delavenne.
S. 10. - Monnaies grecques, romaines, gauloises, françaises, étrangères. — M. Bourgey. Mes Ader, Picard, Tajan.
S. 12. - A 21 h. (expos. 11 h. à 18 h.) Import. Tableaux modern. Me Robert.

JEUNESSE

CINQ CENT MILLE JEUNES EN QUÊTE D'EMPLOI

III. — « Des zéros dans un trou perdu »

par PIERRE GEORGES

Pour un jeune, la recherche d'un premier ou d'un nouvel emploi coïncide le plus souvent avec la découverte d'une réalité sociale mal perçue à l'école. Devant cette situation, les réactions peuvent être diverses, de l'écœurement à la révolte, de la résignation à l'angoisse. Du moins, différents « cas » présentés dans « le Monde » du 18 et du 19 mars étaient-ils ceux de jeunes qui, à défaut de conserver toutes leurs illusions, pouvaient encore garder espoir.

Restent ceux qui n'ont plus guère d'espoir, ou ceux qui ont choisi un autre mode de vie.

« *Nous aimerions bien qu'on parle un peu moins du Larzac et un peu plus de nous. Nous comptons pour zéro. C'est vrai : nous sommes des zéros, dans un trou perdu, au bout du monde. Là-haut, sur le plateau, on va dépenser des millions pour l'armée. Ici, il n'y aura pas un sou pour nous.* » Le pire chômage des jeunes, c'est ici qu'on le découvre, dans ce petit appartement situé à Millau, dans une ruelle large comme un ruisseau et inscrite au circuit touristique de la vieille ville. Autour d'une table, Josiane, vingt-quatre ans ; Claudine, vingt et un ans ; Francis, vingt-quatre ans. Tous les trois handicapés, donc tous les trois chômeurs et sans doute pour longtemps.

Francis est handicapé physique, de naissance. Un handicap relativement léger, qui ne l'empêche ni de marcher ni de se déplacer sur sa mobylette. Il est intelligent. Son itinéraire scolaire : l'école primaire, puis un centre de rééducation par l'aide sociale à Toulouse, où on lui propose d'apprendre un métier : la vannerie. Il y restera un an. « *Pensez ! On s'est dit : handicapé, donc à orienter vers la vannerie. Mais c'est que cela ne me plaisait pas du tout.* » Francis quitte le centre et trouve du travail dans un élevage agricole. Trois ans à ramasser des œufs et à garder les moutons, pour 500 F par mois, non logé, non nourri, non déclaré, mais en recevant une aide financière complémentaire de la mairie. Cette « situation » ne satisfait pas Francis.

« *Les gens*, dit-il, *vivent dans l'absurde. Ils vont à l'école dans une boîte ; puis à l'usine, dans une boîte, puis au cimetière, dans une boîte. Moi, je veux un métier où je puisse me réaliser, m'exprimer.* » Aussi, lorsque son patron se séparera de lui, Francis demandera-t-il à faire un stage F.P.A. de photographie à Pau, dans un centre pour handicapés. Demande acceptée. Après une période de formation de dix mois — période pendant laquelle il touchait le SMIC — Francis sort du centre, en fin d'année 1974, avec un C.A.P. de laborantin en photographie. Inscrit à l'agence pour l'emploi, il se verra proposer d'abord une place correspondant à sa qualification, à Nemours (Seine-et-Marne) à 600 kilomètres de chez lui. Malgré la distance, Francis accepte d'y aller faire un stage. Pour rien. « *Pour m'entendre dire que je ne fais pas l'affaire. Le patron*, ajoute-t-il, *ne savait pas, avant mon arrivée, que j'étais handicapé.* »

Dans le noir

Aujourd'hui, revenu à Millau, sans autre ressource que les maigres économies réalisées durant l'année précédente, Francis attend. Francis espère. L'agence vient de lui proposer un emploi à Saint-Geniez-d'Olt, beaucoup plus près. Peut-être a-t-il une chance.

Josiane, elle, n'en a aucune. Son handicap est trop lourd. A sept ans, atteinte d'une tumeur au cerveau, elle subit une première opération, qui ne laisse pas de séquelles. A dix-sept ans, alors qu'elle fait au C.E.T. sa deuxième année du C.A.P. de dactylo-comptable, nouvelle tumeur au cerveau, nouvelle opération qui, elle, provoque une hémiplégie gauche. De plus, Josiane ne sait plus ni lire, ni écrire, ni compter. La suite : sept années de lutte patiente de rééducation, d'échecs désespérants et de victoires arrachées une à une au renoncement. Elle, la « morte-vivante » de 1968, comme l'appelle sa mère, est redevenue, à force de courage et de volonté, une jeune femme qui, certes, n'a pas l'usage de son bras gauche, se déplace avec quelques difficultés, se fatigue vite intellectuellement, mais qui, aussi, a réappris à lire, à écrire, à compter et, en prime, s'exerce chaque jour à la dactylographie, d'une seule main. Josiane dira : « *Et pourtant, on peut en faire des choses avec une main droite.* »

Alors que faire ? Broder du canevas, comme aujourd'hui, à longueur de journée ; militer un peu à la JOC ou s'occuper du groupe de la Fraternité des malades, où Josiane retrouve une trentaine de compagnons d'infortune. Josiane rêve, comme du plus beau des métiers, d'un petit travail à mi-temps, par exemple tenir et classer des dossiers dans une administration. « *Mais qui voudrait de moi ?* » dit-elle. Sa mère, gantière au chômage depuis vingt et un mois, approuve doucement : « *Qui voudrait d'elle, alors qu'on ne prend déjà pas ceux qui peuvent se servir de leurs deux bras ?* » La grand-mère dit : « *Nous ne sommes pas jaloux, croyez-le bien. Mais, quand même, est-ce normal de les voir, ces gens qui vivent dans des châteaux et qui dépensent des millions et de la voir elle ?* » Josiane touche 490 F par mois de l'aide sociale.

Comme Claudine, victime, enfant, d'une méningite, handicapée de la parole. A vingt et un ans, cette jeune fille sait un peu lire et un peu écrire. Elle a retrouvé, par la rééducation, une partie de sa capacité de s'exprimer. Claudine a travaillé trois années comme aide-cuisinière dans un centre pour handicapés à Carmaux. En 1973, elle s'est inscrite à l'agence pour l'emploi sans qu'on lui propose rien. Elle reçoit une aide de la mairie et fait, pour 50 F par mois, « *des ménages non déclarés par-ci, par-là* ». Travail au noir ? Plutôt un travail que des gens lui offrent pour ne pas la laisser complètement dans le noir.

Un couple « hors jeu »

Après ceux qui ne peuvent pas, ceux qui ne veulent pas. Voici un cas exemplaire, mais, comment dire, à ne « manier qu'avec précaution ». Quand tant de jeunes désespèrent et se désespèrent devant cet emploi qui leur est refusé, il est malaisé de faire état d'une autre forme du chômage des jeunes : un chômage choisi et non subi, délibéré et non imposé.

Agathe a vingt ans. Elle est inscrite à l'agence locale pour l'emploi de son arrondissement, à Paris. Et elle espère bien que celle-ci ne lui trouvera pas d'emploi. Alors ? Michel, son compagnon, dit, sarcastique : « *Quand les gens vont lire cela, ils vont hurler. Ah ! voilà ! Je vous l'avais bien dit, Mme Bouzigues, si les jeunes d'aujourd'hui ne trouvent pas de travail, c'est qu'ils ne veulent pas travailler. De mon temps...* »

Au « temps » d'Agathe, le problème n'est pas si simple. Il ne peut se résumer, en tout cas, à la trop commode équation : « Chômeur = fainéant. » Elle et lui, simplement, ont décidé de vivre leur vie « autrement ». Non pas comme des marginaux, terme qui rime trop bien avec anormaux, mais comme un couple de jeunes, pratiquant vis-à-vis de la société une sorte de hors jeu permanent et joyeux.

Agathe a fait des études « normales » avec au bout, en juin 1973, un bac G 1 de secrétariat dactylographie. Des études qu'elle n'avait pas choisies — mais « *l'orienteur avait dit que...* » — pour un métier qu'elle n'avait pas voulu. A sa sortie du lycée, rien d'étonnant donc à ce que cette jeune fille entreprenne autre chose : un pré-stage d'un an d'éducatrice dans un institut médico-professionnel. A l'issue de ce préstage, elle n'aura pas la possibilité — « *faute de place* » — de faire le stage de formation ouvrant sur le diplôme.

Michel, lui aussi, a fait de bonnes études pour se retrouver doté d'un « bon » métier : « *manipulateur en radiologie* », après un passage à l'école des hôpitaux de Paris. Pendant six années, il a exercé « normalement » son métier, avec simplement ce qu'il appelle « *les grandes coupures estivales* ». Puis, depuis trois ans, Michel a décidé d'adopter une nouvelle attitude face au travail. « *Il nous fallait trouver un régime de croisière où nous pourrions, en assurant le minimum, préparer autre chose* ». Désengagement qui fera de lui un travailleur intérimaire. Chaque week-end, « *quand il le faut* », Michel fait des remplacements de douze à trente-six heures dans les hôpitaux de la région parisienne. 15 F l'heure. « *Mais*, dit-il, *quand on veut être vraiment tranquilles, je prends mes week-ends* ». Le tout est d'assurer le minimum vital. Ce minimum vital, Agathe et Michel l'ont, si l'on peut dire, réduit au maximum : plus d'achats de vêtements, un régime alimentaire végétarien — d'abord par nécessité, puis par goût — et économique (à base de riz acheté par sacs entiers, de légumes et de fromages). Plus de sorties. Et, surtout, un loyer très faible, 300 F par trimestre pour leur appartement — un vieux débarras à charbon, fort bien aménagé en deux pièces, même si le confort y est lui aussi minimum.

Avec son travail intérimaire, Michel gagne environ 1 800 F par mois. Avec ce mode de vie, le ménage dépense environ 1 000 F par mois. Ce n'est donc pas par nécessité ou pour trouver du travail qu'Agathe s'est inscrite à l'ALPE, mais dans l'espoir de se trouver « garantie » par la Sécurité sociale. « *C'était cela ou le mariage* », dit Michel. Or, par une de ces fantaisies administratives qui a presque la saveur d'une fable, il se trouve qu'Agathe n'a pas obtenu à l'ALPE ce qu'elle y cherchait, la garantie sociale, mais y a trouvé ce qu'elle ne cherchait point : les indemnités de l'ASSEDIC. « *Avec cette somme*, plaisante Michel, *on s'est acheté un électrophone. Ça nous a avancé d'un plan quinquennal.* » En fait, Agathe et Michel ont, comme ils le disent, « *un peu mauvaise conscience* ». Car ils veulent demander « *le moins de choses possibles à la société* ».

Voilà qui est fort commode, va-t-on dire, et assez peu exemplaire. C'est que l'essentiel n'a pas été dit. Agathe et Michel ont décidé de consacrer leur vie à la musique, au folk français. Quand il explique cela pendant deux heures, en montrant les instruments — guitare, vielle, épinette, dulcimer, « *achetés avec les économies* — en racontant leur travail quotidien, leurs espoirs, leurs projets, leurs conceptions, on peut croire effectivement que Michel est sincère : « *Quand on aime vraiment faire quelque chose*, dit-il, *c'est que c'est bien. Le reste, hein... Et nous, dans la vie, nous voulons faire de la musique, notre musique.* »

Prochain article :

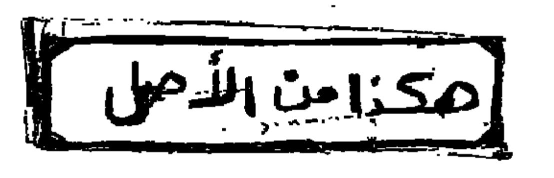
DÉBUTANTS S'ABSTENIR
par JEAN-PIERRE DUMONT.

LETTRES

LE PRIX DES QUATRE JURYS A PIERRE KYRIA

Le Prix des quatre jurys, décerné chaque année à Marrakech, a été attribué à Pierre Kyria pour son roman « Mademoiselle Sarah » (Fayard). Hubert Juin, rendant compte de cet ouvrage (dans « le Monde des livres » du 6 septembre 1974), écrivait notamment : « C'est le livre d'un moraliste qui raconte une blessure. Un livre prenant, lent, rempli d'ombres qui en font le prix et le poids. »

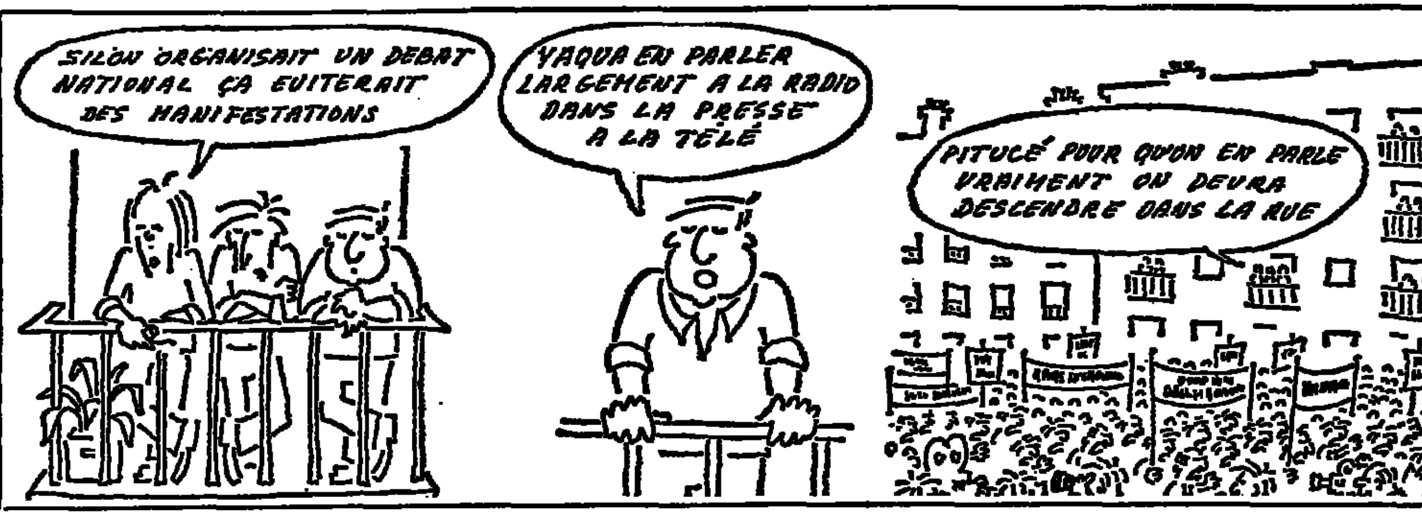
Le Prix des quatre jurys, dont le secrétaire général est M. Jean-Pierre Dorian, est destiné à couronner un auteur qui a obtenu au moins une voix à l'un des quatre grands prix littéraires de fin d'année. En 1974, il était allé à Frédéric Vitoux pour « les Cartes postales » et il compte, entre autres, parmi ses précédents lauréats : Geneviève Dormann, Didier Decoin, Albertine Sarrazin, Christine de Rivoyre et Félicien Marceau.



AUJOURD'HUI

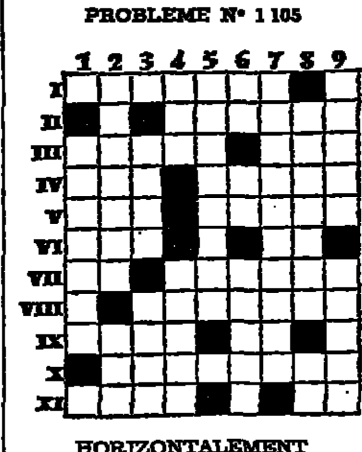
SILON, YAQUA et PITUCÉ

DE GUY BÉART
DESSINS DE KONK



MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1 105



HORIZONTALEMENT

I. Payé aux pièces, il n'hésitait pas à passer aux actes. — II. Procure une clientèle supplémentaire aux taxis. — III. Avec lui, il n'y a vraiment pas de quoi rire ! ; Parfois mené par un redoutable déchu. — IV. Curieux garçon ; Un soupçon. — V. Plus ou moins *distingués* ; *Ville* étrangère. — VI. Plante ; Canton de France. — VII. Pronom ; Moyen de transports en commun. — VIII. Pour certains d'entre eux, les coups d'essai doivent obligatoirement être des coups de maître. — IX. Forme de savoir ; Pronom. — X. Un qui a le jaune en horreur. — XI. Ne reculaient devant aucune difficulté ; Article.

VERTICALEMENT

1. Les plus ronflantes ne sont pas les mieux cotées. — 2. Connaît par expérience ; *Plus* il est avancé, plus on le sent. — 3. Abri ; Ce que certains se refusent à envisager. — 4. Quelle punition ! ; Lâchent difficilement leurs proies. — 5. Ses coups ne peuvent que blesser très superficiellement. — 6. Deux voyelles ; Fin de participe ; Contrée ancienne. — 7. On peut toujours s'adresser à eux pour avoir des vues... d'ensembles. — 8. Bon guide ; Pronom. — 9. Durcis ; Centre industriel étranger.

Solution du problème n° 1 104

HORIZONTALEMENT

I. Lurette. — II. Ica ; Al. — III. Insolence. — IV. Tuerait. — V. Poe ; Oter. — VI. Brunes ; Ré. — VII. *Air* ; Mia. — VIII. Tentions. — IX. Are ; Enée. — X. Ré ; Or ; Emu. — XI. DS ; Cassis.

VERTICALEMENT

1. Loin ; Bâtard. — 2. Prières. — 3. Ristourne. — 4. Ecouen ; Oc. — 5. Talé ; Emiera. — 6. Erosion. — 7. Nat ; Anées. — 8. Acier ; Semi. — 9. Piètres ; Us.

GUY BROUTY.

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le mercredi 19 mars à 6 heure et le jeudi 20 mars à 24 heures :

Des masses d'air froid recouvraient encore mercredi matin l'ensemble de la France, mais de l'air plus doux, contournant la zone dépressionnaire centrée sur le nord de l'Italie, pénétrera lentement sur notre pays par *le nord-est.*

Jeudi 20 mars, le temps sera généralement médiocre en France. Il neigera de la Normandie au Massif Central et aux Pyrénées, et le ciel sera très nuageux près de l'Atlantique, où il pleuvra par moments.

Sur le reste de la France, le ciel sera le plus souvent très nuageux, et il y aura des chutes de neige mêlée de pluie, avec un léger adoucissement qui débutera sur nos régions du Nord-Est et du Nord. Des éclaircies assez belles persisteront toutefois sur le littoral méditerranéen.

Les vents, de secteur nord, modérés et irréguliers dans l'intérieur, seront assez forts dans les régions méditerranéennes.

Mercredi 19 mars, à 7 heures, la *pression* atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris-Le Bourget, de 1 009,3 millibars, soit 757 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 18 mars ; le second, le minimum de la nuit du 18 au 19) : Ajaccio, 13 et 5 degrés ; Biarritz, 8 et 0 ; Bordeaux, 6 et —4 ; Brest, 7 et —2 ; Caen, 5 et 0 ; Cherbourg, 5 et 0 ; Clermont-Ferrand, 3 et —2 ; Dijon, 2 et —2 ; Grenoble, 3 et —2 ; Lille, 3 et 0 ; Lyon, 4 et —1 ; Marseille, 9 et 1 ; Nancy, 1 et —1 ; Nantes, 6 et —2 ; Nice, 13 et 4 ; Paris-Le Bourget, 5 et —1 ; Pau, 8 et —3 ; Perpignan, 11 et 3 ; Rennes, 7 et —1 ; Strasbourg, 1 et —1 ; Tours, 5 et —2 ; Toulouse, 8 et —2 ; Pointe-à-Pitre, 28 et 21.

Températures relevées à l'étranger : *Amsterdam, 3 et 0 degré* ; Athènes, 15 et 10 ; Bonn, 2 et 1 ; Bruxelles, 3 et —1 ; Le Caire, 21 et 13 ; Iles Canaries, 19 et 14 ; Copenhague, 2 et 0 ; Genève, 4 et —3 ; Lisbonne, 16 et 11 ; Londres, 6 et —1 ; Madrid, 14 et 2 ; Moscou, 5 et —1 ; New-York, 12 et 5 ; Palma-de-Majorque, 15 et 5 ; Rome, 12 et 11 ; Stockholm, 3 et —12 ; Téhéran, 15 et 6.



Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ ¾ de mm)
Zone de pluie ou neige ▼ averses orages ➡ Sens de la marche des fronts
Front chaud ▲▲ Front froid Front occlus

LES PUBLICATIONS DE « LA DOCUMENTATION FRANÇAISE »

La Documentation française vient de publier les textes suivants :

OUVRAGES

Rapport sur les relations entre le secteur de l'énergie et l'environnement dans une perpective à long terme. — Œuvre d'un groupe de travail composé d'équipes pluridisciplinaires ayant travaillé dans le cadre du Groupe interministériel d'évaluation de l'environnement, ce rapport met en relief les questions touchant à l'approvisionnement en énergie et examine les répercussions sur l'environnement, le cadre de vie et l'emploi des diverses sources d'énergie appelées à se développer dans les années qui viennent. (N° 35 de la collection « Environnement », 600 p., 50 francs.)

Environnement et cadre de vie (tome 2). — Dossier statistique sur les éléments du cadre de vie, avec comparaisons internationales. (N° 32 de la collection « Environnement », 280 pages, 60 francs.)

PERIODIQUES

Architecture scolaire et aménagement de l'espace. — Etude collective portant sur les divers aspects des constructions scolaires et sur l'adaptation de l'architecture scolaire à la pédagogie et à l'éducation. (*Notes et Etudes documentaires*, n°s 4147 et 4150, 15 francs.)

L'Organisation de libération de la Palestine et les Palestiniens. — Dossier constitué par Irène Errera-Hoechstetter sur l'évolution récente des organisations palestiniennes regroupées dans l'O.L.P., sur le milieu dans lequel elles ont pris naissance et sur leurs aspirations actuelles, après le discours de M. Arafat à l'ONU. (*Problèmes politiques et sociaux*, n° 253, 5 francs.)

Les problèmes de l'entreprise, à l'heure du rapport Sudreau, font l'objet de la sélection hebdomadaire de la presse française et étrangère de *Problèmes économiques*, n° 1412 (3 F).

Les résultats régionaux d'une enquête sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre font l'objet du supplément n° 24 au *Bulletin mensuel des statistiques du travail* (12 francs).

★ **Ces publications sont en vente à la Documentation française, 31, quai Voltaire, 75340 Paris, Cedex 07, télex DOCFRAN Paris 24826, ou dans toutes les grandes librairies.**

Vente par correspondance : les commandes doivent être adressées directement à la Documentation française, accompagnées du titre de paiement au nom du régisseur des recettes, C. C. P. Paris 9060-98.

Colloques

● *Le Centre de recherche sur les mentalités en Italie*, de l'université Jean-Moulin de Lyon, organise les 17 et 18 avril deux journées d'études sur *la Renaissance italienne (1500-1550) : une situation de crise ?* (Renseignements : M. Christian Bec, directeur du centre, 74, rue Pasteur, 69365 Lyon CEDEX 2.)

● *Le dix-huitième colloque international d'études humanistes* aura lieu à Tours (Centre d'études supérieures de la Renaissance) du 7 au 19 juillet. Il a pour thème l'humaniste allemand (1480-1540) et est organisé par les professeurs Joël Lefèbvre (Lyon-II) et Jean-Claude Margolin (Tours). Pour tous renseignements, s'adresser au C.E.S.R. Tours, B.P. 320, 37013 Tours CEDEX, ou téléphone (47) 20-71-86.

Transports

LES DÉPARTS DE PAQUES

La S.N.C.F. mettra en circulation, du vendredi 21 mars au dimanche 23 mars, au départ des gares parisiennes, mille soixante-cinq trains, dont deux cent soixante-quatre supplémentaires. Il est recommandé aux voyageurs d'utiliser de préférence les transports en commun pour se rendre dans les gares et de ne pas arriver plus de trente minutes avant le départ du train.

Visites et conférences

JEUDI 20 MARS

VISITES GUIDEES ET PROMENADES. — Caisse nationale des monuments historiques, 11 h., 58, rue de Richelieu, Mme Legregeois : « Le livre et la vie quotidienne ». — 15 heures, 60, rue des Archives, Mme Bachelier : « Le Musée de la chasse et de la nature : hôtel de Guénégaud ». — 15 h., 25, boulevard des Capucines, Mme Chapuis : « Le siècle de Louis XV ». — 20 h. 30, 21, *rue Notre-Dame-des-Victoires*, Mme Thibaut : « La montée du christianisme ». — 13 h. 30, 58, rue de Richelieu : « La Bibliothèque nationale » (L'Art pour tous). — 15 h., métro Mabillon : « Les jardins du village de Saint-Germain-des-Prés. Ses caves » (A travers *Paris*). — 14 h. 30, 11, quai Conti : « Hôtel des monnaies » (Mme Ferrand) (entrées limitées). — 20 h. 30, 11, quai Conti : « Exposition Louis XV » (Mme Hager). — 15 h., 142, rue Mouffetard : « Saint-Médard et l'hôtel Scipion-Sardini » (Histoire et Archéologie). — 15 h., 6, place Paul-Painlevé : « Beautés de Cluny. *La Dame* à la licorne » (Jadis et Naguère). — 15 h., 70, rue de Vaugirard : « La Révolution au couvent des Carmes » (Paris et son histoire). — 15 h., 11, quai Conti : « Exposition Louis XV » (Tourisme culturel).

CONFERENCES. — 14 h. 45, Musée des arts décoratifs, 109, rue de Rivoli, Mme N. Gasc : « Tissus et passementerie ». — 17 h. 30, Documentation française, 29, quai Voltaire, M. Jacques Portes : « La reprise des relations entre la France et le Canada à partir de 1850 » (Société française d'outre-mer). — 16 h. 30, Conservatoire national des Arts et Métiers, 292, rue Saint-Martin, M. Henri Poupée : « Les jardins de Paris du XVIIe siècle à nos jours : du jardin français au jardin paysagiste ». — 18 h. 30 et 21 h., salle des ingénieurs des Arts et Métiers, 9 bis, avenue d'Iéna : « Etrange Siam, royaume des Thaï » (A la découverte du monde). — 21 h., 11 bis, rue Keppler : « W. Q. Judge » (réunion spéciale) (Loge unie des Théosophes). — 20 h. 30, 84, rue de la Roquette, général Paul Stehlin : « Les liens existant entre Israël et l'Europe » (Union sioniste de France). — 21 h., 54, rue des Saints-Pères, M. François Goguel : « André Siegfried, l'homme et l'œuvre » (Société de l'histoire du protestantisme français).

Journal officiel

Sont publiés au *Journal officiel* du 19 mars 1975

DES DECRETS

● Instituant une aide exceptionnelle aux exploitants agricoles ;

● Instituant une prime au maintien des vaches dans les exploitations agricoles et arrêté du 17 mars 1975 relatif aux modalités d'application de ce décret ;

● Créant une taxe parafiscale et instituant un régime de péréquation des charges de transport des scories Thomas.

Réceptions

Naissances

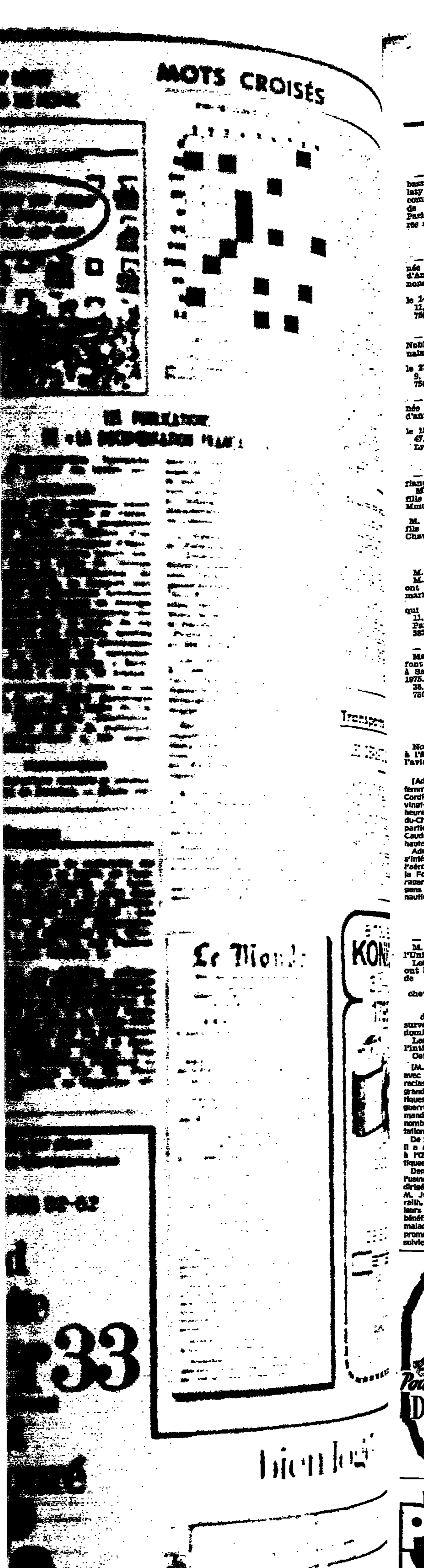
Fiançailles

Mariages

Décès

ADRIENNE BOLLAND

LOUIS CHANTAL



CARNET

Réceptions

— A l'occasion du Novrouz, l'ambassadeur de l'Iran et Mme A. Chilaty seront heureux de recevoir leurs compatriotes à l'ambassade impériale de l'Iran, 4, avenue d'Iéna, 75116 Paris, le vendredi 21 mars de 17 heures à 19 heures.

Naissances

— M. José-Marie Boivin et Mme, née Christine de Jurquet de La Salle d'Anfreville, ont le bonheur d'annoncer la naissance de
Pénélope - Charlotte,
le 14 mars.
11, boulevard Péreire,
75017 Paris.

— Christian et Nadine Da Costa Noble ont la joie d'annoncer la naissance de
Julien,
le 27 février 1975.
9, rue Magellan,
75008 Paris.

— M. Roger Freyther et Mme, née Françoise de Place, sont heureux d'annoncer la naissance de
Damien,
le 13 février 1975.
47, rue du Professeur-Patel,
Lyon (9e).

Fiançailles

— On nous prie d'annoncer les fiançailles de
Mlle Marie-Caroline Taittinger,
fille de M. Guy Taittinger et de Mme, née Gaston-Breton,
avec
M. Eric Frèrejean de Chavagneux,
fils de M. Humbert Frèrejean de Chavagneux et de Mme, née Bazin.

Mariages

M. et Mme Yves Metman,
M. et Mme René Rolland,
ont l'honneur de faire part du mariage de leurs enfants
François et Irène,
qui a eu lieu le 15 mars 1975.
11, rue Margueritte,
Paris (17e).
58240 Azy-le-Vif (Nièvre).

— Alain Baudry,
Marie-Françoise Tupin,
font part de leur mariage, célébré à Saint-Christol-lez-Alès, le 15 mars 1975.
38, rue Saint-Sulpice,
75006 Paris.

Décès

ADRIENNE BOLLAND

Nous apprenons le décès à Paris, à l'âge de soixante-dix-neuf ans, de l'aviatrice
Adrienne BOLLAND.

[Adrienne Bolland fut la première femme, en 1921, à franchir en avion la Cordillère des Andes. Agée à l'époque de vingt-cinq ans, elle avait rallié en quatre heures Mendoza (Argentine) à Santiago-du-Chili en survolant dans des conditions particulièrement pénibles, à bord d'un Caudron-63 de 80 CV, des montagnes hautes de 4 000 mètres.
Adrienne Bolland, qui n'avait cessé de s'intéresser par la suite aux sports et à l'aéronautisme, a légué tous ses biens à la Fondation de la vocation, afin d'encourager par l'octroi de bourses les jeunes gens qui se destinent à la carrière aéronautique.]

LOUIS CHANTAL

— Sa famille, ses amis,
M. Francis Perrin, président de l'Université à l'usine et à l'hôpital,
Les membres du comité exécutif,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Louis CHANTAL,
chevalier de la Légion d'honneur,
grand-croix
de l'ordre de la Libération
de la République espagnole,
survenu le 14 mars 1975, en son domicile, 39, rue de Berri, à Paris-8e.
Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité à Lyon.
Cet avis tient lieu de faire-part.

[M. Louis Chantal avait créé en 1936, avec M. Justin Godart, le Centre de reclassement professionnel qui a rendu de grands services à tous les réfugiés politiques, avant, pendant et après la dernière guerre mondiale. Sous l'occupation allemande, son action a permis de sauver de nombreuses personnes menacées de déportation raciale.
De plus, avec le professeur Léon Bérard, il a apporté une participation très active à l'Œuvre lyonnaise des hôpitaux climatiques dont il est resté administrateur.
Depuis 1956, grâce à l'Université à l'usine et à l'hôpital, qu'il a créée et dirigée sous la présidence successive de M. Justin Godart, du recteur Jean Sarrailh, de M. Francis Perrin, les travailleurs de nombreuses entreprises ont bénéficié sur le lieu de travail, comme les malades sur le lieu de leur cure, d'une promotion culturelle par des conférences suivies de débats.]

— Mme Anne-Marie Asseo,
Les familles Asseo, Aelion et Vinay,
Les parents et alliés,
ont la douleur de faire part du décès du
docteur Maurice ASSEO,
chirurgien-dentiste.
Ses obsèques auront lieu le vendredi 21 mars.
On se réunira à 10 h. 45, au cimetière du Père-Lachaise (96e division).
57, rue des Peupliers,
Boulogne-sur-Seine.

— M. et Mme Alain Bizot et leurs enfants,
M. et Mme Robert Bizot et leurs enfants,
M. et Mme Jean Papin et leurs enfants,
M. et Mme Guy Bizot et leurs enfants,
Mlle Marguerite-Marie Bizot,
M. et Mme Claude Flye-Sainte-Marie et leurs enfants,
Le Père Bizot, S.J.,
ont la douleur de faire part du décès de
Mme Jean-Jacques BIZOT,
née Odette du Pouget de Nadaillac,
leur mère et grand-mère,
survenu le 17 mars 1975 à Florence, munie des sacrements de l'Eglise.
La cérémonie religieuse aura lieu en l'église Saint-François-Xavier (place du Président-Mithouard, Paris-7e), le jeudi 20 mars à 14 heures.

— Le directeur,
L'assemblée du corps enseignant,
Le conseil d'administration,
Les étudiants,
Les différents personnels de l'Ecole nationale vétérinaire de Toulouse,
ont la tristesse de faire part du décès du
professeur E. DARRASPEN,
croix de guerre 1914-1918,
officier de la Légion d'honneur,
officier des palmes académiques,
commandeur du Mérite agricole,
commandeur
de l'ordre national du Mérite,
directeur honoraire
de l'Ecole nationale vétérinaire
de Toulouse,
membre correspondant
de l'Académie nationale de médecine,
président du conseil régional
de l'ordre des vétérinaires,
survenu à Toulouse, le vendredi 14 mars 1975, à l'âge de soixante-dix-huit ans.
Ses obsèques ont eu lieu en l'église Saint-Sylve de Toulouse, le lundi 17 mars 1975 à 8 h. 15, suivies de l'inhumation au cimetière de Terre-Cabade à Toulouse.

— Paul et Elisabeth Philippe, leurs enfants et petits-enfants,
Marie-Josèphe - Colette Gabriel,
Jean et Geneviève Gabriel et leurs filles,
Jacques et Luce Gabriel et leurs enfants,
Gérard et Jacqueline Gabriel et leurs filles,
Ainsi que les familles parentes, alliées et amies,
font part du décès de
François, Joseph,
Luc GABRIEL,
rappelé à Dieu le 16 mars 1975, dans sa soixante-dix-neuvième année.
Les obsèques religieuses auront lieu à Paris, en l'église Saint-Germain-des-Prés, le 20 mars 1975 à 8 h. 30, et seront suivies de l'inhumation au cimetière de Yerres (91).
Ni fleurs ni couronnes.
Prions en union avec lui et Claire, son épouse.
Les Sorinières,
44400 Rézé.
24, avenue Garibaldi,
87000 Limoges.
6, avenue de l'Abbaye,
91330 Yerres.
32, rue Cassette,
75006 Paris.
61, avenue d'Alfortville,
94700 Choisy-le-Roi.

— On nous prie d'annoncer le décès de
M. Albert GUILLARD,
inspecteur général
au ministère de l'équipement,
officier de la Légion d'honneur,
commandeur
de l'ordre national du Mérite,
ancien combattant 1939-1945,
rappelé à Dieu dans sa soixante-deuxième année à Paris.
De la part de
Mme Albert Guillard, son épouse,
M. et Mme Jean Rivalain, ses enfants,
Chantal et Anne, ses petites-filles,
M. et Mme Christian Bruneteau, leurs enfants,
Et tous les membres de la famille.
La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 21 mars à 8 h. 30, en l'église-cathédrale de La Rochelle, où l'on se réunira, suivie de l'inhumation au cimetière d'Esnandes (Charente-Maritime).
Le présent avis tient lieu de faire-part.

— On nous prie d'annoncer le décès de
Mlle Denise LEON-MEYER,
survenu le 18 mars 1975 à Us (Val-d'Oise).
De la part de
M. et Mme Antoine Saglier,
M. et Mme François Samson,
Mme Claude Samson,
Ses neveux,
M. Pierre Samson, son beau-frère,
M. et Mme Paul Molere et leurs enfants,
Mlle Isabelle Saglier,
M. Jacques Saglier,
Ses petits-neveux.
On se réunira au cimetière du Montparnasse (porte principale), le vendredi 21 mars à 14 h. 30 très précises.

— Mme Marcel Sourdel,
M. et Mme Stéphane Bollaert, leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme Denis Sourdel, leurs enfants et petits-enfants,
ont la tristesse de faire part du décès, le 11 mars 1975, de
M. René MAUÇOMBLE,
dans sa quatre-vingt-dixième année,
muni des sacrements de l'Eglise.
L'inhumation a eu lieu dans l'intimité familiale.

— Les familles Rusu-Ardeleanu, Greget, Durand,
ont la douleur de faire part du décès de leur père, grand-père et arrière-grand-père,
Nicolae RUSU-ARDELEANU.
La Salvetat-Saint-Gilles,
31170 Tournefeuille.

— Dieu a rappelé à Lui, le 18 mars 1975,
Gaëlle WILLARD,
à l'âge de trois ans.
La cérémonie religieuse aura lieu vendredi 21 mars à 14 heures, à Saint-Pierre de Montrouge, Paris-14e.
De la part de
M. Jean-Pierre Willard et Mme, née Brigitte Flavigny,
Jérôme, Eric et Hugues.

Remerciements

— Mme Ladislas Bonnet,
M. et Mme Vladimir Belot,
remercient les nombreux amis qui se sont associés à leur douleur lors du décès de
M. Ladislas BONNET.

— Mme Robert Soupault,
M. et Mme Jean Thuillier,
M. et Mme Jean-Michel Soupault,
très touchés des nombreuses marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès du
docteur Robert SOUPAULT,
et dans l'impossibilité d'y répondre individuellement, expriment leurs remerciements à toutes les personnes qui se sont associées à leur peine.

Anniversaires

— Une pieuse pensée est demandée pour le deuxième anniversaire du décès du
colonel Jean ARDAILLON,
des troupes de marine, mort pour la France le 20 mars 1973.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	6,00	6,89
OFFRES D'EMPLOI	30,00	35,02
REPRESENTAT. : Demandes	15,00	17,21
Offres	30,00	35,02
Offres d'Emploi "Placards Encadrés" minimum 15 lignes de hauteur	36,00	42,03

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
IMMOBILIER Achat — Vente — Location	24,00	28,02
AUTOS — BATEAUX	22,00	25,68
PROPOSITIONS COMMERC. CAPITAUX	60,00	70,05
OCCASIONS	22,00	25,68

offres d'emploi



roussel-uclaf

recherche

JEUNES CADRES

pour sa

DIRECTION FINANCIÈRE (PARIS)

- Les candidats devront pouvoir faire état d'une formation supérieure (École Supérieure de Commerce + D.E.C.S. par exemple) et d'une solide motivation pour les questions financières et comptables à l'échelle d'un groupe multinational.
- Ils prendront place au sein des différentes équipes de cette Direction et pourront exercer leurs activités dans des domaines diversifiés tels que :
- ÉTUDES FINANCIÈRES
- ANALYSE ET CONSOLIDATION DES COMPTES
- MÉTHODOLOGIE COMPTABLE ET FINANCIÈRE
- SERVICES DE COMPTABILITÉ GÉNÉRALE OU INDUSTRIELLE
- Connaissance de l'anglais ou de l'allemand souhaitable.

Adresser lettre manuscrite à
EUPAC N° 53700
34 rue Balard, 75015 PARIS

Notre Société avec siège principal européen à Bruxelles s'occupe du développement, de la fabrication et de la commercialisation de polymère et spécialités chimiques. Dans le cadre de notre expansion nous voulons établir notre organisation en France et recherchons

MANAGER RÉSINES PHÉNOLIQUES FRANCE

répondant aux exigences suivantes :

- — vendeur convaincu ;
- — qualification technique de 1er rang ;
- — expérience technique dans les polymères thermodurcissables (phénoliques de préférence) ;
- — connaissances suffisantes d'anglais ;
- — accepte déplacements fréquents en clientèle (voiture de la société) ;
- — âge 28 ans minimum.

Il aura pour mission de traiter nos activités actuelles, de développer de nouveaux marchés et d'assurer le service technique à la clientèle.

Adr. CV dét. et précis à HOOKER CHEMICAL S.A.
222, avenue Louise, 1050 Bruxelles.

Pour diriger une Société qui aura son Siège à PARIS ou dans la banlieue, nous recherchons un :

general manager

Il lui appartient de diriger et de développer cette nouvelle entreprise dans le cadre d'un groupe international. Ses tâches comprennent le Marketing et la vente, le démarrage des marchés industriels de l'Europe Occidentale, la partie technique, la mise en place des projets à long et moyen terme, l'établissement des budgets. Il doit entretenir des contacts personnels au niveau de la Direction avec les principaux clients industriels. Une solide formation de Marketing, au moins cinq ans d'expérience dans un poste de dirigeant, est exigée (de préférence dans le revêtement de surface métallique). Une excellente connaissance de l'Anglais et de l'Allemand est demandée.

Le «curriculum vitae» très détaillé est à envoyer sous réf. 357 à ORGANISATION et PUBLICITE 2, rue Marengo 75001 Paris q.tr.

Une discrétion absolue est garantie. Mentionner le nom des Sociétés auxquelles votre offre ne devra pas être transmise.

OP

GROUPE MULTINATIONAL

De grand standing en pleine expansion désire étoffer son Département Européen d'Audit, dont le siège est à Paris. Il recherche pour participer à cette croissance un

SENIOR MANAGEMENT AUDITOR

Le candidat retenu aura une formation supérieure (C.A., A.C.A., H.E.C., Sup. de Co + D.E.C.S. ou équivalent) ainsi qu'une expérience de quelques années des méthodes anglo-saxonnes d'audit. Il devra, dans un premier temps, pouvoir se déplacer fréquemment en Europe. Une très bonne connaissance de l'Anglais et d'au moins une autre langue est indispensable.

Cette opportunité, très bien rémunérée, s'adresse à des candidats dynamiques et ambitieux. Elle offre d'excellentes possibilités de promotion au sein d'une large gamme de Sociétés Industrielles.

Ecrire avec C.V. détaillé ss réf. MA/R.B. à T.A.S., 77, rue La Boétie. — 75008 PARIS. — Nos conseillers vous garantissent une *discrétion absolue.*

IMPORTANT GROUPE DE TRANSPORTS INTERNATIONAUX

recherche

RESPONSABLE hautement qualifié

POUR LA DIRECTION DE SES SERVICES DE FRET AERIEN A PARIS

discrétion garantie

Adresser C.V. détaillé et prétentions à M. Caunan - Publipress (sous réf 54131) 31, Bd Bonne Nouvelle 75002 Paris q.t.

Organisme formation professionnelle du bâtiment. PARIS-14e.

recherche

ADJOINT ADMINISTRATIF

Expéri. Bon rédacteur. 35 ans minimum. Posséd. bac, ayt conn. compt. et juridiq (niv. capac. en droit). Adresser C.V. et prétentions à C.C.C.A., 7, rue du Douanier-Rousseau, PARIS-14e.

GROUPE INDUSTRIEL LAGNY (77), recherche :

CONTROLEUR INTERNE

Format. supér. comptable (D.E.C.S. ou équivalence). Quelques années minimum d'expérience d'audit dans un cabinet anglo-saxon.

Adr. C.V., prét. à : C.F.C. Service du Personnel, 1, rue du Chariot-d'Or 77400 LAGNY.

Centre Rééducation professionn. recherche

ANIMATEUR (TRICE)

SOCIO-EDUCATIF.
Permis transport en commun indispensable. Ecr. : C.O.S. NANTEAU-SUR-LUNAIN, 77140 NEMOURS.

IMPORTANTE SOCIETE banlieue OUEST

C.A. un milliard, recherche

CHEF COMPTABLE

HOMME ; Salaire + 75000 ;

- Service Comptabilité Générale -
Travaux de centralisation et établissement de bilan.

Ce cadre âgé au moins de 32 ans, de formation DECS, BTS ou BP ancien régime, pourra justifier d'une expérience de plusieurs années au sein d'une société industrielle importante en tant qu'adjoint au chef comptable.

Outre l'aspect technique primordial du poste, celui-ci requiert de réelles aptitudes à la fonction de chef de service, le sens des responsabilités et des relations humaines.

Si vous êtes intéressé, adressez votre C.V. détaillé mentionnant prétentions de salaire et photo (retournée) à n° 9797 Cofap, 40, rue de Chabrol, 75010 Paris, qui tr.

SOCIETE DE COMMERCE INTERNATIONAL
Leader dans sa branche, recherche

CADRE

chargé des relations avec les banques et de la trésorerie en francs et en devises.

Il faut :

- avoir quelques années d'expérience ;
- disposer d'une excellente formation pratique, bancaire et comptable.

La connaissance du crédit documentaire et de l'Anglais sera un atout.
Ce poste à pourvoir sous un mois offre de réelles perspectives d'avenir dans un groupe de 1er plan.

Adr. C.V. sous réf. 831 à CREATIONS DAUPHINE, 41, av. de Friedland, 75008 PARIS, qui transmettra.

EXPANSIAL

Recherche pour Société Algérienne d'Engineering Pétrolier spécialisée dans le transport.

ingénieurs

- Chef de Projet — Réf. 115
Pour superviser et contrôler les travaux de pose pipeline gros diamètre.
- *Ensemblier Mécanique Piping* — Réf. 102
- Electricien Instrumentiste HT-BT — Réf. 103

Ces ingénieurs mécanicien et électricien seront chargés de la conception, du choix des matériels et des études de détails de stations pompage et compression.
Sérieuses références et expérience exigées.
Salaire selon compétence.
Nombreux avantages sociaux.

Adresser c.v. détaillé sous référence *correspondante* à :
EXPANSIAL : 6 rue Halévy 75009 Paris
2 place de l'Albertine Bruxelles 1000 (Belgique)

Important Etablissement financier recherche

CADRE COMPTABLE

Bonne connaissance des comptabilités générale, analytique et de gestion budgétaire.

- *— Expérience de plusieurs années ;*
- *— Formation niveau D.E.C.S.*

Envoyer C.V., photo et prétentions à N° 9.794 : COFAP, 40, rue de Chabrol, 75010 Paris, qui tr.

A. G. R. R.

Importante Institution de Prévoyance recherche pour son service informatique :

— 1 INGÉNIEUR SYSTÈME

(Grand système télétraitement)

— 4 ANALYSTES PROGRAMMEURS

(• 2 pour affectation au service « Analyse programmation »)
(• 2 pour affectation au service « Exploitation »).

Connaissance du matériel ICL souhaitée.

Poste à pourvoir à Chartres

Rémunération en fonction de l'expérience

Adresser curriculum vitae manuscrit à A. G. R. R., Service du Personnel, 37, bd Brune. — 75014 PARIS.

emplois régionaux

Pour développer son activité d'étude et de réalisation d'équipements spéciaux,

SERI

SOCIETE D'ETUDES ET DE REALISATIONS INDUSTRIELLES

recherche

UN INGENIEUR

grande école (Sup-Aéro - Sup-Elec. ...)
ayant 4 à 5 ans d'expérience industrielle dans le domaine de l'étude et de la réalisation d'AUTOMATISMES.

Le poste à pourvoir consiste à concevoir des automatismes (électroniques ou pneumatiques) et à en suivre la réalisation auprès des fournisseurs.

Le lieu de travail sera situé à NANTES dans l'immédiat et pourra éventuellement être transféré, dans l'avenir, dans une autre des Directions Régionales de la Société.

Ecrire avec C.V., photo et prét. à M. MALO
SERI 125, rue J.B. Vigier
44400 REZE

INFORMATIQUE COMMUNALE
GRENOBLE

Ingénieur en Organisation technique et administrative

I.C.A.R.E. Société d'Informatique communale recherche pour Grenoble
UN INGENIEUR EN ORGANISATION
diplômé de Grande Ecole ou équivalent.

Expérience professionnelle minim. de 4 ans exigée, soit dans un cabinet d'Organisation, soit dans un service d'Informatique.

Le poste permet de découvrir LES MULTIPLES ACTIVITES D'UNE COLLECTIVITE LOCALE. Il convient à un candidat AIMANT TRAVAILLER EN EQUIPE.

Adresser C.V. en indiquant rémunération actuelle à I. C. A. R. E., Hôtel de Ville, 11, boulevard Jean-Pain, 38000 GRENOBLE.

IMPORTANTE SOCIETE FRANCAISE SPECIALISEE REFRIGERATION INDUSTRIELLE

Filiale puissant groupe international
(études, conception, réalisation, montage installations frigorifiques forte puissance pour toutes applications industrielles en France et à l'Etranger)

cherche

INGENIEUR HAUT NIVEAU

ayant solide expérience industrielle en régulation, instrumentation électricité.

sera chargé d'animer un groupe de travail ayant la responsabilité de :

- l'étude et la mise au point de systèmes séquentiels et analogiques, électriques, électroniques, *pneumatiques, sur circuits frigorifiques,*
- la normalisation et la standardisation des matériels.

Langue anglaise appréciée.
Promotion assurée pour candidat de valeur.

INGENIEUR D'AFFAIRES

- gestion technique et administrative de contrats importants impliquant larges initiatives.
- bonne expérience industrielle, si possible réfrigération.
- habitude des rapports avec la clientèle industrielle.
- goût des contacts humains.

Langue allemande et anglaise souhaitées.

Lieu de résidence : grande ville universitaire de l'OUEST, mais les postes impliquent des déplacements occasionnels de courte durée en France et à l'Etranger.

Conditions à débattre selon expérience et qualification.

Envoyer C.V., photo et prétentions à No 98367 - CONTESSE PUBLICITE, 20, Avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

GROUPE MULTINATIONAL

recherche pour l'une de ses filiales

ANALYSTE FINANCIER

pour son service
COMPTABILITE-ANALYTIQUE

Formation supérieure

PROMOTION ASSUREE A CANDIDAT DE VALEUR

Poste à pourvoir en TOURAINE.

Adresser C.V. manuscrit, photo et prétentions sous No 98928, CONTESSE PUBLICITE, 20, Avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra

---

UNE CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DU CENTRE - OUEST

recherche

Cadre Supérieur - 35 ans minimum - Formation ESC, lic. Droit, Sc Po. ou équivalent - ayant plusieurs années d'expérience acquise comme Secrétaire Général ou Directeur Administratif dans une Entreprise ou organisme similaire *pour lui confier le poste de*

SECRETAIRE GENERAL

Envoyer dossier complet: C.V., photo, prétentions et réf. à PUBLIPRESS 31 Bd Bonne Nouvelle 75002 Paris (sous référence 54132) qui transmettra Réponse et discrétion assurées.

Voulez-vous devenir à court terme le RESPONSABLE INFORMATIQUE d'une entreprise lyonnaise, dont la taille est moyenne (CA 100 MF, 700 personnes) mais la croissance rapide ?
Voilà ce que nous offrons à un

ingénieur informaticien

de formation supérieure, ayant acquis à 30 ans minimum une solide connaissance des techniques (*Assembleur, COBOL*), avant de conduire des projets qui l'ont bien familiarisé avec la gestion de l'entreprise.

Il a pour mission de suivre et contrôler *l'exploitation des applications existantes* sous-traitées sur 370/DOS, d'étendre la gestion de production et de concevoir les applications financières.
Si oui, écrivez à Mme G. DILL ss réf. 269 M
Carrières de l'Informatique.



ALEXANDRE TIC S.A.
18, RUE DE LA REPUBLIQUE - 69001 LYON
PARIS - LILLE - GENEVE - ZURICH - BRUXELLES

Régie gestionnaire d'un Centre de Tourisme comprenant important camping-caravaning (3.000)

recherche DIRECTEUR

- — Age : 30 ans minimum ;
- — Connaissances adm. et jurid. niveau fac.,
- — Expérience 3 à 5 ans : secteur privé, commercial ou gestion tourisme, ou secteur public fonctions catégorie A ;
- — Anglais (lu et parlé) très utile, allemand apprécié ;
- — Résidence principale : chef-lieu département ; résidence nécessaire sur secteur d'exploitation juin à septembre (logé) ;
- — Rémunération de départ : 40.000 F/an +, frais déplacement ;
- — Libre rapidement : candidatures reçues jusqu'au 24 avril 1975 ;
- — Stage probatoire contractuel : 4 mois, de juin à septembre.

Adr. lettre, C.V., photo et demandes rens. compl. à : Directeur Régie de Chalain B.P. 98 - 39003 LONS-LE-SAUNIER.

---

offres d'emploi

chef des services comptable et financier

PARIS

80 000 F +

BERNARD KRIEF SELECTION

MF Massey Ferguson

chefs de projets

Burroughs

UN ASSISTANT DES RELATIONS INDUSTRIELLES



emplois régionaux

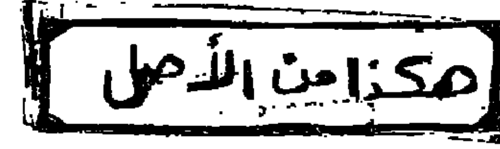
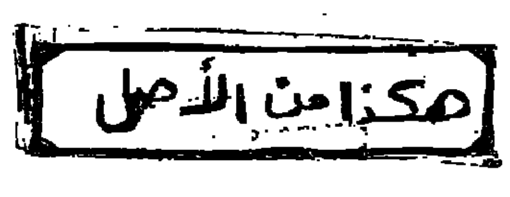
DIRECTEUR DES RELATIONS HUMAINES

ingénieur de production

INTERCARRIERES

offres d'emploi

emplois régionaux

offres d'emploi

GF

recherche pour son Département

OPERATIONS PLANNING

INGENIEUR GESTION PRODUCTION

30 ans minimum.

Le candidat, de formation type Centrale ou équivalent, sera chargé :
- de la planification à long terme des usines;
- de la coordination des études demandées *par le marketing;*
- de la détermination, en liaison avec les services techniques et financiers, des investissements.

Il devra être capable:
- de mener des projets faisant appel à des connaissances dans des domaines variés;
- d'effectuer des études économiques.

Connaissance indispensable de l'Anglais.
Lieu de travail : MONTREUIL-sous-BOIS.

Ecrire avec C.V. et prétentions à J.C. Leleu, 283, rue de Rosny, 93106 MONTREUIL.

SANDVIK FRANCE
Département PRODUITS FINIS
recherche

CHEF ADMINISTRATION DES VENTES

NOUS VOULONS :
— Un homme ou une femme de formation commerciale supérieure (IUT - EDC - HECJF...) ayant au moins 3 ans d'expérience de la fonction, d'excellentes bases informatiques et un réel sens de l'animation.
L'Anglais sera apprécié.

NOUS OFFRONS :
— La gestion administrative d'un département commercial important (3.000 articles - 6.000 clients) ;
— La gestion d'un personnel de 30 personnes (dont un magasin important) ;
— De sérieux débouchés de carrière dans un groupe international attaché aux principes du développement de son personnel.

Envoyer C.V. détaillé avec prétentions à SANDVIK FRANCE
Boîte Postale 194 - 92306 LEVALLOIS-PERRET.

---

comptabilité et contrôle de gestion

75000 F+

FILIALE ANGLO-SAXONNE

La nouvelle filiale française d'un groupe britannique (proche banlieue Sud-Est), recherche un cadre comptable capable de prendre en mains un service de comptabilité générale et budgétaire utilisant un petit ordinateur.

Ce poste peut évoluer rapidement vers les fonctions d'Adjoint de Direction Financière. Il convient à un comptable confirmé (H. ou F.), ayant une parfaite maîtrise de la comptabilité de base et de ses applications pratiques (paie, déclarations fiscales, etc.).

(La formation à la comptabilité anglo-saxonne sera assurée dans l'entreprise et nécessite une bonne connaissance de l'anglais).

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous réf. 29 541/M à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising 3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS

Société Internationale de Matériel pour la fabrication, le transport et la mise en place du béton,

recherche

UN AGENT TECHNICO - COMMERCIAL

de 30 ans minimum ; d'un niveau général équivalent au B.T.S. dont la mission sera de vendre son matériel et de promouvoir sa marque (spécialiste de la vente des pompes à béton de préférence).

Il sera dynamique, accrocheur, persuasif. Il aura le sens des contacts à tous les échelons de la profession, donc un homme de terrain dominant son marché.

Rodé aux méthodes modernes de vente, il doit être capable de prévoir et de réaliser seul son programme de travail en articulant toutes ses actions dans le cadre de l'organisation et des options de la Société afin d'atteindre les objectifs qui lui seront fixés.

Déplacements permanents avec voiture personnelle. Position Cadre - Rémunération intéressante : fixe indexé + commissions + 13e mois + frais de route sur justificatifs + indemnité kilométrique.

Envoyer curriculum vitae et photo récente à : STETTER S.A. - 91, bd Poniatowski, 75012 PARIS.

Groupe Multinational recherche pour Filiale Française C.A. 100 Millions

ingénieur de coordination

Grand projet informatique en temps réel

PARIS. ANGLAIS PARLE

Il sera chargé de la coordination et de la gestion des aspects *techniques et administratifs liés à la réalisation d'un contrat très* important et de dimension nationale.

Toutes informations sur cette offre seront données en toute discrétion au téléphone par Information-Carrière SVP-11-11 de 9 h à 18 h qui donnera un rendez-vous aux candidats intéressés.

Référence : 539

Information Carrière SVP.11.11

37, rue du Général Foy 75008 Paris.

offres d'emploi

MONTPARNASSE

BANQUE 1er ordre, recherche

GRADES CLASSE IV

POUR SERVICES SECRÉTARIAT BANCAIRE CAISSE et PORTEFEUILLE

Envoyer C.V., photo et prétentions à No 9.792 : COFAP, 40, rue de Chabrol, 75010 Paris, qui trans.

GROUPE INDUSTRIEL recherche

TECHNICO-COMMERCIAL

Expérimenté et introduit industries lourdes de préférence (poste avec déplacements de courte durée)

Adr. C.V., prét. à C.F.C. Service du Personnel, 1, rue du Chariot-d'Or, 77400 LAGNY

INGENIEUR

ayant quelques années expér. mécanique hte précision, emploi Centre Nat. de la Recherche Scientif. dans Labo. de rech. Prende contact LEMIRRE 326-07-25 (poste 33-54).

LIBREVILLE (GABON)

Entreprise bâtiment recherche mécanicien confirmé : mécanique générale et tous engins de chantier
Adr. C.V. et prétentions MARTEL BP 135 LIBREVILLE

ETABLISSEMENT FINANCIER recherche

COMPTABLE 2e échel.

Homme bonne expérience
Notions prévisions trésorerie

Adr. C.V. et prétentions à : BATI-CREDIT, Serv. du person., 3, avenue du Coq, Paris (9e).

GROUPE IMPORTANT engage immédiatement

COMPTABLES 2e ECH. CONFIRMES (H. ou F.)

Age minimum 25 ans
Comptabilité Générale, Déclarations fiscales et para-fiscales.

AIDES-COMPTABLES CONFIRMES (H. ou F.)

Tél. : 758-12-20 Poste 370 ou 418

BMW IMPORT, S.A.
recherche

2 COMPTABLES

pour comptabilité clients, contrôle de gestion.

Lieu de travail : Bagneux (*N. 20, 3 km porte d'Orléans*) autobus ou métro, restaurant d'entreprise, horaire 5 X 8.

Envoy. candidature, C.V. lettre manuscrite et prétentions, à : 92220 BAGNEUX

IMPOR. Sté de CONSTRUCT. d'APPAREILS de MESURES PARIS 13e recherche :

AGENTS TECHNIQUES

ELECTRONICIENS niveau B.T.S. ou D.U.T.
Ecrire av. C.V. et prétent. à A.O.I.P. MESURES B.P. 301 - 75624 - Cedex 13.

Impt Bureau d'Etudes près MONTPARNASSE, rech.

JEUNE CHIMISTE

(Diplômé Enseignement Supérieur) ayant une expérience de quelques années en chimie des eaux et traitement des eaux résiduaires. Le candidat devra aimer les contacts humains et posséder une bne capacité de rédaction. Les candidats intéressés adresseront leur candid. (C.V. + phot + salaire) sous la référence 433/758 au B.C.E.O.M. 15, SQUARE MAX-HYMANS, boîte postale 75741, Cedex 15.

ASCENSEURS M.A.N. recherche - d'urgence :

TECHNICO-COMMERCIAL

dynamique, ayt expér. chiffrage et vente ascenseurs, escaliers mécaniques. - Bilingue français, allemand souhaité.
M.A.N. GHH FRANCE, 119, bureaux de la Colline, 92213 Saint-Cloud. T. : 602-70-64.

Hebdo parisien rech. chef public. junior pr vte d'espace. Se prés. av. CV dét. le 20, 21 mars 56, rue Lafayette (9e), 7e dte.

Hebdomadaire International recherche spécialiste vente, diffusion et abonnement (administration et promotion) pour assister directeur du département niveau universitaire.
Pratique de l'anglais et expérience de 5 ans nécessaires.
Envoyer lettre manuscrite à : Mme THOMAS 51, av. des Ternes 75017 PARIS.

Impte Société d'exploitation de chauffage rech.

UN COMPTABLE

2e échelon, pour sa comptabilité générale. Tél. 776-41-00 (poste 32-24) pr rendez-vous.

IMPTE SOCIETE D'ELECTRONIQUE

BANLIEUE SUD

recherche pour son

SERVICE DU PERSONNEL

D.U.T. GESTION

OPTION PERSONNEL OU FORMAT. EQUIV.

Ce poste est susceptible d'évoluer vers une fonction de responsabilité.

Le candidat sera impérativement dégagé des O.M.

Ecrire en précis. expér. et prét. no 99.441 CONTESSE Publicité, 20, av de l'Opéra, Paris-1er, q.t.

INSTITUT NATIONAL DE LA CONSOMMATION
98, rue de Sèvres, Paris-7e, tél. 566-84-01 (poste 305), cherche, urgent, documentaliste, remplacement 6 mois.

SCHWARTZ HAUTMONT
10, rue Lionel-Terray 92504 Rueil-Malmaison recherche

CADRE MASCULIN

30 ans minimum

— *Service juridique et personnel,*
— Formation juridique,
— Licence en droit exigée,
— Expérience souhaitée,
— Droit des contrats,
— Législation sociale,
— Contentieux correspondant.

Prendre R.-VS par tél. au : 749-03-60 M. COUMAU.

ENTREPRISE DE TRAVAUX PUBLICS rech. pour une de ses filiales (Lieu travail actuell. banl. Ouest)

COMPTABLE PRINCIPAL

Le candidat retenu devra être doué d'un grand dynamisme et une bonne expér. de la Cpté générale et analytique.

Ecrire (photo), appointements, expér., rémunération souhaitée, no 4941 LEVI TOURNAY 5, cité Pigalle, Paris (9e).

IMPORTANTE SOCIETE D'ETUDES ET REALISATIONS recherche

INGENIEURS

possédant expérience plusieurs années domaine agro-alimentaire en entreprise générale.

DESCRIPTIF POSTES A POURVOIR :
— Analyse données de base ;
— Etude et mise au point FLOW SHEETS ;
— Etablissement chiffrage éléments réalisation ;
— Mise en forme, rédaction offre technique, négociation ;
— Etude conception réalisation unités spécifiques, domaines d'application diversifiés ;
— Mise en œuvre de l'unité, suivi travaux jusqu'à réception définitive.

FONCTIONS :
— Chargés d'affaires responsables de conception à réalisation.

LIEU DE TRAVAIL : banlieue Sud de Paris.

Adresser C.V. détaillé et prétentions à no 98.037, CONTESSE PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra, Paris-1er, q.t.

HOTCHKISS BRANDT MECANISATION (Métro Carrefour-Pleyel) Filiale

THOMSON BRANDT
recherche

PLUSIEURS INGENIEURS DIPLOMES

Expérience 2 ans minimum.

Spécialités :
— MECANICIENS ou ELECTROMECANICIENS ;
— ELECTRONICIENS ;
— INFORMATICIENS
pour postes études, essais, développement
installations sur chantiers.

Ecrire avec C.V. et photo, B.P. 111, 93203 SAINT-DENIS.

Organisme Formation Continue cherche INGENIEUR Gde Ecole ou Univers. équival. Le candidat doit avoir une solide expérience dans ce domaine, notamment en organisat., gestion, savoir dirig. équipe formateurs, organiser stages et assurer la direction commerciale de son département. Age 40 ans minim. Ecr. no 8.196, « le Monde » Pub.,

---

Agence de Publicité DELRIEU recherche une *ASSISTANTE* de publicité confirmée, minimum expérience 3 ans, poste stable. Ecr. en env. C.V.+photo et prét. Pub. Delrieu, Mme Desplanches, 79, Champs-Elysées, PARIS-8e.

Société d'Etudes recherche INGENIEUR ELECTRONICIEN disponible immédiatem., bonne conn. de l'anglais exigée. Ecr. REGIE-PRESSE, no T 66.624, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2e)

Etablis. scolaire, 92-Rueil, rech. Licencié MATH ou PHYSIQUE pour assurer un service de technologie en 4e-3e. 967-58-49, heures bureau.

capitaux ou proposit. com.

LIECHTENSTEIN ttes transactions import-export. Abbaliy, 42, r. R.-Boulanger Xe.

HOLDING immobilier ch. à céd. participation Sté de gestion immobilière. Conviendrait à administrateur de biens en vue extension. T. 266-30-49.

CADRE 8.000 F mens. ch. urgt 40.000 F pr 18 m., intérêt élevé. NIALLEY, 47, rue Richer, IXe.

L'IMMOBILIER RESTE LE MOYEN LE PLUS SUR DE FAIRE FRUCTIFIER VOTRE CAPITAL.
Nous vs proposons des formules inédites alliant une rentabilité avec garantie à une participat. au bénéf. Capit. mini. 200.000 F. Pr un 1er contact, écr. no 381 Publi-G.R., 27, fg Montmartre.

occasions

TIMBRES - POSTE ACH. cher collection. Tél. 267-09-19, matin.

Achète pour conservatoire Violoncelles-violons. Ecr. SETEP, 65, Ch.-Elys., 8e.

Vds très belle voit. d'attelage type VICTORIA, fin du XIXe. S'ad. BUIGUES, 4, r. G.-Fauré 81100 CASTRES. Tél. : (16-63) 59-00-37.

LIVRES : achat domicile même éditions courantes. Librairie Bugnard, 29, rue Durantin Paris-18e. Tél. : 076-41-25.

emplois féminins

CIEFOP

recherche pour LE RESPONSABLE DE LA FORMATION A L'ETRANGER

UNE COLLABORATRICE

— Elle mettra en place et assurera son secrétariat
— Anglais indispensable
— Lieu de travail : PARIS

Envoyer C.V. au CIEFOP 83-85, Bld de la Gare - 75013 PARIS

Sté rech. pour service export EMPLOI MI-TEMPS

JEUNE FEMME

trilingue
Français, anglais, allemand
Cet emploi exige de la méthode suivi client, courrier expédition et une expérience des formalités douanières et bancaires de l'export
Ecrire avec C.V. et prétentions M. B., 8, bd de la Gare, (13e)

CLAMART

Groupe Industriel en pleine expansion offre poste de

SECRÉTAIRE DE DIRECTION

Vous êtes :
— Parfaitement BILINGUE (ANGLAIS), l'origine anglaise ou américaine serait appréciée ;
— Expérimentée ;
— Capable de s'organiser, de prendre des initiatives et d'avoir des contacts.

Vous pouvez être LA COLLABORATRICE que recherche notre Directeur Commercial.

Adresser C.V., photo *et prétentions à M. HUON,* 33, avenue de Suffren, 75007 PARIS.

Bne STENODACT. AUDIO

expérimentée (5 X 8) cantine, retraite. Se présenter ce jour, DEGUELDRE, 40, av. de Villiers Paris-17e. Demand. Mme Pignol *ou téléphoner : 622-59-98.*

Importante Maison d'Editions recherche Libre de suite ou très rapidement pour quartier Alésia

1 TARIFICATRICE-CODIFICATRICE

ORDINATEUR. Dact. souhait.

5X8 en hor. dynamique. 13e mois, 5e sem. congés. Particip. résultats. Rest. d'entr. Avant. sociaux divers Se prés. jeudi 20 de 9 h 30 à 11 h 30 et de 14 h 30 à 16 h 30, et vend. 21 de 9 h 30 à 11 h 30 à M. VOISARD - E. T., 123, rue d'Alésia, Paris-14e (828-89-09).

Importante Société PARIS-15e rech. pour Service Personnel EMPLOYEE BUR. DACTYLO 13e mois, avantages socx. Hor. à la carte, base 40 h. Cantine. Ecrire avec C.V., B.R.C., 40, quai d'Issy-les-Moulineaux, Paris-15e, ou téléphoner pour rendez-vous 842-28-00, poste 337.

BONNE DACTYLO demandée par Laborat. Berdat et Lafarge, 124, rue La Boétie, Paris. Tél. 225-26-86 et 225-15-67 (comptes rendus de laboratoire, *réception des malades,* classement).

S K F
Proximité rond-point PETIT-CLAMART recherche

STENODACTYLO

Bilingue anglais pour secteur exportation. Expérience minimum 1 an.

40 h./5 jours - Restaurant Avantages sociaux

Pr tt renseign. compl. et R.-V., appeler Service du personnel : 630-23-34, poste 34-40.

Associat. de cogestion pour les chantiers de Jnes Bénévoles ch. SECRETAIRE DE DIRECT. Sens respons. Exp. de serv. et d'équipe. Ecr. av. C.V. et prét. à COTRAVAUX, 11, r. de Clichy, 75009 PARIS.

IMPTE SOCIETE ELECTRONIQUE
PARIS recherche

SECRETAIRE-COMPTABLE FME

Capable d'assurer le secrétariat *du responsable administratif,* ainsi que le suivi de la comptabilité des filiales.

Une expérience acquise au sein d'un cabinet d'expertise ou d'une petite société serait très appréciée.

Poste stable, avant. sociaux. Possibilité d'évolution.

Adres. C.V. et rémun. souhait. no 99.519, CONTESSE PUBL., 20, av. de l'Opéra, Paris-1er, q.t.

TRADUCTRICE DACTYLO **RUSSE** PROTECHNA — 770-28-35

représentation offres

IMPORTANTE SOCIETE D'ARTICLES MENAGERS recherche POUR PARIS ET BANLIEUE

REPRÉSENTANTS EXPÉRIMENTÉS

(grossistes centrales d'achats, grands magasins, grandes surfaces, etc.)

Ecrire Agence HAVAS LAVAL - 53000, B.P. 709, numéro 891, qui transmettra.

ENSEIGNANT SANS POSTE

Nous vous offrons, tout en restant au service de la culture, une situation stable, très rémunératrice, pour la diffusion d'une collection littéraire sans précédent. Nous vous demandons de l'énergie et la volonté de réussir. Voiture indispensable. Ecr. avec curriculum vitae à CAL, 148, rue du Fg-Poissonnière, PARIS-Xe.

Deux importants constructeurs machines-outils G. DUFOUR (Fraiseuses) MONTREUIL (93)

INNOVATION MECANIQUE (Tours) MORET 77 recherchent

UN REPRÉSENTANT V.R.P. MULTICARTES

pour départements : 36, 37, 41, 49, 72, 79 et 86.

Ecrire C.V. à G. DUFOUR, 143, bd Chanzy, Montreuil (93). Téléphone : 858-53-30.

formation profession.

PROGRAM. D'EXPLOITATION SUR IBM.3
Niveau BAC ou 1re
6 à 7 mois — 180 h. de cours

FAX

Ecole privée
6, rue d'Amsterdam, 874-95-69.

enseignem.

APPRENEZ L'ANGLAIS EN ANGLETERRE
Cours à Pâques et en été dans ville ensoleillée de la côte Sud. Deux écoles, une pour les adultes (+ de 16 ans) et une pour enfants (11 à 15 ans).
Détails sur demande *au Secretary,* Meads School of English, 22 Milnthorpe Road, Eastbourne, Sussex. Tél. (0323) 34335/6.

autos-vente

OPEL ASCONA
1972, première main. Véhicule garanti. TEL. : 254-11-33.

TRIUMPH MK 4
1973, première main, 23.000 km. Radio. Véhicule garanti. Prix : 11.000 francs. TEL. : 254-11-33.

AUSTIN
MINI 1000 - 1972
Parfait état, véhicule garanti. Prix : 6.500 francs. TEL. : 254-11-33.

Collab. PEUGEOT
vend voiture de fonction : 504 diésel — 204 diésel. Prix intéressant. — M. DOLE, Téléphone : 754-93-02.

PORSCHE 911 S 2,7 l, année 74. Tél. : 236-37-74.

Vend Simca 1100 Spécial, bon état. Téléphoner à partir de 18 heures au : 957-88-98.

ALFA-ROMEO
Sélection Première Main
Garantie Totale.

ALFA 1600, super, 72, 73.
ALFA 1600, mot. 0 km., 73.
ALFA 1750, coupé, 71.
ALFA 2000, berline, 73.
ALFA 2000, berl. autom., 74.
ALFA 2000, coupé, 73.
ALFA Montréal, 73.

ASTON MARTIN DBS 6, 69.
ASTON MARTIN DBS V8, 71.

MIRABEAU
71, av. de Versailles, Paris-16e, Téléphone : 525-14-20.

Concessionnaire exclusif.

B. M. W.
Essais - Crédit - Leasing.

cours et leçons

Angl. par prof. d'orig., expér., résult gar. T. 231-37-81, matin.

demandes d'emploi

COMMERCIAL

— *Expérience affirmée en ventes « informatiques ». 42 ans - 130.000 francs.*
— *Résultats prouvés, efficacité.*
— *Sens des responsabilités, soucis de rentabilité.*
— *Peut dynamiser une équipe de vente.*

Ecrire no 2.798, « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS (9e).

CHEF DE PUBLICITÉ

Jeune femme, 29 ans, poss. expérience gestion budgets, relations publiques, presse, connaiss. techniques (édition P.L.V. prom.) et sociales approfondies, 8 ans auprès agences internat., anglais, espagnol parlés et écrits, recherche situation évolutive agence dynamique ou annonceur.

Ecrire sous réf. 4206 à PUBLIPANEL, 20, r. Richer, 75441 PARIS, CEDEX 09, qui transmettra.

Forte personnalité ; quarantaine ; universitaire connu ; ayant assumé importantes responsabilités et acquis grande pratique problèmes humains, sociaux, syndicaux, économiques, internationaux ; trilingue,

RECHERCHE

SITUATION INTERESS. : mini début 120.000 F.

Ecrire sous le numéro 2.755, « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens - 75427 PARIS-9e.

CADRE

TECHNICO - COMMERCIAL - 32 ans
Dynamique - Sens des responsabilités.
Bon niveau technique et commercial.
Rompu aux contacts clients et fournisseurs.
accepte déplacements.

Ecrire à M. CARON - B.P. 19. 95400 ARNOUVILLE-LES-GONESSE.

MOYEN-ORIENT AFRIQUE DU NORD CADRE COMMERCIAL

ARABE - ANGLAIS
Capacité de gérer opérations exportation (prospection, ventes, contrats, animation réseau)
NOMBREUSES INTRODUCTIONS
Etudierait toutes propositions - Résidence indiffér.

Ecrire no 2.808, « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS.

INGÉNIEUR UNIVERSITAIRE

Doct. 3e cycle. Econom. et Administr. des Entrepr. 37 ans - Spécialiste calcul et réduction des coûts, analyse de la valeur - organisat. de la production.

cherche mission minimum 3 à 6 mois en tant que consultant.

Anglais - Irlandais - Français.

Ecrire sous le numéro 66.707, à REGIE PRESSE, 85 bis, rue Réaumur - 75002 PARIS.

E.S.S.E.C. 34 ANS

ANGLAIS - ALLEMAND COURAMMENT
Expérience agences voyages villages — Restauration collective — Hôtellerie — Gestion — promotion — Engineering

recherche
Société d'études ou engineering
Missions étranger souhaitées

Ecrire sous référence 2.673, à P. LICHAU S.A., 10, rue Louvois - 75063 PARIS CEDEX 02. qui transmettra.

Vous recherchez un

CHEF DE PRODUCTION

capable de :
- Réduire coûts production ;
- *Gérer vos stocks ;*
- Faire respecter délais ;
- Automatiser fabrications,

en un mot d'organiser tous vos services de fabrication.

Je possède cette expérience, 37 ans, ingénieur technicien, pragmatique, j'ai gravi tous les échelons dans industries mécaniques, électromécaniques produisant *moyennes séries.* Ecr. à 2.757 « le *Monde* » P., 3, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

J.F. licence Sc. Eco, maîtrise dével. relat. internat., D.E.S. Sc. Eco doctorat en cours, connaiss. approfond. financ., stage C.N.R.S. planificat. bil. anglais, ch. poste service financ., étud. financ. et économiq., etc. — Ecr. no 99.025, REGIE-PRESSE, *85 bis, rue Réaumur, PARIS-2e.*

J.H. dég. O.M., 27 ans, licence en droit + D.E.S., ch. emploi ds cabinet ou serv. juridiq. d'entreprise. Libre de suite. Ecrire Moens, 32, r. de Douai, Paris-9e.

J.F. 24 a., SUP. DE CO, option finances et comptabilité, allem., anglais, débutante, ch. situation Paris ou banlieue. — 328-28-91.

Ing. techn.-cial, Gde Ec., form. T.P., B.A. spécialité fondat. profondes, mécan. des sols, expér. diversifiée de 11 a. : ét. techn. et com., prospect., négoc., gest., rech. poste de resp. rég. paris. Ecr. no 2.787, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

H. 23 a., 5 ann. exp. banc., BP de banq., étud. A.M. éco., ch. sit. sect. privé banq. ou assim. Ecr. no 2.788, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

TECHNISCHER BETRIEBSWIRT
Allemand, 28 ans, parl. franç., form. tech. sup. en électron. et gestion entrepr., spécial. en informatiq. Expér. : bureau d'ét. concept. syst. logiq. et d'appar. de précis. Anal. fonct./organ. et program. de projet inform. (pet. syst.) ch. sit. corr. en France. Ecr. no 2.806, « le *Monde* » Pub., 5, r. des Italiens. 75427 Paris-9e.

Ing. A.M., 49 a., créatif et dyn., occupe actuel. poste dir. de dévelop. et applicat. ind., gde exp. concept., B.E., métho., gest. fabricat. ds dom. électroniq., électrotechniq., therm., rech. poste de resp. ds tech. constr. mécan., électromécan. et appareil. Rég. paris., de préfér. secteur Nord. Ecr. no 2.804, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Secrét. direct., 28 a., bil. angl., not. espag., B.T.S., 6 a. travail direction, sens relat. publiq. et resp., rech. poste collaboratrice. Ecr. no 99.430, Contesse Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris-1er, q.t.

JEUNE FEMME 25 a., licence droit privé, certificats d'études judiciaires; D.E.S., allemand, notions anglais, cherche emploi contentieux ou autres intéressant av. évolution. Région indifférente. Ecr. Havas Nice 0322.

J.H. 25 ans, B.T.S. électriq. et *mécan. (Violet), expér.* 2 a. ds entrepr. dynam., bne présent., ch. poste responsab. tous dom. Libre de suite. Téléph. 642-71-74.

GERANT ADMINISTRATIF Diplômé E.S.C.

36 ans, marié sans enfant cherche emploi pour Société française au Canada, région OTTAWA ou MONTREAL.
Adr. vos ordres à no 755.093 REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2e.

Format. animat. de groupes, praticien vente de services secteur bancaire, ch. collabor. av. équipe dynamique. — Ecrire no 98.811, REGIE - PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2e.

J.F. 27 a., lic. Fac. de lettres, 4 a. expér. profes. gestion adm., rédaction docum., angl., bonnes connais. sect. social et enseign., dact. déb., ét. ttes pr. Copperis *M., 65, rue Marx-Dormoy (18e).*

Jeune fme démonstratrice ch. emploi TELEVENDEUSE à domicile. Tél. pour renseignem. complémentaires. Tél. 496-54-85.

J.H. libéré O.M., libre de suite, ch. emploi vendeur de disques. Possède références. THIRIAT, 38, rue de Flandre, PARIS-19e.

J.H. 23 a., lib. O.M., licence en *droit, D.E.S. de sciences politiques,* ch. premier emploi. S'adr. M. Nevalpotro, 14 ter, r. Esther-Lacroix, CHATOU. 976-74-13.

J.H. 24 a., dégagé O.M., E.D.C. commerce internation., anglais courant, cherche situation CADRE EXPORTATION Ecr. no 98.878, REGIE-PRESSE, 85, r. Réaumur, PARIS-2e, q.t.

SECRETAIRE DE DIRECTION 39 ans, cadre, B.T.S.S., Sciences Politiq., anglais, stage gestion I.A.G., sérieuses référ., rech. poste de confiance à responsabilité Paris ou banlieue Sud-Est. Ecr. no 98.765, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2e.

PERFO I.B.M. OPERATRICE INFOREX 8 à 10.000 frappes, disponible immédiat. Ecr. A.F., 94, rue St-Lazare, 75009 Paris.

INGENIEUR ordonnancement diplômé Grande Ecole, 34 ans, 6 ans expér. méthodes entretien + 4 ans expér. resp. ordonnancement suivi des commandes, gestion des stocks, programmat. production, ch. poste chef de serv. ordonnancem. rég. Sud-E. Ecr. no 8.188, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

J.H. 27 a., sérieux, études supér. informatique, prat. des langages, connaissant gestion et méthod. d'analyse, cherche emploi région paris. Ecr. Smadja Elie, 36, rue Col.-Fabien, 95-Garges.

COMPTABLE PRINCIPALE 18 ans expérience responsable *comptabilité moyenne entreprise* bilan, déclarations fiscales, trésorerie, prévisions, connaissant paye et lois sociales, sens de l'organisation, cherche situation stable. — Ecrire : no 2.792, « le *Monde* » Publicité, 5, rue des Italiens, 75427, PARIS (9e).

J.F. 24 a., licenciée lettres, all. courant, ch. emploi même mi-tps, Paris ou rég., correctrice, standard, hôtesse, enseign., etc. Ecr. no 8.189, « le *Monde* » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

L'immobilier exclusivités

appartem. vente

Paris

16e - RANELAGH

constructions neuves

INFORMATION LOGEMENT

CHAMPS-ELYSEES

STUDIOS et 2 P.

bureaux

Richard Ellis

villas

terrains

VAR

fermettes

	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	6,00	6,89
OFFRES D'EMPLOI	30,00	35,02
REPRESENTAT. : Demandes	15,00	17,21
Offres	30,00	35,02
Offres d'Emploi "Placards Encadrés" minimum 15 lignes de hauteur	36,00	42,03

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
IMMOBILIER Achat — Vente — Location	24,00	28,02
AUTOS — BATEAUX	22,00	25,68
PROPOSITIONS COMMERC. CAPITAUX	60,00	70,05
OCCASIONS	22,00	25,68

L'immobilier exclusivités

Sous ce titre, nos lecteurs trouveront durant quarante-huit heures (deux parutions consécutives) ces propositions d'achat, de vente ou de location qui sont publiées uniquement par Le Monde

appartem. vente

Paris

16e - RANELAGH dans imm. récent et de luxe, 6e étage av. terras., 9 P., 320 m², RIC. 05-87 et 06-68.

MARAIS HOTEL DE VILLE IDEAL Pour PLACEMENT PETIT DUPLEX CARACT. Sal-eau. Tél. Kitch. équipée. 725.000 F — 704-88-18.

Mo JUSSIEU. Tr. bel imm. 5 p. + serv. 145 m2 Liv. 45 m2 3 ch. Tél. BON PLAN. PARFAIT ETAT. 620.000 F. Possibilité Crédit. 325-89-98.

IENA - Très bel appartement 330 m2, profession libér. Tél. vue, soleil. MATIN 280-62-41.

XVe MAIS.PART. AV. ATELIER à rénov. calme idéal prof. lib. ALGRAIN 285-00-59 - 09-54.

PORTE MAILLOT 4 pces 120 m² grand standing, garage et chambre service — TUR. 97-81

25, RUE ST-LOUIS-EN-L'ILE SOMPT. DUPLEX. Dern. Et. asc. 120 m², Ter. Chemin., poutr. mardi/mercredi 13 h. 30/17 h. 30 Jours suivants. — 553-82-49.

Butte Montmartre, 102 bis rue Lepic, Paris-18e, vue except. 3 p. tt cft, 6e ét. s/pl. de 17 à 20 h. — Tél. : 606-92-29.

VIe Saint-André-des-Arts 60 m² de charme. Living + chbre, imm. 18e. DORESSAY T. 222-27-57 - 27-60

XVIe, PLEIN CIEL S/BOIS 250 m² + TERRAS. 326-97-23.

16e TROCADERO Imm., récent. Gd stdg. Duplex 9e et dernier étage. Terrasse Triple livg, 2 chb, 2 gds bains Garage. Chamb. serv. 224-88-10.

Prox. gare de Lyon. Part. vd ds imm. P.-de-T. appart. bourgeois dble sél., 2 ch., tt cft. 327.000 F Tél. : 885-82-53.

VAUGIRARD Prop. vd 2 p. nf, 1975 6e s/jardin, b. standing. 275.000 F. — 256-61-61 p. 51-72

7e Verneuil Bac Jardinet privé appt 2 p., calme, caract. Lux. rénov. — ODE. 42-70.

RUE DU PONT-NEUF 3 pièces cuis. salle de bains 5e ét. ascens. — TUR. 97-81.

XVIe Près Muette 210 m², 7 p. asc., tél., Soleil. ODE. 42-70, calme

P. de T. du 2 au 8 p. à part. de 3.800 F le m². SAB. 85-86, mat.

PRES BUTTE, Plein ciel 5 p. TERRASSE. — 326-97-23.

16e Dans hameau privé Immeub. neuf, gd standing 6e étage, 5 p., 135 m² + ch. serv. + box. 6.000 F/m2 - 227-11-95. 4e étage, 7 p., 185 m² + ch. serv. + box. 6.000 F/m2 - 227-11-95.

ST-FERDINAND - Bel imm. Living + 2 chbr., 83 m2, 2 bains. 400.000 F. - RIC. 38-73.

REGY 73, bd de Grenelle (15e) F.N.A.I.M. - 577-29-29
F.-FAURE B. stud., cft 135.000
PASTEUR 2 p., 6e ét. asc. 149.000
V.-HUGO B. stud., tt cft 160.500
MARAIS 2 p., impec., cft 218.000
VANEAU B. atl. art., cft 381.000
LOURMEL 4-5 p., imm.r. 390.000

LATOUR-MAUBOURG. Dble liv. + 2 ch., 75 m2, tr. bel imm., tél. tt cft. 425.000 F. RIC. 38-75.

PASTEUR Propr. vd 270.000 F beau 3 p. 85m², stdg PROFESS. LIBERALE POSSIB. 197, r. Vaugirard, merc.-jdi 13-17 h

LUXEMBOURG Ds Hôtel P. XVIIe S. **4 P.** Appart. caract., 110 m2, excellent état TIFFEN - 924-91-66 et 28-44

Ve rue de la Huchette **3 P.** en DUPLEX de style, 48 m2, impeccable. Tél. 627-78-52.

XVIIIe près rue LAMARCK Imm. neuf jamais habité beau **2 P.** tt confort, 44 m2 Tél. 627-78-52.

PORTE DES TERNES Ravissant **2 P.** cuis., s. bains, s/verdure état neuf. EXCEPTIONNEL - WAG. 06-27.

17e LUX. APPARTEMENT 7 P. 265 m2. Gde récept. TEL. 1.300.000 F - 704-88-18.

MONTPARNASSE - Immeuble P.deT. Du 2 au 8 p., à part. de 3.800 F le m2. SAB. 85-86 mat.

Région parisienne

VESINET Centre APPARTEMENT 100 M2, séjour, 3 chbres, 2 bains, cuis. équipée. AGENCE DE LA TERRASSE, LE VESINET. - Tél. : 976-85-90.

BOULOGNE. Pr. bois et Seine CHARMT. 90 m2. S/jard. Déc. av. goût. Balc. Gar. 2 voit. EXCLUSIVITE. Cabin. Dauchez 720-94-95, poste 277

Part. vend à Meudon-la-Forêt 2, av. Médéric, 3 p. tout cft rez-de-chaussée à 30 m. bois, cave, parking. 150.000 F. Tél. : 707-49-59, p. 734, h. bur.

LEVALLOIS s/verd. Imm. mod. beau 5 p. 2e ét. asc., box, voit. ALGRAIN 285-00-59 - 09-54.

NEUILLY LAC ST-JAMES Immeuble neuf, gd standing 2 P. Prix tr. intéress. Agence s'abst. - 606-92-29, de 17 à 20 h.

MONTMORENCY - Résid. de la FORET **5 P.** tt confort, 105 m² + garage, 240.000 F. 229-44-61.

ST-MAUR près R.E.R. 2e étage, 100 m2 Salon, s. à mang., 3 ch., s. bns, s. d'eau, asc., gar. privé 2 voit. Prix 330.000 F. - Tél. 283-46-90.

Province

constructions neuves

INFORMATION LOGEMENT

Centre Etoile : 525-25-25
Centre Nation : 346-11-74
Centre Maine : 734-17-09

Pour vous loger ou pour investir vous propose :

— 30.000 appartements et pavillons neufs à l'achat ;
— une document. précise sur chaque programme ;
— un entretien personnalisé avec un spécialiste ;
— des conseils juridiques, fiscaux et financiers.

SANS AUCUN ENGAGEMENT DE VOTRE PART.

Service gratuit de la Compagnie bancaire.

CHAMPS-ELYSEES 11, RUE DE BERRI **STUDIOS et 2 P.** **6 PIECES** 7e étage, 165 m2 TERRASSE 100 m2 TRES GRAND STANDING PRIX FERMES et DEFINITIFS FINITIONS EN COURS Bur. de vte s/pl. ouv. tous les jours de 14 à 19 h (sauf mercr.) **P. DOUX** 3, av. Grande-Armée 553-16-62

CHATOU R.E.R. ETOILE Site except. Bord de Seine. Pr vivre à DEUX ds 46 m2 « H.O. » NOUVELLE FORMULE LIVRAISON AVRIL 1975 Après PONT de CHATOU, à droite suivre pancartes « LE BELVEDERE » 85, av. Gambetta, à CHATOU Ts les après-midi 14-19 h, même WEEK-END (sauf mercredi). H. LE CLAIR - ELY. 69-36

bureaux — bureaux

28, avenue de Messine tout près du Parc Monceau 1.000 m2 de bureaux à louer — livrables en avril 1975 —

Renseignements :

Richard Ellis 17, rue de la Baume 75008 PARIS. Tél. : 225-27-80 - 359-29-93 +

Sogepat 25, rue Marbeuf 75008 PARIS. Tél. : 225-05-04/09-21.

300 F LE M² **800** M2 entre Montparnasse et périphérique Mo ALESIA - Bureaux neufs, équipement 1er ordre, très clair. BAIL SANS PAS-DE-PORTE Charges minimes. CAM : 622-16-08 - 622-16-22.

OPERA 3 bur. imm. stand. 3 lignes. 2.400 + charges. LOUVRE 2 bur. imm. std 40 m² 2 lignes. 2.200 + ch. 366-45-29

200 F LE M2 ANNUEL BASTILLE 900 m2 - Immeuble commercial entièrement libre. A louer sans pas-de-porte. Bail 9 ans. Ecr. à no 72.277, IPF, 12, r. de l'Isly - 8e

A louer libr. de ste, 8e arr. 147 m2, 6 burx RDC. 3 lignes téléph. transact. directe. Tél. 359-83-64 et 359-84-27 demander Mme Ollivault.

villas — villas

ORÉE FORÊT DE FONTAINEBLEAU à 5 minutes de la gare de Melun

LA VILAUBOIS

Piscine chauffée. Club House, tennis

- 13 villas de 4 à 7 pièces principales avec jardin privatif, de 213.000 à 270.000 francs.
- PETIT IMMEUBLE 2 à 4 pièces principales, de 103.000 à 167.500 francs.

LIVRAISON ETE 75.
PRIX FERMES ET DEFINITIFS NON REVISABLES
Apport personnel : 20 %.
PRETS PIC au taux moyen de 9,67 %.

Renseignements et vente : CONSEIL S.A.R.L., 346, avenue Foch, Dammarie-les-Lys, tél. : 437-17-45, et sur place samedis et dimanches, de 14 h. à 18 h., avenue Emile-Zola. Dammarie-les-Lys.

78-VERNEUIL-sur-Seine villa récent. libr. 5 p. + combl. aménag. tout cft. très beau terrain boisé proximité gare 30 min. St-Lazare — 360.000 F Crédit 80 %. Tél. : 965-69-59.

terrains

viagers

pavillons

fermettes

appartem. achat

URGT. recherche 8e-9e-17e-18e APPTS 2-3 PCES. — 522-13-69.

domaines

locations non meublées

Offre

VERSAILLES SANS COMMISSION dans immeuble neuf très bon standing situation exceptionnelle avec parc privé 3 Pièces, 106 m², 1.455 F. CHARGES : 364 F. Parking sous immeuble inclus. S'adresser : « Résidence de la Porte-Verte », 13, avenue du Général-Pershing. — 954-21-99.

PARIS-XVIe **PARIS (16e)** Importante société loue SANS INTERMEDIAIRE Studio, 38 m², loyer : 1.015 F. Charges : 262 F. S'adresser chez la gardienne : 46 BIS, RUE SAINT-DIDIER, Paris (16e). - Tél. : 704-62-25.

Bd Barthier. Maison particul. entièr. rénov. 7 p, 2 bns, gde cuis. Téléph. Libérale possible. 6.000 F T.C. 797-93-21.

NEUILLY, 2 pièces. Imm. neuf cuis. équip., sal. de bns. 1.300 F non index. — Téléph. 747-61-98.

MONTPARNASSE Imm. neuf JAM. HABITE Tr. b. 3 pièces. cuis. bns. Tél. Park. 1600 F 2 P. cuis. équip. bains Tél. BALCON. Parking. 1.300 F. STUD. Cuis. équip. bns. TEL. BALC. Park. 1.100 — 555-73-54.

PUTEAUX « Parc Offenbach » imm. nf. Grd standg. TR BX STUD. Cuis éq. Bns. TEL. Cave PARK. 750 F — 555-73-54

Importante Société loue SANS COMMISSION Appartements neufs tout confort PARIS (19e) 36-40, rue du Pré-Saint-Gervais, Face Mo Place-des-Fêtes 5 Pces 100 m2, loyer mens. : 1.300 à 1.400 F. Charges environ 22 % en sus, parking 110 F. Renseignements sur place de 14 h. à 18 h.

(93) Bagnolet Mo Galliéni SANS COMMISSION 3 pièces, 66 m2, loyer 744 à 776 F, charges : 275 F. 4 pièces, 77 m2, loyer 818 à 903 F., charges : 315 F. 5 pièces, 96 m2, loyer 956 à 1.063 F., charges : 393 F. PARKING EN SUS. S'adresser Bureau de gérance. LES PARCS DE LA NOUE. 1 à 13, rue de la Noue BAGNOLET. — Tél. : 858-02-31.

locations meublées

Offre

R. Régis bel imm. living dble chamb. cuis. bns. bien meublé 2.200 T.C. — 797-93-21

GAMBETTA Lux. meublé 105 m², liv. 2 ch., cuis., bns tél. 2.200 T.C. — 366-45-29.

hôtels-partic.

NEUILLY-S/SEINE - Propr. vd H.P., sél. dble + 5 chb., 2 bns, ch. cl, état nf, jard. priv. Merc.-jeudi-vendredi, 11 à 19 h : 10, AV. PH.-LE-BOUCHER

locaux commerciaux

FAUBG. ST-DENIS. Propriét. loue direct. 200 m2 Bureaux et entrepôts. 4 tél. Entr. véhic. parkings. 4.000 F mensuels. BAL. 87-36 et ALM. 05-99.

fonds de commerce

JOAILLERIE - BIJOUTERIE emplacement 1er ordre. Fonds vendu par propriétaire Tél. : 260-21-74.

propriétés

PROVENCE SUD-LUBERON

PERTUIS. 180 m2 hab. gd cft. terrasse, garage, belle vue Parc 2.350 m2. Ux 420.000 F.

MERINDOL. 100 m2 hab.+ter. s/cave, garage, conft. belle vue 3.000 m2 — Prix : 350.000 F. Ag. Catier, 84360 Lauris tél. 46

PROVENCE SUD-LUBERON BERGERIE av. habitation à restaur. poss. 9 p. + dépend. 2.500 m2 terrain bord. pet. vill. Eau élec. tt à l'ég. Px 165.000 F

MAS excellent état, 6 p. garage voûte et dépend. 4 ha vigne plein rapport. très joli site. proxim. vill. Px. 400.000 F. Ag. Catier, 84360 Lauris tél. 46

LUBERON-PROVENCE 28.000 m² Borie-bergerie habit. p. vacanc. cadre sauvage, vue except. Très beau. 160.000 ou crédit. MAISON campagne excel bât. splend cour intér + terr. Sud tt vues montagne, 6 gdes pièces Nbses dépend. Eau él. 230.000 MARCHANT 84220 Le Coustellet (90) 71-92-92

ENGHIEN, PRES GARE Calme. Villa 230 m2. Réception + 5 chbr., bns, ss-sol. Jardin 1.000 m². Px 550.000 F. Avec 110.000 F compt. — 989-31-74.

ST-MAUR Superbe propriété + 2 pavillons, parc, piscine chauffée. Prix : 3.200.000 F. - Rens. : 285-24-10.

VALLEE DE LA VACHERESSE 80 km Paris, ds bourg agréable Ppté campag., bonne construct. Cuis., 3 pièces + 3 amén. Grenier am. Dépend. 2.000 m2 terrain. 185.000 F, crédit 80 %. **CHARON** 1, av. Gl-Leclerc RAMBOUILLET Tél. 483-12-67 ou TUR. 26-76

appartements vente

Paris

2e - BOURSE BANQUE DE FRANCE CENTRE OPERA et SENTIER - Rénovation de **CARACTERE et STANDING** **STUDIOS 2 PIÈCES** LOGGIA + POUTRES APPARENTES - Tr. gd confort Equipement luxueux INVESTISSEMENT ou HABITATION SELECTIONNEE **GIRPA** 325-25-25 325-56-78

PARC MONCEAU, P.d.t. Asc. Dble liv.+3 ch., cuis. éq. Avec 100.000 F. - 247-13-47.

LAUMIERE Raviss. 2 PCES. Cuisine. S. bains. Chff. cent. B. imm. Px 139.000. Cr. p. 80 %. Jeudi vend. 14-18 h. 102, RUE DE MEAUX.

3 bis, PL. DE LA SORBONNE **2 P.** Kitch., bains. Etat neuf. Chauff. Imm. 225.000 F. Visit. s/pl. jeudi : 14 - 17 h.

Mo GAMBETTA Sup. appt 7 PIECES Conft. 160 m2. Poss. prof. libér. Vue s/square. Tél. : 797-93-10.

AUTEUIL GRAND STANDING idéal profess. libér. Vaste 4 PIECES (belle récept.), gde cuis., bns + cab. toil., 2 w.-c. Tél. Parking. 465.000 F. Mercredi, jeudi, de 15 à 19 h., 3, RUE MOLITOR.

VIIe - 15, RUE DE LILLE STUDIO, entr., cuis., wc, tél. Vis. jeudi, de 15 h. à 18 h. 30.

PLACE ETATS-UNIS 4e étage, duplex, balcon, terr., calme, 136 m², 4 P., park. 3 v. Jaguli, Tél. : 527-09-85, Exclus.

Mo CHEVALERET 3 P., cuis., s. de b., entièr. ref. à neuf, moquette : 140.000 F. gros crédit. - Tél. : 245-86-41.

15e - IMMEUBLE RENOVE sur rue et cour-jardin, occupés, 1, 2 et 3 Pièces, w.-c., Tél. : 622-26-63, Poste 26.

14, RUE CASSETTE Exceptionnel, plein ciel, imm. récent, 7e étage, balcon, 85 m², 4 Pièces, tout confort, téléphone, parking : 550.000 F. Sur place, jeudi 20, de 14 h. à 16 h. 30.

17e. Près Parc Monceau Prony, gde récept., 2 chbres + bur., galerie d'entrée, grande cuis., 2 wc, bains, asc., ch., tél. Superficie : 180 m² + chambre service, garage - 325-36-52.

CLUNY - Elégant 3 pièces, cft. Raffiné et caractère. LE POULAIN, ODE. 73-37.

Vous qui désirez la campagne à Paris, prox. Nation République, exc., 180 m² + 140 m² jard. suspend. super décoré, 1.600.000 F - 747-45-16 matin.

EXELMANS Quai Louis-Blériot 2 et 4 pièces. Propr. direct., bel imm. P. de T., asc. Visite jeudi, vend., 14 h. 30-18 h., 3, rue Fantin-Latour.

Près pl. IENA. Imm. P. de T. 1900. Except. A vendre bel appartem. avec 3 récept. en façade sur pet. balcon + 5 ch. Conviendrait profess. libérale. Excellent standing - SOL. 24-18.

Propr. vend, ds immeuble 18e s., restaur., lux. studs. Grands et petits - MED. 10-03.

Marais 130 m² à aménager, sur 2 étages, ds H.P. classé, hauts plafonds, arcades, voûtes. Magnif. cour plantée - 325-18-56.

SAINT-GEORGES 6 p., cuis., entr., 2 wc, bs + S.E. 1er étg. imm. P. de T., profess. libér. poss. Sur place mercredi 19, jeudi 20, 15, rue Notre-Dame-de-Lorette, 14-18 h.

111, RUE SAINT-HONORE Rénovation de grand standing, STUDIOS et 2 PIECES, gd cft. Mer., jdi, vend., sdi, 14-18 h.

A vendre en permanence PR INVESTISSEURS AVISES 60 STUDIOS, gd conft, asc., dans immeub. restauré, qualité. HAUTE RENTABILITE. DID. 97-15, DID. 98-54.

BONNE-NOUVELLE 31, RUE DE L'ECHIQUIER Rénovation de qualité. 35 STUDIOS, grand cft, asc. Merc., jdi, vdi, sdi, 14-18 h.

8, BD BONNE-NOUVELLE Appt 230 m², tt cft, 2 bs, ch. c., état neuf, moq., balc., 2 lig. tél. Poss. prof. et ccial. Vis. 10-19 h.

VIe. SUR GRAND PARC SUD. LUX. APPT 195 m² dont atelier 75 m², Haut. 8 m. Nord. 6e ét. asc. Prix élevé. - 742-02-44.

XVIe - SPONTINI/FOCH EXCEPTIONNEL. A VOIR. TR. GRAND STANDING, 7 p., pr., sur rue tr. calme et jardin. 260-88-31, 260-81-44.

BOULEVARD D'AUTEUIL Vue s/Bois. Etg. élevé. Duplex 220 m² + terrasse chb. serv., garage. 577-68-10, le matin.

PASTEUR Immeuble P. de T., gentil 4 p. MARTIN, Dr Droit - 742-99-09.

R. D'AUMALE. Triplex 170 m² avec jardin au sud. Charme. Calme. Prix justifié. 742-02-44.

TROCADERO Gd 4-5 p., tt cft, chbre service. MARTIN, Dr Droit - 742-99-09.

BOUL. SAINT-GERMAIN (près piscine). BEL APPART., 5 p., 120 m², cuis. et bains récentes, 2 chambres serv., dans immeuble excellent standing. FRANK ARTHUR - 924-07-69.

JUSSIEU GRAND SEJ. + CH. TT CONFT - EN DUPLEX BAS PRIX — 526-54-61.

19e - LES PIEDS DANS L'EAU FUTUR BASSIN DE PLAISANCE **SPÉCIAL PLACEMENT RENTABILITE MAXIMALE** Dans 2 IMM. rénovés 100 % **10 STUDIOS** tout confort - LOCATION ET GESTION ASSUREES **GIRPA** 325-25-25 325-56-78

WAGRAM - Immeuble P. de T. 5 pièces, luxueusement décoré. MARTIN, Dr Droit - 742-99-09.

19, QUAI SAINT-MICHEL VUE SUR SEINE - 6 PIECES. Grand charme. Jeudi 14-17 h.

La Fontaine. 5 p. r.-ch., 110 m² + chb. serv., tt cft, profess. poss. TEL. 330.000. CAR. 07-54.

SUR CHAMP-DE-MARS Appt grand luxe, 7 p., 360 m², jardin particulier 450 m². Boiseries d'époque Louis XV et XVI. Parfait état. Prix élevé justifié. MICHEL & REYL S.A. 265-90-05.

O.R.T.F. METRO MIRABEAU BEL IMM. Asc. Chauff. centr. 2 PIECES, entr., cuis., s. bns. 37, avenue de VERSAILLES, 3e ét. MERC./JEUDI 15/18 h.

1er PALAIS-ROYAL. Ds imm. entièrem. rénové. GRAND CHOIX de STUDIOS. Cuisine, s. de ba. w.-c., de 30 à 55 m2, aménag. lux. - Rens. et vis. : SEGONDI 874-08-45.

18e AU PIED DU SACRE-CŒUR Ds charmant pt imm. rénové **10 STUDIOS et DUPLEX** GRAND CONFORT + CARACTERE - Tr. gde valeur locative - Livraison immédiate **GIRPA** 325-25-25 325-56-78

CONVENTION RUE LECOURBE Résid. réc. 8e ét. 80 m2 + balc. Liv.+2 ch. Lux. amén. Cuisine agencée. 375.000 F. Tél. mat. 260-39-11 ou le soir : 250-90-14.

PRES FOCH EXCEPTIONNEL Dernier étage - 240 m2 ELEG. DUPLEX - TERRASSES Magn. récept. av. boiseries. 2 ch. 2 bains. Serv. Park. Px élevé. FRANK ARTHUR - 924-07-69

TERRASSE PLEIN SUD S/ **CHAMP-DE-MARS** DECORATION EXCEPTIONN. **290 m2** Gd stdg. Trip. récept. + 4 ch., bns. Exclus. SAINT-PIERRE. - ELY. 33-40.

Région parisienne

IVRY-SUR-SEINE PORTE DE CHOISY 300 m Mo. Imm. 72. 3 P. 70 m2 + loggia. 5e ét. Tt cft. Cuis. agencée. 225.000 F. — Tél. à : 260-39-11 ou soir 250-90-14.

FONTENAY-LE-FLEURY. 5-6 p. 112 m² en ét. Bon ét., exp. S.-E. av. cave, park. 255.000. 460-14-53.

PANTIN (Mo Eglise) Propriétaire vend, libres, studios et 2 pièces, confort. Crédit important. M. MARTIN, 17, rue Godot-de-Mauroy, 75009 PARIS - 742-99-09.

Province

COTE D'AZUR La SEGUIM construit entre Nice et Monaco « Le Rambouillet », des appartements luxueux de toutes dimensions, vue mer et montagnes, à 500 m. la plage, le casino, les tennis, le port. Bureau de vente sur place, « Le Rambouillet », Montée - Fleurie, 06-BEAULIEU-SUR-MER. Tél. : (93) 01-02-76. FNCP. Documentation gratuite s/dem.

COTE D'AZUR CROS-DE-CAGNES « ETOILE DE MER » petit immeuble de luxe à 100 mètres de la plage, vue mer imprenable. HABITABLE IMMEDIATEM. Sur place av. général-Leclerc. Place Saint-Pierre, CROS-DE-CAGNES. Tél. (93) 31-67-68, et FRANCE PROMOTION B, 29, rue Pastorelli, NICE. Tél. (93) 80-31-17.

A SAISIR - CAUSE DECES NICE, Promenade des ANGLAIS LIVING + 2 CHBRES (85 m²), terrasse, immeuble récent. Prix except. VERNEL, LAM. 01-50.

Bordeaux, Le Bouscat. Ds pet. imm. réc., appt 3 p., tt cft, logg. cellier & gar. Tél. inst. Tél. : Bordeaux 08-91-18 et Neuilly 624-78-64, jusq. 14 h. 30, ap. 19 h.

appartem. achat

POUR BANQUIER RECH. 5 à 7 P., tt cft, 16e, 17e, 8e, Neuilly, rive gauche. Michel et Reyl S.A., Tél. : 265-90-05.

URGENT - RECHERCHONS 30 STUDIOS ou 2 PCES De 30.000 à 60.000 F Paris : 285-17-40

ACHETE, URGENT, COMPT. chbre bonne Paris - 873-20-67.

ACH., URGT, RIVE GAUCHE, préf. 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 12e, studio, paiement comptant chez notaire Téléphone : 873-23-55.

constructions neuves

LECOURBE 201 4 pièces, 96 m2 50 habitables 5 pièces, 114 m2 70 habitables Très bel appartement au dernier étage 175 m2 habitables avec 22 m2 de balcon et 45 m2 de terrasse Quelques studios encore disponibles Prix fermes et définitifs Livraison juin 1975 Renseignements sur place 201, rue Lecourbe ou **CIME** Tour Maine Montparnasse Tél. : 538-52-52

domaines

35 KM DE MONTPELLIER 700 ha seul tenant comprenant forêts + landes + pâtures + bâtiments, eau, électricité. J.-G. PINET TÉL. : 387-45-61.

appartements occupés

MAIRIE 17e Propriétaire vd s/même palier **2 APPTS** surf. tot. 75 m2 + terrasse 16 m2. Occ. dame sle âgée et cple. **109.000** Plein soleil Bon immeuble S/pl. jeudi 20 mars : 15-17 h., 48, RUE TRUFFAUT (17e).

locations non meublées

Offre

NEUILLY - BINEAU Imm. récent, Gd stand. 4e ét. **4 P.** Cuis. équipée, gar., cave. 2.116 F + ch. 747-44-85.

SEVRES. Appt résid. 5' gare. Gd liv. 2 ch. S. de bains + s. d'e. 2 caves. Parkg couvert. Libre immédiatement - Tél. Mlle ROQUES - 757-11-57

BD HENRI-IV Imm. stdg P. de T. Magnif. 5 p. 160 m2. Chambre service. TELEPH. 2.750 F + ch. Poss. PROFESS. LIBERALE. ESNAULT - 266-39-40

QUARTIER LATIN. B. stud. tt cft. 850 ss commis. 260-63-34.

Pour louer direct. avec propr. Petits frais. Paris banlieue. 5, rue du Helder, Mo OPERA. 523-21-73 - 770-95-34.

16e - TROCADERO Immeuble neuf, gd standing, studio, tél., 1.050 F + charges. 2 p., tél., park., 1.500 F + ch. 3 p., tél., parkg. terr. (117 m²), 7e ét., 3.400 F + charges. S.P.E.I. - ALM. 55-11, pour rendez-vous.

locations meublées

Offre

RABAT - MAROC Prof. coopér. loue juillet et août villa meublée, quartier réservé, tt cft, jard., gar., 2 chbres, s. bs, wc. 1.500 F. M. Dirson, 23, r. ...

villégiatures

Corse belle villa stdg tt conft. Vue splend. donnant golfe St-Florent, tr. gde terras. immense séjour, 4 chambres, 10 lits, gar. Juillet : 5.000 F. Tél. : 926-57-48.

XVIe propr. pr 2 ms. 1 chb. s/ jdin, 380 F m. c.c. MIR. 92-93.

villas — villas

A FORGES-LES-BAINS (91)

PRES DE LIMOURS

dans une région campagnarde



Très belle maison de 5 pièces.
Construction traditionnelle.
Confort tout électrique.
Jardin privatif.
Garage 2 voitures.
Prix : 243 000 F.
Crédit possible.
Tél. (le matin) : M. Letestu, 225-53-28.

Flanc coteaux **MONTMORENCY** VUE panoram. P. sud. Belle VILLA s/ss-sol : hall, séjour dble, vaste terras., bureau, gde cuisine, 3 chbres, bains + cab. toil., dressing, salle de jeux. Jard. paysagé avec pièce d'eau et barbecue 850 m2 - RARE 550.000 F, avec 110.000 F CPT. TEL. : 989-60-60.

SCEAUX Splendide villa, 9 Pièces, garage, sur 800 m². AIPR 655-88-99.

PIERRELATTE (Drôme). Villa nve, gd stdg, 6-7 p., 2 gds garages, 5.000 m² terrain aménagé. Libre à la vente. S'adr ALPHA Immob., 4, pl. du Ch.-de-Mars, 26700 Pierrelatte. (75) 04-01-88.

BAIE DE SAINT-BRIEUC Part. vd à part. belle maison, constr. 1964, sur 5.500 m², bord de mer. VUE IMPREN., accès dir. plage. Liv. dble rust. + 3 ch., c., wc. s. bs, ch. c., gar poss., 250.000. Vis. s/pl. du 23 au 28 mars à Trévros, 22-Plouha. A part. 18 h. Leroy, ENT. 92-20.

SAINT-NOM-LA-BRETECHE Domaine de la Tuilerie, S/2.600 m² terrain, villa 5 pces, 160 m² habitables, ss vis-à-vis, garage double. 850.000 F - 460-31-22.

terrains

Alpilles. A vendre terr. constructible, 8.500 m² (cert. urb. à l'appui), viabilité, eau, élec. V. splendide. Tél. ou écrire Agence FONTRIER Mérindol 84360 Lauris. Tél. : (90) 72-81-57.

PROMOTEUR CONSTRUCTEUR **ECHANGERAIT** Immeuble MEUDON 15 STUDIOS et 2 PIECES CONÇU POUR LOCATION. LIVRAISON IMMEDIATE, contre TERRAIN A BATIR, banlieue OUEST ou limitrophe. J. LELU, 9 bis, pl. Libération, 92310 SEVRES.

pavillons

CHATOU sur 1.100 m², maison, 4 ch., 2 bns, 2 séjour, garage 3 voitures, caves, tout confort. Px : 550.000 F. Tél. : 976-46-57.

Maurepas (près Trappes) lux. pav. nf, gd liv. + 3 ch. (+ 2 poss.), 2 bns, 2 w.-c., jdin, gar., 2 voit. Px total 255.000 F. Tél. : 526-73-01.

hôtels-partic.

NEUILLY - ST-JAMES R.-de-C. + 1 : environ 115 m² + jardin 200 m², poss. surélév. 2 étages. Vis., jeudi, 15 à 18 h., 6, VILLA DES PEUPLIERS (accès 94, rue de Longchamp).

JARD. TROCADERO RUE CHARDIN **HOTEL PARTICULIER** Rez-de-Chaussée + 3 étages : 550 m² environ habitables, 18 Pièces, grand confort. TIFFEN : 924-91-66 et 28-44.

bureaux

A LOUER disponible immédiatement dans immeuble neuf, quartier Montparnasse : **BUREAUX** niveau indivisible de 405 m² avec parkings, téléphone, restaurant entreprise. Appeler : ANJ. 70-70, poste 353.

A. MAILLOT. Loue tous quart. 1 à 20 BURX sans pas-de-porte. Tél. : 293-45-55 + 522-19-10.

XVe - IMMEUBLE 1.800 m² à rénover. Libre vente ou locat. Lignes tél. - 225-66-10.

PROPRIETAIRE Loue 1 ou plusieurs bureaux, immeuble neuf. Tél. 758-11-10.

locaux commerciaux

GDS BDS vds appt. 230 m², tt cft, 2 bns, chf. cent., état neuf, moq., balc., 2 lig. tél., prof. et ccial, 770-04-33 (10 h. à 19 h.).

PARIS-XXe 27, rue SAINT-FARGEAU rez-de-chaussée à louer 170 m² de bureaux entièrement aménagés. Renseig. M. Ferret G.I. LAFONT, 27, r. de la Faisanderie, 75116 PARIS. Tél. : 553-97-59.

LE SAINT-SAENS PROXIM. CHAMP-DE-MARS : Locaux neufs pour **PROFESS. LIBERALES** ... Laboratoire analyses, etc. Activités commerc. possibles. **CORI** 254, bd Saint-Germain-7e, 263-38-22 (poste 201 - 202).

EXCEPTIONNEL Il reste à louer quelques petits lots de 40 à 170 m² dans les luxueux bureaux de la colline de Saint-Cloud. Tél. : 602-09-02.

propriétés

VERSAILLES Quartier résidentiel Elégante demeure Louis-XVI. Récept. 120 m2. Boiser. Parquet Versailles. Appt de maîtres + 5 ch. 3 bs. Mais. gardien. Gar. Parc clos 4.000 m2. FRANK ARTHUR 134, bd Haussmann - WAG. 07-69

PERIGORD 1o) maison de pays, 5 P. pr. + dépend., jardin, jolie vue ; 2o) chartreuse du 12e s., 6 bel. Pces + grenier amén., jolie vue, prairie de 2 ha envir. J. G. PINET - 322-84-20.

90 KM. AUTOR. CHARTRES PETIT CHATEAU 18e siècle, 12 pièces, tout confort, PARC 4.000 m², Grands arbres. A. DUSSAUSSOY « NADEL » 073-97-27 - 073-36-93.

DORDOGNE. Rég. préhist., rav Chartreuse 18e, cft, dans enclos 15.000 m², rivière, étang, idéal pour retr., lois., arts. 500.000 F dont partie cpt ou viager libre 1 tête 74 ans ou crédit vendeur. BONNETOT, 19, rue Gambetta, 24-PERIGUEUX. (53) 53-17-80.

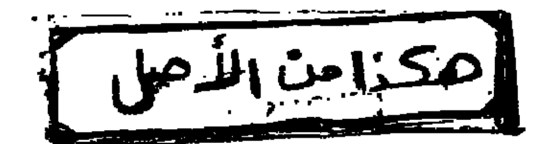
BRETAGNE - PLOUGRESCANT Site exceptionn., face mer, poétiq. maison, constr. 1960, pierres anciennes ; tt cft. 5.000 m² env. Vte directe Mme BROCHEN, 11 A 3 av. Cottages, ROUBAIX (59100).

Région CREST. Drôme. Belle ferme pierre sur 10 ha. bois et prés, site except., agrément ou élevage, 325.000. Ag. HERVE B.P. 86, CREST 26400. Téléphone : (75) 75-09-00.

Vd frontière suisse gd chalet 66, 6-9 pièces, tout conft, 6 ares, vue lac. Tél. H.B. 775-46-62 ou 963-59-11.

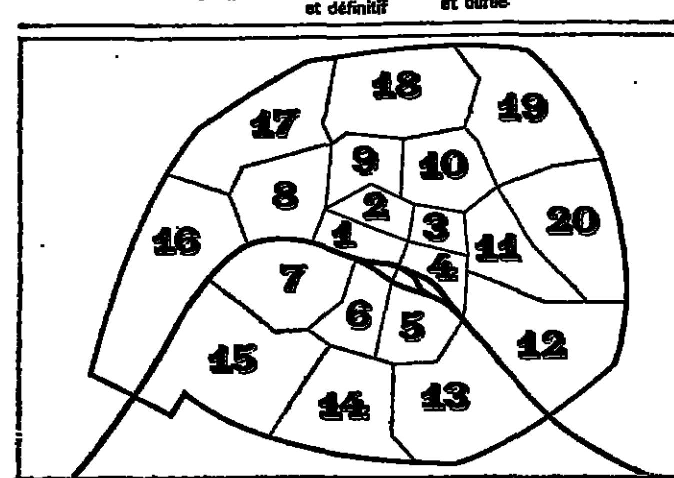
châteaux

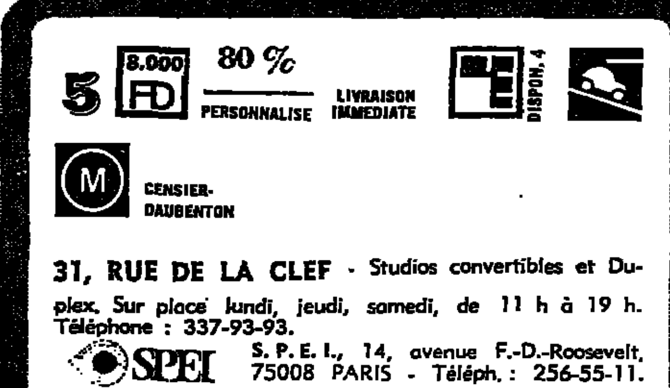
REGION TOULOUSE A 1 h. 30 de PARIS Sur 14 ha. de parc av. magnif. arbres centenaires, source, beau château du 17e s., 1.200 m² habit. en 22 pièces sur 3 étages, luxueusem. rénové en 1971 + écuries + ferme neuve + étable 50 vaches + immenses dépendances. - Prix : 1.700.000 F. Ecrire : R. MIETTAUX, B.P. 76, DECINES 69150.



LE MONDE IMMOBILIER PARIS.

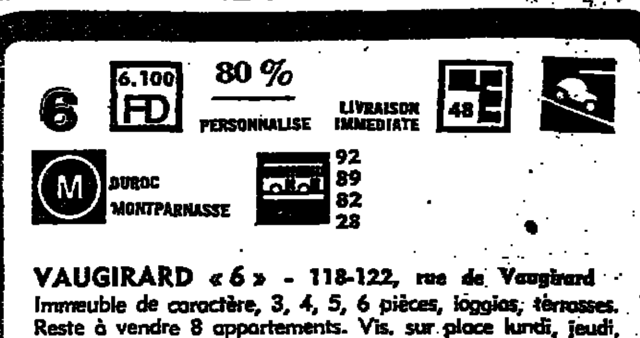
12 N° Arr. — 2500 RÉVISABLE Prix moyen du m² — 2000 FD Prix moyen du m² ferme et définitif — 90%/15 montant des prêts cumulés et durée — CF. prêt du Crédit Foncier — 1973 année de livraison et trimestre — 124 Nombre d'app. — Parkings en surface — Garages en sous-sol ou box — M Métro — Autobus — RER R.E.R. Station — Autoroute ou périphérique





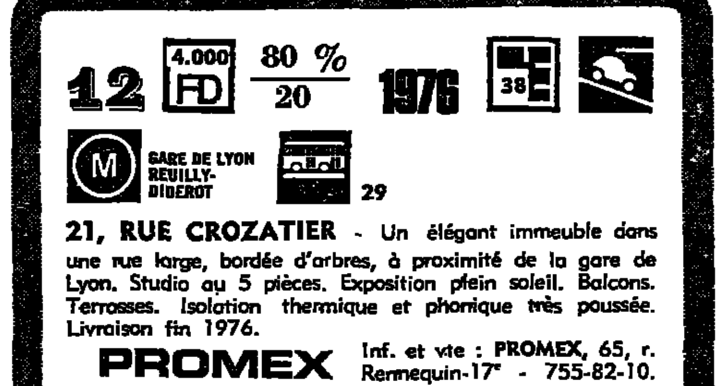
31, RUE DE LA CLEF - Studios convertibles et Duplex. Sur place lundi, jeudi, samedi, de 11 h à 19 h. Téléphone : 337-93-93.

SPEI S. P. E. I., 14, avenue F.-D.-Roosevelt, 75008 PARIS - Téléph. : 256-55-11.



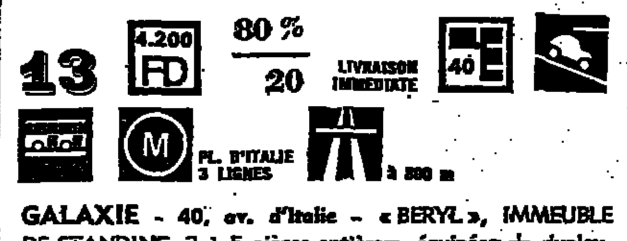
VAUGIRARD « 6 » - 118-122, rue de Vaugirard - Immeuble de caractère, 3, 4, 5, 6 pièces, loggias, terrasses. Reste à vendre 8 appartements. Vis. sur place lundi, jeudi, vendredi, de 14 à 18 h 30, samedi et dimanche, de 10 à 13 h et de 14 à 19 h. Pierre BARON S.A., 118, rue de Vaugirard, 75006 Paris - Téléphone : 260-33-02.



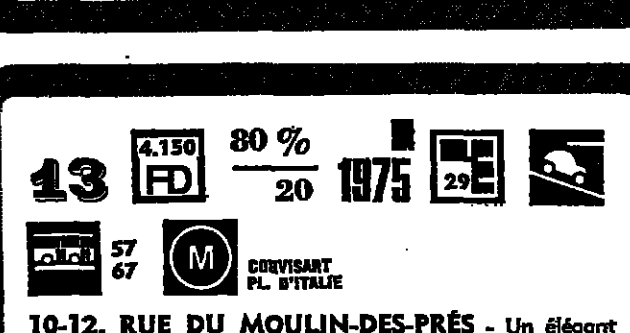


21, RUE CROZATIER - Un élégant immeuble dans une rue large, bordée d'arbres, à proximité de la gare de Lyon. Studio au 5 pièces. Exposition plein soleil. Balcons. Terrasses. Isolation thermique et phonique très poussée. Livraison fin 1976.

PROMEX Inf. et vte : PROMEX, 65, r. Rennequin-17e - 755-82-10.



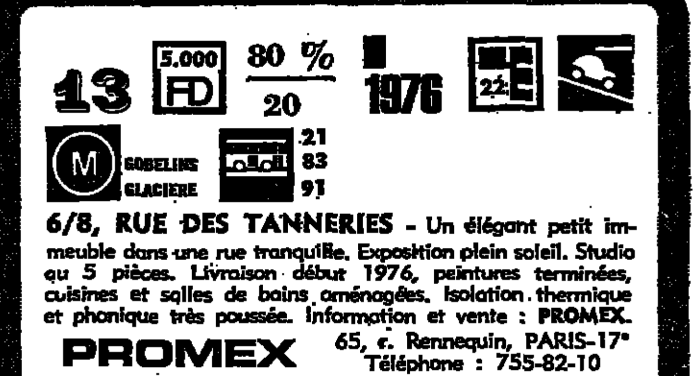
GALAXIE - 40, av. d'Italie - « BERYL », IMMEUBLE DE STANDING, 3 à 5 pièces entièrem. équipées + duplex. Vue sur tout Paris. Centre comm. avec grands magas. Jeux d'enfants. Sur pl. tous les jours de 10 h. 30 à 12 h. 30 et de 14 h. à 19 h. 30, sf mar. et mercr. et le vendr. matin. Tél. 580-32-92 ou SPEI, 14, av. F.-D.-Roosevelt, Paris (8e), tél. 256-55-11. réalisation S.G.I.I.





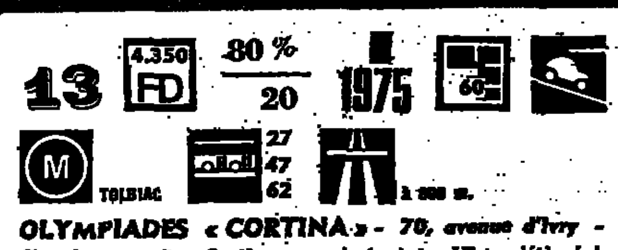
10-12, RUE DU MOULIN-DES-PRÉS - Un élégant petit immeuble dans un quartier pratique. Exposition plein soleil. Studios au 5 pièces. Livraison septembre 1975, peintures terminées, cuisines et salles de bains aménagées. Insonorisation. — Information et vente : PROMEX, 65, r. Rennequin, PARIS-17e Téléphone : 755-82-10.

PROMEX



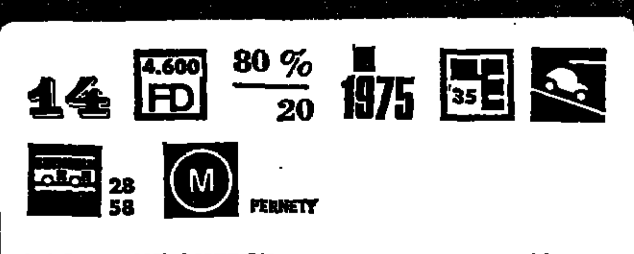
6/8, RUE DES TANNERIES - Un élégant petit immeuble dans une rue tranquille. Exposition plein soleil. Studio au 5 pièces. Livraison début 1976, peintures terminées, cuisines et salles de bains aménagées. Isolation thermique et phonique très poussée. Information et vente : PROMEX. 65, r. Rennequin, PARIS-17e Téléphone : 755-82-10

PROMEX



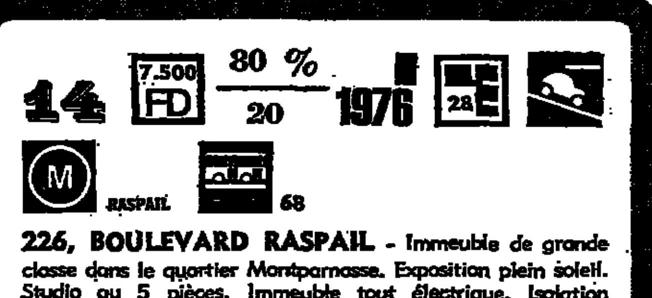
OLYMPIADES « CORTINA » - 70, avenue d'Ivry - Chambres, studios, 2 pièces compl. équipés. 1re tr. déjà réal. et habitée. Centre commercial et complexe sportif. Sur pl. t. l. jrs de 10 h. 30 à 12 h. 30 et de 14 h. à 19 h. 30, sauf vend. matin. Tél. 589-81-20 ou SPEI, 14, av. Roosevelt, Paris (8e), tél. : 256-55-11.

SPEI Réalisation SAGI/S.G.I.I.



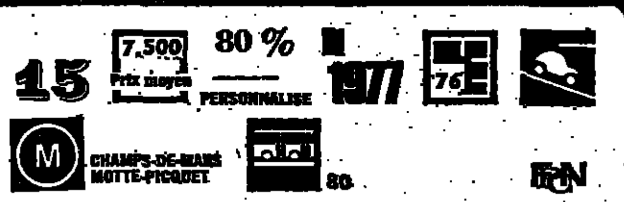
15-19, RUE NIEPCE - Un élégant petit immeuble dans une rue calme. Exposition plein soleil. Studios au 5 pièces. *Livraison printemps 1975, peintures terminées, cuisines et* salles de bains aménagées. Insonorit. Information et vente : PROMEX, 65, rue Rennequin, PARIS-17e, Tél. : 755-82-10.

PROMEX



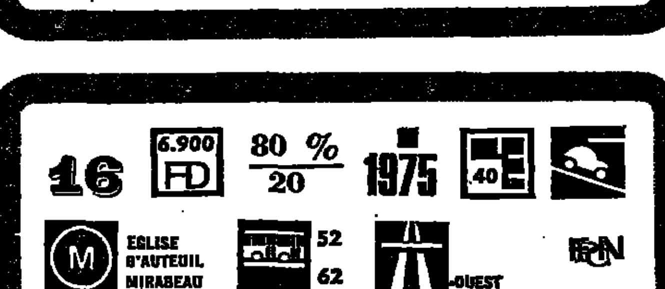
226, BOULEVARD RASPAIL - Immeuble de grande classe dans le quartier Montparnasse. Exposition plein soleil. Studio au 5 pièces. Immeuble tout électrique. Isolation thermique et phonique très poussée. Livrais. fin 1976. Inform. et vente : PROMEX, 65, r. Rennequin, Paris (17e). Tél. : 755-82-10.

PROMEX



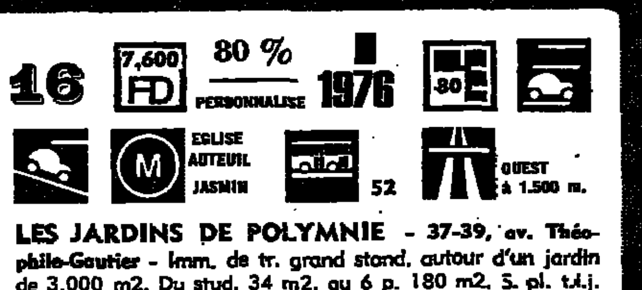
IMMEUBLE « INVALIDES-SUFFREN » - 54, av. de la Motte-Picquet - Imm. de 8 ét. sit. dans le Village suisse, pr. Champ-de-Mars. Appart. lux. équip. av. magnif. loggias. St. au 4 p. Boxes. A 10 mn Etoile, Quartier Latin et Opéra. Bur. de vente sur place ouv. sam. et dim., de 10 à 18 h 30: 734-75-60 - 15, av. Matignon, 75008 Paris - 359-98-32.

ZANNETTACCI



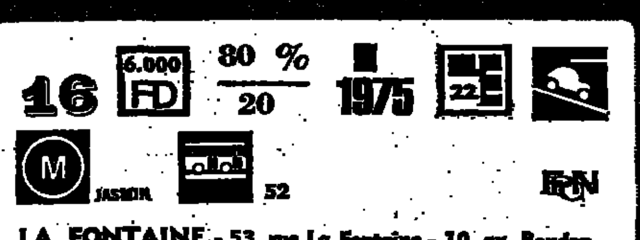
AUTEUIL RÉMUSAT - 43, rue François-Gérard - Aujourd'hui les immeubles de luxe se font tout petits. Studios et 2 pièces entièrement équipés avec loggia. Bureau de vente tous les jours de 10 heures à 17 heures, sauf samedi, dimanche, ou 46, avenue Kléber, Paris, téléphone : 553-30-70.

SETAG



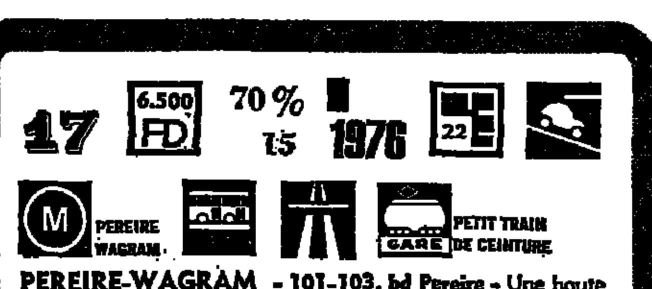
LES JARDINS DE POLYMNIE - 37-39, av. Théophile-Gautier - Imm. de tr. grand stand. autour d'un jardin de 3.000 m2. Du stud. 34 m2, au 6 p. 180 m2. S. pl. t.l.j. sf dim., lun. et vend., 10 h. 30 à 12 h. 30, 14 h. à 19 h. 30, tél. 224-66-26 ou S.P.E.I., 14, avenue Franklin-Roosevelt, Paris-8e, 256-55-11. Réalisation : MAZET & VALLETTE

SPEI



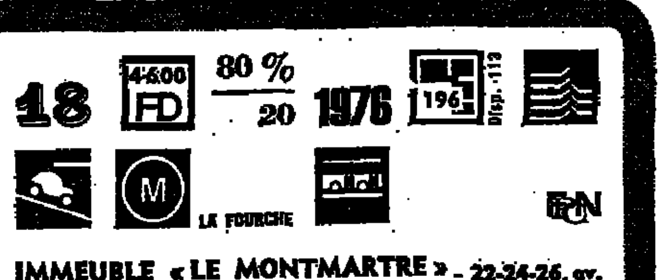
LA FONTAINE - 53, rue La Fontaine - 10, av. Boudon - Studio, 3-4 pièces, l'une des façades donnant sur jardin. Sur place, bureau de vte et appartement modèle : sam., dim. de 10 h. 30 à 12 h. 30 et 14 h. 30 à 19 h. ; lun., vend. de 14 à 19 h. Pierre BAHON S.A. BAL. 46-62 - 20, av. F.-Roosevelt (8e). Une réalisation Lagardère s.a.r.l.

pierre bahon s.a



PEREIRE-WAGRAM - 101-103, bd Pereire - Une haute qualité de construct. dans un environnem. résidentiel et à prox. de toutes les sorties et communicat. essentielles. Appts spacieux de 2, 3 4 et 5 p. et un appart. « jardin » au dernier étage. Rens. et vtes : C.E.R.J.I., 191, r. St-Honoré, Paris-1er - 260-30-15+

CERJI



IMMEUBLE « LE MONTMARTRE » - 22-24-26, av. de Saint-Ouen (près de la pl. Clichy) - Sur grds jard., stud. et 2 p. entièr. équip. et différ. plans de 3, 4, 5 p., loggias terr. S. pl. les après-midi, bur. vte (sf Mer.), tél. 522-43-00.

STÉ ZANNETTACCI - OCCIDENT - VENTE
15, avenue Matignon - Paris (8e)

vous avez choisi... réalisez votre projet...
avec un prêt
cde
COMPTOIR DES ENTREPRENEURS
6, rue Volney, 75083 PARIS CEDEX 02
Tél. 260.35.10 et 742.73.15

Une croisade antinucléaire

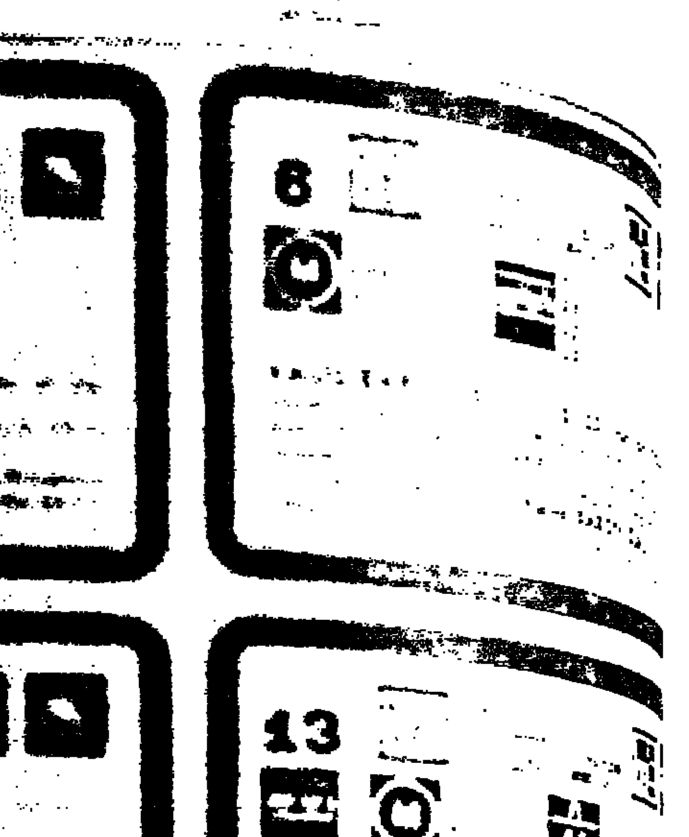
Les arguments casqués

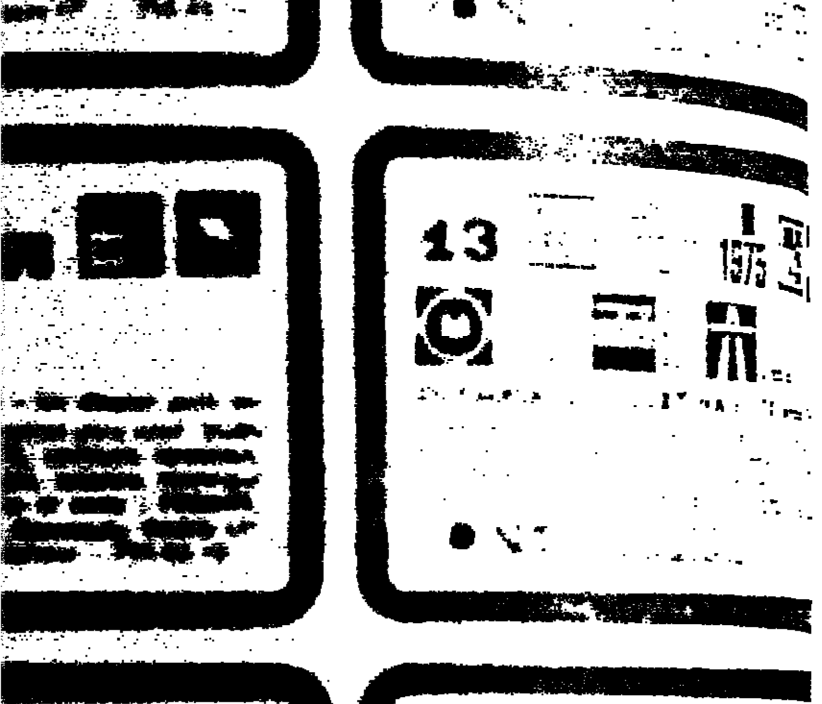
UN CONTENEUR RADIOACTIF A FOND DE CALE

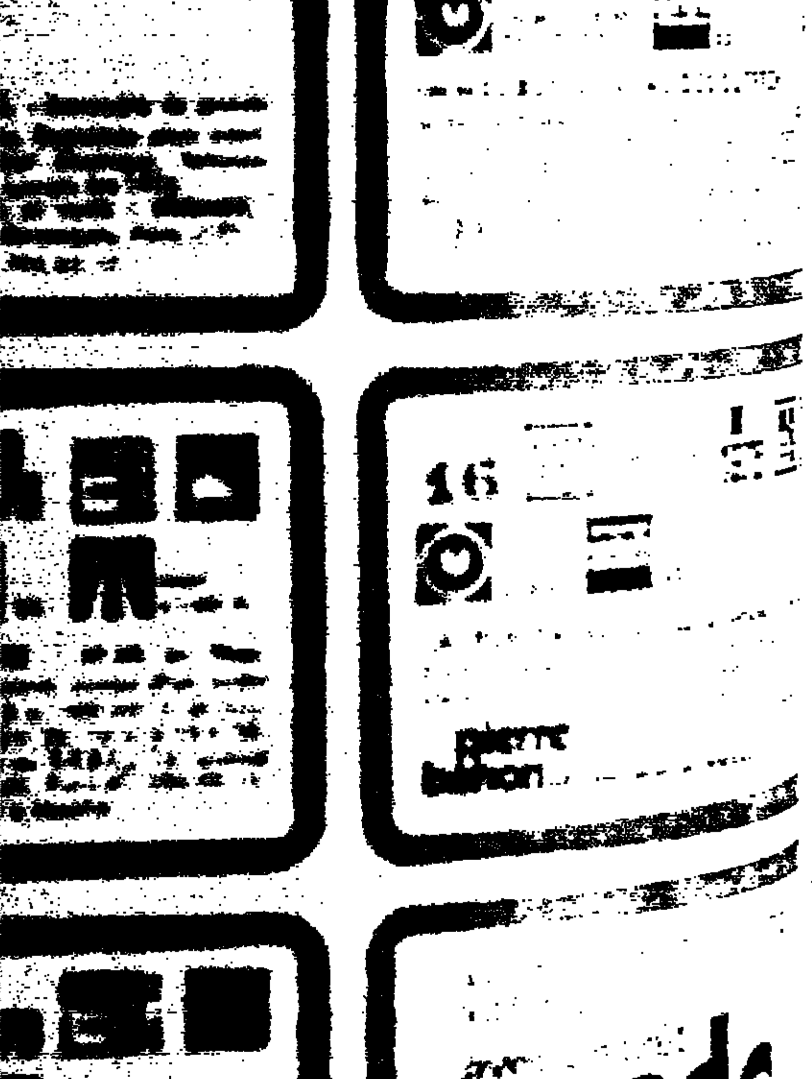
Chargé d'arsenic

« BATEAU-POUBELLE » FINLANDAIS FAIT ROUTE VERS L'ATLANTIQUE SUD









ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

ENVIRONNEMENT

Une croisade antinucléaire franco-allemande ?

Le gouvernement du Land de Bade-Wurtemberg a ordonné le 18 mars à la compagnie Badenwerk d'interrompre les travaux de la construction de la centrale nucléaire de Wyhl, sur les bords du Rhin, en attendant la décision du tribunal administratif de Fribourg, qui doit se prononcer sur un recours exercé par les écologistes allemands.

Depuis le 23 février, et après de vifs affrontements avec la police, le terrain destiné à cette centrale est occupé par la population et des écologistes allemands et alsaciens répondant à l'appel d'une trentaine d'associations. De chaque côté du Rhin, l'« affaire » de Wyhl, faisant suite à celle de Marckolsheim, est considéré comme un test qui peut conditionner l'avenir des autres projets nucléaires en Allemagne et en Alsace.

I. — La garde au Rhin

De notre envoyé spécial J.-C. GUILLEBAUD

Wyhl. — Le plus myope et le plus froid des visiteurs s'en rendrait compte en posant le pied sur les feuilles mortes. Dans cette clairière au bord du Rhin, toute poisseuse de brouillard et de givre, il ne s'agit plus vraiment de « *débat* » ou de « *contestation* », mais de croisade. Déjà !

Il y a des feux de camp dans la nuit, des guitares, des poètes et des hommes d'église. Sous une rotonde de sapin bâtie en une journée, on prend place entre une mère de famille de Fribourg et un vigneron du Kaiserstuhl. Beaucoup de monde. « Gretchen » badoises emmitouflées, étudiants alsaciens en parka vert, « déesses cradingues » blondes et douces de la franc-maçonnerie écologique, petits commerçants très convenables, brusquement soulevés par la révolte antinucléaire. La nuit s'allonge. On parle peu, mais qui songerait à partir ?

Sur les rondins mal équarris, dans une fumée un peu « scoute » qui sent la résine et l'amsterdamer chacun paraît goûter silencieusement à cette découverte plus précieuse que l'uranium 235 : le bonheur d'être ensemble.

Les arguments casqués

Bonheur ! Voilà rassemblés depuis trois semaines à l'appel d'une trentaine de comités, d'associations, de clubs et de partis, des gens venus de France ou d'Allemagne et dont les « curriculum vitae » n'étaient pas destinés à se croiser. Rassemblés « illégalement » sur 40 hectares de forêt germanique sauvés « *des bulldozers et des flics de la Baden Werck* » par vingt mille villageois en colère. Oui, une croisade. Le mot convient pour ce qu'il suggère de certitudes définitives, de manichéisme abrupt, mais pas forcément naïf.

Ailleurs, en France comme en Allemagne, le « débat nucléaire » mobilise une dialectique obscurcie par les « mégawats », les « TEC », les patentes municipales ou les « horizons industriels ». Débat érudit, affaire d'experts, et de nuances, positions « *unanimement embarrassées* ». Ici tout est devenu simple. Les véhicules blindés et les chiens policiers de la « Bereitschaft Polizei » (police du Land) venus le 20 février dernier pour « libérer le terrain », ont providentiellement clarifié le « débat ». Singulière vertu de la force qui, toujours, anoblit ce qu'elle veut écraser.

A Wyhl, l'intervention policière, l'irruption des arguments casqués et des ceinturons mis au service de l'énergie nucléaire ont introduit un puissant symbolisme répressif. Il a suffi à dissiper les équivoques. Le moins concerné des paysans a alors été sommé de choisir son camp, sans échappatoire possible. Il a choisi. Les arbres contre les tronçonneuses, les vignes du Rhin contre l'industrie chimique, les forêts du Kaiserstuhl contre les « tours de refroidissement », la vie toute nue contre l'expansion allemande, le bonheur contre l'argent, les rêves contre les réalismes matraqueurs. Quoi de plus redoutable qu'une « naïveté » qui emporte l'adhésion ?

M. Filbinger, président du Land de Bade Wurtemberg et du conseil de surveillance de la Baden-Werke (l'E.D.F. badoise), en envoyant maladroitement sa police, a favorisé ainsi un véritable « précipité » au sens chimique du mot.

Pour tout le monde, l'affaire devenait claire. Dans la forêt de Wyhl, que partagent les mille bras du Rhin, le « mal » ne se trouvait-il pas nettement séparé du « bien » : par des barbelés ? Après qu'elle en eut chassé la police —, « *événement à peine croyable en Allemagne* » — la foule s'installa donc sur les 40 hectares municipaux vendus pour 2 millions de marks, à la « kernkraftwerk-süd » (1), un peu comme on prend possession d'une terre libérée. Avec, en commun, l'émotion bizarre de braver ce qui reste tabou outre-Rhin : l'ordre public et la propriété privée. Avec, au surplus, un puissant encouragement : la bataille similaire que l'on venait de gagner — ensemble — de l'autre côté du Rhin en empêchant l'installation à Marckolsheim de la « Chemischwerke München ». « *C'est Marckolsheim qui a rendu Wyhl possible* », soupire, navré, le maire de Wyhl, favorable à la centrale nucléaire.

Déconcertée, l'administration allemande donna l'impression d'actionner des commandes, hier encore efficaces, mais qui soudain ne répondaient plus. Des chansons pacifistes répondaient aux sommations policières, des « flics » badois venus « *rétablir l'ordre* » fraternisaient avec les occupants, et la « Badische Zeintung » (quotidien régional) elle-même virait doucement de bord. « *Que se passe-t-il, monsieur le maire ?* »

Le tocsin écologique

On aurait tort de sourire de cette ferveur simplificatrice appliquée à un « *problème si complexe* ». Elle a mobilisé là-bas des sentiments et des forces têtues avec lesquelles ont devra compter ailleurs. Trente villages d'Allemagne et d'Alsace ont pris maintenant en charge l'occupation du « site ». Des chalets et des tentes ont été plantés dans la clairière, une cantine installée à côté des « stands d'informations nucléaires ». Chaque soir, selon un minutieux « *programme d'occupation* », deux villages sont désignés pour monter la garde au pied des barricades de grumes qui barrent les chemins forestiers. A la moindre alerte, un réseau de walkies-talkies réveillera tout le pays badois et, en vingt secondes, les sirènes municipales hurlant le « tocsin écologique » peuvent jeter sur les routes des centaines de voitures. Certains d'ailleurs n'attendent pas pour apporter leur renfort aux occupants. Ainsi cet insoumis parisien ou cette jeune Toulousaine qui ont « tout plaqué » pour sauter dans leurs voitures et se précipiter à Wyhl. « *J'ai construit une baraque en planches, je dors sur la paille et je ne bougerai plus d'ici.* »

Ce n'est pas tout. Désormais, de Fribourg à Colmar et de Mulhouse à Baden-Baden, des dizaines de réunions ont lieu, organisées par les « Bürger initiativen » allemands ou les « comités de défense » français. Les femmes paraissent les plus ardentes militantes dans ce que l'une d'elle appelle « *le combat pour l'avenir de nos enfants* ». Projection de films, distribution de disques militants, discussions et rencontres. Une sorte de fièvre de l'information, un « mai villageois » s'est emparé de ce vieux Land où la C.D.U., déjà en déroute, ne trouve plus de candidats pour les prochaines municipales. Dans ces forums spontanés qui surgissent un peu partout, en dehors des partis, en dehors des structures et des habitudes, chaque dialogue est un approfondissement de ce qui restait, pour beaucoup, un simple « réflexe de défense ».

« *Dans cette histoire*, dit un jeune Allemand, *le problème nucléaire c'est un peu comme le fil d'un écheveau. Tu tires dessus et des tas d'autres questions se posent. Pour défendre son lopin de terre, tu es amené à remettre en question toute une politique. En définitive, choisir ou refuser l'atome ce n'est pas seulement une affaire de danger ou de radioactivité. C'est choisir ou refuser un type de société.* » Sans doute. Mais quel drôle de voyage pour beaucoup de braves gens arrachés malgré eux à leur quiétude « dépolitisée ».

Un test

Pourquoi le nier, un fort romantisme est venu donner de jolies couleurs à l'aventure. Le décor était complice. Le Rhin devenu égout, le vieux port flottant de la 2e D.B. qui unit encore la France à l'Allemagne, le mémorial de la ligne Maginot et ces horizons de croix blanches au sortir des virages... Les occupants de Wyhl n'ont eu qu'à se baisser pour ramasser au fond des mémoires une vieille chanson qu'ils ont retournée comme un doigt de gant : la *Wacht am Rhein*, la « Garde au Rhin », hurlée jadis par des générations de soldats allemands est devenue — « *pour la première fois dans l'histoire* », — disent-ils, un hymne franco-alsacien que l'on accompagne à l'harmonica.

En Alsace et en Bade pendant
[*longtemps*
Nous nous sommes entre-tués
[*pour nos patries*
Maintenant nous nous battons
[*pour nous-mêmes.*
A Wyhl et Marckolsheim, en-
[*semble.*
Nous montons une autre garde
[*au Rhin.*

Cette solidarité n'est pas justifiée par le seul romantisme. Wyhl, un peu par hasard, est déjà un test dont l'importance n'échappe à personne. Côté allemand : si le Land renonce à y construire la centrale prévue, il y a fort à parier que la demi-douzaine d'autres sites choisis le long du Rhin sera remise en question. Mais si les villageois allemands gagnent leur bataille antinucléaire, leurs voisins alsaciens ne se sentiront-ils pas encouragés — voire obligés — d'en faire autant ? Ainsi la nouvelle Rhur nucléaire, l'axe industriel, formidable, dont rêvent les technocrates pourrait bien mourir dans l'œuf. Quel enjeu !

A Wyhl, tandis que les nuits s'ajoutent aux nuits, les jeunes gens assis sur leurs rondins attendent avec une confiance qui peut sembler puérile. Les travaux sont suspendus. Le Land, embarrassé, s'est accordé un sursis en attendant la décision du tribunal administratif de Fribourg qui examine le recours en annulation déposé par un groupe d'écologistes. Réponse attendue le 24 mars.

Confiance puérile ? Peut-être pas. De chaque côté du Rhin, la croisade de Wyhl et de Marckolsheim a fini par devenir aussi une affaire politique.

Prochain article :

MYSTIQUE ET POLITIQUE

(1) Société allemande spécialisée chargée de construire la centrale.

UN CONTENEUR RADIOACTIF A FOND DE CALE

Dans la nuit du lundi au mardi 18 mars, un conteneur de 50 tonnes ayant contenu des produits radioactifs et provenant de la centrale britannique de Windscale est tombé dans l'entrepont du car-ferry qui l'amenait à Cherbourg, d'où il devait être dirigé vers l'Allemagne. Le conteneur se trouvait sur la plate-forme d'un semi-remorque, mais par suite de l'état de la mer il avait rompu ses amarres.

D'importantes mesures de sécurité ont été prises pour sortir le conteneur et le diriger vers l'usine de retraitement de la Hague, où il sera décontaminé.

La population de Cherbourg, quant à elle, se demande pourquoi les transports de matières radioactives entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne passent par le Cotentin.

Chargé d'arsenic

UN « BATEAU-POUBELLE » FINLANDAIS FAIT ROUTE VERS L'ATLANTIQUE-SUD

Au moment où s'ouvre à Genève la conférence internationale sur le droit de la mer, l'affaire du pétrolier finlandais « Enskeri » provoque une certaine émotion dans différents pays.

Ce navire de la compagnie nationale finlandaise des hydrocarbures, la Neste, fait route vers l'Atlantique sud, où il doit se débarrasser de déchets de raffinerie, et notamment de sept cents barils d'arsenic.

Ce faisant, la Neste contrevient à une loi finlandaise interdisant de semblables immersions. Le gouvernement d'Helsinki, réuni le lundi 17 mars, a décidé que l'opération ne pourrait avoir lieu sans son autorisation. Le passage de l'« Enskeri » dans le détroit du Skagerrak a été surveillé par la police maritime danoise. Le moindre accident à cet endroit aurait en effet provoqué une catastrophe.

De son côté, M. Jannie Loots, ministre de l'environnement d'Afrique du Sud, s'est vivement élevé contre le projet de déversement dans les eaux de l'Atlantique sud : « Ce projet est répréhensible, a-t-il déclaré, et témoigne de l'irresponsabilité de ses auteurs. » Il a demandé une concertation générale des pays d'Afrique australe sur cette affaire.

— A PROPOS DE... —

Le financement des investissements publics

Fermera-t-on l'agora d'Évry ?

M. Robert Galley, ministre de l'équipement, inaugure ce 19 mars l'Agora, c'est-à-dire le grand centre d'animation culturelle et commerciale situe au cœur de la ville nouvelle d'Evry, dans l'Essonne (« le Monde » du 18 mars). Les responsables de cet ensemble original menacent de mettre la clef sous la porte le 1er juillet prochain si l'État ne leur vient pas financièrement en aide.

Le syndicat communautaire d'aménagement de la ville nouvelle d'Evry a calculé que le déficit de fonctionnement de l'Agora s'élèvera, en 1975, à 5,1 millions de francs, auquel il convient d'ajouter le déficit du syndicat proprement dit.

Actuellement celui-ci n'est sûr d'obtenir que 1 700 000 francs de subventions. Pour éviter le scandale que provoquerait le fait que des employés et des fournisseurs de l'Agora ne seraient pas payés, M. Michel Boschor, député U.D.R., maire d'Evry et président du syndicat communautaire, a annoncé son intention d'arrêter son fonctionnement le 1er juillet. Il vient d'en avertir le premier ministre.

M. Boscher demande l'assurance formelle que le déficit sera couvert car, rappelle-t-il, pendant les premières années de leur existence les villes nouvelles sont hors d'état de financer leurs équipements collectifs parce que les habitants et les entreprises y sont trop peu nombreux pour équilibrer les comptes.

La même question se posait pour les quatre lignes d'autobus qui seront ouvertes à partir du 19 mars sur le territoire de la ville nouvelle d'Evry. Qui doit payer les 6,5 millions de déficit attendus? (le Monde du 18 mars). Le gouvernement a choisi de faire appel au budget de l'Etat et à celui de la R.A.T.P., à l'exclusion de toute participation des collectivités locales. En attendant que le syndicat communautaire fixe les tarifs en vigueur (entre 0,80 F et 1 F), les habitants d'Evry utiliseront gratuitement les transports en commun de leur ville.

Ces deux exemples illustrent les difficultés que soulève le financement des équipements publics de quelque importance lorsqu'ils sont destinés à plusieurs utilisateurs. — Al. F.

Assemblées régionales

Les Bretons s'inquiètent du retard des forages pétroliers en mer d'Iroise

De notre correspondant

Rennes. — A une écrasante majorité, la Bretagne a dit : « *Oui, mais...* » au nucléaire. Mardi 18 mars, le projet d'implantation d'un équipement électro-nucléaire a été examiné par le comité économique et social et le conseil régional, réunis à Rennes en assemblée plénière. Le sujet, qui suscite de vives controverses, avait attiré un nombreux public de jeunes, en particulier, et des membres du comité régional d'information nucléaire.

Aux yeux de la plupart des intervenants, il est apparu opportun de saisir ce qui peut être une « *chance économique* » pour la région, sans pour autant jouer les « *apprentis sorciers* ». A plusieurs reprises, il a été rappelé que l'opposition au chemin de fer a contribué à mettre la Bretagne à l'écart du progrès. Mais la réalisation d'un équipement électro-nucléaire en Bretagne devrait être accompagnée de l'implantation d'un complexe industriel.

Un débat sur l'utilisation pacifique de l'atome

Les ressources minières bretonnes, qui ont fait l'objet d'un plan d'exploitation adopté récemment par le conseil régional, pourraient notamment être mises en valeur. Certes, les rapporteurs des deux assemblées régionales n'ont pas manqué de mettre en avant les risques. Les communes d'Erdeven (Morbihan) et de Guimaec (Finistère) ont d'ailleurs rejeté la perspective de la construction d'une centrale sur leur territoire, mais la majorité des orateurs, ainsi que les experts présents, se sont efforcés de dédramatiser l'utilisation pacifique de l'atome. Ainsi, M. Michel Cointat, député U.D.R., tout en préférant la solution des centrales construites sur îlot artificiel ou naturel, a jugé que la création de quelques centrales ne comporte pas de danger.

Certains ont jugé préférable d'attendre le résultat de ces études avant de prendre parti sur la question nucléaire. C'est l'avis, notamment, de M. Champaud, président de l'université de Rennes. Dans l'ensemble, le manque d'information sur les intentions précises du gouvernement a été critiqué. M. Georges Lombard, sénateur et président de la communauté urbaine de Brest, s'est refusé de se rendre « complice d'une comédie ». L'accord de principe, néanmoins largement approuvé, est subordonné aux conclusions d'études écologiques sur les différents sites envisagés.

Le débat sur les recherches d'hydrocarbures en mer d'Iroise a, d'autre part, fourni l'occasion aux deux assemblées d'élever une protestation solennelle contre le silence des pouvoirs publics. Les porte-parole de la région ont constaté avec amertume que malgré les déclarations du président de la République, du premier ministre et du ministre de l'industrie, le début des forages d'exploitation, prévu pour le printemps 1975, est reporté *sine die*. Les deux assemblées demandent, « *quelle que soit l'attitude de la Grande-Bretagne* », l'attribution immédiate des permis de recherche et le respect du calendrier prévu.

Le seul conseiller régional communiste, M. Le Roux, et les six conseillers socialistes n'ont pas pris part à cette réunion extraordinaire, en raison notamment de la présence des représentants de la C.F.T. au sein du comité économique et social de Bretagne.

DANIEL MORNET.

District parisien

● RALENTIR LA « DÉSINDUSTRIALISATION » DE LA RÉGION PARISIENNE. — Le conseil d'administration du district de la région parisienne a étudié, le 18 mars, les grandes orientations du VIIe Plan. Le comité consultatif économique et social a commencé, le même jour, la révision du schéma directeur d'aménagement régional. Les deux assemblées ont rappelé leur hostilité à ce qu'elles appellent la « désindustrialisation » de la région et ont demandé que priorité soit reconnue de façon plus évidente aux villes nouvelles et aux transports en commun.

● INCIDENTS DANS LE VAL-DE-MARNE. — Les mardi 11 et lundi 17 mars, des incidents ont éclaté à la sous-préfecture de Nogent-sur-Marne. Une délégation des employés communaux a occupé la sous-préfecture pour protester contre l'augmentation des impôts locaux. Des bousculades ont suivi. Une manifestation du personnel communal s'est déroulée le mardi 18 mars dans les rues de Nogent. Une nouvelle manifestation doit avoir lieu le mercredi 19 mars à Créteil, devant la préfecture du Val-de-Marne, à l'appel de l'Union syndicale C.G.T.

SCIENCES

Tandis que l'engin américain Mariner-10 photographiait la planète Mercure pour la troisième fois

La sonde allemande Hélios s'est approchée à 46 millions de kilomètres du Soleil

Tandis que l'engin américain Mariner-10, qui fut lancé en novembre 1973, photographiait la planète Mercure pour la troisième fois, la sonde ouest-allemande Hélios, qui quitta la Terre en décembre 1974, s'approchait, le samedi 15 mars, à 46 millions de kilomètres du Soleil et mesurait le champ magnétique solaire ainsi que la vitesse du vent de particules qu'éjecte notre étoile.

C'était la première fois qu'un engin interplanétaire passait aussi près du Soleil. La température atteignait 370° C, et le vent solaire s'est révélé plus fort qu'on ne s'y attendait. Mais il faudra attendre plusieurs semaines avant de connaître les premiers résultats chiffrés. Hélios doit repasser par deux fois à proximité du Soleil dans environ six et douze mois.

La sonde américaine Mariner-10, qui, en 1974, avait frôlé le Soleil à 67 millions de kilomètres, repassait, quant à elle, pour la troisième fois, auprès de la planète Mercure, la photographiait et mesurait son faible champ magnétique. Elle s'est même davantage approchée de Mercure que lors des deux premières séances de photographies, à seulement 310 kilomètres de la surface, et devait prendre six cent cinquante clichés. En mars 1974, Mariner-10 était passé à 689 kilomètres de Mercure et avait pris deux mille trois cents photographies, tandis que la seconde fois, en septembre 1974, elle était passée à 48 000 kilomètres et avait pris un millier de clichés. En outre, la sonde avait, en février 1974, envoyé à la Terre trois mille cinq cents photographies de la planète Vénus.

Sa mission est maintenant terminée, car il ne reste plus assez de gaz à bord pour stabiliser convenablement l'engin. Mais Mariner-10 a rempli toute sa mission, exactement comme la NASA le souhaitait, et a montré que Mercure, comme on s'y attendait, ressemble beaucoup à la Lune.

● *L'Académie des sciences* a élu, lundi 17 mars, deux correspondants pour la section de physique, M. Robert Vivian Pound, en remplacement de M. Van Vleck, élu associé étranger, et M. Charles Guillaud, en remplacement de M. Patrick Blackett, décédé.

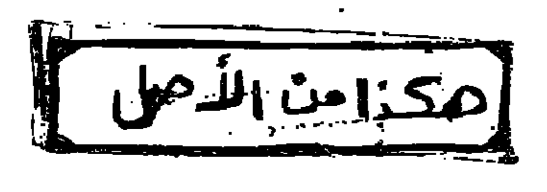
[Né au Canada en 1919, M. Robert Vivian Pound est un spécialiste de la résonance magnétique nucléaire et de l'interaction des champs et des particules nucléaires. Il vérifia expérimentalement la prévision d'Einstein du déplacement gravitationnel d'un photon gamma vers le rouge. Il est professeur à Harvard et membre de l'Académie des sciences américaine.]

[M. Charles Guillaud, directeur de recherches au Centre national de la recherche scientifique, est un spécialiste des nouvelles substances magnétiques et des ferrites. Né en 1900, il dirigea le laboratoire de magnétisme et de physique du solide de Bellevue (Hauts-de-Seine).]

CIRCULATION

● TUNNEL DU FRÉJUS : DÉBUT DES TRAVAUX. — Les travaux de percement du tunnel routier du Fréjus ont débuté ces jours derniers du côté italien, à Bardonecchia (province de Turin). Les ouvriers ont déjà avancé d'une cinquantaine de mètres. Parallèle à l'actuel tunnel ferroviaire, l'ouvrage sera long de 13 kilomètres et son coût (devis établi au prix actuel) s'élèvera à 45 milliards de lires (320 millions de francs environ). Les travaux devraient être achevés en 1979.

● HUIT CENT SEIZE SUSPENSIONS EN FÉVRIER A PARIS. — Au cours du mois de février 1975, le préfet de police de Paris sur la proposition de la commission de suspension du permis de conduire, a prononcé huit cent seize suspensions de validité de permis apprend-on. Ces mesures, précise la préfecture, visent notamment 611 conducteurs qui se sont rendus coupables de vitesse excessive et dangereuse, 17 conducteurs ayant franchi un signal lumineux au rouge fixe, et 157 conducteurs pris en flagrant délit d'ivresse.



LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

SÉCURITÉ SOCIALE

La C.G.T. demande au gouvernement l'ouverture de négociations et l'organisation d'élections

« Nous ne pensons pas que l'amélioration des remboursements aux malades, des relations entre les médecins et les caisses, et de la distribution des soins puisse être obtenue à travers la seule discussion d'une nouvelle convention entre le corps médical et la Sécurité sociale », a déclaré, le 18 mars, M. Marcel Atlan, au cours d'une conférence de presse de la C.G.T. La Confédération, a-t-il ajouté, réclame *« l'ouverture de grandes négociations avec le gouvernement, les organisations syndicales et professionnelles »*. Au moment où s'amorcent des pourparlers entre les gestionnaires des caisses d'assurance-maladie et des médecins par le renouvellement de la convention à compter de mai 1975, les représentants de la C.G.T. estiment que l'échec de la précédente convention, le mécontentement des médecins et la sauvegarde des intérêts des salariés nécessitent, après une large négociation, de nouveaux textes législatifs. Lors de la réunion du 18 mars de la caisse nationale des salariés, les cégétistes ont quitté la salle estimant que les débats n'avaient pas été suffisamment préparés.

La C.G.T. entend, d'autre part, à la veille du renouvellement des administrateurs des caisses, — lesquels sont désignés et non plus élus depuis les ordonnances de 1967 — lancer une campagne pour obtenir le retour au système des élections. *« Il est inadmissible*, a déclaré Mme Dhervilly-Lambert, *que les seuls salariés n'aient pas ce droit de vote. »*

La C.G.T. a également présenté à la presse un document de cinquante-quatre pages sur les lenteurs dans l'automatisation des services des caisses. Freinée par le ministère de l'économie et des finances, l'installation des ordinateurs ne répond actuellement ni aux besoins des caisses ni à ceux des assurés, ce qui entraine des retards parfois considérables dans le versement des prestations. A ces difficultés s'ajoute, déclare la C.G.T., la situation désastreuse d'un personnel dont les salaires n'ont augmenté que de 14,20 % en 1974 alors que les prix se sont accrus de 15,20. En laminant le pouvoir d'achat des employés de la Sécurité sociale, *« le gouvernement et le patronat cherchent la provocation »*, estime la C.G.T., dans la mesure où une explosion de colère — prévisible — serait utilisée pour expliquer à l'opinion publique *que les grèves sont à l'origine* du mauvais fonctionnement des caisses.

AU CABINET DU MINISTRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

M. Roger Pujol, administrateur civil, secrétaire général du conseil du crédit, est nommé directeur adjoint du cabinet de M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'économie et des finances, en remplacement de M. Guy Vidal, appelé à d'autres fonctions.

LES QUESTIONS EUROPÉENNES

SUIVANT LES RECOMMANDATIONS DE LA FRANCE ET DE LA COMMISSION

Les Neuf ont adopté une unité de compte ne faisant pas référence au dollar

Le comité monétaire va étudier une association du franc suisse au « serpent »

Bruxelles (Communautés européennes). — Les ministres des finances des Neuf, réunis mardi à Bruxelles, se sont mis d'accord pour créer une unité de compte européenne, dont la valeur sera calculée chaque jour à partir d'un « panier » composé des différentes monnaies de la Communauté.

Commentant cette décision, M. Haferkamp, le vice-président de la commission chargée des affaires économiques et monétaires, a salué « l'amorce d'une définition d'une personnalité monétaire européenne ». M. Fourcade, pour sa part, a prédit devant les journalistes que, « dans une perspective à cinq ans, l'unité de compte et le D.T.S. seront les deux grands instruments de paiement internationaux ».

Au cours d'un déjeuner à huis-clos, les ministres des finances se sont longuement penchés sur une éventuelle association du franc suisse au « serpent » monétaire européen, qui rassemble les monnaies de cinq Etats membres (l'Allemagne, la Belgique, les Pays-Bas, le Luxembourg et le Danemark), auxquels sont venues se joindre les couronnes suédoise et norvégienne.

M. Fourcade a déclaré que l'hypothèse du retour du franc français dans le « serpent » était étudiée par le gouvernement, mais il a ajouté qu'il ne pouvait s'agir là que d'un projet à court terme et qu'au préalable les règles de l'accord monétaire européen — celles régissant donc la vie du « serpent » — devraient être assouplies.

De notre correspondant

L'unité de compte utilisée jusqu'ici dans la C.E.E. était définie en or (0,8886 gramme d'or fin). Depuis que les monnaies « flottent » librement sur le marché des changes, cette relation or troublait le jeu normal des opérations monétaires de la Communauté.

C'est pour adapter les comptes de celle-ci à la situation monétaire internationale que la France et la Commission avaient proposé, voici plusieurs mois, la définition d'une nouvelle unité de compte. Les propositions de M. Fourcade (*le Monde* du 18 septembre 1974) furent d'abord accueillies avec réticence par les autres Etats membres, qui auraient volontiers fait appel aux Droits de tirage spéciaux (D.T.S.). La Commission et la France ont fait valoir qu'il serait absurde de choisir, pour répondre aux besoins de la Communauté, un instrument monétaire, le D.T.S. (qui est aussi un « panier » de monnaies), dont la valeur dépend pour 55 % de l'évolution de monnaies extérieures à la C.E.E., au premier rang desquelles le dollar, dont le poids dans le D.T.S. est de 33 %. Ce point de vue a finalement prévalu, ce qui constitue indéniablement un succès pour M. Fourcade et pour la Commission.

L'unité de compte, qui vient d'être créée, est donc un « panier » composé uniquement de monnaies de la C.E.E. La part relative de chacune des monnaies est établie en fonction du produit national brut des pays membres et de la place qu'ils occupent dans le commerce européen, ce qui donne: 27,3 % pour le DM ; 19,5 % pour le franc français ; 17,5 % pour la livre sterling ; 14 % pour la lire italienne ; 9 % pour le florin ; 7,9 % pour la couronne danoise ; 1,5 % pour la livre irlandaise ; 0,2 % pour le franc luxembourgeois.

Il fallait prendre une référence de départ pour pouvoir évaluer ensuite, au jour le jour, la valeur de l'unité de compte. Il a été décidé par commodité que la valeur initiale de l'unité de compte serait fixée (de façon anticipée) au 28 juin 1974 à 1,20635 dollar, car c'est ce jour-là que le « D.T.S. panier », dont la valeur est égale à 1,20635 dollar américain, a été créé.

En fonction, d'une part, de la pondération évoquée plus haut et, d'autre part, de la valeur initiale choisie pour l'unité de compte (1,20635 dollar), on a défini le panier type, qui est composé d'un certain montant de chacune des monnaies nationales: 0,828 DM ; 1,15 franc français ; 0,0885 livre sterling ; 109 lires ; 0,286 florin ; 3,66 francs belges ; 0,14 franc luxembourgeois ; 0,217 couronne danoise ; 0,00759 livre irlandaise. Ce panier type restera immuable : c'est à partir de lui qu'est calculée chaque jour, en fonction de l'évolution sur le marché des changes, la valeur de l'unité de compte.

L'unité de compte qui vient d'être créée sera immédiatement employée pour les opérations du Fonds *européen de développement* et de la Banque européenne d'investissements ; son usage doit être étendu, après étude des problèmes techniques posés, aux autres procédures financières de la C.E.E.

« Il ne faut pas se leurrer, a commenté M. Fourcade. *On a commencé par le plus facile. Cette extension n'ira pas sans mal.* » C'est vrai en particulier pour l'agriculture.

En dépit de ces obstacles, qui ne sont pas uniquement techniques, M. Fourcade, confiant dans l'avenir, se déclare persuadé que, dans le monde actuel troublé, *« l'unité de compte va pouvoir devenir un instrument monétaire important »*.

Le ministre français des finances a, par ailleurs, constaté avec satisfaction que deux des propositions qu'il a soumises à ses collègues en septembre 1974 ont fait l'objet de décisions : le conseil a reconnu la possibilité pour la Communauté d'émettre des emprunts sur le marché international des capitaux ou directement auprès des producteurs de pétrole, et il vient de décider la création d'une unité de compte. Il reste à aborder la troisième proposition française : la mise en place d'un système de flottement concerté des monnaies de la C.E.E., *caractérisé en particulier* par la définition d'un niveau communautaire du dollar ajustable après concertation des banques centrales.

L'élargissement du « serpent »

Evoquer cette proposition, dont l'objectif serait de restaurer la cohésion des monnaies de la C.E.E., conduit à rendre compte des entretiens que les ministres ont consacrés à la démarche officieuse effectuée par la Suisse. Le gouvernement de Berne souhaiterait, semble-t-il, que le franc suisse soit intégré ou associé au « serpent » monétaire européen. Cela signifierait que la monnaie helvétique fluctuerait désormais de concert avec le mark et les monnaies du Benelux. Une telle alliance, tout en offrant des avantages — le prestige du franc *suisse au service de la création* d'un ordre monétaire européen, — n'irait pas sans présenter aussi des inconvénients. Le franc suisse est une monnaie-refuge que les spéculateurs jouent volontiers à la hausse. L'introduire dans le « serpent » pourrait donc contribuer à « tirer » celui-ci vers le haut, c'est-à-dire à renforcer la tendance à la revalorisation de l'ensemble des monnaies le composant. Un tel phénomène pourrait être gênant pour les pays membres du « serpent » qui possèdent les monnaies les plus faibles, par exemple le Danemark, qui devrait intervenir plus fréquemment pour maintenir inférieur à 2,25 % l'écart de change avec les monnaies fortes du « serpent ». Il serait également gênant pour les pays de la C.E.E. qui n'appliquent pas l'accord monétaire européen, à savoir la France, l'Italie et la Grande-Bretagne. En effet, l'écart de change entre les monnaies du « serpent » et les monnaies hors « serpent », au lieu de se réduire — ce qui est l'objectif recherché par Paris, Rome ou Londres, — risquerait de grandir.

En tout état de cause, il n'était pas question pour le conseil de prendre des décisions ; il s'est contenté de charger le comité monétaire et le comité des gouverneurs des banques centrales d'étudier selon quelles modalités le francs suisse pourrait éventuellement être associé à l'accord monétaire européen. Peut-on envisager que la France réintègre le « serpent » ? M. Fourcade, c'est un écho nouveau, n'a pas écarté cette éventualité. Le gouvernement, a-t-il expliqué, considère que *« dans une perspective à long terme, par exemple celle du Plan, il n'existe pas de développement satisfaisant de l'économie française en dehors d'une restructuration du système monétaire international et de la création d'un système monétaire européen plus structuré »*. En d'autres termes, le retour du franc au bercail des monnaies fortes, s'il fait désormais partie des hypothèses de travail du gouvernement, n'est tout de même pas pour demain, ne serait-ce que dans la mesure où nos exportations pourraient en être gênées.

Les choses pourraient cependant aller plus vite si les pays partenaires acceptaient de revoir, afin de lui donner plus de souplesse, les règles de l'accord monétaire européen de 1972 et, par exemple, de le remplacer ou de le compléter par un système de flottement concerté, tel que celui proposé par M. Fourcade en septembre 1974.

PHILIPPE LEMAITRE.

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars		Deutschemarks		Francs suisses	
48 heures	5	6	4 1/2	5 1/2	6	10
1 mois	5 3/8	5 7/8	5 1/8	5 5/8	3 7/8	4 3/8
3 mois	6 1/4	6 3/4	5	5 1/2	4 1/8	4 5/8
6 mois	6 7/8	7 3/8	5 3/8	5 7/8	5 3/8	5 7/8

COMMERCE INTERNATIONAL

FORT RALENTISSEMENT EN 1974 constate le GATT

La croissance des échanges commerciaux internationaux s'est fortement ralentie en 1974, estime le secrétariat du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) dans une première analyse des résultats de l'année passée.

L'expansion du commerce international n'a pas atteint 5 % en 1974 en termes réels, contre 15 % en 1973. En valeur nominale, l'augmentation a été de 44 %, contre 38 % en 1973.

« En raison de la hausse des prix du pétrole principalement, écrit le secrétariat, *la valeur des exportations des pays en voie de développement a doublé, et la part de ces pays dans le commerce mondial est passé de 19 à 25 %. La valeur des exportations des producteurs de pétrole s'est accrue de quelque 175 %, mais leur volume a diminué d'environ 4 % ; la part de ces pays dans le commerce mondial, mesuré en valeur, est passé de 7 à 14 % approximativement. Il ressort de ces chiffres que la part des pays en voie de développement non producteurs de pétrole dans le commerce mondial est tombée de 12 à 11 %. »*

Pour 1975, prévoit le GATT, *« la stagnation continue de la production dans l'ensemble des pays de l'O.C.D.E. laisse prévoir un fléchissement pur et simple du volume des échanges mondiaux. Si l'activité économique reprenait au deuxième semestre, le commerce mondial pourrait connaître un accroissement en volume de 1 à 3 % »*.

CONFLITS ET [...]

TANDIS QUE LES DERRAY[...]

La C.G.T. propose une « tactique [...]

M. MARCHAIS : le gouvernement viole le droit de grève.

A L'ÉTRANGER

LA BALANCE DES PAIEMENTS DU JAPON A ÉTÉ EXCÉDENTAIRE EN FÉVRIER

Tokyo (A.F.P.). — La balance japonaise des paiements a enregistré en février un excédent d'environ 270 millions de dollars. Le déficit s'était élevé en janvier à 1 142 millions de dollars. La balance commerciale a été excédentaire, en février, de 610 millions de dollars, les exportations ayant augmenté de 31 % par rapport à février 1974, pour s'élever à 4 360 millions de dollars et les importations ayant baissé de 7 % (3 750 millions de dollars), pour la première fois depuis dix-sept mois.

La balance des invisibles (assurances, fret, tourisme...) est déficitaire de 470 millions de dollars, à comparer à 561 millions de dollars en janvier. La balance des paiements courants a ainsi enregistré un excédent de 140 millions de dollars, alors qu'en janvier elle était déficitaire de 1 142 millions de dollars.

La balance des capitaux à long terme enregistre quant à elle un excédent de 240 millions de dollars, contre un déficit de 198 millions en janvier ; 280 millions de dollars de capitaux étrangers, sous forme de portefeuilles d'investissement, sont pour une bonne part à l'origine de cette amélioration.

Dans l'industrie automobile

LES PARTIS COMMUNISTES EUROPÉENS ORGANISENT UNE « SEMAINE D'ACTION »

(De notre correspondant.)

INDUSTRIE

FORTE BAISSE EN JANVIER DE LA PRODUCTION COTONNIÈRE

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

CONFLITS ET REVENDICATIONS

TANDIS QUE LES DÉBRAYAGES CONTINUENT AU MANS

La C.G.T. propose une «tactique plus souple» à la régie Renault

Après l'ajournement des négociations, le déblocage du conflit Renault apparaît, plus que jamais, lié à l'évolution de l'attitude des ouvriers de l'usine du Mans. D'une part, la direction de la Régie subordonne toujours l'ouverture des discussions à un retour à l'activité normale de l'établissement de la Sarthe. D'autre part, l'augmentation uniforme mensuelle de 250 francs réclamée par les ouvriers manceaux, indépendamment des demandes sur la révision des classifications, est catégoriquement rejetée par la direction. Son secrétaire général, M. Ouin, a rappelé que le relèvement des salaires n'avait jamais été inscrit à l'ordre du jour des négociations promises pour le 18 mars sur les classifications.

Or il n'y a guère d'indice de changement dans le comportement du personnel du Mans. Depuis plus de quatre semaines, 4 000 métallurgistes poursuivent sans faiblir « *la grève de l'enthousiasme* », c'est-à-dire la grève perlée qui réduit de près des deux tiers la sortie des « trains avant » et des « trains arrière » destinés à l'approvisionnement de toutes les autres usines Renault.

Quant à la revendication des « *250 francs pour tous* », elle n'a fait que se populariser de plus en plus. Cette somme, pour les ouvriers, représentant — à tort ou à raison, mais les statistiques économiques ont peu de poids dans ce genre d'affaire — la compensation du pouvoir d'achat perdu depuis l'accélération de la hausse des prix. Uniformes, ces 250 francs équivalent à une augmentation des salaires d'environ 10 % pour la plupart des O.S., mais moins, évidemment, pour les professionnels. De plus, la formule est celle qui a été lancée, depuis l'automne, par la C.G.T. et la C.F.D.T. lorsqu'elles réclamaient le relèvement des salaires dans le secteur public et le secteur nationalisé.

Mardi 18 mars, au soir, les délégués du Mans, en rentrant de Billancourt, où ils avaient tenu à se rendre comme si la discussion pouvait s'ouvrir, ont déclaré que la direction « *avait joué son va-tout, sa décision étant prise essentiellement à l'encontre des travailleurs du Mans pour les isoler des autres, pour leur saper le moral, en même temps qu'elle exerçait de fortes pressions sur le personnel pour l'inciter à la reprise* ». En vain, souligne surtout la C.G.T., qui, si elle ne nie pas que, tout au long de la journée « *il y a eu beaucoup d'interrogations de la part des travailleurs déçus du comportement d'une direction qui n'a pas habitué le personnel à une telle attitude d'intransigeance* », n'en constate pas moins « *que la situation reste bonne et grande la combativité dans toutes les usines* ».

La seule solution pour les syndicats du Mans, qui ont encore fait circuler mardi une lettre-pétition à l'attention du premier ministre pour réclamer l'ouverture de la discussion, c'est la négociation nous dit notre correspondant. C'est pour obtenir cette négociation, où la C.G.T. entend aller le plus rapidement possible « *et dans un esprit réaliste, sachant bien que toute discussion comporte des compromis* », qu'une nouvelle action unitaire était prévue ce mercredi. Elle devait consister en deux débrayages généraux d'une heure un quart, l'une le matin, l'autre l'après-midi, après rassemblement général et prise de parole devant la direction locale.

On y exigera cette ouverture des négociations réclamée par tous, mais on y expliquera aussi aux travailleurs la situation, encore que la C.G.T. déclarait, mardi soir, et c'est peut-être la phrase-clé du conflit, « *que si l'action est profondément enracinée à la base, ce sont les travailleurs eux-mêmes qui demeurent libres de leur action* ».

Cette attitude contraste avec le climat qui règne dans les autres usines de la Régie, où, hormis des horaires réduits dans bon nombre d'ateliers, l'activité est à peu près normale. A Cléon, le débrayage d'une heure et demie, suivi selon la C.G.T., par 4 000 salariés (13,6 % seulement, selon la direction), était essentiellement une protestation contre le chômage technique imposé, ce mercredi, aux cent quatre-vingts ouvriers de l'atelier de montage de boîtes de vitesses. La direction a annoncé cette mesure comme une conséquence de la grève du Mans.

La C.G.T. et la C.F.D.T. semblent maintenant assez divisées sur la marche à suivre. La première paraît visiblement désireuse d'assouplir son action. M. Albeher responsable C.G.T. du secteur automobile, déclarait mardi : « *J'espère que nos camarades du Mans auront la sagesse d'avoir une tactique plus souple* », mais des propos différents sont tenus par d'autres militants cégétistes selon les usines ou les ateliers.

La C.F.D.T., au contraire, opte pour un raidissement. Depuis quatre ou cinq jours, elle propose vainement à la C.G.T. de lancer une consigne d'arrêt de travail de deux heures dans toutes les usines.

Cependant, ce mercredi, un tel arrêt était prévu pour permettre aux travailleurs de Billancourt de participer à une manifestation C.G.T. - C.F.D.T., à 15 h., devant la bourse du travail de Boulogne. Les deux organisations ont demandé aux autres salariés du secteur public et du secteur privé d'y participer.

M. MARCHAIS : le gouvernement viole le droit de grève.

Au cours de la conférence de presse qu'il a donnée mardi 18 mars à La Trinité, près de Nice, M. Georges Marchais, secrétaire général du parti communiste, a été interrogé sur la situation à la Régie nationale des usines Renault. Il a déclaré : « *Qui est en train de mettre Renault en difficulté, les syndicats ou MM. Chirac et Giscard d'Estaing ? La situation économique de la Régie était bonne. De toutes les grandes firmes automobiles en France, la régie Renault avait la meilleure situation, ce qui souligne l'efficacité des entreprises nationales.*

» *Cette situation permet à la Régie de donner satisfaction aux revendications posées. Nous disons qu'il faut engager des discussions sérieuses pour rechercher si besoin est un compromis sérieux.*

» *Force est de constater que c'est le gouvernement qui refuse que la négociation s'engage. C'est le gouvernement qui a fait annuler la rencontre qui devait avoir lieu ce matin pour entamer des pourparlers. Et cela au mépris du droit de grève. Car le prétexte a été que les travailleurs du Mans continuent leur mouvement. Cette attitude est une violation du droit de grève.*

» *On peut aussi se demander si le gouvernement n'envisage pas, par son intransigeance, de porter un coup à l'entreprise nationale. Est-ce que le pouvoir ne cherche pas à favoriser des entreprises comme Citroën, Peugeot, Simca ? Nous posons publiquement la question.*

» *Nous, communistes, nous soutenons l'action des syndicats et nous exigeons l'ouverture de négociations et le satisfaction des revendications des travailleurs.* »

LE PARTI SOCIALISTE : une provocation délibérée de la Régie.

« *La décision de la Régie est une provocation délibérée*, estime le parti socialiste, dans une déclaration rendue publique mardi matin par le délégué général de ce parti à l'action dans les entreprises, M. Alain Rannou.

« *Les revendications des travailleurs de la Régie correspondent à des besoins impératifs en matière de pouvoir d'achat et de classification* », ajoute la déclaration qui précise que « *le secteur entreprise du P.S. convoque pour samedi une coordination des sections et groupes du P.S. à la Régie, afin d'envisager une amplification de l'action pour soutenir la lutte des travailleurs..., exiger l'ouverture de négociations et prendre toutes les initiatives nécessaires pour faire échec à la politique antisociale du gouvernement.* »

Dans l'industrie automobile

LES PARTIS COMMUNISTES EUROPÉENS ORGANISENT UNE « SEMAINE D'ACTION »

(De notre correspondant.)

Bonn. — Les représentants des partis communistes européens, dont le P.C.F. et le P.C.I. (réunis à Düsseldorf), ont décidé d'organiser une semaine d'action dans toute l'industrie automobile européenne, du 13 au 19 avril prochains. Les communistes veulent lutter contre la « *politique de crise des monopoles* », les réductions d'horaires et les licenciements. Ils entendent proposer des solutions pour, d'une part, augmenter le marché de l'automobile (par exemple, par la baisse du prix de l'essence et la diminution de la T.V.A. et des taux de crédit) ; d'autre part, trouver des marchés « alternatifs » à l'automobile.

Les représentants des P.C. ont, par ailleurs, décidé de développer les contacts entre délégués des différents pays appartenant à la même société multinationale, dans l'esprit des conclusions de la conférence des partis communistes de l'Europe capitaliste, qui s'était réunie à Bruxelles en janvier 1974.

D. V.

● *Saint-Nazaire : trois mille travailleurs ont manifesté* dans les rues, mardi 18 mars, à l'initiative des syndicats C.G.T., C.F.D.T. et F.O., pour la défense de l'emploi dans la région où, selon les syndicats, il y a actuellement quatre mille chômeurs.

● *Poursuite de la grève des pêcheurs à Concarneau.* — Les marins de la pêche hauturière de Concarneau (Sud-Finistère) se sont prononcés, mardi 18 mars, pour la poursuite de la grève à une large majorité.

A L'ÉTRANGER

LA BALANCE DES PAIEMENTS DU JAPON A ÉTÉ EXCÉDENTAIRE EN FÉVRIER

Tokyo (*A.F.P.*). — La balance japonaise des paiements a enregistré en février un excédent d'environ 270 millions de dollars. Le déficit s'était élevé en janvier à 1 242 millions de dollars. La balance commerciale a été excédentaire, en février, de 610 millions de dollars, les exportations ayant augmenté de 31 % par rapport à février 1974, pour s'élever à 4 360 millions de dollars et les importations ayant baissé de 7 % (3 750 millions de dollars), pour la première fois depuis dix-sept mois.

La balance des invisibles (assurances, fret, tourisme...) est déficitaire de 470 millions de dollars, à comparer à 561 millions de dollars en janvier. La balance des paiements courants a ainsi enregistré un excédent de 140 millions de dollars, alors qu'en janvier elle était déficitaire de 1 143 millions de dollars.

La balance des capitaux à long terme enregistre quant à elle un excédent de 240 millions de dollars, contre un déficit de 198 millions en janvier ; 280 millions de dollars de capitaux étrangers, sous forme de portefeuilles d'investissement, sont pour une bonne part à l'origine de cette amélioration.

INDUSTRIE

FORTE BAISSE EN JANVIER DE LA PRODUCTION COTONNIÈRE

La production de l'industrie cotonnière a chuté de 18 à 25 % en janvier par rapport à l'an passé, précise M. Sauvegrain, président du syndicat de l'industrie cotonnière.

A la fin du mois de janvier, les carnets de commandes des entreprises étaient inférieurs de 10 à 45 % environ à ceux du premier semestre 1974, et, en dépit du ralentissement de la production, les stocks de filés et de tissus de coton avaient augmenté de respectivement 80 et 25 % par rapport à l'an passé.

« *Il est clair que dans la perspective actuelle, et sauf renversement imprévisible de la tendance du marché, la production et l'emploi risquent de connaître à bref délai une détérioration accrue* », affirme le syndicat, qui estime déjà à 25 % la réduction des horaires appliquée dans le secteur en janvier, ceci sur des effectifs inférieurs de 8 % environ à ceux de l'an passé.

هكذا من الأصل

(Publicité)

DÉCLARATION SOLENNELLE DE L'ORGANISATION DES PAYS EXPORTATEURS DE PÉTROLE (OPEP)

CONFÉRENCE DES SOUVERAINS ET CHEFS D'ÉTAT

ALGER, 4-6 MARS 1975

Les souverains et chefs d'Etat des pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole se sont réunis à Alger, du 4 au 6 mars 1975, à l'invitation du président du Conseil de la révolution et du conseil des ministres de la République algérienne *démocratique et populaire.*

1) Ils ont procédé à l'examen de la crise économique qui prévaut actuellement dans le monde, ont échangé leurs vues sur les causes de la crise persistante qui s'y manifeste depuis plusieurs années et ont envisagé les mesures qu'ils pourraient prendre pour sauvegarder les droits et les intérêts légitimes de leurs peuples dans le cadre de la solidarité et de la coopération internationales.

Ils soulignent que la paix et le progrès dans le monde dépendent du respect mutuel de la souveraineté et de l'égalité de toutes les nations membres de la communauté internationale, conformément aux principes de la charte des Nations unies. De plus, ils soulignent que les considérations de base de la présente déclaration se situent dans le cadre des décisions prises lors de la sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies sur les problèmes des matières premières et du développement.

Les souverains et chefs d'Etat réaffirment la solidarité qui unit leurs pays pour la sauvegarde des droits et des intérêts légitimes de leurs peuples, proclament à nouveau les droits souverains et inaliénables de leurs pays sur la propriété, l'exploitation et l'établissement des prix de leurs ressources naturelles et rejettent toute idée ou tentative qui mettrait en cause ces droits fondamentaux, et partant la souveraineté de leurs pays.

Ils réaffirment également que les pays membres de l'OPEP, par la défense collective, constante et cohérente des droits légitimes de leurs peuples, ont servi, en définitive, l'intérêt général et le progrès de la communauté mondiale, et ce faisant ont agi dans le sens souhaité par tous les pays en voie de développement, producteurs de matières premières, pour défendre les droits légitimes de leurs peuples

Ils concluent que l'indépendance des nations, mise en évidence par la situation économique mondiale, exige une plus grande attention à la coopération internationale, et ils se déclarent disposés à contribuer, par leurs efforts, aux objectifs de développement économique et de stabilité dans le monde, conformément à la déclaration et au programme d'action pour l'établissement d'un nouvel ordre économique international adoptés par l'Assemblée générale des Nations unies, à sa sixième session extraordinaire.

2) Les souverains et chefs d'Etat constatent que la crise économique mondiale actuelle découle dans une large mesure des inégalités profondes du progrès économique et social entre les peuples. Ces inégalités, qui caractérisent le sous-développement des pays en voie de développement, ont été surtout engendrées et entretenues par l'exploitation étrangère et sont devenues plus aiguës au cours des ans, par suite de l'absence d'une coopération internationale adéquate *en faveur du développement.* Cette *situation a entretenu le drainage* des ressources naturelles des pays en voie de développement en empêchant un transfert effectif des capitaux et de la technologie, entraînant ainsi un déséquilibre fondamental des relations économiques.

Ils notent que le déséquilibre qui pèse sur la situation économique internationale actuelle s'est aggravé par l'inflation généralisée, le ralentissement universel de la croissance économique et l'instabilité du système monétaire mondial, en l'absence de discipline et de rigueur monétaires.

Ils réaffirment que ces anomalies ont pour racines les maux anciens et persistants que l'on a laissés s'accumuler au cours des années, tels que la tendance générale des pays développés à consommer excessivement et à gaspiller des ressources rares, ainsi que les politiques économiques inappropriées et à courte vue dans le monde industrialisé.

Par conséquent, ils rejettent toute allégation qui imputerait au prix du pétrole la responsabilité de l'instabilité actuelle de l'économie mondiale. En fait, non seulement le pétrole, qui a contribué de façon si significative au progrès et à la prospérité des pays industrialisés pendant le dernier quart de siècle, est la moins chère des sources d'énergie disponibles, mais le coût du pétrole importé constitue une fraction presque négligeable du produit national brut des pays développés. Le réajustement récent du prix du pétrole n'a contribué que pour une part insignifiante au taux élevé de l'inflation, qui a été engendrée dans les économies des pays développés par des causes radicalement différentes. Cette inflation, exportée continuellement vers les pays en voie de développement, a perturbé leurs efforts de développement.

3) De plus, les souverains et chefs d'Etat condamnent les menaces, campagnes de propagande et autres mesures qui sont allées jusqu'à attribuer aux pays membres de l'OPEP l'intention de saper les économies des pays développés. Ces campagnes et mesures, qui peuvent conduire à la confrontation, ont empêché une bonne compréhension des problèmes et ont contribué à créer une atmosphère de tension qui ne prédispose pas à la consultation et à la coopération internationales. Ils dénoncent également tout groupement de nations consommatrices visant à la confrontation et condamnent tout plan ou stratégie conçus en vue d'une agression économique ou militaire contre tout pays membre de l'OPEP par un tel groupement ou par tout autre moyen.

Face à de telles menaces, les souverains et chefs d'Etat réaffirment la solidarité qui unit leurs pays dans la défense des droits légitimes de leurs peuples et se déclarent prêts, dans le cadre de cette solidarité, à riposter dans l'unité et à prendre, en cas de besoin, des mesures efficaces et immédiates pour contrecarrer de telles menaces, notamment en cas d'agression

4) Soucieux de satisfaire les aspirations légitimes de leurs peuples au développement et au progrès, les souverains et chefs d'Etat ont également une haute conscience du lien étroit qui existe entre le succès de leur développement national et la prospérité de l'économie mondiale. L'interdépendance accrue entre les nations les rend encore plus attentifs aux difficultés vécues par les autres peuples, qui pourraient affecter la stabilité mondiale. En conséquence, ils réaffirment leur adhésion au dialogue, à la coopération et à l'action concertées pour le règlement des grands problèmes qui se posent à l'économie mondiale.

Dans cet esprit aussi, les pays membres de l'OPEP ont, avec des moyens financiers accrus sur une période relativement courte, contribué, par des voies multilatérales et bilatérales, aux efforts de développement et aux ajustements de la balance des paiements tant des autres pays en voie de développement que des pays industrialisés. En proportion du produit national brut, et pendant la seule année 1974, leur aide financière aux autres pays en voie de développement a été plusieurs fois supérieure à l'aide annuelle moyenne apportée par les pays développés aux pays en voie de développement pendant la dernière décennie du développement. De plus, les pays *membres de l'OPEP ont accordé des facilités financières aux pays* développés pour les aider à combler le déficit de leurs balances de paiements. En outre, l'accélération de leur développement économique et les mesures de promotion commerciale adoptées par les pays membres de l'OPEP ont contribué à l'expansion du commerce international ainsi qu'aux ajustements des balances de paiement des pays développés.

5) Les souverains et chefs d'Etat donnent leur accord au principe de la tenue d'une conférence internationale réunissant les pays développés et les pays en voie de développement.

Ils estiment que l'objectif d'une telle conférence devrait être de faire avancer de manière significative l'action destinée à alléger les difficultés majeures existant au sein de l'économie mondiale et que, par conséquent, la conférence doit accorder une égale attention aux problèmes que rencontrent à la fois les pays développés et les pays en voie de développement.

En conséquence, l'ordre du jour de ladite conférence ne peut, en aucun cas, se limiter à l'examen de la question de l'énergie. Il comprend, de toute évidence, les questions des matières premières des pays en voie de développement, la réforme du système monétaire international et la coopération internationale en faveur du développement de façon à assurer la stabilité mondiale.

En outre, cette conférence peut, pour des raisons d'efficacité, se dérouler dans un cadre restreint à la condition qu'il assure une représentation adéquate et authentique de l'ensemble des nations concernées par les problèmes traités.

6) Les souverains et chefs d'Etat soulignent que l'exploitation des ressources épuisables en pétrole de leurs pays doit être basée en premier lieu, et avant tout, sur les intérêts supérieurs de leurs peuples et que le pétrole, source principale de leurs revenus, constitue un élément vital de leur développement.

Tout en reconnaissant le rôle vital de la fourniture du pétrole à l'économie mondiale, ils considèrent que la conservation des ressources pétrolières est une exigence fondamentale pour le bien-être des générations futures et, par conséquent, recommandent avec insistance l'adoption de politiques destinées à optimaliser l'emploi de cette ressource essentielle, épuisable et non renouvelable

7) Les souverains et chefs d'Etat font observer qu'un prix du pétrole maintenu dans le passé à un niveau artificiellement bas a accéléré la surexploitation de cette ressource limitée et épuisable, et que la continuation d'une telle politique se serait révélée désastreuse du point de vue de la conservation et de l'économie mondiale.

Ils considèrent que l'intérêt des pays membres de l'OPEP ainsi que celui du reste du monde exigeraient que le prix du pétrole, qui est un élément fondamental du revenu national des pays membres, soit déterminé en tenant compte de ce qui suit :

- les impératifs de la conservation du pétrole, y compris l'épuisement et la rareté croissante du pétrole dans le futur,
- *la valeur du pétrole pour ce qui est de ses utilisations* non énergétiques, et
- les conditions de disponibilité, d'utilisation et de prix des sources d'énergie de remplacement.

De plus, le prix du pétrole devra être préservé en le liant à certains critères objectifs, y compris les prix des produits manufacturés, le taux d'inflation et les conditions du transfert des biens et de la technologie pour le développement des pays membres de l'OPEP.

8) Les souverains et chefs d'Etat déclarent que leurs pays sont disposés à poursuivre leur contribution positive pour résoudre les problèmes majeurs qui affectent l'économie mondiale et à promouvoir un processus de coopération véritable qui est la clé de l'établissement d'un nouvel ordre économique international.

Dans le but de donner l'impulsion à une telle coopération internationale, ils proposent l'adoption d'une série de mesures tant en direction des autres pays en voie de développement qu'en direction des pays industrialisés.

Ils tiennent, par conséquent, à souligner que les mesures proposées constituent une proposition globale dont tous les éléments doivent être mis en œuvre pour que les objectifs d'équité et d'efficacité visés soient atteints.

9) Les souverains et chefs d'Etat réaffirment la solidarité naturelle qui unit leurs pays aux autres pays en voie de développement dans leur lutte pour vaincre le sous-développement et marquent combien ils apprécient le soutien puissant apporté aux pays membres de l'OPEP par tous les pays en voie de développement, comme proclamé par la conférence des pays en voie de développement sur les matières premières tenue à Dakar du 3 au 8 février 1975.

Ils reconnaissent que les pays les plus affectés par la crise économique mondiale sont les pays en voie de développement et, par conséquent, réaffirment leur décision de mettre en œuvre des mesures qui renforceront leur coopération avec ces pays. Ils sont disposés à contribuer, dans la mesure de leurs possibilités respectives, à la réalisation du programme spécial international des Nations unies et à accorder, en plus, des crédits spéciaux, des prêts et des dons pour le développement des pays en voie de développement.

Dans ce contexte, ils sont convenus de coordonner leurs programmes de coopération financière de façon à être plus en mesure d'assister les pays en voie de développement les plus affectés, et spécialement, pour les aider à surmonter leurs difficultés de balance des paiements. Ils ont aussi décidé de coordonner de telles mesures financières avec des crédits à long terme qui contribueront au développement de ces économies.

Dans le même contexte, et pour contribuer à une meilleure utilisation du potentiel agricole des pays en voie de développement, les souverains et chefs d'Etat ont décidé de promouvoir la production d'engrais en vue de fournir cette production aux pays les plus affectés par la crise économique à des conditions favorables.

Ils réaffirment leur intention de coopérer avec les autres pays en voie de développement exportateurs de matières premières et autres produits de base dans leurs efforts pour obtenir des prix équitables et rémunérateurs pour leurs exportations.

10) Pour aider à aplanir les difficultés qui affectent les économies des pays développés, les souverains et chefs d'Etat déclarent que les pays membres de l'OPEP continueront à consentir des efforts spéciaux en ce qui concerne les besoins de ces pays.

En matière d'approvisionnement en pétrole, ils réaffirment que leurs pays sont prêts à assurer des livraisons qui satisferont les besoins essentiels des économies des pays développés, à la condition que les pays consommateurs n'élèvent pas de barrières artificielles pour perturber le jeu normal des lois de l'offre et de la demande.

A ces fins, les pays membres de l'OPEP instaureront une coopération et une coordination étroite entre eux afin de maintenir l'équilibre entre la production de pétrole et les besoins du marché mondial.

S'agissant des prix du pétrole, ils font observer que, en dépit de l'ampleur apparente du réajustement, le taux élevé d'inflation et la dépréciation des monnaies ont effacé une grande partie de la valeur réelle du réajustement de prix et que le prix actuel est nettement inférieur à celui qui résulterait du développement de sources d'énergie de remplacement.

Néanmoins, ils se déclarent prêts à négocier les conditions d'une stabilisation du prix du pétrole permettant aux pays consommateurs de procéder aux ajustements nécessaires de leurs économies.

Les souverains et chefs d'Etat, dans un esprit de dialogue et de coopération, affirment que les pays membres de l'OPEP sont prêts à négocier avec les pays développés les plus affectés, dans un cadre bilatéral ou par l'intermédiaire des organisations internationales, la fourniture de moyens financiers permettant la croissance des économies de ces pays tout en préservant à la fois la valeur et la sécurité des avoirs des pays membres de l'OPEP.

11) Rappelant qu'une coopération internationale véritable doit bénéficier à la fois aux pays développés et aux pays en voie de développement, les souverains et chefs d'Etat déclarent que, parallèlement et en contrepartie aux efforts, garanties et engagements qui seront consentis par les pays membres de l'OPEP, les pays développés doivent contribuer au progrès et au développement des pays en voie de développement par une action concrète, en particulier pour réa*liser la stabilité économique et monétaire en tenant dûment compte* de l'intérêt des pays en voie de développement.

Dans ce contexte, ils soulignent la nécessité d'une mise en œuvre complète du programme d'action adopté par l'Assemblée générale des Nations unies à sa sixième session extraordinaire, et, par conséquent, ils insistent sur les exigences suivantes :

— Les pays développés doivent appuyer les mesures prises par les pays en voie de développement en vue de la stabilisation, à des niveaux équitables et rémunérateurs, des prix de leurs exportations de matières premières et autres produits de base ;

— Exécution par les pays développés de leurs engagements internationaux pour la deuxième décennie des Nations unies pour le développement, cela étant considéré comme une contribution minimale qui devra être augmentée, en particulier pour le bénéfice des pays en voie de développement les plus affectés, par ceux des pays développés qui ont le plus de moyens ;

— Elaboration et mise en œuvre d'un programme alimentaire efficace selon lequel les pays développés, et en particulier les principaux producteurs et exportateurs de produits et denrées alimentaires, fourniront des dons et une assistance aux pays en voie de développement les plus affectés suivant leurs besoins en matière d'alimentation et d'agriculture ;

— Accélération des processus de développement des pays en voie de développement, en particulier par un transfert approprié et en temps voulu de la technologie moderne et par l'élimination des obstacles qui freinent l'utilisation et l'intégration de cette techno*logie dans les économies des pays en voie de développement.* Considérant que, dans beaucoup de cas, les obstacles au développement découlent de transferts de technologie insuffisants et inappropriés, les souverains et chefs d'Etat attachent la plus grande importance au transfert de technologie, qui, pour eux, constitue le test principal de l'adhésion des pays développés aux principes de la coopération internationale en faveur du développement. Le transfert de technologie ne doit pas être basé sur une division du travail dans laquelle les pays en voie de développement produiraient des biens à faible contenu technologique. Un transfert technologique efficace doit permettre aux pays en voie de développement de surmonter le retard technologique considérable de leurs économies par la fabrication, sur leurs territoires, de produits à contenu technologique élevé, en particulier en relation avec le développement et la transformation de leurs ressources naturelles. En ce qui concerne les ressources naturelles épuisables, ce qui est le cas des ressources pétrolières de l'OPEP, il est essentiel que le transfert technologique soit, par son allure et son volume, en rapport avec un rythme d'épuisement qui est accéléré au profit et dans l'intérêt de la croissance des économies des pays développés.

— Une partie très importante des complexes pétrochimiques, raffineries de pétrole et usines d'engrais, prévus ou nouveaux, *doivent être construits sur les territoires des pays membres de* l'OPEP, avec la coopération des pays industrialisés, à des fins d'exportation vers les pays développés, tout en garantissant à leur production l'accès aux marchés de ces pays;

— Des garanties adéquates contre la dépréciation de la valeur des réserves extérieures des pays de l'OPEP, ainsi que des assurances en ce qui concerne la sécurité de leurs investissements dans les pays développés.

De plus, ils estiment nécessaire que les pays développés ouvrent leurs marchés aux hydrocarbures et aux autres produits de base, ainsi qu'aux biens manufacturés produits par les pays en voie de développement, et considèrent que les pratiques discriminatoires contre les pays en voie de développement et, parmi eux, les pays membres de l'OPEP, sont contraires à l'esprit de coopération et de communautés d'intérêts.

12) Les souverains et chefs d'Etat constatent le désordre actuel du système monétaire international et l'absence de règles et d'instruments indispensables pour sauvegarder les termes de l'échange des pays en voie de développement et la valeur de leurs avoirs monétaires

Ils soulignent particulièrement l'urgente nécessité de prendre les mesures qui s'imposent pour assurer la protection des intérêts légitimes des pays en voie de développement.

Ils reconnaissent que, pour la promotion de l'économie des pays en voie de développement, la mise en commun des ressources financières à la fois des pays membres de l'OPEP et des pays développés, ainsi que de la capacité technologique de ces derniers, aiderait substantiellement à résoudre la crise économique internationale.

Ils soulignent la nécessité de prendre des mesures fondamentales et urgentes en vue de réformer le système monétaire international dans le but de fournir des instruments stables et adéquats pour l'expansion du commerce, le développement des ressources productives et une croissance équilibrée de l'économie mondiale.

Ils constatent que les initiatives prises jusqu'à présent pour réformer le système monétaire international ont échoué parce que ces initiatives n'avaient pas pour but l'élimination de l'injustice inhérente à la structure du système.

Les décisions susceptibles d'affecter la valeur des monnaies de réserve, des droits de tirage spéciaux, du prix de l'or et de son rôle dans le système monétaire international, ne doivent plus être prises sur une base unilatérale ou négociées par les seuls pays développés ; les pays développés doivent souscrire à une véritable réforme des institutions financières et monétaires internationales pour assurer une représentation équitable et pour garantir les intérêts de tous les pays en voie de développement.

La réforme du système monétaire et financier doit permettre un accroissement substantiel de la part des pays en voie de développement dans la prise de décisions, la gestion et la participation, dans un esprit de communauté d'intérêts pour le développement international et sur une base d'égalité.

A ces fins, les souverains et chefs d'Etat ont décidé de promouvoir, dans leur pays, un mécanisme de consultation et de coordination en vue d'une pleine coopération dans le cadre de leur solidarité et pour aboutir à une réforme véritable du système monétaire et financier international.

13. — Les souverains et chefs d'Etat attachent une grande importance au renforcement de l'OPEP et, en particulier, à la coordination des activités de leurs compagnies pétrolières nationales dans le cadre de leur organisation, ainsi qu'au rôle que l'organisation doit jouer dans l'économie internationale. Ils estiment que des tâches primordiales demeurent, qui requièrent la concertation entre leurs pays et la coordination de leurs politiques dans le domaine de la production du pétrole, de sa conservation, de la fixation de son prix et de sa commercialisation, dans des domaines financiers d'intérêt commun et dans les domaines de la concertation et de la coopération économique *parmi les pays membres en faveur du développement international* et de la stabilité.

14. — Les souverains et chefs d'Etat sont profondément préoccupés par la crise économique internationale actuelle, qui constitue une menace dangereuse pour la stabilité et pour la paix. En même temps, ils reconnaissent que la crise a provoqué une prise de conscience de l'existence de problèmes dont la solution contribuera à la sécurité et au bien-être de l'humanité tout entière.

Parce qu'ils ont une égale conscience des espoirs et des aspirations de tous les peuples du monde à la solution des graves problèmes qui affectent la vie de ces peuples, les souverains et chefs d'Etat conviennent solennellement d'engager leurs pays dans des initiatives visant à ouvrir la voie à une ère nouvelle de coopération dans les relations internationales.

Il appartient aux pays développés qui détiennent la plus grande partie des instruments du progrès, du bien-être et de la paix, tout comme ils détiennent la plupart des moyens de destruction, de répondre aux initiatives des pays en voie de développement par des initiatives de même nature, en choisissant de saisir la situation de crise comme une occasion historique pour ouvrir un nouveau chapitre dans les relations entre les peuples.

L'angoisse engendrée par l'incertitude dont sont empreintes les relations entre les détenteurs de la puissance ainsi que le climat d'inquiétude créé par la confusion qui règne dans l'économie mondiale céderaient alors la place à la confiance et à la sérénité qu'entraînerait une atmosphère de coopération internationale véritable dont les pays en voie de développement tireraient le plus grand profit et qu'ils enrichiraient, à leur tour, grâce à la mise en œuvre de leurs immenses potentialités.

A l'heure où, grâce au génie de l'homme, les progrès de la science et de la technique ont doté les peuples de moyens considérables leur permettant de surmonter les adversités naturelles et de réaliser les transformations bénéfiques les plus extraordinaires, l'avenir de l'humanité ne tient plus, en définitive, qu'à l'aptitude des hommes à mobiliser, au service et dans l'intérêt de tous, leur puissance d'imagination et leur volonté.

Les souverains et chefs d'Etat des pays membres de l'OPEP proclament leur foi profonde dans la capacité de tous les peuples à réaliser un nouvel ordre économique fondé sur la justice et la fraternité qui permettra au monde de demain de connaître un progrès auquel tous auront une part égale dans la coopération, la stabilité et la paix. En conséquence, ils lancent un appel fervent aux gouvernements des autres pays et proclament solennellement l'appui total de leurs peuples à la réalisation de ce but.

CONJONCTU

Selon la Banque de France

- BAISSE DE LA PRODUCTION EN FÉVRIER STAGNATION AU-DELÀ
- RECUL DES COMMANDES, STOCKS EXCESSIFS

Selon M. Michel Rocard

La politique conjoncturelle ne permet pas d'échapper aux cycles capitalistes

LA VIE ÉCONOMIQUE

CONJONCTURE

Selon la Banque de France

● BAISSE DE LA PRODUCTION EN FÉVRIER STAGNATION AU-DELA
● RECUL DES COMMANDES, STOCKS EXCESSIFS

L'enquête mensuelle de conjoncture de la Banque de France, réalisée au début de mars, apporte plusieurs informations — ou confirmations — inquiétantes sur la situation économique du pays. En février, l'activité industrielle a continué à fléchir, surtout dans le secteur des biens intermédiaires. « Les industriels se sont préoccupés, plus encore que précédemment, de ramener le volume de leurs fabrications au niveau des commandes reçues. La réduction d'activité qui en a résulté s'est traduite par un élargissement accru des capacités de production inemployées, mais n'a pas été toujours suffisante pour empêcher une nouvelle progression des stocks de produits à livrer, qui atteignent fréquemment un niveau jugé trop élevé. »

La clientèle français « n'est pas sortie de sa réserve, se bornant à passer, au fur et à mesure de ses besoins, des ordres fractionnés. De plus, le courant des commandes étrangères, « encore substantiel, est devenu plus irrégulier » sous l'effet d'une concurrence internationale de plus en plus sévère, notamment des Etats-Unis et du Japon, qui tentent de bénéficier au maximum de leur avantage de change. Au total, les carnets de commandes ont continué de se réduire : ils apparaissent très faibles, voire presque inexistants dans des entreprises de plus en plus nombreuses.

Cependant les prix ont été généralement stables ou en légère baisse, de plus en plus fréquemment la clientèle discutant les tarifs et exigeant des conditions avantageuses. Pour l'avenir, les chefs d'entreprise s'attendent, au mieux, à une stagnation de la production au cours des prochains mois, voire jusqu'à la fin de l'année.

Selon M. Michel Rocard

La politique conjoncturelle ne permet pas d'échapper aux cycles capitalistes

La politique conjoncturelle, tel était le theme de la conférence-débat organisée par l'association des maîtres d'économie appliquée dans les locaux de l'université Paris-IX Dauphine, et confrontant les points de vue de MM. Michel Rocard, professeur à Paris-IX et membre du bureau exécutif du P.S., et Edouard Alphandery, maître de conférences à Paris-II, sous la présidence de M. Marc Guillaume, profeseur à Paris-IX. Ce fut un affrontement courtois mais vigoureux entre M. Alphandery, tenant du libéralisme, et M. Rocard, défenseur de la planification socialiste

Evoquant les cycles conjoncturels d'expansion dans l'inflation suivie de contraction et de chômage *(stop and go)* dont la Grande-Bretagne depuis trente ans, et la France depuis 1971, sont de bons exemples, les deux économistes, s'accordant à juger nocifs les effets d'une telle alternance, divergeaient profondément sur ses causes. Pour M. Alphandery, faisant confiance au rôle régulateur du marché et des prix (c'est la demande qui fait l'offre), il s'agit d'un mauvais réglage des politiques monétaires, dont la mise en œuvre est régulièrement trop tardive ou trop précoce.

L'imbrication du pouvoir et de l'économie est telle que les mécanismes actuels ne permettent pas de sortir des cycles. Au passage, M. Rocard qualifiait de « talentueuse » la gestion de M. Giscard d'Estaing, prenant ses décisions en fonction des sondages, des indices de prix, du chômage, etc. Comme aux Etats-Unis, les consultations électorales, relève-t-il, sont fixées à mi-chemin entre le fond de la récession et le sommet de l'expansion, dans la joie de l'amélioration et avant les mesures contre l'inflation : habile dosage ! Mais seule une adaptation différente de la consommation à la production, donc une sélectivité et une planification, sont susceptibles de briser les cycles infernaux, ce que conteste M. Alphandery, pour lequel la concurrence dans le système capitaliste est encore capable d'apporter des solutions.

Après l'annonce de mesures de soutien de l'économie

LA CHAMBRE DE COMMERCE DE PARIS : le tir est trop court.

M. Paul Laubard, président de la chambre de commerce et d'industrie de Paris, estime que les mesures de soutien de l'économie, annoncées le 17 mars, ont deux mérites : « *Leur point d'impact est bien choisi. Elles sont telles qu'elles ne peuvent qu'être suivies assez rapidement de quelques autres. Mais le tir est trop court. La tactique des petits pas peut éviter que les chefs d'entreprises ne se désespèrent, ne se découragent tout à fait. Je ne suis pas sûr qu'elle leur rende la confiance indispensable pour que la stagnation ne dégénère pas en récession.*

» *Hormis ces aspects psychologiques, les décisions du gouvernement suggèrent trois réflexions. Elles n'atteignent pas la masse critique d'efficacité. Celles qui concernent la construction n'auront d'incidence qu'à échéance de plusieurs mois. Enfin, le moyen terme n'est pas pris en compte, c'est-à-dire que les exigences du « redéploiement », pour user d'un terme à la mode bien qu'approximatif, ne semblent pas s'inscrire déjà dans une action conçue pour le très court terme.* »

La chambre de commerce se prononce pour un « *soutien dynamique* » de l'économie de façon à éviter « *une nouvelle dégradation des propensions à investir et à consommer ; aussi bien si la demande baissait encore, le gonflement des coûts par unité produite serait un dangereux butoir à la décélération des prix* ».

Selon l'Union nationale des H.L.M.

LE GOUVERNEMENT A, EN TROIS MOIS, RÉDUIT DE 11 500 LE NOMBRE DES LOGEMENTS SOCIAUX MAIS ACCRU DE 40 000 CELUI DES APPARTEMENTS CHERS

L'Union nationale des H.L.M. déclare, dans un communiqué, que le programme de vingt-cinq mille logements supplémentaires, dont M. Fourcade a annoncé lundi la mise en chantier, « *laisse à l'écart les constructions les plus sociales, c'est-à-dire les H.L.M. locatives* ». Il concerne, en effet, les programmes les moins sociaux, notamment ceux qui bénéficient des prêts immobiliers conventionnés (PIC), « *dont les bénéficiaires ne sont pas soumis à un plafond de ressources.*

» *Depuis le début de l'année,* ajoute l'Union des H.L.M., *le financement de quarante mille logements destinés aux catégories les moins défavorisées a ainsi été décidé : quinze mille bénéficiaires de PIC en janvier, vingt-cinq mille aujourd'hui.*

» *Or, pendant la même période, le nombre des H.L.M. locatives s'est trouvé réduit de onze mille cinq cents unités : cinq mille à six mille à la suite du relèvement des prix-plafond décidé en janvier sans augmentation du total des crédits budgétaires affectés aux logements aidés et six mille cinq cents environ à la suite du relèvement du taux des prêts qui financent ces H.L.M. de 2,95 % à 3,35 %.* »

En ce qui concerne le relèvement du prix-plafond des H.L.M. de 5,5 % annoncé par M. Fourcade, le mouvement H.L.M. le juge insuffisant. « *Un relèvement de 17,5 % serait nécessaire,* estime-t-il : *12 % pour tenir compte de l'évolution des coûts de la construction et 5,5 % pour faire face aux nouvelles normes d'isolation thermique.* »

AFFAIRES

BAISSE GÉNÉRALE DES PRIX DE L'ACIER DANS LA C.E.E.

Les principaux producteurs d'acier de la C.E.E. ont sensiblement diminué leur prix de vente en raison de la très mauvaise conjoncture dans la sidérurgie. Les produits les plus touchés ont été la tôle mince, utilisée dans l'industrie automobile et l'électroménager, et le rond à béton destiné à la construction. C'est en Belgique, où, traditionnellement, les variations de tarifs sont très amples, et où les industriels n'hésitent pas à gonfler ou à casser les prix, que la diminution est la plus prononcée : 43 % pour les tôles à chaud, 35 % pour les ronds à béton, et 10 à 30 % pour les autres produits. Des rabais temporaires ont été décidés par la France (14,5 à 19 % pour les ronds à béton et 3 à 6 % pour les laminés), l'Allemagne fédérale (5 à 15 %), l'Italie (25 à 30 % pour les laminés) et les Pays-Bas (14 à 32 % pour les ronds à béton).

Apparemment, les rabais « sauvages » consentis au cours des crises précédentes par les sidérurgistes, ont été moins nombreux, au profit de réductions officielles de barèmes. L'augmentation continue des prix de revient (coke notamment) freine les initiatives en ce domaine.

DÉMOGRAPHIE

LES OPÉRATIONS DE RECENSEMENT SE TERMINENT LE 21 MARS

L'INSEE annonce, dans un communiqué, que les opérations du trentième recensement général de la population sont en voie d'achèvement. « *Toutefois,* précise le communiqué, *certaines personnes ont pu être oubliées par l'agent recenseur. Afin que ce recensement soit aussi complet que possible, voici les derniers conseils de l'INSEE à la population :*

» *1) Si vous n'avez reçu aucune visite de l'agent recenseur et si aucun bulletin de recensement ne vous est parvenu, vous n'avez probablement pas été recensé. Dans ce cas, faites-vous connaître à la mairie de votre domicile, soit par téléphone, soit par lettre, soit encore en vous rendant à la mairie de votre domicile ;*

» *2) Si le vendredi 21 mars au plus tard, l'agent recenseur n'est pas venu reprendre vos questionnaires, l'INSEE vous demande de vous faire connaître directement à la mairie de votre domicile.* »

Incidents à Nantes

Une plainte contre X..., pour vol de documents administratifs avec violence, a été déposée le 18 mars, auprès du procureur de la République de Nantes, par l'INSEE après les incidents du lundi 17 mars, au cours desquels plus de quatre mille cinq cents dossiers de recensement ont été dérobés par des agents mécontents de leurs rétributions.

PÉTROLE

Consommateurs de produits pétroliers... où va votre argent ?

Consommateurs de produits pétroliers, où va votre argent ?, telle est la question que pose un dépliant édité par l'Union des chambres syndicales de l'industrie du pétrole (U.C.S.I.P.) et diffusé à huit millions d'exemplaires.

La réponse : sur 76,10 centimes que vous payez en moyenne pour un litre de produit pétrolier, 34 centimes vont dans les caisses des Etats producteurs, 27 centimes dans celles de l'Etat français et 15,10 centimes « *pour les entreprises pétrolières qui font le travail* ».

La présentation est claire, didactique ; la conclusion péremptoire : « *Vous savez maintenant où va votre argent. Vous venez de constater que la part revenant à l'industrie pétrolière est faible, insuffisante pour trouver de nouveaux gisements, renouveler les installations...* »

In extremis, un volet a été ajouté pour expliquer que la baisse du dollar a fait passer 2 centimes de la poche des Etats producteurs dans celle des sociétés pétrolières, soit une augmentation de recettes pour ces dernières de 13,25 % (ce pourcentage n'est pas explicité dans le document)

Rien n'est dit sur la baisse des frets ni sur l'aide de l'Etat aux sociétés pétrolières sans fournir d'avantages fiscaux et autres (il ne s'agit pas de l'argent des consommateurs mais des contribuables; nuances !) On ne connaît pas non plus quel coût moyen d'accès au baril a été pris en compte pour les calculs...

De son côté, *l'Humanité* du 19 mars, tirée à 140 000 exemplaires, publie un « dossier sur les gangs pétroliers » « Oui, peut-on lire en gros titre, la baisse est possible... le prix du fuel peut être diminué de 30 %.

Simplifiez, simplifiez... de part et d'autre... mais en restera-t-il quelque chose ? — Ph S.

● LA SOCIETE D'ENTRETIEN AERONAUTIQUE AERO-LONG a déposé son bilan. Créée en 1973, la société Aérolong s'était installée sur la zone de Colomiers dans la banlieue ouest de Toulouse, à proximité de Bréguet-Dassault et de la SNIAS dans une usine très moderne Elle employait quatre-vingt-dix salariés Son conseil d'administration était présidé par M. Alfred Mardegan président du comité industriel Midi-Pyrénées, président du Salon aéronautique de Toulouse

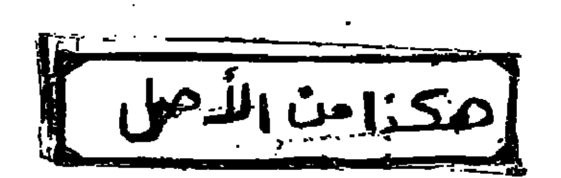
L'AGENCE INTERNATIONALE DE L'ÉNERGIE PREND POSITION SUR LA « RÉUNION PRÉPARATOIRE » DU 7 AVRIL.

Le comité directeur de l'Agence internationale de l'énergie qui regroupe dix-huit pays industrialisés (non compris la France) se réunit au château de la Muette, à Paris, mercredi, à partir de 15 heures On s'attend à ce que la conférence se termine jeudi soir et prenne définitivement position quant à la réunion du 7 avril destinée à préparer la Conférence internationale de l'énergie proposée par M. Giscard d'Estaing.

L'une des questions les plus importantes qui seront débattues sera la façon dont les pays industrialisés pourront garantir à l'avenir, d'une manière ou d'une autre, leurs investissements dans le domaine énergétique

L'INDE ANNONCE SA PARTICIPATION

Le president Valéry Giscard d'Estaing a reçu une lettre personnelle du premier ministre de l'Inde, Mme Indira Gandhi, dans laquelle elle donne une réponse positive pour la participation de son pays à la réunion préparatoire à la conférence internationale sur l'énergie, qui commencera le 7 avril prochain, à Paris.



مكبر من الأصل

LA VIE ÉCONOMIQUE

AGRICULTURE

LE VINGT-NEUVIÈME CONGRÈS DE LA F.N.S.E.A.

M. Debatisse souligne l'« inquiétude » et l'« insatisfaction » des cultivateurs

« Notre congrès se déroulera sous le double signe de l'insatisfaction et de l'inquiétude », a déclaré mardi 18 mars M. Michel Debatisse en ouvrant le congrès de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (F.N.S.E.A.) réuni au Palais des congrès de Versailles. Six cents délégués assistent à ces vingt-neuvièmes assises, qui se poursuivent aujourd'hui avec la présentation par M. François Guillaume d'un rapport sur « l'organisation des productions ». Dans l'après-midi devait s'engager la discussion sur ce texte et sur le rapport moral, présenté mardi par le secrétaire général, M. Pierre Cormorèche.

Des revenus très inférieurs, en 1974, à ce qu'ils furent l'année précédente ; une hausse des prix européens et des mesures arrêtées, au plan national, *« qui n'ont pas eu toute l'ampleur désirable »* : tels sont, pour le président de la F.N.S.E.A., les motifs d'insatisfaction. Quant à l'inquiétude, elle résulte de la poursuite de l'inflation et des prix agricoles, qui *« ne sont pas orientés à la hausse »*.

Les manifestations qui se déroulent dans le Midi ne font que confirmer cette inquiétude, estime M. Debatisse. Le congrès a d'ailleurs adressé un télégramme exprimant sa « sympathie » aux viticulteurs méridionaux et à leurs responsables, *« légitimement indignés de l'importation de vins italiens à des prix anormalement bas »*.

La tonalité grave ainsi donnée d'emblée aux travaux de la centrale paysanne contrastait avec le titre résolument optimiste choisi par le secrétaire général pour son rapport moral : « L'espoir ».

Pourtant, M. Cormorèche a reconnu que l'action syndicale soutenue de la Fédération nationale n'avait pas suffi pour rétablir une situation compromise tout à la fois par la chute des cours, les aléas météorologiques et une gestion des marchés pour le moins incertaine. Aussi, en dépit des mesures annoncées récemment par le gouvernement, les 13,5 % d'augmentation du revenu paysan fixés par M. Jacques Chirac comme un objectif minimum pour 1975 restent-ils encore lointains. D'autres dispositions sont nécessaires, tant au plan national qu'au plan communautaire. M. Cormorèche a notamment présenté ce qui, a-t-il dit, est une des revendications prioritaires de la F.N.S.E.A. : l'adoption d'une sorte d'indexation prévoyant une majoration des prix européens lorsque, au cours du premier trimestre, le taux d'inflation dépassera les 4 %.

Pour le reste, le secrétaire général a repris les thèses traditionnelles de la F.N.S.E.A. sur la nécessité de l'exploitation familiale et prolongé les mises en garde de M. Debatisse contre les organisations *« souvent soutenues par des partis politiques »* qui se constituent *« aux confins du syndicalisme »* et peuvent représenter un danger pour l'unité syndicale.

Comme c'est le cas tous les trois ans, le congrès de la F.N.S.E.A. a, par ailleurs, renouvelé le conseil d'administration. Sur soixante membres élus ou désignés, plus d'un tiers sont des nouveaux. Ce changement, s'il s'accompagne d'un rajeunissement de l'exécutif de la centrale agricole, ne semble pas avoir de signification précise. Il correspond, en effet, au retrait volontaire de personnalités soucieuses parfois de « prendre du champ ». Il en est ainsi pour trois des vice-présidents sortants : MM. Fleurus Michon, Joseph Ariaux et Louis Perrin, président de l'assemblée permanente des chambres d'agriculture.

Le nouveau conseil d'administration se réunira le 4 avril pour désigner son bureau. C'est alors qu'interviendront des modifications plus significatives. M. Michel Debatisse demeurera à la présidence. Mais M. Cormorèche, tout en restant au bureau, passera la main et sera probablement remplacé au secrétariat général par M. François Guillaume, ancien président du Centre national des jeunes agriculteurs. M. Michel Souplet pourrait également abandonner le secrétariat général adjoint pour un poste de vice-président.

« Ce n'est que justice »

Dans le recueil des résolutions proposées au congrès, après une page consacrée aux dégâts du gibier, la Fédération des exploitants évoque les problèmes de main-d'œuvre.

Depuis le 1er janvier 1975, le statut social des quatre cent cinquante mille salariés permanents de l'agriculture est — théoriquement — à parité avec celui des travailleurs de l'industrie et du commerce. En effet, un accord national, signé le 29 mars 1974, a créé l'assurance chômage en agriculture, et la loi du 27 décembre 1974 a institué le régime de la semaine de quarante heures dans les campagnes.

« Cette évolution aggrave les charges des exploitants employeurs de main-d'œuvre (qui), compte tenu de l'augmentation des salaires, ont progressé de 30 % en un an (...) », *note M. Cormorèche dans son rapport moral.*

En bref, la F.N.S.E.A. « s'émeut de la multiplication et de l'aggravation des problèmes posés aux employeurs agricoles ». *D'autant que, relève le projet de motion, ces derniers* « sont appelés à participer à un effort de solidarité interprofessionnelle *en finançant* une assurance-chômage qui bénéficie presque exclusivement aux autres secteurs de l'économie ».

Aussi, la Fédération des exploitants demande : l'adaptation de la politique d'immigration aux besoins exprimés par les employeurs agricoles et le maintien des taux de la redevance d'introduction à leur niveau de 1974 ; l'autorisation, pour les immigrés, de ne pouvoir travailler en dehors de l'agriculture qu'après une période minimale de trois ans d'activité rurale, afin d'éviter les débauchages après la période de formation ; des sources de « financements appropriés » *pour financer l'assurance accident du travail,* « car il serait anormal que cette charge soit unilatéralement imposée aux seuls employeurs » ; *l'aménagement de la loi sur la semaine de quarante heures afin de tenir compte des* « caractéristiques du travail en agriculture ».

Certes, M. Cormorèche souligne que « les employeurs agricoles doivent comprendre que certaines évolutions sont inévitables », *car elles correspondent à l'intérêt des exploitants et surtout* « ce n'est que justice ». *Toutefois, les rédacteurs du projet de motion ont jugé utile de préciser que si le ministre de l'agriculture* « n'est pas en mesure de prendre en considération les exigences de l'activité agricole », *la F.N.S.E.A.* « sera dans l'impossibilité de réaliser ses objectifs concernant le maintien du pouvoir d'achat des salariés et du niveau de l'emploi ».

A. G.

CORRESPONDANCE

Les gentlemen campagnards et la Société des agriculteurs de France

A la suite de l'article intitulé « scission des éleveurs », qui a été publié dans nos éditions datées du 25 février, M. A.-F. d'Harcourt, président de la Société des agriculteurs de France, nous a fait parvenir les observations suivantes sur cette association :

Je vous dirai simplement que les « gentlemen campagnards » qui possédaient en effet les deux qualités d'être à la fois des « autorités sociales » selon le mot de Le Play et des hommes « enracinés » dans leur terrain furent à l'origine, tout simplement, du syndicalisme agricole, de la mutualité agricole, des mutuelles incendie et accidents du travail, de nombreuses écoles d'agriculture, des prêts spéciaux du Crédit agricole, du premier office des migrations rurales, de la première commission paritaire bailleurs preneurs.

Grâce à des hommes aussi compétents que dévoués, la Société a accueilli la Fédération de la propriété agricole, la Fédération nationale des CETA, la caisse des cadres, l'I.O.S.T.A., l'A.P.E.C.I.T.A., le C.E.N.A.G., etc. D'ailleurs cet esprit de création permanent demeure la raison même de cette Société des agriculteurs de France qui ne transigera pas avec sa vocation d'ouverture et de service.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SOFICOMI

Le conseil d'administration de la Société pour le financement d'immeubles commerciaux et industriels « Soficomi » s'est réuni le 14 mars pour arrêter les comptes de l'exercice 1974 qui seront présentés à l'assemblée générale convoquée pour le 12 mai prochain et permettront de proposer la distribution d'un dividende de 12,50 F par action contre 10,50 F l'année précédente, aux 1 500 000 actions composant le capital social.

Les produits de l'exercice, taxes comprises, se sont accrus de plus de 41 % par rapport à 1973 ; en effet, leur montant global s'est élevé, au titre de l'exercice 1974, à 52 millions 500 847,32 F toutes taxes comprises, contre 37 120 651,66 F toutes taxes comprises au cours de l'exercice précédent. Ils comprennent, en dehors de la T.V.A., 5 705 037,09 F de préloyers versés au titre des opérations de crédit-bail non encore entrées en location, 33 016 478,44 F de loyers correspondant aux opérations de crédit-bail, 1 144 182,11 F de loyers reçus pour les opérations de location simple, les revenus au titre des participations dans la SECAR et la SOLOREC pour 4 124 564,57 F, ainsi que les produits bancaires résultant du placement de la trésorerie pour 542 191,40 F.

La dotation aux comptes d'amortissements s'établit à 5 391 342,52 F, au total, 3 356 271,78 F au titre des opérations de crédit-bail (à raison de 2 987 678 F sur les constructions, et de 368 593,78 F au titre des frais d'acquisition réglés et entièrement amortis au cours de l'exercice, tant pour les immeubles entrés en location que pour les immeubles en cours de réalisation), 178 131,80 F pour les immeubles de location simple, 6 938,94 F sur mobilier et matériel de transport et, enfin, 1 million 850 000 F au titre des frais d'émission des obligations convertibles 1974 (4 911 378,49 F) à amortir sur une durée maximum de cinq ans.

Les provisions constituées en complément aux amortissements au titre des opérations de crédit-bail immobilier représentent 3 391 862 F.

Compte tenu, d'une part, d'une provision exceptionnelle de 397 500 F et de pertes sur exercices antérieurs, pour 142 003 F et, d'autre part, d'une reprise de provision sur opération de crédit-bail pour 140 733,25 F et de quelques profits sur exercices antérieurs 3 622,18 F et sur cession de matériel de transport 1 152 F, le bénéfice de l'exercice s'établit à 21 619 225,62 F contre 18 527 241,08 F en 1973, soit en augmentation de plus de 16 %.

ECCO

Le chiffre d'affaires 1974 de la société, sans ses filiales, ressort à environ 210 millions de francs hors taxes, soit une augmentation de près de 19 % par rapport à 1973.

Le résultat net de la société en 1974 sera sensiblement identique à celui de l'année dernière compte tenu d'une majoration exceptionnelle de l'impôt sur les sociétés de 1 696 000 F. En l'absence de cette imposition, le résultat net aurait été en progression de plus de 15 %.

KUBOTA LTD

Le conseil d'administration, réuni le 6 mars 1975, a décidé de procéder à une attribution gratuite d'actions, qui débutera le 16 avril 1975.

Il sera attribué des actions ordinaires nominales, à raison d'une nouvelle pour dix anciennes, aux actionnaires inscrits sur les registres nominatifs de la société le 15 avril 1975 à 15 heures (heure du Japon). Cependant, aucune fraction d'action ne pourra être distribuée de ce fait.

Le 16 avril 1975, il sera repris sur les réserves, et incorporé au capital social, une somme équivalente au produit du nombre des actions nouvelles attribuées gratuitement par la valeur nominale de chacune de ces actions, soit 50 yen.



BANQUE COMMERCIALE DU MAROC

Au cours de sa séance du 20 février 1975, le conseil d'administration a arrêté les comptes de l'exercice 1974 faisant ressortir un bénéfice net de 7 361 398,21 dirhams, qui permet de proposer à l'assemblée générale ordinaire, qui statuera sur ces comptes, un dividende de 8 dirhams par action.

CRÉDIT NATIONAL

Le Crédit national tiendra ses assemblées générales ordinaire et extraordinaire le mardi 22 avril 1975.

Il sera proposé un dividende net de 17 F par action assorti d'un avoir fiscal (impôt déjà payé au Trésor) de 8,50 F.

LES MARCHÉS

PARIS
18 MARS

Marché toujours bien orienté

LONDRES

COURS DU DOLLAR À TOKYO

INDICES QUOTIDIENS

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

BOURSE DE PARIS — 18 MARS



LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS
18 MARS

Marché toujours bien orienté

Le coup de pouce donné à l'économie par M. Fourcade, jugé insuffisant, n'a pas recueilli tous les suffrages à la Bourse de Paris. L'impression causée n'en a pas moins été assez favorable et, dans l'ensemble, les valeurs françaises se sont bien comportées.

Une trentaine d'entre elles ont même encore sensiblement progressé — entre 1 % et 2 % — notamment celles appartenant aux secteurs concernés par les mesures de relance : les banques et le bâtiment. Les titres des sociétés tournées vers l'exportation ont été également recherchés (Poclain, Michelin, Kléber, Roussel-Uclaf, Mérieux). Ailleurs, la tendance a été généralement soutenue. Bref, encore une bonne séance.

D'aucuns s'étonnaient toutefois que le coup de chapeau n'ait pas été plus marqué. L'on objectera, que, comme à l'habitude, le fait accompli a joué et que de nouveaux dégagements se sont produits en liaison avec la réponse des primes effectuée ce jour. Le marché ayant atteint son plus haut niveau de l'année, la plupart en effet ont été levées et les titres revendus dans plusieurs cas.

La cotation de l'action Marine Firminy, suspendue depuis le 6 mars, a repris ce jour *(voir page 32)**. Le titre a baissé de 6 %.*

Aux valeurs étrangères, reprise des mines d'or. Fermeté persistante des américaines. Ton plus soutenu sur les allemandes. Nouveau recul des pétroles internationaux.

Sur le marché de l'or, toujours très calme, le lingot a encore perdu 50 F à 24 540 F (après 24 550 F), le kilo en barre 25 F à 24 500 F et le napoléon 0,60 F à 260,40 F (après 260,70 F et 260 F). Le volume des transactions a diminué : 12,04 millions de francs contre 14,68 millions de francs.

LONDRES

Le redressement opéré mardi, en clôture, se poursuit à l'ouverture. Seules, les industrielles restent assez lourdes dans la crainte du déclenchement de nouveaux troubles sociaux. Hausse des pétroles et des fonds d'État, ces derniers étant encouragés par la nouvelle réduction des taux d'intérêt. Les mines d'or gagnent encore du terrain.

OR (ouverture) dollars : 178 25 contre 178 50

VALEURS	CLOTURE 18-3	COURS 19-3
War Loan 3 1/2 %	27 1/4	27 3/16
Beechams	288	287 1/2
British Petroleum	370	370 1/2
Shell	239	242
Vickers	129	129
Imperial Chemical	221	220
Courtaulds	102	101 3/4
De Beers	250	288 1/2
* Western Holdings	39	39 7/8
Rio Tinto Zinc Corp	134	135
* West Driefontein	47 3/4	48 3/4

(*) En livres

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	18 3	19 3
1 dollar (en yens)	287 15	288 10

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE Base 100 : 31 déc. 1974.)

	17 mars	18 mars
Valeurs françaises	126,5	127,3
Valeurs étrangères	123,6	123,9

Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 29 déc. 1961.)

Indice général	73,1	73,3

NOUVELLES DES SOCIETES

FINANCIERE DE SUEZ. — Bénéfice net pour 1974 : 127,75 millions de francs contre 114 millions de francs en 1973. Dividende global porté de 21 F à 22,50 F.

SACILOR. — Le dividende global passe de 7,50 F à 12 F, le rendement du titre avoisinant 14 % au cours de 87 F coté le 18 mars.

METALLURGIQUE DE NORMANDIE. — Bénéfice net pour 1974 : 75,2 millions de francs contre 41,5 millions de francs, la marge brute atteignant 109,4 millions de francs contre 5,8 millions. Dividende global : 12,75 F contre 10,28 F.

FRANÇAISE DES PETROLES B.P. — Résultat nul en 1974 contre un bénéfice de 27,7 millions de francs en 1973. Il ne sera pas distribué de dividende.

PHILIPS. — Bénéfice consolidé pour 1974 : 734 millions de florins. Sur une base comparable à celui de l'exercice précédent, il s'élève à 710 millions de florins contre 890 millions. Dividende inchangé de 1,80 florin.

NEW YORK

Ventes bénéficiaires

Encore ferme à l'ouverture, la tendance s'est alourdie mardi à Wall Street en cours de séance sur des ventes bénéficiaires, et l'indice des industrielles s'est établi en clôture à 779,41 points, soit à 7,12 points au-dessous de son niveau précédent. Le volume des transactions a encore augmenté : 29,18 millions de titres ont changé de mains contre 26,78 millions la veille.

La nouvelle désescalade des taux d'intérêt (voir d'autre part) a produit une impression favorable sur le marché. Mais les prévisions pessimistes du secrétaire d'État au Trésor concernant le déficit budgétaire et la dégradation de la situation au Vietnam et au Cambodge ont incité les opérateurs à procéder à des dégagements de précaution après deux séances de forte hausse.

Les produits chimiques, les pétroles, les compagnies aériennes et les automobiles ont compté au nombre des secteurs les plus touchés. De tous les compartiments, les mines d'or ont été les seules à évoluer à contre-courant.

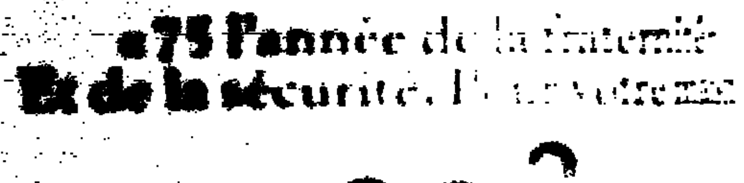
Sur 1 842 valeurs traitées, 957 ont baissé, 528 ont monté et 357 n'ont pas varié.

Indices Dow Jones : transports, 166,01 (— 1,27) ; services publics, 79,56 (+ 0,19).

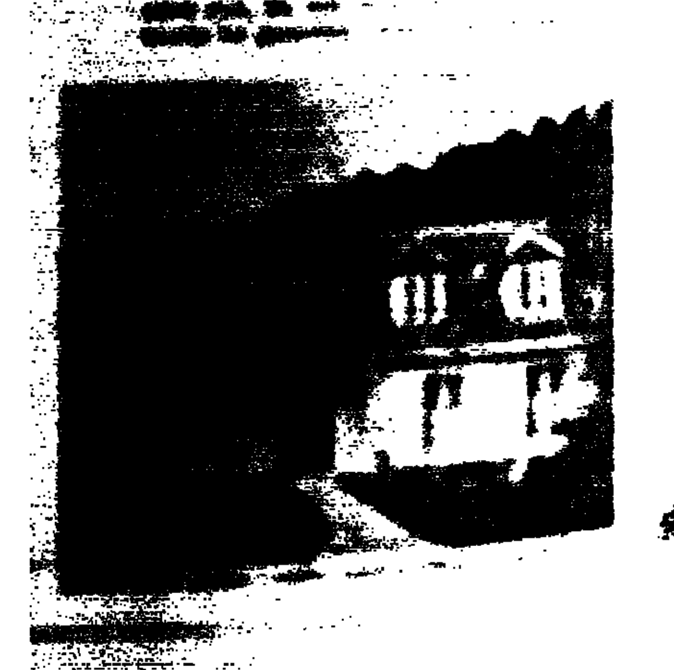
VALEURS	COURS 14 3	COURS 17 3
Alcoa	39 1/2	39 1/8
A.T.T.	51 1/2	51 1/2
Boeing	22	20 7/8
Chase Manhattan Bank	34 1/4	33 3/8
Du Pont de Nemours	104 3/4	102 1/2
Eastman Kodak	94 7/8	93 1/4
Exxon	75 3/8	73 ...
Ford	37 3/8	37 3/8
General Electric	48 3/4	48 ...
General Foods	26 1/2	25 3/4
General Motors	45 3/8	44
Goodyear	17 1/8	16 3/4
I.B.M.	218 3/4	214 3/4
I.T.T.	20 7/8	20 7/8
Kennecott	36 1/8	35
Mobil Oil	41 7/8	41 3/4
Pfizer	35 5/8	35 1/4
Schlumberger	107 3/8	103 ...
Texaco	26 1/2	25 1/2
U.A.L. Inc.	21 1/4	20 ...
Union Carbide	56 1/4	55 ...
U.S. Steel	58	57 1/8
Westinghouse	15 1/4	14 3/4
Xerox	79	77 3/8

MARCHE MONETAIRE

	Taux Banque de France	Taux du marché
Effets publics	....	
Effets privés	....	9 1/8 %
Moyen terme	....	9 1/16 %







BOURSE DE PARIS — 18 MARS — COMPTANT

VALEURS	% du nom.	% du coupon
3 %	39 70	1 389
5 %	56	8 630

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
France (La)	392	392
Préservatrice S.A.	312 10	320
Sequanaise Banq.	228	225
SLIMINCO	140 50	140 50
Un. Imm. France	106	107
Acto: investiss.	9[illegible]	95

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
E.D.F. parts 1950	...	351
— parts 1959	358	358 50
Cp. France 3 %	...	122
Abeille-I.G.A.R.D.	285	370
Abeille (Vie)	285	280 10
A.G.F.	335	336
Concorde	232	235
Epargne France	350	353
Fonc. T.I.A.R.D.	86 40	86 40
Foncière (Vie)	288	285
France (I.A.R.D.)	290	290

MARCHÉ A TERME

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les cours. Elles sont corrigées le lendemain dans la première édition.

La Chambre syndicale a décidé, à titre expérimental, de prolonger après la clôture la cotation des valeurs ayant fait l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Prem. cours	Dernier cours	Compt. Prem. cours
545	4,50 % 1973	538 10	538	537	537 50
1090	C.N.E. 3 %	1109	1106 50	1108	1103
586	Cie Gle Eaux	643	650	652	644
106	Electro-Méc	106 80	104 50	104 50	103 10
195	Eng. Matra	250	265 50	256 10	256
158	E. J. Lefebvre	167 50	170 20	171 ...	167
165	Olida-Caby	174 20	173	173 50	175
75	Opfi-Paribas	81 20	80 80	80 80	80
285	Telco-Lux.	268 90	260 10	261	260 10
280	T.R.T.	285	286 50	239 50	286 50
860	Tél. Electr.	950	949	949	949
625	Tél. Ericss.	610	618	618	611
181	Gen. Electric	197	204 10	208 ...	2[illegible]4 10
181	Gen. Motors	189 50	19[illegible] 40	192 50	192 30
26	Goldfields	23 90	22 90	23 05	23
58	* Harm. Go.	47 50	48 49	48 50	48 40
216	Amer. Tel.	218 60	217	215	215 80
26	Ang. Am. C.	24 10	24 25	24 40	24 25
250	Amgold	237	239 90	240 50	237 10
255	Astur. Mines	270	266 50	266 50	264
280	B. Ottoman.	274 50	274 50	274	271 10
260	BASF (Akt.)	264	267	267 50	267
215	Bayer	229	230	228	226 40
125	Buffelsfont.	117 50	119	119 50	121 30
14	Charter	13 70	13 15	13 60	13 15
145	Chase Manh	143 70	146	146 50	147
385	C.F. Fr.-Can.	392	392 10	392 10	391
15	De Beers (S)	14 85	14 65	14 75	14 55
235	Dome Mines	224	230 ..	229 90	228 50
425	DuPont Nem.	434 50	441 50	441 80	4[illegible]5 50
355	East. Kodak	387	39[illegible]	39[illegible]	395 10
77	East Rand	73 50	73 10	73 30	73 10
730	Ericsson	234 50	230	236	230
320	Exxon Corp.	321 50	313 60	315	315 60
152	Ford Motor	157 70	159	160	157 80
165	Free State	165 90	168 80	170 60	169 80
155	Prés. Brand.	148 80	150	152 ..	*149 .
230	Quilmès	226	225 50	225 ..	225
190	* Randfont.	183 .	181 20	183 ..	179
61	Rand. Selec.	58	57 10	57 10	57 10
136	Royal Dutch	151 50	148 70	149 50	148 20
14	Rio Tinto Zinc	13 90	13 45	13 50	* 13 20
195	St-Helena.	193	197 90	197 50	198
435	Schlumberger	433	451	454	458
22	Shell Tr (S.)	23 60	23 60	23 60	23 20
445	Siemens A.G.	482	482 80	479	485 90
32	Sony	41 20	42 90	42 70	42 90
13	Tanganyika	12 95	12 55	12 60	12 50
182	Unilever	187	185 60	187 ..	185 60
27	Union Corp.	27 90	28 05	27 80	28
168	U. Min. 1/10	167 50	166 50	168	166 50
285	West Driet	270 20	271	273	267
126	West Deep	118 10	118 20	120 ..	118 10
218	West Hold.	215 80	21[illegible]	220 ..	220 90
4	Zambia Cop.	3 50	3 40	3 50	3 45

* VALEURS DONNANT LIEU A DES OPERATIONS FERMES SEULEMENT

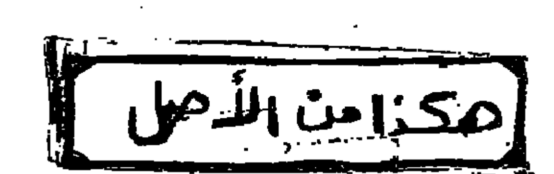
o. : offert ; c. : coupon détaché ; d. : demande ; * droit détaché. — Lorsqu'un « premier cours » n'est pas indiqué, il y a eu cotation unique, portée dans la colonne « dernier cours ».

COTE DES CHANGES

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 18 3	COURS DES BILLETS échange de gré à gré entre banques
Etats-Unis ($ 1)	4 199	4 198	4 19
Canada ($ can. 1)	4 206	4 193	4 18
Allemagne (100 DM)	181 050	181 475	180 50
Belgique (100 fr.)	12 222	12 247	12 35
Danemark (100 krd.)	77 5[illegible]0	77 870	77 50
Espagne (100 pes.)	7 527	7 534	7 44
Grande-Bretagne (£ 1)	10 153	10 177	10 20
Italie (100 lires)	0 688	0 687	0 64
Norvège (100 krs.)	85 470	85 820	85 75
Pays-Bas (100 fl.)	176 700	177 625	176 50
Portugal (100 esc.)	17 505	17 455	16 25
Suède (100 krs.)	106 970	107 470	106 25
Suisse (100 fr.)	168 900	169 400	169 25

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 18 3
Or fin (kilo en barre)	24525	24500
Or fin (kilo en lingot)	24590	24540
Pièce française (20 fr.)	261	260 40
Pièce française (10 fr.)	179 70	179
Pièce suisse (20 fr.)	249 90	251 ..
Union latine (20 fr.)	230 20	231
Souverain	240 90	240
Pièce de 20 dollars	1108	1103 20
Pièce de 10 dollars	550	558 20
Pièce de 5 dollars	417 50	412 50
Pièce de 50 pesos	990 50	985 .
Pièce de 10 florins	223 80	224 ..



Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

A C D E F G H

EN DÉPIT DES MESURES ANNONCÉES

La tension reste vive dans le Midi viticole

Les mesures en faveur de l'agriculture, rendues publiques le 18 mars par le gouvernement français, n'ont pas apaisé la tension, qui reste vive, dans le midi de la France. Il s'agissait de la suppression des montants compensatoires sur le vin à partir du 24 mars et de l'octroi de possibilités supplémentaires de distillation (« le Monde » du 19 mars). Ces mesures « ne sont pas, selon le comité régional d'action viticole, totalement négatives, mais en aucun cas elles ne sauraient être suffisantes ».

Cependant, comme nous l'indique notre correspondant à Bruxelles, aucune décision nouvelle susceptible d'avoir une réelle portée concrète n'a été arrêtée au cours des derniers jours par les autorités communautaires. La suppression des montants compensatoires sur le vin ne saurait notamment avoir d'effet sur les échanges franco-italiens puisqu'au moment où elle entraînera la disparition de la subvention à l'importation en France, elle provoquera simultanément la suppression de la taxe à l'exportation en Italie.

De notre correspondant

Montpellier. — Symbole de la révolte des viticulteurs, le drapeau *rouge frappé de la croix occitane* flotte sur la cathédrale Saint-Pierre de Montpellier qui est toujours « occupée ». Plusieurs dizaines de viticulteurs, auxquels se sont joint des arboriculteurs, y logent, y mangent, y dorment, en se relayant, mais surtout l'église sert désormais de P.C. au comité d'action régional. L'évêque de Montpellier, Mgr Tourel, apporte *son soutien moral aux vignerons*, auxquels il rend régulièrement visite. Il y a un peu plus de quarante-huit heures, Mgr Rougé, évêque de Nîmes, avait publié un communiqué déclarant : « *Nous tenons à souligner le caractère urgent et intolérable de cette situation (...). Nous demandons aux autorités compétentes d'avancer le dialogue avec la profession vers les solutions urgentes qu'exige la conjoncture actuelle.* »

De nombreuses délégations viennent de toute la région apporter leur soutien et exprimer leur solidarité. Pour éviter que des éléments étrangers à la profession ne se glissent parmi eux, les viticulteurs les ont reçues sur le parvis, mais ne les ont pas autorisées à pénétrer à l'intérieur de l'édifice.

Ce n'est pas la première fois que la cathédrale de Montpellier sert de refuge aux viticulteurs. Lors des grandes manifestations de 1970, qui font partie de l'épopée vigneronne, le cardinal De Cabrières avait ouvert les portes de la nef pour leur donner abri et leur permettre d'y passer la nuit.

Le porte-parole du comité d'action, M. Louis Tessier, a estimé que les mesures prises à Bruxelles « *sont une amorce, un pas en avant. Elles ne sont pas totalement négatives, mais en aucun cas elles ne sauraient être suffisantes. A Bruxelles, on fait des acrobaties, on joue les funambules, mais les viticulteurs méridionaux en ont assez d'être menés en bateau. Pour les petits exploitants, la distillation de 15 % des stocks est inapplicable. Un viticulteur qui possède 1 500 litres de vin à distiller ne pourra pas en prendre 225 et laisser son foudre en vidange, car, par la suite, le vin sera invendable. Tant que nous n'aurons pas entièrement satisfaction, nous poursuivrons l'action non violente en occupant la cathédrale de Montpellier.* »

Comment la situation va-t-elle évoluer ? Les viticulteurs paraissent décidés à poursuivre leur action. Un communiqué rédigé dans la cathédrale déclare notamment : « *Si les mesures réclamées se faisaient trop attendre, il a été envisagé d'organiser, outre l'action non violente, une paralysie de toute l'économie régionale par une grève générale, la fermeture des magasins, le blocage de la circulation routière et ferroviaire, et toutes autres actions d'envergure.* »

ROGER BECRIAUX.

LA GESTION DU « FONDS KISSINGER »

Les droits de vote correspondent aux quotas

Le projet d'accord élaboré par les pays membres de l'O.C.D.E. sur la création d'un Fonds de 20 milliards de D.T.S., soit environ 25 milliards de dollars, pour rééquilibrer les balances des paiements (conformément au « plan Kissinger » présenté à l'Agence de l'énergie (*le Monde* du 19 mars) fixe ainsi la répartition des principaux quotas entre les pays intéressés par le Fonds : Etats-Unis : 5 560 millions de D.T.S. (27,8 %) ; Allemagne fédérale : 2 500 millions (12,5 %) ; Japon : 2 340 millions (11,7 %) ; France : 1 700 millions (8,5 %) ; Grande-Bretagne : 1 600 millions (8 %) ; Italie : 1 400 millions (7 %).

Suivant l'importance des concours demandés, les droits de vote, qui correspondent aux quotas, seront exercés suivant des modalités variables : tantôt unanimité, tantôt majorité des deux tiers, tantôt majorité simple.

LE DOLLAR DÉPRIMÉ PAR LA BAISSE DES TAUX D'INTÉRÊT

La nouvelle baisse des taux d'intérêt aux Etats-Unis, illustrée par la réduction du taux de base de la Morgan Guaranty Trust à 7 1/2 % contre 7 3/4 %, a entraîné un nouvel effritement du dollar. A Paris, celui-ci a glissé à 4,18 F contre 4,18 1/2 F, tandis qu'à Francfort il revenait à 2,30 1/2 DM contre 2,31 DM et à Zurich à 2,46 1/2 F.S. contre 2,47 F.S.

Le numéro du « Monde » daté 19 mars 1975 a été tiré à 558 412 exemplaires.

Au Vietnam du Sud

LA POPULATION COMMENCE A QUITTER HUÉ DONT LES DÉFENSES SONT DÉGARNIES

La panique semble gagner une partie de la population civile au Vietnam du Sud après la décision des autorités de Saigon d'abandonner le contrôle des Hauts-Plateaux au G.R.P. Non seulement des milliers de réfugiés arrivent sur la côte, venant de Pleiku et de Kontum, mais l'ancienne capitale impériale, Hué, est aussi touchée par ce mouvement.

L'agence Reuter annonce que les Huéens commencent à quitter leur ville ; leur destination n'est pas précisée. Certaines des forces d'élite aéroportées qui défendaient Hué ont été repliées plus au sud. Il se confirme, d'autre part, qu'un pont aérien a été mis en place mercredi entre Saigon et *Dalat*, avec le concours notamment d'une compagnie commerciale américaine.

En 1968, pendant l'offensive du Têt, les forces communistes avaient pendant un temps occupé Hué. Cette fois, les défenses de la grande ville sont dégarnies sans que les communistes aient tiré un seul coup de feu. La perte de Hué pour le régime de Saigon aurait pour conséquence le complet isolement de Quang-Tri, capitale de la province du même nom, déjà en grande partie sous le contrôle du G.R.P.

L'ARMÉE DE TERRE A DÉJA ACQUIS A L'AMIABLE 1 417 HECTARES DU PLATEAU DU LARZAC

Selon le mensuel « Terre information », organe de l'état-major de l'armée de terre, un total de 1 417 hectares ont, à ce jour, déjà été acquis à l'amiable sur le causse du Larzac. *L'extension de ce camp* militaire consiste à porter de 3 000 à 16 600 hectares la surface de manœuvre. Sur les 13 600 hectares à acquérir, « Terre information » précise que 3 600 hectares environ appartiennent à l'Etat ou à d'autres collectivités et que, sur les 10 000 hectares restants, 3 000 environ font déjà l'objet de propositions de vente.

« L'opération suit donc son déroulement normal — estime le mensuel de l'armée de terre — et devrait aboutir dans les années prochaines, sous réserve que le Conseil d'Etat, qui est actuellement saisi d'un recours en annulation de l'arrêté de déclaration d'utilité publique, confirme, un jour prochain, la décision du minstre de la défense. »

Pour expliquer ces acquisitions domaniales, l'armée de terre rappelle qu' « elle a le souci de conduire l'instruction de ses quinze brigades mécanisées, représentant chacune quatre mille cinq cents hommes et mille véhicules ». L'armée française dispose actuellement de dix grands camps nationaux représentant une superficie globale de 70 800 hectares, non compris Coëtquidan, réservé aux écoles de formation d'officiers.

NOUVELLES BRÈVES

● *M. Olivier Stirn*, secrétaire d'Etat des départements et territoires d'outre-mer, est arrivé ce mercredi 19 mars en Nouvelle-Zélande, où il a été reçu par le premier ministre, M. Wallace Rowling. C'est la première fois qu'un membre du gouvernement français se rend dans ce pays *depuis la tension qu'avaient provoquée les essais nucléaires français* dans le Pacifique. *(Reuter.)*

● *Le peintre basque Agustin Ibarrola* a été condamné à quatre-vingt-dix jours de prison et à une amende de 500 000 pesetas pour avoir exprimé des opinions marxistes au cours d'une conférence sur l'art basque contemporain. — *(U.P.I.)*

LA VISITE DU PREMIER MINISTRE EN U.R.S.S.

M. Brejnev cherchera à obtenir de M. Chirac un engagement plus net de la France en faveur d'un « sommet » paneuropéen

De nos envoyés spéciaux

Moscou. — M. Chirac, qui commence ce mercredi 19 mars son premier voyage officiel en U.R.S.S., devait être accueilli dans la soirée à l'aéroport de Vnoukovo par M. Kossyguine, chef du gouvernement soviétique. Le premier ministre et sa femme devaient être conduits dans une résidence du gouvernement sur les monts Lénine, au bord de la Moskova. M. Sauvagnargues, ministre des affaires étrangères, et M. d'Ornano, ministre de l'industrie, seront logés dans des résidences voisines. On ne sait pas encore quel jour M. Chirac sera reçu par M. Brejnev ; la tradition soviétique veut, de toute façon, que les rencontres de ce genre ne soient jamais annoncées à l'avance. Le secrétaire général du parti communiste soviétique se trouve actuellement à Budapest, où il assiste aux travaux du congrès du parti communiste hongrois.

La presse et la télévision soviétiques ont accordé une place importante aux préparatifs de la visite de M. Chirac, rappelant le caractère « *exemplaire* » des relations franco-soviétiques dans le domaine économique aussi bien que politique. Les commentateurs insistent sur la croissance des échanges commerciaux entre les deux pays, à un moment où les relations économiques piétinent avec les Etats-Unis. La France, fait-on remarquer ici avec satisfaction, a une conception beaucoup plus « *raisonnable* » que le Congrès américain de ses relations avec Moscou et ne prétend pas s'ingérer dans les affaires intérieures de l'U.R.S.S. La coopération économique franco-soviétique devrait au demeurant occuper une place importante dans les entretiens qu'auront MM. Chirac et d'Ornano. La délégation française voudrait, en effet, profiter de son séjour à Moscou pour « pousser » plusieurs dossiers importants, dont aucun n'est encore prêt pour la signature, mais qu'on voudrait voir aboutir soit en juillet prochain, lorsque M. Fourcade se rendra à son tour en U.R.S.S. pour participer aux travaux de la « grande commission », soit à l'automne, au moment du voyage de M. Giscard d'Estaing. Bon nombre de ces projets intéressent les secteurs chimique et pétrochimique que l'U.R.S.S. cherche à développer, comme en témoigne la récente visite en France effectuée par M. Kostandov, ministre soviétique de la chimie.

MM. Chirac et Sauvagnargues passeront également en revue les grands problèmes internationaux. Comme il y a trois mois, le dossier qui intéresse le plus les Soviétiques est celui de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe. M. Giscard d'Estaing vient de répondre au message par lequel M. Brejnev proposait à cinq chefs d'Etat occidentaux de réunir un « sommet » paneuropéen le 30 juin à Helsinki pour entériner les résultats obtenus à la C.S.C.E. (*le Monde* du 19 mars). Le principe d'une telle réunion a été accepté par la France, ainsi que par la Grande-Bretagne lors de la venue à Moscou de M. Wilson, en février dernier, mais il reste à conclure les négociations de Genève. MM. Chirac et Sauvagnargues chercheront sans doute à savoir si la partie soviétique est prête à faire un minimum de concessions pour hâter la fin de ce marathon diplomatique. Les Soviétiques, de leur côté, chercheront à obtenir une prise de position plus nette de la France en faveur du « sommet » d'Helsinki. M. Brejnev voudrait qu'il ait lieu avant son voyage aux Etats-Unis, prévu pour cet été.

Les autres questions internationales que les Soviétiques aimeraient voir mentionnées dans le communiqué commun concernent le Proche-Orient, Chypre, ainsi que l'évolution de la situation au Vietnam du Sud et au Cambodge. Aucun différend sérieux n'existe à ce sujet entre Paris et Moscou, et on peut s'attendre sur ce point à une paraphrase du communiqué de Rambouillet.

ANDRÉ PASSERON.
JACQUES AMALRIC.